Gérard Bergeron (1922-2002)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1978)

Ce Jour-là...

Le Référendum

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web personnelle](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Du même auteur

Théorie politique

FONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT, Librairie Armand Colin, Paris, 1965 (Préface de Raymond Aron).

[LA GOUVERNE POLITIQUE](#), Mouton, Paris-La Haye, 1977.

Essais historiques

[Le Canada français après deux siècles de patience](#), (Collection « L'histoire immédiate »), Paris, Éditions du Seuil, 1967.

[LA GUERRE FROIDE INACHEVÉE](#), Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1971 (Préface de John Holmes).

Journalisme politique

DU DUPLESSISME AU JOHNSONISME, Parti pris, Montréal, 1967.

[NE BOUGEZ PLUS ! \(Portraits de 40 de nos politiciens\)](#), Éditions du Jour, Montréal, 1968.

DU DUPLESSISME À TRUDEAU ET À BOURASSA, Parti pris, Montréal, 1971.

[L'INDÉPENDANCE : OUI, MAIS....](#) Quinze, Montréal, 1977 (Préface de Pierre Turgeon).

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

Gérard Bergeron

Ce Jour-là... le Référendum

Montréal : Les Éditions Quinze, 1978, 256 pp.

[Autorisation formelle accordée, le 12 avril 2005, par Mme Suzanne Patry-Bergeron, épouse de feu M. Gérard Bergeron, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Gérard Bergeron]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11'')

Édition numérique réalisée le 28 juillet 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Gérard Bergeron (1978)

Ce jour-là... le Référendum

Montréal : Les Éditions Quinze, 1978, 256 pp.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#)

[Introduction à l'auteur](#) (par Jean Blouin)

I. [IMPROVISATIONS, TACTIQUES ET STRATÉGIES](#)

1. [De l'"irréversible" à l'"impensable".](#)
2. [Entre l'"une fois pour toutes" et le "tout à la fois".](#)
3. [Pour que les oppositions s'opposent à leur niveau propre](#)
4. [Scénarios noirs et scénarios roses](#)
5. [Du condominium canadien à l'unifamiliale québécoise](#)
6. [Le premier référendum réglera quoi ?](#)

II. [LA "POLITIQUE INTÉRIEURE " DU QUÉBEC DEPUIS LE 15 NOVEMBRE 1976](#)

7. [Y a-t-il encore un Parti libéral du Québec ?](#)
8. [S'il y a encore un Parti libéral du Québec](#)
9. [Le candidat Raymond Garneau](#)
10. [Le candidat Claude Ryan](#)
11. [Pourquoi ces maladresses qui n'étaient pas nécessaires ?](#)
12. [Pour une Charte du français recevable et praticable](#)
13. [La Charte du français : tremplin ou trappe ?](#)
14. [La "politique intérieure" du Parti québécois](#)

III. [REFAIRE LA CONFÉDÉRATION OU LAISSER SE DÉFAIRE LE CANADA ?](#)

15. [Un chantier qui commence à s'animer](#)
16. [La "grande muette" a parlé](#)
17. [Projet d'un nouveau Commonwealth canadien](#)
18. [Une formule mitoyenne d'association est-elle pensable ?](#) (par Donald Smiley)
19. [L'idée un peu folle d'un nouveau Commonwealth ou séparation bête ?](#)
20. [Comment amorcer le dialogue ?](#)

IV. UN NOUVEAU CANADA MULTIPLE OU DES ÉTATS MULTIPLIES ?

21. Géopolitique de Terre Québec
22. Où il est question d'Espace/Temps et de Nombre
23. Il n'y a pas une "troisième voie", mais tout un faisceau
24. Et si les autres provinces se mettaient à parler ?
25. Le supplice de la Question (inconnue)
26. Ce sera bientôt ce jour-là
27. À Pierre et à René pendant qu'il en est encore temps

Ce Jour-là... le Référendum

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Un an après *L'Indépendance : oui, mais...*, Gérard Bergeron nous livre la suite de sa recherche, passionnante d'engagement tout en restant passionnée par la lucidité voulue au sein de cet engagement. Il réussit peut-être cet extraordinaire défi de s'arrêter aux portes de la par tisanerie afin de pouvoir encore parler aux hommes des politiques contradictoires - "pendant qu'il en est encore temps", souligne-t-il cri une conclusion à tonalité quelque peu angoissée.

Ces courts essais d'analyse, que l'actualité d'après le 15 décembre 1976 provoquait, prennent ici presque une dimension d'"oeuvre faite", qu'achève une dernière et longue partie inédite, traitant des données objectives de la géopolitique de Terre Québec ainsi que des "erreurs" non admises de ces *princes qui nous gouvernent* à Ottawa et à Québec.

Tout tourne autour du choix décisif que nous ferons au jour "J" du REFERENDUM qui ne saurait plus tarder. L'auteur ne se contente pas de montrer quelque impatience devant la *Question*, toujours inconnue, qu'on nous posera. Il devance, pour ainsi dire, cette *question* en ses éléments prévisibles et surtout pèse les conséquences plausibles de la *réponse*, qui ne manqueront pas d'être lourdes. Ce livre est l'instrument désigné pour aider à faire un choix le plus libre possible, et en pleine connaissance de cause, car ce sera bientôt ce JOUR-LÀ du REFERENDUM.

Auteur d'essais historiques devenus des "classiques" comme *Le Canada français après deux siècles de patience* et *La Guerre froide ina-*

chevée, Gérard Bergeron s'est encore fait remarquer par des ouvrages de théorie fondamentale comme *Fonctionnement de l'État* et *La Gouverne politique*, publiés à Paris et qui lui ont valu une réputation internationale. Ses ouvrages de critique politique, plus connus en ce pays, sont sa contribution de citoyen personnellement engagé dans les combats d'une société concrète - la nôtre.

Ce Jour-là... le Référendum

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

En soumettant, une fois de plus, au public des livres ces chroniques d'actualité, en les faisant suivre d'une partie inédite comme pour la devancer, je sais la futilité de demander quelque connivence du lecteur.

Ce sont textes de recherche, donc laborieux et même inquiets. Il vaut mieux libérer ses inquiétudes que de les refouler. Il vaut encore mieux les convertir en tâches de recherche, d'autant que le métier y incite.

N'en seront désappointés que ceux qui ont trouvé plus vite ou sans avoir cherché, qui ne sont réceptifs qu'aux approbations. Ce n'est pas facile de vivre avec cette "quasi-obsession", que j'avouais à Jean Blouin : "que l'indépendance du Québec ne rate pas ; non pas qu'elle ait ou non lieu, mais qu'elle ne rate pas si elle doit avoir lieu". (Voir l'introduction qui suit.)

Je suis donc en avance sur la plupart des indépendantistes qui ne trouvent leur réconfort que dans la contemplation des raisons d'y être favorables ; mais aussi en retrait d'eux, puisque, incorrigible rationaliste en politique, je ne réussis pas à communier à cette foi-là d'une indépendance aussi irréversible que nécessaire.

Oui, l'indépendance peut "rater" C'est cela qu'il faut prévenir, alors que rien n'est encore joué, et qu'on doit récupérer, comme par anticipation, le plus possible de ce qui ressemblera à l'indépendance, car elle n'est pas un "mal" !

Il va, il doit se passer quelque chose : l'indispensable, c'est que les fils de Terre Québec n'en sortent pas abîmés.

La seule passion, qui n'a besoin d'autre justification que par elle-même, c'est de comprendre ce qui est, ce qui est en train de se passer. Comprendre veut dire préci-

sément "prendre avec ". Tout prendre : le désirable et le faisable, le demain et l'aujourd'hui, l'enjeu et l'obstacle, l'inévitable pouvoir et la nécessaire opposition, l'interne et l'externe, l'action et la réaction. Si l'on ne prend que la première branche, l'on ne comprend justement pas.

C'est d'une hygiène mentale qui n'est pas celle du bonheur simple. Elle n'a rien à voir avec l'objectivité, qui est une idée fort abstraite jusqu'à l'irréalité et n'appartient à personne. C'est une activité de recherche, pas une opération unilatérale de réconfort et, à cet égard, elle est peu plaisante.

Partisans et militants, mobilisateurs et prédicateurs ne manquent pas, qui parlent haut et fort. Il en faut : ce sont eux qui font marcher cahin-caha la société, et nous tous dedans. Mais nous, qui sommes mus par eux, avons le droit d'une première adhésion à la non-partialité pour comprendre justement.

Si les choses que les partisans nous présentent étaient aussi simples ou évidentes qu'ils les disent, il manquerait d'autres partisans pour soutenir le contraire. Tout le monde serait d'accord. Tout serait arrêté. (Et tout serait ennuyeux.)

Surtout, on ne nous consulterait pas. La convention qui est à la base de la consultation, c'est que rien n'est donné en cette simplicité-là, et qu'il nous est donc intimé de choisir.

Le choix est autant refus que préférence. Regardons-nous lorsque nous votons : au moins la moitié et un peu plus de nos motifs, contre ; le reste, pour : le moindre mal. "On peut se tromper" : le plus grand nombre pondère pour notre vote, et nous laissons faire.

Quand il s'agit du principe même des arrangements politiques qui nous ont soudés ensemble, nous n'avons pas le droit de nous tromper. Les conséquences sont trop lourdes pour trop longtemps.

Il ne faut pas rater la grande circonstance qui va passer, qui s'appelle le référendum. C'est le leitmotiv de ce recueil, hors les textes qui lui sont explicitement consacrés. Ce sera par un oui ou un non global qu'on dira sa préférence-refus : sans nuance, sans interprétation, sans pondération. Une fois de plus, la loi d'airain du plus grand nombre. Ce rite, beaucoup plus solennel que l'électoral, ne réglera rien ; mais il créera une situation nouvelle, qui ne sera pas toute la solution, du moins pas encore.

Messieurs nos gouvernants les plus près de nous, veuillez nous révéler sans trop tarder quelle question vous allez nous poser. Messieurs leurs opposants et nos gouvernants d'un peu, moins près, dites-nous toutes vos raisons d'y répondre en un sens plu tôt qu'en l'autre.

Nous cherchons à comprendre. D'abord.

Ce Jour-là... le Référendum

INTRODUCTION À L'AUTEUR

QUAND UN THÉORICIEN DESCEND SUR LE PLANCHER DES VACHES *

Par Jean Blouin

[Retour à la table des matières](#)

Poli mais incrédule, manifestement sur la défensive, il avait demandé à réfléchir. Quand il a consenti à me rencontrer, au deuxième appel, je croyais la question définitivement réglée. C'était mal le connaître. Non seulement a-t-il été nécessaire de le reconvaincre dès mon arrivée chez lui, à Sillery, mais voilà même qu'après avoir commencé l'entrevue il s'arrête, hésite, affirme une nouvelle fois sa profonde réticence à s'offrir ainsi en pâture au public.

À quoi peut bien rimer une résistance si tenace ? Faire comme si elle n'existait pas ? Sauter par-dessus ? J'aurais voulu, mais elle s'est imposée. Obstinément. jusqu'à concentrer toute l'attention. Calé dans son fauteuil, soudain silencieux, il attend, réfugié derrière un léger sourire comme pour mieux me voir venir. Fausse modestie ? Peur de se compromettre ? Sa réaction agace d'autant plus qu'elle semble immotivée, ne sourdre de nulle part.

Je n'ai plus le choix, j'aiguille l'entretien sur cette résistance, je la questionne. Il s'y prête. Et, peu à peu, le raccord se fait. Elle est, elle devient son auteur, l'identifie,

* Article de Jean Blouin paru dans le magazine *Perspectives*, 29 octobre 1977, vol. 19, n° 44. L'article comportait le sous-titre suivant : "Universitaire et journaliste politique, Gérard Bergeron cultive l'art difficile de s'engager sans se laisser inféoder." Nous remercions l'auteur et M. Jean Bouthillette, directeur adjoint de *Perspectives*, d'avoir permis la reproduction de ce texte.

le distingue. Gérard Bergeron est au plus haut point cette résistance. Jeu ? Affectation ? Une peur plutôt, viscérale : peur du vedettisme, de tout ce qui pourrait faire de lui une espèce de mandarin.

"Je refuse tout simplement, dit-il, de donner l'impression de me prendre trop au sérieux..." Et, après quelques secondes : "Tout en prenant très au sérieux ce que j'essaie de faire. J'aime beaucoup cette pensée de Bertrand de Jouvenel, que j'ai reproduite en exergue à mon dernier livre : "En un mot, ce que je dis peut être de faible valeur, mais ce dont je parle est d'une extrême importance"."

Que dire ? Je lui rappelle qu'à l'occasion il est journaliste politique et que l'effacement sied mal à celui qui, amené à commenter les événements, peut en modifier le cours par son influence sur l'opinion. Ne fait-il pas partie de l'actualité aussi ? Et, à force de se taire, ne donne-t-il pas prise aux déformations ? Ne risque-t-il pas d'être mal compris ? Beau dilemme. Il semble tiraillé. D'autant plus que la trentaine d'articles sur la dernière campagne électorale au Québec et sur ses conséquences politiques qu'il a publiés à ce jour dans *le Devoir* ont eu pour effet de raviver la discussion à son sujet. Qui est-il ? A quelle enseigne loge-t-il ?

Paradoxalement, le politicologue de l'Université Laval entrouvre la porte de son univers en voulant la refermer. La matière parlée et écrite s'organise, la filiation prend corps. Je comprends que tout ce qui empêchait de tourner en rond depuis le début nous situe en plein coeur du "cas" Gérard Bergeron. Aurait-il été Isocrate sans cela ? L'homme se découvre tout entier dans cette tradition d'anonymat amorcée sous ce pseudonyme, en 1956, par une série d'articles dans *le Devoir* qui eurent l'heur de mettre au jour sans détour, avec une pénétration inédite, les assises sociopolitiques du régime duplessiste, sorti une fois de plus vainqueur des élections du 20 juin précédent. Tradition d'anonymat qui s'est prolongée dans le mur de discrétion dont il a su s'entourer jusqu'à maintenant. Va pour parler idées, pour raconter son itinéraire intellectuel dans une revue universitaire, à l'exemple d'autres collègues, va pour les cours et les conférences devant des publics restreints et sur des sujets distanciés. Mais devenir le sujet d'un article de magazine à grand tirage ! Comment se surprendre que mon insistance l'agace à son tour ?

Le "branchisme"

Il avait mentionné au téléphone qu'on le considérait d'abord comme un théoricien de la science politique, domaine où il a acquis une réputation dépassant de beaucoup les frontières du Québec. Devant lui, sur la table, pour en témoigner : *Fonctionnement de l'Etat et la Gouverne politique*, parus à Paris respectivement en 1965 et en 1977. Et voici qu'encore indécis il y a quelques instants il entreprend de parler de ce monde de la théorisation générale qui semble bien éloigné du réel politique, dans l'effort même d'en découvrir une compréhension plus profonde, par-delà les circonstances divergentes de l'histoire et de l'actualité. Gérard Bergeron s'y enferme littéralement pendant de longues périodes d'années où il ne fait rien d'autre, depuis que, jeune professeur au nouveau département de sciences politiques de l'Université Laval, en 1954, et mis en situation de démêler l'inextricable écheveau politique international, il a senti le besoin d'un cadre global, d'une grille qu'il n'a jamais cessé d'élaborer de reprise en reprise ces vingt dernières années. "On ne décide pas un jour de devenir théoricien, insiste-t-il, on le devient progressivement en rapport avec des problèmes pressants de recherche qu'on se pose."

On ne l'est pas "impunément" pendant si longtemps, pourrait-on ajouter : c'est une activité prenante, entière, qui façonne son homme, qui finit par le "déformer" et le plier à ses règles. Et si nous touchions là du doigt la source de la "controverse" entourant ce journaliste politique, lui qui a le don d'énervier les partisans, que bien des gens aimeraient voir faire un choix-clair-une-fois-pour-toutes ! Le reproche le chicote : "L'idéal inaccessible serait d'en être, de cette société, et de pouvoir en parler comme n'en étant pas. De pouvoir garder la tête froide sous le coeur chaud, et le plus possible ses humeurs sous contrôle."

C'est peut-être une forme d'engagement plus exigeante que le "branchisme" avec sa chaleur du foyer "partisan". Branchisme ! Il a créé ce néologisme dans une réplique au journaliste et chef de parti René Lévesque qui l'avait justement invité à se brancher, il y a quelques années, dans l'une de ses chroniques. L'appel n'est donc pas nouveau. Ce qui l'est, c'est la conjoncture actuelle, plus que jamais à l'alignement absolu, officiel, et qui tolère plutôt mal le doute, l'indécision, la volonté de recul et la pleine

liberté d'appréciation de l'analyste de carrière. Surtout que ça vous a de ces airs de transcendance et de havre de paix au-dessus de la mêlée sociale !

Il réfléchit un instant. "Depuis vingt ans, dit-il, je recommande le branchisme parce que ce sont les branchés qui font marcher les sociétés. Peut-être qu'un jour j'en serai moi-même un, qui sait ? Mais je veux garder ma liberté totale d'évaluation au sein même de mon engagement. Autrement je deviens un partisan parmi d'autres. L'engagement profond n'est pas la partisanerie, et, d'une certaine façon, la contredit. Mais ça nous mènerait trop loin de creuser une idée comme celle-là... Ajouter un partisan de plus ne compense pas la perte d'un des rares analystes non partisans mais profondément engagés dans les situations qu'ils s'efforcent de comprendre. Vous savez, c'est plus difficile de garder la tête froide et un sens critique en alerte face à des mouvements et des valeurs avec lesquels vous êtes en sympathie naturelle que de se laisser aller à ses préférences d'instinct ou à ses humeurs du moment, pour ensuite, après coup, arranger des arguments rationnels pour justifier tout cela ! C'est ainsi que "je me comprends" ; je ne me comprendrais d'ailleurs pas très bien comme "partisan" dans le rang, ce que je ferais sans doute très mal. Et, pour tout vous dire, les gens des partis semblent s'en douter... et quelques-uns d'entre eux m'ont même dit que j'avais la chance d'être plus utile en ne contraignant pas mon tempérament ni la conception que je me fais de mon métier. L'important, pour eux, c'est qu'il n'y en ait pas trop qui fassent pareil métier ou en aient cette conception. Il n'y a pas foule : tout le monde peut se rassurer !" Un sourire illumine son visage. "Et puis vous savez, poursuit-il, je crois que je ne serais même pas partisan de mon propre parti s'il me prenait la fantaisie d'en fonder un..."

Petit côté littéraire

Ambiguïté ? Idéalisme ? Un fait paraît incontestable : la crédibilité qui a marqué chacune de ses incursions journalistiques depuis les dernières années du duplessisme, que ce soit en 1963 au moment de la poussée créditiste et des premiers assauts du F.L.O. ; en 1970, année de la prise du pouvoir par Robert Bourassa, de la crise d'Octobre et de ses séquelles, dans le défunt *Magazine Maclean* ; et enfin depuis la dernière campagne électorale. Chaque fois, des articles dont la substance - de vrais petits

essais politiques et historiques - et la lucidité tranchent nettement sur la denrée habituellement servie dans les journaux.

Des articles agréables à lire aussi, d'une écriture alerte, imagée, qui sait marier humour et sérieux, où les formules évocatrices empruntées à la vie de tous les jours n'ont rien d'académique et font comprendre simplement les choses les plus compliquées. D'où tient-il ce style si peu apparenté à la norme universitaire ? "J'ai un petit côté littéraire qui m'a suivi fidèlement depuis mes premiers rêves d'écrivain, à l'adolescence : la littérature était alors la seule matière scolaire qui m'intéressait."

Il a déjà donné libre cours à ce penchant en commettant une littérature de détente quantitativement très importante. A preuve les cinq mille pages environ que totalise sa production radiophonique - soit le double de l'ensemble de ses écrits politiques -, composée de quelques textes humoristiques pour l'émission *Chez Miville* et surtout de présentations esthético-sociologiques de la chanson, en particulier dans le cadre de l'émission *le Petit Dictionnaire de la chanson* qu'il a écrite entièrement pendant cinq ans sous le pseudonyme d'Alain Sylvain - du prénom de ses deux aînés -, le tout s'échelonnant de 1957 à 1967, au milieu de ses réclusions "théoriques" et de ses premiers raids journalistiques. Et que dire de ce recueil ironique, amusant et si éclairant en même temps, de portraits de nos hommes politiques paru en 1968, aux éditions du jour, sous le titre *Ne bougez plus !* qui démontre bien que l'homme réel, concret, quotidien, l'intéresse autant que la politique elle-même !

Chez Gérard Bergeron, c'est évidemment le journaliste politique qui fait problème. Entendons-nous : problème auprès des "colleurs d'étiquettes" moins intéressés à la justesse d'une analyse ou à la simple ligne d'une argumentation qu'à distribuer "ceux qui sont de notre bord" et "ceux qui sont de l'autre bord". Etre à part est pour lui chose familière. C'était l'être beaucoup, par exemple, en 1944, à l'âge de 22 ans, que de s'inscrire en sociologie à Laval, faculté à peine naissante et à l'avenir incertain ; a fortiori si vous affichiez dans ce Québec d'alors très "provincial" un intérêt marqué pour la politique internationale avec l'intention d'en faire une carrière dans le journalisme ; mais ce sera l'enseignement qui deviendra son premier métier.

Le hic, c'est que le programme de l'époque en sociologie ne prévoyait rien sur la politique internationale. Où se former ? A la faculté, les énergies intellectuelles sont mobilisées par l'étude des problèmes corsés d'industrialisation et d'urbanisation qui confrontaient le Québec d'après-guerre. "Je me suis débrouillé tout seul et avec les

moyens du bord, lisant les journaux étrangers pour pallier l'insuffisance des ressources du milieu." Il va écrire ses premiers articles pendant les trois années que durera son cours, sur la fin de la guerre, sur l'instauration de la période de paix puis sur le déclenchement de la guerre froide, d'abord dans la *Revue dominicaine*, l'ancêtre de la revue *Maintenant*, également décédée, et dans l'hebdomadaire culturel *Notre Temps*, lancé par Léopold Richer en 1945. De 1947 à 1950, il poursuivra des études spécialisées en relations internationales à Genève et à Paris. A son retour, il inaugurera l'enseignement de cette discipline à Laval.

Ne pas nous entre-dévorer

Isocrate, c'est l'internationaliste de carrière métamorphosé en québécologue de circonstance à cause de Duplessis. Pas surprenant que nul ne l'ait soupçonné de se cacher derrière ce pseudonyme. Son penchant de théoricien pour le "comment" des choses le mit immédiatement sur la sellette. A l'invitation qu'il lançait de rallier le parti libéral québécois, pour se débarrasser le plus vite possible de l'autocratie au pouvoir, en conclusion de sa première série d'articles, deux membres de l'intelligentsia de l'époque manifestèrent une opposition particulière : Pierre Elliott Trudeau, que son "socialisme" inclinait davantage vers la C.C.F., et René Lévesque, un isolé mais déjà "travaillé" par l'action politique, qui disait crûment, dans les couloirs de Radio-Canada, qu'il n'avait pas foi dans les libéraux d'alors. Rien n'empêche qu'en se ralliant plus tard à ces idées-là, ils deviendront, comme il le dit lui-même en un éclat de rire, ses "deux meilleurs produits d'éducation des adultes".

Ce ne sont pas là deux "élèves" ordinaires. Gérard Bergeron avoue être fasciné par la force charismatique des deux Premiers ministres, deux personnalités magnétiques hors série dont l'étranger, selon lui, présenterait peu d'exemples : "Peut-être Giscard et Mitterrand, en France, à l'heure actuelle, eux aussi engagés dans un match décisif d'où une France toute renouvelée peut sortir. Si j'avais le loisir d'écrire un parallèle à la Plutarque, quel merveilleux sujet ce serait !", Les grands traits lui apparaissent déjà : "Ils se ressemblent en ce qu'ils sont deux communicateurs hors pair, ce qui, je l'avoue, me fait un peu peur aussi. Je sais qu'ils ont une grande estime l'un envers l'autre, ce qui évidemment ne peut s'avouer publiquement. Chose bizarre, c'est le cosmopolite de métier et de formation qui a enfourché le cheval de la nation." Quant

au côté doctrinaire du Premier ministre du Canada, "Trudeau, affirme Gérard Bergeron, est moins dogmatique qu'on le pense. Son dogmatisme est avant tout une forme négative qu'il oppose aux dogmatismes qu'il a combattus dans sa jeunesse : celui des curés, des jésuites, des nationalistes, du *Devoir*. Mais ses réflexes de rigidité donnent souvent l'apparence d'un dogmatisme qui se ferme. Le non-dogmatisme de Lévesque est, chez lui, d'instinct : c'est le gars qui veut que ça marche, et pas n'importe comment, mais ses exigences proprement idéologiques passent en second. Souvenez-vous de ce qu'il a dit le jour de l'assermentation de son cabinet, évoquant une "absolue envie que ça marche !" "

Gérard Bergeron a côtoyé à peu près tout ce qui a exercé le pouvoir depuis vingt ans : le noyau influent de la Révolution tranquille, le "French Power" et les trois colombes, les têtes d'affiche du Parti québécois, sans altérer aucunement sa totale indépendance. Dès qu'ils se lancent dans la politique, il cesse toute relation avec eux. Conséquence qu'il recherchait précisément : "Si je peux encore parler publiquement aux gens des deux bords, c'est peut-être parce que je ne suis pas identifié à l'un ou à l'autre par des liens d'amitié, pour ne pas parler des solidarités partisans. Il ne suffit pas d'être intérieurement indépendant, il faut l'être extérieurement, si j'ose dire. N'ayant jamais adhéré à aucune coterie, je n'ai pas à rompre, à m'en dissocier."

L'entrevue aboutit naturellement à la situation complexe du 15 novembre dernier, laquelle, de son propre aveu, l'exalte et l'inquiète tout à la fois. Ses interrogations profondes, il les refile aux thèses en présence, qu'il analyse méthodiquement tout en leur rappelant à tour de rôle des réalités "gênantes".

Cela fait sûrement avancer le débat. Mais lui, quel intérêt sert-il ? Est-il voué au conservatisme maquillé, à la façon du directeur du *Devoir* où paraissent ses articles, quelquefois en page éditoriale ? Il n'hésite pas : "Mon passé en est garant, j'ai toujours bien accueilli le changement. Et chaque fois que je prends la plume, c'est pour réclamer du changement." Dans le cas précis de la crise actuelle ? "Je voudrais être, dit-il en pesant bien ses mots, propagateur des schèmes qui vont peut-être nous empêcher de nous entre-dévorer. Je m'efforce de rechercher la solution intermédiaire et valable pour tous qui va émerger de la terrible confrontation qui s'annonce et à laquelle on n'échappera pas. Il ne faudrait pas se raconter des peurs qui auraient pour effet de bloquer des changements fondamentaux tout à fait nécessaires, non plus que se raconter des histoires de fausse sécurité, étant donné l'importance de ce qui est en jeu et le fait que nous ne sommes pas les plus forts."

Cette espèce d'attitude de la "porte ouverte" s'inscrit dans sa conviction que la solution concrète émergera quelque part entre les polarisations actuelles. De même qu'elle est l'expression d'une certaine fidélité : "Moi, j'ai un attachement profond pour le produit historique Canada qui est bien autre chose que ce qu'on s'obstine à appeler encore la "Confédération". Ma québécoisité ne détruit pas le Canada, elle devrait pouvoir y trouver sa vraie place, mais sur de tout autres bases. Elle ne peut sûrement pas tolérer un régime fédéral aussi mauvais. Ça non ! Le Canada vaut mieux que son régime constitutionnel, qui a fait son temps."

Cela affirmé, qui est du domaine de la subjectivité, la question du "comment" re-fait aussitôt surface, l'obsède : "Quand un théoricien, avoue-t-il, redescend sur le plancher des vaches, il a la coquetterie que ça marche, sinon il n'embarque pas." Gérard Bergeron devient alors éminemment pragmatique. "C'est maintenant, pas après, qu'il faut préciser la structure qui remplacera celle d'un fédéralisme au bout de son rouleau ; maintenant qu'il faut prévoir les modalités de ce qui, de toute évidence, prendra la forme d'un tout nouveau contrat d'association." Cette (dé)formation a pour effet de le placer à un autre niveau, une fois ses sympathies "non partisans" admises : "J'ai une quasi-obsession, reconnaît-il, c'est que l'indépendance du Québec ne rate pas ; non pas qu'elle ait ou non lieu, mais qu'elle ne rate pas si elle doit avoir lieu."

Aussi a-t-il lancé dernièrement l'idée d'un réaménagement constitutionnel en profondeur qui, basé sur la reconnaissance officielle de la nation québécoise, préserve des avenues communes avec le Canada anglais. Il s'agirait d'un Commonwealth Etat du Canada/Etat du Québec, donc la libre association sur des points précis de deux gouvernements nationaux ¹. Des interlocuteurs du Canada anglais ont commencé à réagir favorablement ² à cette idée, que Gérard Bergeron présente comme solution à une Confédération périmée et à une indépendance faite à n'importe quel prix, "y compris à celui, précisément, de ne pouvoir se faire".

On le constate aisément : toute de nuances et d'ouvertures, rébarbative au slogan, sensible aux vibrations de la réalité, critique, la pensée de Gérard Bergeron ne s'encapsule pas dans les "fausses idées claires" des polarisations actuelles. Il est cet

¹ Voir le chapitre 17 : "Projet d'un nouveau Commonwealth canadien".

² D'autres ont réagi moins favorablement : voir les deux chapitres suivants pour la critique du professeur Donald Smiley et la réponse de l'auteur.

homme multiple, incernable totalement, irréductible aussi, dont les alternances, de la politique internationale à la question québécoise en passant par la théorie pure, lui ont fait vivre plus qu'à quiconque le déchirement entre l'ici et l'ailleurs, la difficulté qu'il y a d'être du Québec et du monde en même temps : "Publier à l'étranger des ouvrages de théorie générale ou avoir l'échiquier politique international comme objet d'étude n'a jamais déraciné le Québécois que je reste foncièrement." Il n'y a peut-être qu'ici, en pays incertain, qu'une telle précision s'impose. De poursuivre Gérard Bergeron : "L'important, finalement, ce n'est pas tant d'écrire sur ici que d'écrire à partir d'ici, selon une belle expression de Fernand Durnont."

Situation inédite

Pour ce qui est de la suite de ses travaux, à l'ère de l'alternance a succédé celle de l'intégration : il s'agirait maintenant, comme résultat second, de vérifier dans la société politique québécoise ses élaborations théoriques des vingt dernières années. Il dirige, à cette fin, un groupe de recherche en sciences politiques à l'Université Laval. Parallèlement, le journaliste en lui se tient sur un pied d'alerte en prévision des grandes étapes à venir, soit une élection fédérale à saveur de référendum, soit le référendum lui-même. Pressentant avec d'autres qu'il se passerait quelque chose de décisif à l'automne 1976, il avait d'ailleurs mis le point final à la *Gouverne politique* au mois de juin précédant l'échéance, pour se garder en complète disponibilité journalistique. "Les améliorations que j'aurais pu apporter à l'ouvrage, dit-il, ne valaient pas ce que je risquais de manquer ici en continuant à lécher un manuscrit..."

Ce nouveau départ le fascine d'autant plus qu'il a la conviction de vivre ici une situation inédite. Il s'est toujours inscrit en faux contre les analogies erronées avec les mouvements de décolonisation en Afrique ou en Amérique latine. Tout nous en distinguerait, à commencer par la présence américaine à notre frontière, notre degré de modernisation, notre industrialisation, la "douceur" de notre aliénation culturelle et la prospérité relative dont nous jouissons. Il retient comme "les cas les moins inexactement comparables" les Ecosais, les Wallons et les Basques, affirmant catégoriquement qu'il va falloir inventer notre propre modèle. "De ce point de vue, glisse-t-il en forme de boutade, c'est bien parti puisque nous vivons la situation, unique dans les

annales de l'histoire contemporaine, d'un parti sécessionniste qui a pris le pouvoir avec pour principale promesse de ne pas faire la sécession tout de suite.

"Mais le reste, le plus important, conclut-il, et qui sera décisif pour le meilleur et pour le pire, est à venir, et assez tôt. Tous nous devons être à la hauteur. Il faudra avoir un bon système nerveux, être en santé : nous en aurons besoin ! "

Première partie

Improvisation, tactiques et stratégies

[Retour à la table des matières](#)

Ce Jour-là... le Référendum

Première partie. Improvisations, tactiques et stratégies

Chapitre 1

De l'“irréversible” à l'“impensable” *

[Retour à la table des matières](#)

Pour M. Lévesque, *l'indépendance* est devenue "irréversible". Pour M. Trudeau, la *séparation* est "impensable". Tous les deux ont tort par rapport à l'autre ; mais aucun des deux n'a raison. Chacun parle de phases distinctes d'un même processus global : phase I, la *séparation* ; phase II, *l'indépendance*. Aussi, la contradiction n'est-elle pas absolue entre deux affirmations d'apparence aussi contraires.

Mais il faut pouvoir s'y retrouver. Surtout qu'il y a encore une phase III dans le processus global : la *réassociation*, sous une forme quelconque, de ce qui se sera *séparé si l'indépendance* du Québec se produisait.

* * *

M. Lévesque centralise le processus sur la phase II ; M. Trudeau le focalise sur la phase I. Selon le premier, l'indépendance étant noble et bénéfique pour les Québécois, on y marche nécessairement, en voie irréversible. Ce caractère de "non-retour" implique que la séparation aura eu lieu, qui n'aura été qu'un rite de passage, certes rude mais inévitable. Comme on ne veut que d'une indépendance "noble et bénéfique", elle

* *Le Devoir*, 10 mars 1977.

s'enveloppera dans une formule de réassociation qui, parce que également "noble et bénéfique" pour tous les mis en cause, se produira naturellement à point nommé.

Le premier point faible de cette logique péquiste, c'est d'atténuer l'étape redoutable de la séparation, qui est tout de même la phase I. Le second point faible, c'est de poser que, par hypothèse que seraient franchies les phases I et II, la phase III irait, pour ainsi dire, de soi tant ses avantages seraient évidents pour tous. En bref, c'est l'indépendance elle-même qui est le fait crucial et essentiel dans la globalité du phénomène. Le reste, soit l'avant soit l'après, est second, sinon secondaire.

* * *

M. Trudeau restreint, lui, le processus à la phase I, la séparation. Elle n'a rien de "noble" et de "bénéfique" pour quiconque, les Québécois inclus. Donc, elle ne se produira pas. La phase II de l'indépendance devient donc un résultat "impensable". La phase III d'une réassociation n'est guère plus qu'une vue de l'esprit, sans le déroulement des deux premières phases. C'est la grande illusion des indépendantistes québécois de croire qu'un nouveau contrat d'association sera volontiers accessible après la rupture d'un premier contrat. D'où le dilemme préféré des fédéralistes : si l'on n'a pas suffisamment foi dans l'autre partie du contrat en vigueur, comment cette même partie se bonifierait-elle pour la négociation d'un nouveau contrat d'association ?

Le premier point faible de cette logique, ou "paralogique", c'est de vouloir créer l'impression que la séparation est une fin consciente, voulue pour elle-même, alors qu'elle n'est qu'une étape pour l'obtention de la valeur de l'indépendance en phase II. Considérée en elle-même comme acte de refus et de pure négativité, la séparation brise le "Canada indivisible", est un "crime contre *l'histoire* de l'humanité". Seulement, peut-on honnêtement ne la considérer qu'ainsi ?

Les indépendantistes québécois ne sont pas des criminels ni des découpeurs de pays. Quelque chose d'autre peut être honnêtement dit à l'intérieur de cette logique - les péquistes veulent à ce point l'indépendance qu'ils sont prêts à démanteler le "Canada indivisible" en s'en séparant - ce qui est déjà suffisant comme responsabilité.

Autrement dit, les indépendantistes québécois font se télescoper les phases I et II dans le seul résultat de l'indépendance. Et, toujours à l'intérieur de cette logique, reste entier le dilemme de la phase III, sur la bonne foi d'un nouvel accord d'association.

* * *

Les slogans politiques sont des gargarismes. Si l'on veut penser clair, il faut s'en débarrasser, ou les faire éclater. La recherche de l'identité collective québécoise dans des formes politiques conséquentes est la raison d'être du Parti québécois. Réduire ce projet à une simple action de "séparatisme" procède d'une intention pas très élevée.

C'est en outre impropre comme expression. On parle plutôt de "sécessionnisme" lorsque, dans un système fédératif, une des entités composantes se retire du pacte original. Le séparatisme, ce n'est pas ce retrait. C'est une rupture, un déchirement qui produit une entité nouvelle. Ainsi, le Jura bernois est sorti du fractionnement du Canton de Berne qui subsiste. Ainsi, la constitution de l'hypothétique "Eleventh Province" serait un acte de séparatisme fractionnant l'entité Québec.

Qu'importent les mots, puisque le résultat est le même ? Justement pas. En sécession, l'entité sécessionniste, qui a déjà son unité, reste entière et mène une vie propre hors de l'ensemble qu'elle quitte. En séparatisme, il y a scission déchirante et apparition de deux entités distinctes. Les sécessions ne s'accomplissent pas de façon plus aisée pour autant : les exemples ne manquent pas, de la guerre de Sécession aux Etats-Unis à la dramatique sécession du Biafra.

Déprécier le bel élan collectif de l'âme québécoise par la notion purement négative et péjorative de séparatisme n'est pas *fair*. Par compensation, les péquistes parlent d'indépendantisme ou de souverainisme. Derrière cette bataille de mots, ou péjoratifs ou mélioratifs, se joue tout le drame des deux consciences canadiennes à l'heure actuelle.

* * *

D'autre part, attacher le grelot de l'"indépendance irréversible" comme le fait M. Lévesque depuis peu, c'est davantage s'illusionner qu'attirer des adhésions nouvelles. C'est peut-être nécessaire pour entretenir le moral des péquistes, encore que le lutrin de l'Economic Club soit un lieu moins approprié que la tribune du Congrès national du P.Q.

Rien, absolument rien ne permet encore d'affirmer que l'indépendance est déjà irréversible, qu'elle se fera certainement. Rien, absolument rien ne permet encore d'affirmer que le Canada fédéral se survivra dans sa forme actuelle. Alors ?

Tout, tous les signes actuels permettent d'affirmer que, si une forme nouvelle de réaménagement radical de l'ensemble canadien n'est pas sérieusement, et suffisamment tôt, tentée, nous nous en allons vers un affrontement qui sera le premier grand drame historique de notre destin commun.

- Et cela doit être pensable, M. Trudeau ! Il faut penser l'impensable pour qu'il ne se produise pas : c'est votre devoir. Quand vous parlez d'une séparation impensable, vous voulez dire qu'elle serait inacceptable ou intolérable aux autres Canadiens, ce qui est autre chose. On préfère la belle inspiration générale du discours du Congrès à cette boutade d'avant-hier : "Nous n'avons pas de politique au sujet de la séparation du Québec, sauf qu'elle ne se produira pas."

Tout se passe, depuis une quinzaine d'années, comme si les deux locomotives du "Québec d'abord" et du "One Canada", engagées sur la même voie en sens contraires, allaient, à vitesse lente mais inévitablement, à leur collision. Les passagers des deux trains commencent à s'inquiéter d'itinéraires suicidaires. Certains se demandent s'il ne vaudrait pas mieux emprunter deux voies distinctes pour faciliter une rencontre après arrêts simultanés à mi-chemin. (Au fait, que veulent dire "révisions" et "accommodements" ?)

Nous sommes déjà quelques-uns rendus à la phase III de la *réassociation* qui, chaque jour qui passe, va s'imposer de plus en plus. En fait, cette phase III devrait être la première. On ferait alors la double économie des phases contradictoires de l'indépendance irréversible et de la séparation impensable. Le meilleur *règlement* d'une crise prévisible a toujours consisté à la prévenir, diraient les descendants de M. de La Palice.

* * *

"Irréversible" et "impensable" sont des mots d'entêtement, de refus de penser, d'illusion. Ce ne sont pas des mots d'intention, d'imagination, de dialogue. Parce que "pensable", l'action politique n'est jamais "irréversible". L'homme est un animal politique qui peut trouver des solutions à ses problèmes s'il n'accepte pas de s'y dissoudre.

Ce Jour-là... le Référendum

Première partie. Improvisations, tactiques et stratégies

Chapitre 2

Entre l’“une fois pour toutes” et le “tout à la fois” *

[Retour à la table des matières](#)

On s'habitue. On s'habitue à tout, y compris à l'inhabituel pourvu qu'il dure quelque peu. La prise du pouvoir dans un Etat fédéré par un parti sécessionniste crée une situation d'instabilité se généralisant pour l'ensemble du régime fédératif. Tant que la sécession ne s'est pas produite ou que le parti en question n'atténue son projet global, il ne saurait y avoir de retour à la normale.

Relativiser ce projet en rapport aux circonstances ne peut durer qu'un temps. Tout le monde le sait ; mais le temps requis pour cette clarification nécessaire ne procède pas d'évaluations identiques dans chaque camp...

Des erreurs pavés n'ont pas été commises, d'un côté comme de l'autre. Depuis le 15 novembre 1976, le temps nous aura été accordé, à tous, de ne pas paniquer. Les quelques "représentations" de M. Lévesque à Ottawa et, plus récemment, à New York, celles de M. Trudeau à Québec puis à Washington, tiennent davantage de la "sortie de reconnaissance" que de l'affrontement direct, ajourné pour un temps encore indéterminé.

* *Le Devoir*, 19 mars 1977.

Mais nos gouvernants d'Ottawa et de Québec sont peu à peu happés par la dialectique de leur lutte à venir. Certain attentisme officiel de façade cache mal beaucoup d'affairisme dans le secret de leurs bureaux. Ils se surveillent et se préparent. Hors leur vilaine querelle, ils ne manquent pourtant pas de soucis dans leur sphère propre !

Leur "grande stratégie" risque d'être déjouée par quelque incident imprévu, ou encore de ne tenir guère sous la pression des improvisations qu'imposeront, par exemple, des élections fédérales complémentaires qui ne sauraient tarder ³.

* * *

Les dangers qu'il fallait à tout prix éviter le furent effectivement. Mais subsistent encore les mêmes risques et d'autres que va engendrer la prolongation du transitoire insolite où nous sommes tous depuis le 15 novembre 1976. Donnons des exemples concrets.

Sans manquer à sa parole de ne pas engager le processus de l'indépendance à moins d'avoir l'appui d'un vote explicite par voie de référendum, le nouveau gouvernement québécois aurait pu, dès la prise du pouvoir, poser des gestes de déclaration d'intention : "Manifeste pour la future indépendance", sans la déclarer, prises de contact avec des puissances étrangères ou des autorités internationales, investissement du plus gros de ses énergies dans des tâches de propagande, etc.

Ce n'aurait pu se faire que par putsch idéologique pour créer une première situation de force. La tentation était grande pour un parti d'enclencher ainsi la fameuse "irréversibilité" : il était subitement au pouvoir avec une élection d'avance, alors que sa plus grande espérance se satisfaisait de s'en approcher le plus possible. Comme ce "petit peuple", ayant vaincu sa peur, commençait à se comporter en "grand peuple" ⁴, il devenait peut-être prêt à subir certaine accélération dans l'accomplissement de son destin ? On imagine aisément la rhétorique d'exaltation collective pour soutenir ce

³ Elles eurent lieu le 24 mai 1977. A l'exception du comté de Témiscamingue (fief créditiste, élection de M. Gilles Caouette), le parti de M. Trudeau rafla tous les sièges, enlevant même celui de Malpeque, dans l'île du Prince-Edouard, aux conservateurs, dans la seule consultation hors du Québec. Résultat global : 5 victoires contre une défaite d'ailleurs attendue.

⁴ Selon des expressions de M. René Lévesque au soir de la victoire du 15 novembre 1976.

coup d'Etat idéologique afin de créer une situation de fait accompli, à partir de laquelle des négociations très dures auraient pu commencer, etc.

* * *

Ce scénario ne fut même pas envisagé, bien sûr. Cela aurait pu être, d'autre part, provoqué par une réaction brutale, aveugle, impériale du gouvernement central à l'élection du 15 novembre, pour pousser le gouvernement québécois à ses retranchements de logique entière afin de dégonfler d'emblée le ballon "séparatiste" au Québec, etc. Une autre provocation aurait pu être un "coup de la Brink's" cent fois amplifié (...).

Ce potentiel de crise aiguë n'éclata pas parce que :

- 1) les dirigeants du P.Q. sont gens d'honneur et de parole ;
- 2) ils savaient qu'une telle opération aurait été suicidaire pour eux-mêmes et leur cause ;
- 3) les gouvernants d'Ottawa étaient certains de ces deux premières conditions ;
- 4) ils sont eux-mêmes de bonne foi dans leur propre responsabilité de ce qu'il faut empêcher de leur point de vue.

À partir de ces quatre conditions, rien n'est réglé ; mais tout est ouvert sur des avens, de toute façon, difficiles. Rien n'est bloqué sur de l'irréversible ; rien n'est engagé en courants de non-retour.

S'il y a des signes d'énervement dans la situation actuelle, il est bon de se rappeler que cela aurait pu être dix fois pire. Les scénarios du pire sont encore plus faciles à inventer que ceux du dépérissement.

* * *

Les univers mentaux des gouvernants des deux capitales ne peuvent fonctionner à l'aise en allant à fond dans leurs logiques pures d'action. Quand ils y cèdent pour la propre convenance, ou le moral de leurs militants, ils se trompent et obscurcissent le débat fondamental.

Aussi importante que la promesse de rétention du P.Q. au pouvoir est la déclaration solennelle, plusieurs fois répétée, du Premier ministre canadien, de ne pas main-

tenir par la force le Québec dans le système constitutionnel canadien. C'est la reconnaissance implicite, pour lui ou ses éventuels successeurs, du principe d'autodétermination. Sur la base de cet essentiel, la dignité actuelle de tous a été sauvegardée. Ce n'est pas peu, quoique l'application éventuelle du principe n'en soit pas, pour autant, garantie en toutes hypothèses.

À partir de leurs convictions profondes et diamétrales, les deux parties ne s'accordent pas d'autre droit que d'utiliser des moyens de persuasion démocratiques. C'est la ligne de M. Lévesque et de ceux qui comptent le plus dans son équipe. C'est la ligne qu'a adoptée M. Trudeau et qui est plus profitable à sa cause que lorsqu'il se met à folâtrer en philosophie de l'histoire.

Le paradoxe serait trop gros de soutenir que la séparation du Québec serait une bonne chose pour le reste du Canada. Toutefois, c'est peut-être une bonne affaire pour le Québec que d'arracher un statut d'indépendance. Mais est-ce nécessaire étant donné les énormes coûts sociaux de la conquête d'un tel statut, que, surtout, ne voudront peut-être pas assumer une majorité significative de Québécois ?

N'y a-t-il pas plutôt une troisième voie pour des solutions hardies et radicales, acceptables mutuellement pour une satisfaction optima de tous ? Certaine fraîcheur d'imagination créatrice peut, en certaines circonstances, être le début du courage politique.

Mon langage "idéaliste" ne me fait pas oublier qu'il faudrait une pression énorme et continue, jusqu'à la séparation imminente, pour que le pouvoir outaouais consente à des "révisions" fondamentales et non pas à de simples nouveaux "accommodements". Ne me fait pas non plus oublier que le nouveau pouvoir québécois ira jusqu'à la limite de son projet global avant de devoir, finalement, se satisfaire de moins. Bon.

* * *

Il faut tout de même dire l'évidence : les deux camps ne l'emporteront pas, en même temps, en tout, ni sur tous les rapports. Ottawa nourrit l'illusion du *une fois pour toutes* ; Québec, celle du *tout à la fois*. Expliquons.

Quand les responsables de l'unité canadienne traitent de la poussée indépendantiste québécoise comme de quelque chose qu'un premier référendum défavorable au P.Q. pourra enrayer *une fois pour toutes*, ils sont complaisants envers eux-mêmes et

trompeurs pour les auditeurs d'ici ou d'ailleurs. Cet élan de la conscience collective québécoise peut subir un tel échec, en récupérer dans une perspective suffisamment longue, rebondir s'il n'y a pas d'arrangement fondamental relativement satisfaisant.

Quand les militants de l'indépendance s'efforcent de se convaincre qu'ils vont relancer le demi-État du Québec, assurer un meilleur gouvernement en ce cadre incomplet, gagner le référendum et assurer un avenir d'épanouissement collectif dans la sécurité de l'association nouvelle, on est forcé de constater que c'est un peu beaucoup *tout à la fois*. De nombreuses priorités simultanées font qu'il n'y a finalement plus rien de prioritaire.

* * *

C'est trop de fausses certitudes. Des deux bords, *quelque chose devra être lâché...* Qu'au moins l'une des parties devienne possédée de la frénésie du "tout ou rien" et c'est la catastrophe garantie. La vie réelle se déroule toujours en deçà du tout et au delà du rien. Elle a aussi plus de durée que ceux qui occupent des postes de premier plan, mais transitoires.

Continue et plus longue, l'histoire est aussi moins excessive que l'actualité politique en miettes quotidiennes.

Ce Jour-là... le Référendum

Première partie. Improvisations, tactiques et stratégies

Chapitre 3

Pour que les oppositions s'opposent à leur niveau propre *

[Retour à la table des matières](#)

Tant que M. Trudeau lancera des avertissements à M. Lévesque et que celui-ci lui répondra aigrement, tant que leurs partisans respectifs applaudiront aux bons points que chacun marquera, tant que ces échanges seront analysés en divers commentaires ou comptabilisés en pourcentages de sondages, la situation politique n'en deviendra pas plus claire. La confusion s'épaissira plutôt à coups d'éclaircissements et de ponctuations sur les "i". Tout cela apparaît superflu parce que sans doute prématuré.

* * *

On le savait déjà qu'il ne fallait pas compter sur M. Trudeau pour faire la séparation du Québec : il est allé à Ottawa pour l'empêcher. Il le disait avant son entrée en politique, l'a depuis lors répété plutôt dix fois qu'une. Mais sa déclaration la plus importante - et elle est déjà "historique" dans tous les sens forts du terme - est qu'il ne faut pas compter sur lui pour maintenir le Québec dans le système actuel par la force. C'est l'essentiel du côté de la capitale fédérale.

* *Le Devoir*, 26 mars 1977.

On le savait déjà que M. Lévesque n'avait pas renié l'article premier du programme de son parti en prenant l'engagement de n'enclencher le processus de l'indépendance qu'à la suite d'un référendum affirmativement approbateur. Il le répétait encore récemment en pleine Assemblée nationale : cette promesse est explicite et ne sera pas trafiquée. C'est l'autre essentiel, du côté de la capitale québécoise.

Qu'exiger de plus que ces deux attitudes hautement civilisées ?

- Une seule chose : qu'elles soient maintenues le temps qu'il faut encore.

Nos deux Premiers ministres ont de quoi occuper leurs journées dans les dossiers et maroquins d'autres questions. Qu'ils préparent leur "grande explication", prochaine et nécessaire, ne scandalise personne. S'ils feignaient le détachement, personne ne les croirait. Mais les Québécois ont besoin du répit nécessaire pour juger du nouveau gouvernement qu'ils ont mis en place le 15 novembre 1976.

* * *

Il va bientôt s'agir du destin d'un ou de deux "pays" et du réaménagement de onze collectivités politiques. Des objectifs de cette envergure commandent une certaine morale de la lutte, sinon toujours l'élégance des adversaires dans leurs comportements au jour le jour.

La légitimité nouvelle va reposer sur le libre choix que le peuple québécois fera, pour la première fois, de son auto-détermination. Elle n'est pas chez ceux qui, des deux bords, commencent à la brandir en notre nom sans que nous leur en ayons donné la permission. Qu'ils attendent. Nous attendons bien, nous.

Bien sûr qu'il ne faudra pas attendre trop longtemps. On ne peut s'installer en instabilité. Il y avait à l'origine un contrat électoral strict entre le Parti québécois et les citoyens de cette province. Ce parti ayant pris le pouvoir, étant devenu le gouvernement, le contrat n'en est que plus valide et liant. Il doit être respecté. Par tous, à commencer par le gouvernement québécois sous peine de forfaiture. Si la pression est trop forte, qu'il la déverse dans le parti : c'est ainsi que cela se passe ailleurs en situation analogue. C'était là le risque d'une hâtive victoire électorale.

Le gouvernement québécois doit donc être forcé de respecter le contrat grâce auquel il a pu prendre le pouvoir. Par qui ? - D'abord par ceux dont c'est la responsabi-

té première, soit par les partis québécois d'opposition qui ont une somme de représentativité populaire plus large que celle du parti au pouvoir.

* * *

Nous avons le besoin de nous y retrouver entre Québécois avant d'aller porter notre cause à l'autorité centrale du pouvoir fédéral. Notre décision sera tamisée par l'indispensable étape du référendum. Puisqu'on nous confirme des deux côtés que l'indépendance éventuelle est d'abord, sinon exclusivement, l'affaire des Québécois, qu'on nous laisse le temps et les moyens de régler entre nous cette "affaire".

Après, en seconde étape, on pourra commencer à négocier au niveau fédéral. Nous ne reconnaissons pas à l'un des gouvernements le droit de dire qu'il n'y aura pas de négociation, non plus qu'à l'autre de décréter à l'avance que les négociations se feront selon ses seuls termes.

Tant que ne prendra pas corps une opposition intra-québécoise, diverse et le plus possible cohérente, inutile de nous faire croire qu'une décision de cette gravité pourra être "l'affaire des Québécois", à débattre d'abord entre eux. Les passes d'armes entre les gens d'Ottawa et ceux de Québec nous agacent par leur caractère prématuré. Nous avons l'impression d'être moins agents de notre propre décision qu'enjeu - ou otages - de la bataille prochaine.

Il est temps que le Parti libéral du Québec devienne quelque chose et se mette au moins à relire ses grands textes en matière constitutionnelle. MM. Bellemare et Biron ont sorti le parti unioniste des limbes. Ce qui subsiste des effectifs créditistes et pnpistes ⁵ a aussi droit de parole. Toutes espèces d'associations et de mouvements, qui ne sont pas immédiatement politiques, ont le devoir de se manifester. Et bien sûr, le plus possible de citoyens libres dans l'expression de leur ferveur québécoise. Nous sommes en cause, que diable !

* * *

Nous sommes aussi en droit d'attendre autre chose que l'attentisme ou la simple insignifiance chez les partis d'opposition à Ottawa. L'hypothétique indépendance du

⁵ Qualificatif du Parti national populaire, fondé par M. Jérôme Choquette et auquel adhéra M. Fabien Roy, membre de l'Assemblée nationale.

Québec ne se pose pas à l'encontre du Parti libéral du Canada, mais des structures du fédéralisme canadien actuel, quel que soit le parti au pouvoir. Nous devons connaître ce que les conservateurs et nudistes ont à nous offrir de suffisamment attrayant pour nous retenir dans la demeure commune. Apprendre aussi quels seraient leurs prémisses d'éventuels négociateurs. C'est leur devoir de satisfaire à notre droit de savoir.

En attendant, ils doivent rappeler avec sévérité au Premier ministre canadien que la bataille du référendum n'est pas encore lancée et qu'il convient d'accorder aux Québécois le temps de se reconnaître entre eux. Sinon, il n'y aurait rien de bon, pour tout pouvoir fédéral, à attendre des Québécois, soudainement mis en défense dans une bataille qu'ils n'auraient pas encore décidé de livrer.

* * *

Je ne demande pas une trêve, ni même un moratoire : rien de solennel. Je sais bien que le seul fait de la prise de pouvoir québécois par un parti sécessionniste *agresse* le pouvoir central dans son principe et sa réalité. Mais cela est aussi ressenti à l'inverse par bon nombre de Québécois qui sont indépendantistes.

L'opposition limite aux indépendantistes québécois est à Ottawa. L'opposition limite aux fédéralistes est à Québec. On verra suffisamment tôt ce qu'il adviendra de cette confrontation. En attendant, les Québécois veulent avoir le droit de "penser à leur affaire", de vivre normalement pour préparer le fameux "choix lucide". La chamaillerie entre les deux capitales nous dérange plus qu'elle nous éclaire.

L'urgent, c'est que les oppositions fédérales parlent le plus clairement possible à Ottawa, et que les oppositions parlementaires fassent de même et le plus tôt possible à Québec. Nous voulons d'abord savoir à quoi nous en tenir à chacun de ces deux plans. L'empoignade ardente entre les deux pouvoirs contradictoires peut attendre.

* * *

L'ennui avec la question des oppositions, c'est soit qu'on ne pense qu'à elles ou, à l'inverse, qu'on en tienne le moins compte possible.

L'indifférent en politique pense encore moins à l'opposition qu'au pouvoir. Quand son parti est dans l'opposition, le partisan a tendance à tout ramener à cette situation déprivilégiée. Mais si son parti a la responsabilité du pouvoir, le partisan est enclin à

n'accorder à l'opposition pas plus réalité que celle d'un obstacle. Dans le premier cas, la fonction d'opposition tient trop de place ; dans le second, pas assez.

Il n'est à vrai dire que l'analyste qui tâche d'appréhender la situation globale où pouvoir et opposition forment un même système de fonctionnement avec alternance toujours possible des rôles du gouvernement. (Aussi, est-il décevant ou embêtant pour les partisans, aussi bien de l'opposition et du pouvoir, d'autant que, hors son travail analytique, c'est un partisan comme les autres.) Ces données ultra-simples sont un peu plus complexes en système fédératif à cause des dénivellements.

Si, d'un niveau à l'autre, il y a des gouvernements contradictoires, il faut bien qu'un jour une si vilaine querelle se vide. Mais c'est malsain que ces pouvoirs n'aient même pas à tenir compte de leurs oppositions naturelles à leur propre niveau. Les oppositions sont, tout le temps et en toutes questions, nécessaires.

Quand une opposition est absente ou purement symbolique à tel niveau, c'est tout le système qui est en défaut, et doublement en défaut lorsqu'il s'agit de l'ensemble d'un système fédératif. Et j'ajouterais : triplement, lorsqu'il s'agit de le refaire.

* * *

Pour que le référendum ne devienne pas la chance ratée d'un premier choix conscient des Québécois, il faut qu'il soit plus qu'un sondage solennel déterminant les popularités respectives à *ce moment-là* de MM. Pierre Elliott Trudeau et René Lévesque.

Dans l'intervalle, il importe que les porte-parole qualifiés de l'opposition dans les deux capitales agissent effectivement comme étant aussi de la partie. Davantage : les oppositions ont aussi comme autre devoir fondamental de surveiller la mise en place de la lutte à venir et de ses règles éthiques. Il ne revient pas aux mouvements de MM. Raymond Barbeau et Michel Gratton de faire la *pédagogie nouvelle* des péquistes et des libéraux fédéraux.

Tous les signes sont clairs que nous allons être passablement *charriés* lors des grandes manoeuvres référendaires. En attendant, tous les grands premiers rôles doivent sortir de leurs coulisses de partis et se compromettre en se manifestant sans équivoque alors qu'on peut encore les écouter.

C'est une des conditions pour qu'on n'entre pas trop tôt dans une ambiance étroitement polarisée de *guerre* (civile) *froide*, ni encore moins de *drôle de guerre* qui ne peut avoir lieu.

Ce Jour-là... le Référendum

Première partie. Improvisations, tactiques et stratégies

Chapitre 4

Scénarios noirs et scénarios roses *

[Retour à la table des matières](#)

L'aspect "spectacle" de la politique, suggère souvent d'en parler en langage de théâtre et surtout de cinéma. Par exemple, c'est souvent sous l'intitulé de "Film des événements" que les journaux nous font le résumé chronologique des faits marquants d'une crise en déroulement, d'un régime qui s'achève ou d'un problème ancien qui rebondit. Dans les administrations et les universités, un nouveau jeu en vogue consiste à devancer les événements et à les relier en schémas logiques afin d'explorer, par anticipation, des évolutions possibles. Cela s'appelle élaborer des *scénarios* selon divers types d'enchaînements.

Un *scénario* qui aurait raconté par anticipation ce qui s'est passé depuis le 15 novembre 1976 ne serait ni noir ni rose, mais d'une teinte terne, tournant légèrement au rosâtre. Car tout aurait pu se passer bien plus mal.

Les éléments d'une crise majeure sont là. Un état de tension existe entre les deux gouvernements qui sont principalement en cause, et même à l'intérieur de chacun d'eux. Mais, heureusement, on est encore bien loin d'une crise aiguë, débridée. Le fait même de craindre la crise grave fait la preuve qu'on n'y est pas encore. C'est pour cette raison, simplement négative, qu'on peut parler d'un scénario rosâtre depuis le 15

* *Le Devoir*, 9 avril 1977.

novembre 1976. Un esprit moins optimiste parlerait d'un scénario plutôt violacé que rosâtre...

* * *

Pour les prochains mois, nous pouvons nourrir trois types d'attentes : ce qu'il faut encore sauvegarder ; ce à quoi il ne faut pas s'attendre ; et ce qu'on peut raisonnablement espérer.

Ce qu'il faut sauvegarder

Nos deux gouvernements se surveillent, à l'occasion lèvent le ton, se considèrent en adversaires déclarés, mais non encore en ennemis irréconciliables. Malgré le grossissement des manchettes des médias, les gouvernants des deux capitales n'emploient pas le plus gros de leur temps et de leur énergie à mener la lutte constitutionnelle, ni même à la préparer. Les deux Premiers ministres ne se laissent pas grignoter par leur parti respectif, y ont plutôt consolidé leur leadership, ce qui ne garantit certes pas que leur affrontement à venir sera moins rude, tout au contraire !

Mais qu'on songe par ailleurs à l'assez peu joyeuse pagaille qui découlerait d'une situation où René Lévesque et Pierre Elliott Trudeau tiendraient moins bien en main leur propre parti, sans même que leur leadership ne soit réellement contesté. La tentation serait grande de vouloir "profiter" de la désorganisation de l'autre camp... Qui hors Lévesque peut canaliser efficacement, en les disciplinant, les poussées indépendantistes ? Les péquistes, par ailleurs, commencent à se dire qu'au moins avec Trudeau on sait à quoi s'en tenir, impliquant que ça serait encore moins clair avec M. Clark ou un éventuel successeur à M. Trudeau.

* * *

Ce qu'il faut sauvegarder par-dessus tout, c'est le maintien strict, et se consolidant mutuellement, des deux grands principes de la lutte à venir. On peut les exprimer de la façon suivante. Du côté de Québec, garantir le franc jeu démocratique de la consultation du référendum, sans recourir à des ruses ambiguës, quitte à accepter de perdre provisoirement une première manche à ce niveau. Du côté d'Ottawa, reconnaître que

le recours au référendum soit une première manifestation concrète du droit à l'autodétermination, qu'on admet d'ailleurs au moins implicitement par l'affirmation du non-usage de la force pour garder le Québec au sein de la fédération.

Ce à quoi il ne faut pas s'attendre

Les derniers mois ont permis aux deux pouvoirs de s'administrer des leçons de *politique appliquée*. Ce n'était pas possible lorsque les indépendantistes n'étaient qu'une opposition, en grande partie extraparlamentaire. Aujourd'hui, bien qu'à deux niveaux différents, les deux pouvoirs contradictoires sont bien en place, ce qui les met en position de prendre autant conscience des limites à leur action que de leur force respective. Le calcul prosaïque du rapport des forces, variables mais d'une variété qui ne peut être indéfinie, ne fait que commencer. Mais on est sur un plan de réalité. La logique claire de la chaîne séparation-indépendance-réassociation doit être rappelée.

Toute sécession ne peut bien se passer si, comme dans un divorce dont l'une des parties n'y consent pas, l'autorité centrale et les autres provinces s'y refusent absolument. Une séparation qui se ferait malgré tout dans ces conditions négatives n'aurait que de très mauvaises chances d'une réassociation mutuellement favorable.

Mais la vie réelle, collective et d'une certaine durée, n'est pas toute contenue dans ce type de prémisses : "Cela étant posé... ; or... ; donc..." Entre la séparation et la réassociation, il y a, selon l'expression lyrique de mise ici, le "soleil de l'indépendance". Ici l'analyse froide de ce qui est devient simplificatrice, et toute extrapolation n'est plus qu'abusive. Nous entrons dans de l'inconnu à plusieurs degrés. Comment analyser l'instinct d'indépendance ? Comment décomposer l'éveil d'un instinct collectif longtemps refoulé ?

Les indépendantistes le seraient-ils s'ils étaient pleinement conscients des affres de la séparation ? S'ils le sont, c'est qu'ils ont au coeur l'espoir chevillé de la nécessaire - pour tous - réassociation. Que cela s'appelle illusion ou faux espoirs, c'est du domaine de la vie vécue d'un nombre croissant de Québécois depuis vingt ans. Et cela peut continuer. Un Québécois sur trois réclame déjà la souveraineté-association.

Ces gens croient à l'indépendance collective, comme ils croient au principe intangible de la liberté individuelle. Si on leur refuse, avec la négativité de la séparation, la

positivité de la réassociation, comment vont-ils réagir ? Le soleil de l'indépendance risque de les enfiévrer, de les durcir. Regardé de face, le soleil éblouit.

Ce qu'on peut espérer

Que risque-t-il de se passer si on brime un espoir sincère, exigeant et contagieux sans présenter de compensation d'importance ? - Il faudrait offrir un *maximum d'indépendance dans une nouvelle solidarité plus généreuse* si l'on veut éviter les traumatismes de la séparation et les paris mauvais de la réassociation. D'un mot, il s'agirait de transformer le régime, cause de (presque) tout le mal. Du moins, c'est ainsi qu'il est perçu par les indépendantistes. Encore faut-il que le régime soit auto-transformable et que ceux qui en ont charge le voient ainsi.

L'option fédéraliste est défendable dans la mesure où elle est réformiste. C'est la contrepartie de cette autre proposition : l'option indépendantiste est défendable dans la mesure où elle est réaliste. Comment faire se rencontrer ce réformisme de régime et ce réalisme de société ? - Je ne sais pas comment, ni quand cela se fera. Mais si cela ne se produit pas par approches successives et concrètes, selon l'expression courante, "on n'est pas sorti du bois !"

* * *

Ce qui est acquis dans les esprits depuis quelques mois, c'est essentiellement deux choses. D'abord, la plus claire vision que le projet de l'indépendance n'est que pour moitié conditionné par un nombre suffisant de Québécois déterminés à la réaliser ; pour l'autre moitié, c'est aux confins de Terre Québec que cela se jouera, en l'environnement que constituent le Canada anglophone et les Etats-Unis. L'autre résultat qu'on peut enregistrer hors du Québec, c'est la conscience inquiète que, selon les mots de Jean Marchand, "le Canada n'est pas éternel" et qu'il peut se casser en trois. De ces deux états de conscience, non pas nouveaux mais nouvellement et plus intensément ressentis, peuvent sortir des recherches de solution dont on ne pouvait avoir l'audace avant le 15 novembre 1976.

Au Québec même depuis cinq mois, on pratique moins le hold-up partisan - "fédéraliste ou séparatiste ?" Si l'on n'est pas l'un, on est forcément l'autre. Si l'on n'est

pas du bon bord, on est forcément du mauvais, celui de l'autre. Depuis le 15 novembre 1976, on n'est pas moins partisan. Mais on est forcé de l'être d'une façon plus mûre. Les fédéralistes deviennent réformistes. Il n'y a plus de séparatistes. Ils sont devenus souverainistes. Et la prise du pouvoir les force de plus en plus à s'interroger sur les manières concrètes et graduelles de faire aboutir le projet indépendantiste. Quand on est forcé de justifier son option par le *comment*, on peut la mettre en oeuvre, on devient plus responsable. Des responsables peuvent parler à d'autres responsables.

* * *

Par l'insolite auquel on s'habitue, par le contradictoire qui n'éclate pas, il est encore donné à tous le temps d'établir des lignes acceptables et plausibles de débat et de combat. Il ne s'agit pas d'absorber par avance la lutte à venir. Elle viendra sûrement. Depuis longtemps couvant, elle est même devenue nécessaire.

Seulement, elle comporte des scénarios de *l'inacceptable* (noirs) ou de *l'impossible* (roses). Les scénarios du plausible sont assez nombreux entre ceux de *l'horreur* (faciles à imaginer) et ceux de la *douceur* (soit que le fédéralisme actuel puisse se perpétuer en y touchant le moins possible ; soit que l'indépendance puisse se produire de façon toute tranquille et sécuritaire). Les scénarios les moins improbables tirent sur le rosâtre ou le violacé.

Ce Jour-là... le Référendum

Première partie. Improvisations, tactiques et stratégies

Chapitre 5

Du condominium canadien à l'unifamiliale québécoise *

[Retour à la table des matières](#)

C'est entendu : "toute comparaison est boiteuse". Et comprendre par des exemples, c'est savoir les choses comme les enfants apprennent, c'est-à-dire à moitié et, pour ce qui reste, quelques brins de poésie suffisent. Nous l'aura-t-on assez servie, la comparaison des époux qui se séparent, divorcent et se remarient, pour réfuter la doctrine de la souveraineté-association prônée par le P.Q. ? La situation constitutionnelle actuelle requerrait une comparaison moins simplette et avec situation à plus grand nombre de personnages.

On appelle *condominium* un vaste immeuble d'habitation où les résidents sont propriétaires des appartements qu'ils habitent. Cette formule de copropriété, assez nouvelle dans notre pays, permet des services communs assumés conjointement et selon une réglementation stricte. Elle vise à combiner les avantages de la propriété sans les inconvénients de la location dans les grands immeubles modernes. Le régime repose sur un contrat d'association, déterminant les responsabilités communes et les privilèges compatibles de tous et de chacun. L'assemblée des copropriétaires prend

* *Le Devoir*, 14 mai 1977.

les décisions générales qu'exécute une gérance centrale, chargée encore des tâches d'entretien et du bon ordre de la vie commune.

Le système fédéral, avec les dix provinces et l'autorité centrale, ferait penser à un tel système de cohabitation : dix appartements, de taille et de richesse différentes, forment un même immeuble domiciliaire, régi par une gérance commune.

Mais depuis peu, un des copropriétaires, pour un ensemble de raisons qu'il ne re-foule plus, déclare vouloir quitter le contrat d'association pour construire sa propre maison unifamiliale, tout à côté, sur le même fond de terrain. Le "trouble" augmente lorsqu'il prétend conclure un tout autre contrat pour de nouveaux avantages respectifs dans une solidarité renouvelée.

L'entente à venir est d'autant plus malaisée que les autres copropriétaires sont pour le moins froids, dont certains parmi les principaux ont signalé un net désaccord, alors que l'administration centrale de gérance s'y oppose absolument. Le propriétaire qui se dit en instance de départ n'a guère eu de succès de persuasion en présentant des arguments d'un mutuel bénéfice. Il y aura des sentiers et des tunnels entre les deux édifices ; certains services de communication avec l'extérieur seront partagés en commun. Surtout, tout le monde y gagnera à ce que "chacun joue dans sa cour".

La chaleur monte lorsqu'en outre de prétendre avoir été trompé sur les termes du contrat d'origine, le propriétaire dissident soutient que le trop vaste édifice, mal construit à l'origine, présente d'inquiétants vices de structure, et même des craquements ; ou encore que, cette promiscuité étant gênante à la longue, la formule qu'il propose est celle de l'avenir. Il ne la prescrit d'ailleurs pas pour chacun des propriétaires. Tout au contraire, il leur laisse le choix des moyens pour consolider et rénover sans lui l'édifice collectif.

Il espère même qu'il en sera ainsi puisqu'en faisant "maison à part", il compte négocier de plus clairs avantages qui seraient, dans l'ensemble, au moins équivalents à ceux que le régime de condominium présentait. Mais la gérance centrale est spécialement intraitable : l'immeuble n'est pas si mal construit, non seulement on l'a ravalé, mais la structure reste encore solide ; les canalisations n'ont pas si mal fonctionné, etc. Et surtout, les avantages que ne réclame plus le copropriétaire récalcitrant pourraient encore recevoir satisfaction par les améliorations qui vont être faites sous peu. Encore faut-il qu'il ne parte pas pour qu'on puisse négocier les "révisions" et les "accommodements" qu'il conviendra d'apporter au contrat d'entreprise.

* * *

Comme toute comparaison devient boiteuse, il faut savoir la terminer. Mais seulement après avoir encore ajouté ceci : le propriétaire qui menace de partir n'attend plus que d'avoir consulté tous les membres de sa famille pour prendre formellement sa décision. C'est inévitable : seulement une question de temps, le temps que sa famille se mette d'accord.

Comme il s'agit d'un processus "irréversible", ainsi qu'il le soutient, cette décision va s'imposer inéluctablement à la gérance et aux autres copropriétaires (car c'est le point où la comparaison commence à clocher, le propriétaire en instance de départ ne peut être remplacé). Le bris de contrat doit entraîner la conclusion d'un nouveau contrat selon les termes qu'il propose. A l'irréversibilité répond cet autre principe de l'inévitabilité d'un nouvel accord, nécessaire pour les deux parties. Le reste de l'histoire se raconte mieux en langage non allégorique de l'actualité politique.

Le référendum, dont le gouvernement annonce la tenue avant la fin de son mandat, renvoie la consultation à quelques années. Mais le projet de loi des référendums, qui doit être soumis pendant l'actuelle session, devra être débattu dans quelques mois ⁶. Après la Charte du français, ce serait la seconde grande mesure, mais celle-ci beaucoup plus proprement instrumentale, qui doit jalonner la marche vers l'indépendance.

Le gouvernement central, après avoir dit son profond désaccord sur les outrances de la politique linguistique, se garde bien pour l'instant de donner à fond de train contre le projet de législation dont le principe et la plus grande partie du contenu sont éminemment défendables. Il déploiera, s'il y a lieu, les grands moyens (recours de constitutionnalité, droit de désaveu) pour la loi elle-même, lorsqu'elle sera sanctionnée ⁷.

Il se peut encore qu'il se réserve pour le projet de la loi des référendums, qui est bien plus dangereuse pour lui et l'unité nationale dont il a charge. Dès le lendemain du 15 novembre, les premières et les plus violentes passes d'armes, entre les deux

⁶ Ce qui fut fait dans les derniers mois de 1977.

⁷ Le gouvernement central n'a pas trouvé qu'il y avait lieu d'employer de tels moyens.

gouvernements, ont porté sur ces questions : référendum ou "sondage", quelle majorité, combien de référendums ?

Surtout quelle(s) question(s) ? Ottawa prétend la restreindre à la seule séparation. Québec laisse entendre qu'elle portera sur l'indépendance assortie d'association. Ottawa affirme qu'il ne saurait y avoir qu'une seule consultation pour qu'on puisse par la suite s'occuper d'autre chose. Québec soutient plutôt qu'il y aurait d'autres consultations si les résultats de la première n'étaient pas suffisamment favorables à l'option de l'indépendance, car comme il s'agit d'un processus "irréversible"...

* * *

La discussion du projet de loi sur les référendums, s'aboutant à celle qui est en cours sur le projet de la Charte du français, nous annonce un "long été chaud"... En plus des autorités fédérales, des Premiers ministres provinciaux, à titre individuel (Monsieur Davis) ou collectif (ceux des quatre provinces de l'Ouest), ont dénoncé l'illusion du caractère inévitable de l'association : ils n'y consentiraient tout simplement pas. Monsieur Parizeau a beau faire son travail de missionnaire à Toronto, y donner ses leçons de "réalisme" économique sur le caractère fortement imbriqué des économies, entraînant la nécessité bilatérale d'une union économique, etc. La querelle des comptes économiques est maintenant devenue un jeu triangulaire : Québec, Ottawa, Toronto. Ces chicanes de comptables entêtés, qui s'accusent mutuellement d'être erratiques, ne montrent précisément pas que la confiance règne. Le réalisme a plus d'un visage et la rentabilité plus d'une équation.

Tel sondage, dont les résultats hors du Québec s'étaient avérés favorables à la formule souveraineté-association, ne peut plus être invoqué en faveur de la thèse indépendantiste, si les responsables actuels des pouvoirs canadiens a priori s'y refusent absolument. Le débat général sur l'évolution politique va osciller entre ces deux pôles : indépendance irréversible et association inévitable. Aux péquistes qui relient les deux pôles, leurs adversaires vont continuer à les dissocier puisque la seconde condition n'existe pas selon eux.

Chacun des deux gouvernements, outaouais et québécois, étant l' "opposition" de l'autre, ils se comportent pour l'instant en partis d'opposition, c'est-à-dire en ayant davantage conscience, pour l'instant, de ce qu'ils ne peuvent pas faire l'un contre l'au-

tre. (Quant aux partis d'opposition à chacun des niveaux, fédéral et provincial, les deux gouvernements n'ont guère à s'en occuper.)

Monsieur Lévesque et ses collègues semblent pratiquer, selon une expression qu'avait popularisée Monsieur Kissinger, une "stratégie des petits pas", mais toujours dans la même direction de l'irréversibilité-inévitabilité. Monsieur Trudeau, moins constant, emploierait plutôt la tactique "du pas en avant, du pas en arrière". A Winnipeg, un pas en avant ; le lendemain, à Allan en Saskatchewan, un pas en arrière. Chacun de nos Premiers ministres fait suffisamment de déclarations pour que les partisans de l'autre s'enragent et aient peu de temps, jusqu'à la suivante, pour se *dérager*. La suite dans votre journal quotidien...

* * *

Et nous aurons bientôt des élections fédérales complémentaires. On annonce une fois de plus que nous allons "voter Trudeau", sauf dans le fief créditiste. Ce serait bien étonnant que nous "votions Clark". Le P.Q., en bonne logique et prudence, se maintient à l'écart. Comme le disait, avec un sourire, ce jeune sage de notre politique, Monsieur Gérald Godin : "Si Trudeau perd, nous dirons que nous avons pris part à la campagne. S'il gagne, nous dirons que nous n'y avons pas pris part."

Plutôt que l'explication courante sur notre dédoublement instinctif ou sur notre schizophrénie, je préfère l'explication, plus calculatrice et moins pathologique, de notre sens du "double protectorat" : un protecteur, qui est des nôtres, dans chaque capitale. Seulement la situation est bien autrement dramatique, qui devra être un jour plus décisive que sous le double protectorat de Saint-Laurent et de Duplessis.

À s'en fier à deux sondages récents, deux Québécois sur trois aiment Pierre et René. (Selon le sondage fait par Sorecom pour le compte de l'émission *Sunday Morning* de la C.B.C., 67 p. cent des interrogés faisaient confiance à M. Trudeau et 62 p. cent à M. Lévesque ; d'après le sondage, plus récent, de C.R.O.P. pour le réseau Global, les réponses favorables à M. Trudeau étaient de l'ordre de 68 p. cent et celles favorables à M. Lévesque, de 58 p. cent.)

Mathématiquement, au moins un Québécois sur trois aime les deux Premiers ministres à la fois. C'est peut-être ce qui nous fera tenir ensemble encore un bout de temps.

Ce Jour-là... le Référendum

Première partie. Improvisations, tactiques et stratégies

Chapitre 6

Le premier référendum réglera quoi ? *

[Retour à la table des matières](#)

Comme on disait naguère : "Avant ou après la Révolution tranquille...", on dira désormais : "Avant ou après le 15 novembre 1976..." La date est à la fois magique et ambiguë. Elle entrouvrait la porte de l'indépendance, dans la promesse même des péquistes de ne pas la faire d'emblée si le parti était porté au pouvoir. Tout le monde, à l'intérieur et hors du Québec, se débat depuis lors dans des situations de contradiction où chacun y trouve son compte, les fondements à l'espoir des uns faisant les sujets d'inquiétude des autres.

Du point de vue historique, l'étonnant n'est pas que cette question de l'indépendance se pose enfin, c'est qu'elle se soit posée si tard. On peut la considérer comme l'envers d'un problème mal résolu du XIX^e siècle et qu'on ne peut plus éluder en cette fin du XX^e. Seulement, les enjeux et les obstacles se sont amplifiés et durcis.

* *Le Devoir*, 28 mai 1977. Le journal avait donné à cet article le titre suivant : "Quel que doive être le résultat du référendum, il faut un tout nouveau régime constitutionnel." J'ai cru bon devoir maintenir ici le "Post-scriptum" par lequel je prenais congé des lecteurs pour quelques mois.

Qu'il faille opter pour un destin si naturel, c'est l'indication d'une extraordinaire résistance à surmonter, aussi bien à l'intérieur entre Québécois qu'à l'extérieur avec les autres Canadiens. S'il n'y avait pas d'autre préalable à l'indépendance que la volonté d'y accéder, un tel destin se présenterait comme presque fatal un jour ou l'autre. Mais l'indépendance doit passer par la phase de la séparation, ou tout au moins du détachement d'un ensemble englobant. Et ceux qui parlent au nom de ce tout, ou de celui des autres parties, les provinces, n'y consentent pas et ont commencé à le dire crûment. On aurait pu s'y attendre.

Nous assistons au plus désespérant "dialogue de sourds" de notre histoire. Aux arguments de l'indépendance pour l'association nouvelle, répondent les arguments de la séparation détruisant la Confédération actuelle. Ce dialogue est même devenu le noeud du problème qui s'épaissit dans les consciences, les inquiètes comme les agressives. Il faudra tout de même en sortir. Et pour cela, commencer à argumenter autrement.

* * *

Au plus profond, il s'agit d'un problème de psychologie collective. Des deux bords, il s'exprime en "fatigue" et en "insécurité". Canadiens de langue anglaise et Québécois de langue française se fatiguent mutuellement depuis quinze ans autour des mille questions qui gravitent autour du "What does Quebec want ?" Si cette "volonté", appelée à s'exprimer par voie de référendum, concluait à l'indépendance, les premiers s'y objecteraient parce qu'elle implique d'abord la séparation. Et les seconds se fatiguent de voir qu'un projet collectif, aussi positif, n'est obstinément considéré que sous son prérequis, négatif, d'un détachement provisoire alors qu'il s'agit bien d'une réassociation, qui pourrait être tellement plus *satisfaisante pour tous*.

L'hypothèse plausible rendant la séparation du Québec acceptable serait que cette fatigue mutuelle aille vraiment à son comble, et que les deux parties en viennent à se dire qu'il n'y a plus rien à faire en deçà de la rupture. Mais comme toutes les "fatigues", celle-ci a ses temps de récupération : les hommes en autorité changent ou vont changer, de nouveaux problèmes d'un autre ordre apparaissent plus urgents dans l'immédiat et déplacent le précédent. Et puis le *primum vivere* individuel tient toujours la première place, comme se fait insolent l'appel d'un nouveau printemps tout

neuf ! (Au ras de nos vies quotidiennes, il y a bien d'autres valeurs que celles de la politique...)

Il est aussi un ensemble de conditions où la séparation serait, fort difficilement, mais tout de même tolérable par le Canada anglais. Il faudrait un fort vote (60 p. cent et plus... ?) favorable à l'indépendance, que la base morale sinon strictement juridique du référendum soit au moins implicitement admise, qu'il se produise dans la suite une espèce d'union sacrée des Québécois où participeraient les partis d'opposition se ralliant après un tel résultat, et encore que le poids d'une opinion publique internationale se manifeste à laquelle contribueraient nos amis américains, français, britanniques, etc. Ce scénario serait plausible, mais très peu probable dans son ensemble. On n'y peut guère plus compter que sur cette autre hypothèse de la "fatigue mutuelle" allant à son terme.

Alors ? - Il n'y a pas de *séparation* possible. Il faut imaginer autre chose. Il faut penser la séparation dans autre chose où elle n'aurait pas plus de réalité que de nom. Ce n'est pas pour rien que les péquistes ont horreur de ces termes horribles : "séparatisme", "séparation". Ils parlent d'*indépendantisme* pour signaler un projet positif d'épanouissement collectif après que les Québécois se seront retrouvés. Ils parlent encore de souverainisme pour indiquer la complémentarité nécessaire de l'association naturelle et bénéfique après coup. Rien n'est plus crispant que ce parti pris de nos compatriotes de langue anglaise de parler de *séparatisme* en mordant sur l'acception négative et destructrice du mot (alors que le terme juste serait celui de "sécession"). "Les mots parlent de l'abondance du coeur", dit un vieux proverbe.

Il n'y a de *séparatistes* au Québec que dans la tête de ceux qui, à partir du Premier ministre du Canada, croient qu'un projet de pure négativité puisse rallier des adhésions par centaines de milliers. Mais, mis en défense par ceux qui s'obstinent à galvauder leurs intentions réelles, un certain nombre d'indépendantistes ou de souverainistes risquent de devenir tout bêtement séparatistes, "jusqu'au-boutistes" ou irréductibles.

Si cela se produisait à une certaine échelle, il n'y aurait, d'ailleurs, bientôt pas plus de Canada que de Québec. La négativité pure ne produit que des situations négatives. En termes moins abstraits, on pourrait dire violence, terrorisme, répression, désintégration, chaos. Mais dire cela n'est pas plus l'exorciser que l'annoncer.

* * *

Un lecteur sympathique me dit : "Vous semblez être fort soucieux que tout ça ne tourne très mal ?" - Je l'avoué., je crains que "ça" ne se détériore, et qu'il ne nous en coûte très cher à tous pour remonter la côte à partir du gâchis que les grands responsables n'auront pas su éviter. *Il faut un tout nouveau régime constitutionnel*. Et vite.

Que les fatigués du "What does Quebec want ? " ne se rassurent pas trop tôt avec des pensées comme la suivante : le référendum québécois n'a d'autre validité que celle d'une consultation, d'un "sondage" universel et un peu plus solennel ; ou encore, comme celle-ci : de toute façon, le P.Q. va perdre son référendum, on pourra enfin passer aux choses sérieuses du "*Business as usual*", etc.

- Minute ! Voyez "plus loin que votre nez" de fatigués. Supposons que le référendum ait lieu et que l'option de la souveraineté-association recueille, disons, le tiers des voix (supposition en accord avec des sondages récents). Pensez à ce que sera alors la situation politique concrète au Québec, que le P.Q. reste au pouvoir ou que le P.L.Q. le remplace ! Ou encore, pensez à la structure politique de l'ensemble du Canada, avec les 75 députés du Québec à la Chambre des communes ! Vous y voyez, vous, de l'avenir dans le *malfonctionnement d'un système* qui serait ainsi contredit, désétabli, perturbé à ces deux niveaux ?

Il apparaîtrait encore, toujours selon mon lecteur bienveillant, que je serais "maniaque du COMMENT les choses vont se passer". - Ici, encore, aveu. Cela rejoint ma crainte que tout "ça" ne tourne très mal puisqu'on sait encore moins comment on sortira de la crise qui s'en vient et qu'on n'aura pas su empêcher. L'effort du P.Q. sur le *comment* de l'indépendance n'a guère produit que l'idée du référendum dont on ignore encore la nature spécifique et toutes les modalités.

Le *comment* de la contre-séparation est encore plus pauvre. On attend que le référendum soit battu - et on s'y emploiera ! Et après... ? Pas seulement entre les Québécois divisés à ce propos, mais aussi entre les Canadiens au sujet de ce que serait cette espèce de Canada surréaliste dans la suite ? Quel régime peut fonctionner avec quelque stabilité dont un citoyen sur trois aurait rejeté le principe ?

Il faut un tout nouveau régime constitutionnel. Il n'y a pas d'autre solution à ce que, d'une façon ou de l'autre, "ça" ne se passe pas trop mal au tournant du référendum, *et quel qu'en soit le résultat*.

* * *

Il y a un point commun entre ceux qui, au Québec, défendent la thèse du fédéralisme renouvelé et les adversaires qui poursuivent l'option de la souveraineté-association : c'est le sentiment d'une grande précarité, d'une insécurité collective. Ce sentiment a été la trame de l'histoire des Canadiens français depuis deux siècles. Aujourd'hui, ce sentiment est devenu aigu. Aussi, les Québécois tendent à devenir "sécuristes", sécuristes d'eux-mêmes.

Les sécuristes à court terme sont fédéralistes. Les sécuristes à long terme sont indépendantistes. Les premiers se refusent à la redoutable étape de la séparation. Les seconds la font se télescoper dans celle de l'association. Les fédéralistes affirment des valeurs d'utilité dans une situation constante, de minorité en défense. Les indépendantistes prônent des valeurs d'identité dans une situation, nouvelle, de majorité en affirmation de soi.

Un problème d'insécurité n'a de solution que par une force nouvelle étayant l'état de précarité. Même si l'on est, de fait, moins fragile qu'on ne le craint, la persistance d'un sentiment de précarité n'a jamais renforcé qui que ce soit.

La défaite des "séparatistes" au référendum ne renforcera rien, ni personne au Canada. Elle laisserait des pans de la société québécoise effondrés. Le régime fédératif canadien n'en sortirait pas consolidé. Tout serait à reprendre. D'une façon ou de l'autre, tôt ou tard.

À la conférence interprovinciale sur la "Confédération de demain", convoquée et présidée par John Robarts, alors Premier ministre de l'Ontario, Daniel Johnson affirmait que le "Québec n'attendra pas dix ans". C'était à l'automne 1967. Nous sommes au printemps 1977.

Post-scriptum

Après quelque vingt-cinq textes depuis le 6 novembre 1976, j'interromps cette collaboration au Devoir, du moins selon la périodicité hebdomadaire des trois derniers mois. Le type de recherche que je mène dans l'exercice de mon métier d'universitaire ne s'accommode qu'en partie avec les moyens d'expression proprement journalisti-

ques qui fournissent, par ailleurs, un élargissement considérable du public lecteur. Présentant en ce journal une série de mes articles, André Laurendeau écrivait, le 4 janvier 1963, que le métier de journaliste permet "une plus grande intimité avec les faits, mais une démarche en zigzag et beaucoup de propos pour rien".

Pour la quatrième fois depuis vingt ans, j'aurai eu une collaboration journalistique assez fournie pendant un certain temps, alors qu'il se passait quelque chose d'important - ou qu'il aurait dû s'en passer, ce qui était le cas lors de ma première intrusion dans le journalisme pendant les dernières années du duplessisme. Le tout est de savoir à temps tirer sa révérence lorsqu'on estime avoir dit, par le canal journalistique, l'essentiel ou le plus urgent de ce qu'on croyait devoir communiquer sur une période de singulière densité politique. En parallèle à d'autres travaux, à l'occasion, je proposerai au Devoir des analyses (du type de celles que produit la réputée page 5), mais d'ont la longueur déborderait ces chroniques du samedi.

Je remercie les lecteurs qui ont réagi à ces textes, de façon stimulante toujours pour moi. Je concevais cette rubrique, d'ailleurs, comme une recherche commune en un temps où il importe plus que jamais de voir clair, car nous pressentons les conséquences énormes de ce qui s'en vient. Remerciements aussi à la direction du journal, qui m'a fourni l'occasion d'exprimer des opinions toutes personnelles dans sa page éditoriale ⁸.

⁸ De fait, après cet article du 28 mai 1977, je devais reprendre ma collaboration à un rythme plus espacé : seulement deux articles dans le reste de cette année, les 4 et 24 octobre (voir plus loin les chapitres 19 et 20).

Deuxième partie

La “politique intérieure” du Québec depuis le 15 novembre 1976

[Retour à la table des matières](#)

Ce Jour-là... le Référendum
Deuxième partie. La "politique intérieure" du Québec
depuis le 15 novembre 1976

Chapitre 7

Y a-t-il encore un Parti libéral du Québec ? *

[Retour à la table des matières](#)

Le Parti libéral du Québec est proprement désolant. Il se trouve de nouveau dans une crise de prostration. Il donnerait plutôt l'impression de s'y complaire que d'en être honteux. Comme en 1966, comme en 1956, comme en 1944-45, comme en 1936... une fois à tous les dix ans : on dirait que c'est programmé.

La plupart des partis portent mal leur insuccès répété. Ce parti-là porte mal ses réussites. Lorsque se produit quelque chose montrant que le succès ne va pas de soi, il commence à s'effondrer. La question à poser est : pour combien de temps ?

On attaquait naguère l' "esprit de parti", qui produisait des comportements de troupeau. Il faut encore le dénoncer chez les bergers eux-mêmes. Les bergers libéraux chuchotent on ne sait trop quoi. "Ce qui transpire" relève du ragot de médisance ou de la mesquine frustration, éclatant en indiscretions peut-être calculées. C'est tellement humain que c'en est inintéressant. "Y a rien là."

De ce point de vue, l'esprit de parti est doublement étroit. Les partisans centrent toute la situation politique sur le parti. Les leaders centrent le parti sur leur petite per-

* *Le Devoir*, 26 février 1977.

sonne - et l'avenir qu'icelle peut avoir dans et par le parti. Pourtant, la situation politique est incomparablement plus vaste et risque d'aller plus vite qu'eux. Il est temps que les militants libéraux et leurs chefs opèrent leur nécessaire décentration.

* * *

il ne s'agit pas de faire l'apologie de la grande et pure politique à coups de "victoires morales" ou de "prix de consolation". Mais pourquoi, après un revers malgré tout honorable, s'abîmer dans une prostration navrante et inutilement longue ? Ça manque encore plus de réalisme que de dignité.

Le risque de perdre l'élection du 15 novembre n'était-il pas d'au moins un sur deux après avoir enlevé les victoires électorales (trop) éclatantes de 1970 et de 1973 ? Un régime qui commençait avec la crise d'octobre 1970 et s'achevait en période de *stagflation* (stagnation et inflation) n'était pas en position aisée pour demander la reconduction d'un troisième mandat. Ce conditionnement défavorable n'exclut certes pas ses propres carences qui, d'ailleurs, ont positivement mis le Parti québécois au pouvoir. Mais il n'y a pas de quoi se disputer, se chamailler ou se renfrogner pendant des mois. En politique comme en cyclisme, le surplace n'est pas une position idéale d'équilibre.

En 1956, à l'été désespérant de la dernière victoire électorale de Duplessis, la quatrième défaite consécutive des libéraux était dure à prendre. Mais c'est du purgatoire politique de la fin des années 1950 qu'allait sortir l' "équipe du tonnerre" de l'imminente Révolution tranquille. En 1966, la grande équipe, qui avait perdu pas mal d'élan, restait quand même, sur le papier, bien plus forte que le nouveau gouvernement de l'Union nationale. Et pourtant, elle n'aura fait qu'une opposition à peine convenable. Au moins, M. Lesage assurait avec belle conscience l'intérim de son leadership démissionnaire.

Depuis le 15 novembre 1976, où sont les libéraux ? - De temps en temps, par la grâce des faire-part de M. Gérard D. Lévesque en conférence de presse, on apprend qu'ils sont toujours là, c'est-à-dire pas morts. Et pourtant, sur le papier toujours, ils ont les moyens d'être plus qu'une opposition symbolique ou qu'une équipe fantomatique. Qu'on pense à la poignée des sept péquistes de 1970, des six de 1973 : ce n'est pas de l'histoire ancienne. Et pour la campagne du leadership qui les énerverait un peu, il y a de la "réserve" avec les retraites, espérons provisoires, de MM. Castonguay, Saint-

Pierre, L'Allier. Je touche ce point de l'aile, en passant, car la question du leadership n'est pas mon propos d'aujourd'hui.

S'ils sortaient de leur prostration actuelle en se décentrant, les libéraux se rendraient compte que le peu de dynamisme oppositionnel sorti de la situation créée par le 15 novembre ne vient pas de la Grande-Allée, mais de "Sainte-Croix de Lotbinière". Même avec leurs rangs éclaircis et le leadership vacant, les libéraux sont dix fois plus forts que les apprentis politiciens groupés autour du chef-apprenti (comme on dit chef-contremaître), M. Biron.

* * *

Avant le 15 novembre 1976, les libéraux étaient le parti fédéraliste qui, au Québec, était l'obstacle à la poussée indépendantiste. Ils ne sont plus l'opposition *canadienne* au Parti québécois. Depuis cette date, ils sont devenus l'opposition *québécoise*. C'est le parti de M. Trudeau qui est devenu l'opposition *canadienne* au Parti québécois. Ou, si l'on préfère, c'est le parti de M. Lévesque qui est devenu l'opposition *québécoise* au fédéralisme canadien.

C'est un nouveau jeu qui n'est pas plus complexe qu'auparavant ; il est plutôt devenu plus clair. Et M. Trudeau lui-même trouve des avantages à cette nouvelle clarté. Seulement, les libéraux provinciaux ne doivent pas prendre trop de temps à s'y adapter ; sans quoi, jouant trop tard, ils joueront perdant.

Les libéraux provinciaux ne sont plus aux premières lignes de deux combats entremêlés. De toute façon, ils sont déjà débordés par la lutte dont les troupes de M. Trudeau et celles de M. Lévesque n'ont fait jusqu'à maintenant que livrer des escarmouches. Quel que soit le résultat de cette lutte, le P.L.Q. doit devoir en profiter. Il y aura toujours besoin d'un parti de suppléance au pouvoir péquiste, même dans l'hypothèse de l'indépendance acquise. Nous vivons déjà ce paradoxe depuis trois mois : un parti indépendantiste au pouvoir qui ne fait pas l'indépendance. La situation inverse est tout autant pensable : un parti fédéraliste au pouvoir dans un Québec indépendant, qui ne ferait pas, sans mandat explicite à cet effet, la réintégration fédéraliste.

On n'a pas à échafauder des scénarios pour épuiser toutes les situations possibles. Il s'agit seulement de signaler que le P.L.Q. a autant d'avenir dans un Québec indépendant que le P.Q. en a dans un Québec non encore indépendant. Evidemment, les militants libéraux ne seront pas qu'observateurs de la lutte que les deux pouvoirs vont

se livrer. Seulement, ils ne seront pas forcément alliés ou embrigadés dans l'un des camps - sauf évidemment les "rouges à mort", les "anti-séparatistes forcenés", etc.

M. Lapalme "payait" durement pour les premiers affrontements Saint-Laurent/Duplessis. Il ne faudrait pas que le successeur de M. Bourassa commence déjà à "payer" pour les prochaines confrontations Trudeau/ Lévesque. Maintenant que les circonstances ont durement explicité la vocation québécoise du P.L.Q., celui-ci doit l'assumer pleinement et jusqu'au bout. Ce qui peut s'entendre : se préparer activement dès maintenant à jouer le rôle d'arbitre décisionnel entre le pouvoir d'Ottawa et le néo-pouvoir québécois.

Si ce n'est pas lui d'abord, ici, qui jouera ce rôle ? Quelle force politique détient au Québec une légitimité et une représentativité à cet effet aussi grandes que celles du P.L.Q. ? Ces deux principes doivent pouvoir servir à l'heure, qui ne saurait tarder, du grand affrontement. Le seuil de crédibilité attractive du P.L.Q. sera atteint lorsqu'il pourra dire : "Votre indépendance ne vaut pas le coup, Messieurs du P.Q. Si un jour elle s'impose, c'est nous qui la ferons."

* * *

En attendant, le P.L.Q. doit sonner son réveil, signifier que les troupes sont toujours là et prêtes à opérer sur un terrain connu en attendant la nomination du général en chef. Ce parti doit paraître sortable et montrable. Il doit même paraître assez intéressant Pour appeler à lui les rêveurs, les idéalistes, les âmes inquiètes, les "pelleteux de nuages", etc.

C'était ceux-là qui, aux jours de la grisaille du duplessisme interminable, faisaient déjà la Révolution tranquille à la Commission politique de la Fédération libérale du Québec. C'était les mêmes ou d'autres de la même espèce qui, dix ans plus tard, transformaient le Mouvement Souveraineté-Association en Parti québécois. On sait maintenant, par le juin 1960 et le novembre 1976, que l'investissement dans de pareilles entreprises peut produire, à point nommé, quelque chose d'important.

M. Trudeau, après avoir ouvert l'avenir, nous confie maintenant qu'il y entre à reculons. M. Lévesque nous annonce qu'à son heure son parti va entrer au pas de course dans l'avenir québécois. Il serait peut-être temps que le Parti libéral du Québec commence à marcher vers son avenir, à moins qu'il doive avouer qu'il n'en a plus.

Ce Jour-là... le Référendum
Deuxième partie. La "politique intérieure" du Québec
depuis le 15 novembre 1976

Chapitre 8

S'il y a encore un Parti libéral du Québec *

[Retour à la table des matières](#)

Les libéraux du Québec ne sont plus assis sur la clôture pour assister au "beau match" qui va avoir lieu entre le parti de M. Trudeau et celui de M. Lévesque. Il y avait deux attitudes possibles : laisser faire les deux grands joueurs, voir ce que ça va donner, aviser ensuite ; ou s'introduire plutôt dans la situation, dire aux gouvernements contradictoires qu'ils ne mènent pas une lutte à vide, que d'autres forces existent avec lesquelles il leur faudra compter. Se contenter de "voir venir les événements" ou commencer à les faire ?

Le P.L.Q. dispose d'un certain temps pour s'ajuster à ce qui s'en vient. Mais l'automne prochain pour se "réorienter", c'est loin. Dans l'intervalle, il y aura eu les élections fédérales complémentaires, éventuellement des élections fédérales générales, et peut-être même la campagne du référendum. Le parti n'est pas prêt.

Mais il nous a dit qu'il se prépare. Il va s'appliquer à réorganiser ses structures, à accroître son *membership*, et surtout - l'évidente preuve de bonne volonté ! - à démo-

* *Le Devoir*, 4 mars 1977.

cratiser la caisse électorale. Bien, fort bien, et même davantage. On n'argumente pas contre la solidarité, l'efficacité ni surtout contre la vertu.

Seulement, on ne vit pas une situation normale. Les responsables du P.L.Q. ne semblent pas encore se rendre compte que la situation actuelle dévoluera à ce parti un rôle de "troisième homme" dans une action qui risque d'être fort longue, passablement enchevêtrée et qui sera marquée de durs assauts.

M. Gérard D. Lévesque s'est opportunément opposé à une résolution, finalement battue, qui recommandait de resserrer les liens avec le Parti libéral du Canada. Chaque fois qu'il se jetait dans ce panneau, le P.L.Q. écopait. Et souvent pour longtemps. M. Claude Forget défend la nécessité d'une "vision québécoise historique d'un fédéralisme évolutif ..", qui "représente malgré tout une idée-force qui a moulé notre histoire" (*le Devoir*, 24 février 1977). Celui des libéraux de premier plan qui, depuis le trouble octobre 1970, a le mieux défini cette "idée-force" (encore récemment dans un article au *Montreal Star*, le 29 janvier 1977), M. Claude Castonguay, acceptera peut-être la présidence de la Commission politique qui devra mettre au point un Manifeste sur la question constitutionnelle. Davantage, le même homme acceptera peut-être de se laisser mettre en candidature au congrès de leadership.

* * *

Il y a un commencement de vie, c'est-à-dire de pensée, sur ce qu'on veut être comme parti. Mais toute recherche d'élaboration doctrinale en matière constitutionnelle ne doit pas stagner jusqu'au congrès de réorientation à l'automne. C'est loin : et les événements risquent d'aller vite. Quand on est le P.L.Q., ce n'est pas rien. C'est 32 p. cent du vote du 15 novembre 1976 - un Québécois sur trois. C'est le principal porte-parole de 59 p. cent du vote non péquiste - trois Québécois sur cinq. C'est la voix la moins inappropriée d'une "majorité (encore) silencieuse", et qu'on va interroger un de ces jours par une question explicite et à portée décisive.

La force du P.Q., c'est ce qu'il a de *profondément unifiant* dans la conscience collective québécoise. La spécificité du P.L.Q., c'est ce qu'il a de plus largement unifiant dans cette conscience, quoique en moins grande profondeur. De ce point de vue, il est autant "québécois" que l'autre. Qui soutiendrait qu'à l'heure du grand réaménagement constitutionnel à venir, ces dimensions de l'âme québécoise ne seront pas toutes deux nécessaires pour que celle-ci n'en sorte pas meurtrie, mutilée ou même émiettée ?

Le P.L.Q. se trouve devant un devoir double, mais strict. Surveiller de façon étroite, avec le maximum de rigueur critique, la majorité péquiste dans l'exécution de son programme électoral : donner un "bon gouvernement", faire les réformes de substance et de structure annoncées, relancer l'économie, rendre plus complètes et efficaces les politiques sociales et culturelles. Mais aussi, et surtout à cause des extraordinaires conséquences à longue portée, le P.L.Q. doit contrôler la mise en place progressive du programme constitutionnel du P.Q. A cette fin, il lui faut une pensée propre, réadaptée aux circonstances nouvelles.

Qui pense vraiment que le fédéralisme actuel, avec son allure cahin-caha, pourra se perpétuer ? Qui pense vraiment que l'indépendance - à cause de la séparation préalable - pourra se faire de façon aussi "tranquille" que la révolution de naguère, qui portait le même nom ? C'est quelque chose dans l'entre-deux, pour l'heure encore assez uniforme, qui émergera, après divers affrontements, comme la solution inévitable parce qu'elle sera apparue alors comme la seule *faisable*, du moins pour un temps.

- "Vous êtes bien vague !" - Sans doute. Je ne la connais pas, la solution qui, finalement, s'imposera ; je n'en connais même pas les bornes du praticable ; je n'ai surtout aucune prescience des événements avec, des deux côtés, tous les risques d'embardees qui heureusement ne se sont pas encore produites. Je dis seulement ce que nous sommes plusieurs à pressentir intensément : il y a peut-être une catastrophe à éviter, qui est évitable entre les deux thèses contradictoires qui vont s'entrechoquer. Cet "entre-deux", qui ne relève pas d'abord du classique "compromis" psychologique, surgira péniblement sous l'impératif d'un *faisable* qui apparaît encore large. Il faut savoir qu'il existe, pour le rechercher ou l'inventer, cet entre-deux.

* * *

Le P.L.Q. rentre enfin dans le décor... Pas si drôles en tout temps, les trafics de coulisses sont dans la situation présente proprement incongrus. Les palabres *post-mortem* ne doivent avoir qu'un temps dans des ambiances de salon funéraire. Il y a aussi la vie qui va. Et l'avenir qui est en avant.

"Sans leader, sans doctrine officielle pour une situation aussi inédite, comment y arriver ?" - A cette question double, deux réponses. La première, j'y crois assez peu, mais je la donne quand même : le parti devra se rendre progressivement assez attrayant pour qu'un candidat à la hauteur soit intéressé à solliciter puis à enlever le

leadership. (Il faudra y revenir un de ces jours.) On peut s'avancer beaucoup plus au sujet de la "doctrine officielle".

Ce parti n'est pas né d'hier, pas plus qu'il n'a eu à renaître au matin du 16 novembre 1976. Ce parti n'a pas *une* doctrine rigide et fermée sur elle-même ; mais depuis les premiers bons discours de M. Lapalme du début des années 1950 sur l' "autonomie positif" jusqu'aux tout derniers mémoires et correspondances que M. Bourassa adressait à la capitale fédérale, il y a un corps *de doctrine* substantiel, continu, et presque toujours cohérent en matière constitutionnelle.

Ce corps de doctrine, il *s'agit de le projeter ou de l'extrapoler dans la situation actuelle. Ou, si l'on veut, de l'élaguer, de l'explicitier en une formule qui devra paraître hardie mais acceptable, comme base de négociation, au "jour J" où les responsables des pouvoirs politiques du Canada devront se mettre vraiment à table. Maintenant que les libéraux du Québec ne sont plus la première cible des anti-fédéralistes, ils devraient se retrouver à l'aise dans leur nouvelle peau québécoise. Il revient bien davantage au P.L.Q. qu'au parti conservateur canadien, ou qu'aux gouvernements des autres provinces, à commencer à se faire une idée sur le type de maison politique que nous allons avoir à reconstruire, non seulement à restaurer.*

* * *

Une opposition officielle, c'est toujours un gouvernement en devenir. Quand elle ne se comporte pas ainsi, elle s'offre aux grignotements des oppositions secondaires. Dans une époque chargée de significations dramatiques, ce n'est pas le temps de sombrer dans l'insignifiance.

Ce Jour-là... le Référendum
Deuxième partie. La "politique intérieure" du Québec
depuis le 15 novembre 1976

Chapitre 9

Le candidat Raymond Garneau ? *

[Retour à la table des matières](#)

Son nom *fait* très Grande-Allée. Il n'en a jamais été très loin depuis qu'il a quitté son Plessisville natal pour faire ses études supérieures en commerce à l'Université Laval. Il a été élevé dans le caravansérail libéral : jeunesse libérale, Club de Réforme, secrétariat de la F.L.Q., secrétaire exécutif du chef de l'opposition, Jean Lesage, de 1966 à 1969. Il en connaissait tous les arcanes lorsqu'il fut élu député, puis très tôt ministre au plus suicidaire des départements : les finances. Il a survécu, s'est rendu crédible, s'est maintenu avec succès à un ministère où plus qu'à tout autre les erreurs ne se pardonnent pas.

Il ne vit pas de la politique ; *il en est*, depuis sa sortie de l'adolescence. Il ne donne pas l'impression d'une force, mais d'une volonté tendue pour un pouvoir. D'une volonté qui veut tout le temps : un métronome sans erreur, un moteur sans raté. Ou, plutôt si, une fois : l'affaire de la S.A.Q. lors de l'inopportune enquête de la C.E.C.O. Mais c'est l'ancien procureur en cette cause qui, devenu ministre de la Justice, l'en absoudra. "C'est un maudit beau cadeau de Noël !" s'exclamera-t-il après des jours d'angoisse, alors que tout risquait de s'effondrer avant d'avoir véritablement commencé.

* *Le Devoir*, 24 janvier 1978.

Jeune à 43 ans, il en paraît dix de moins sauf aux semaines de surmenage imposé par la mise au point du budget ou par sa défense en Chambre et devant les médias. Les poches sous les yeux accusent le dur travailleur que la responsabilité impose d'être. Il connaît son dossier qui, "par le nerf de la guerre" qu'il permet, a des aspects de super-dossier des autres portefeuilles ministériels. Il sait mieux l'art de le défendre poste par poste que de le valider pour son inspiration d'ensemble. Son point faible est d'ailleurs le maniement des "idées générales" et la promotion des "grandes politiques".

C'est un homme de l'organisation, *organization man*. Ses études postgraduées, il les avait faites à une école de management d'une grande entreprise multinationale à Genève. "J'ai choisi un type d'organisation pyramidale qui peut se comparer à celle des grandes entreprises", disait-il en lançant sa campagne. Il est un homme de chiffres. Donc, un réaliste. En effet, comment par exemple peut-on "légiférer en matière de productivité" ? Il était de la première équipe des 100 000 nouveaux emplois. Huit ans plus tard, le chiffre a triplé : 300 000 chômeurs.

Le "petit gars de Plessisville", tout à son ébahissement de présenter son premier budget en 1971, est resté charmant à force de simplicité. C'est un charme discret surtout fait de franchise, parfois interloquée, qui ne magnétise pas et ne rassure pas vraiment, mais qui sait alléger quelque peu l'inquiétude fondée chez l'interlocuteur. Les choses étant ce qu'elles sont, qui pourrait faire plus ? Ou encore : il y aura moyen de faire mieux la prochaine fois ! S'il peut éviter le style, quelque peu trop appuyé, de l'autojustification de son ancien patron, il aura donné preuve de la nécessaire maturation de l'homme de quarante ans. A l'autre pôle, l'usage de trop de *pollsters*, ou de trop grands *pollsters*, manifeste de l'insécurité dans le besoin d'amplification de la tant célébrée *image publique*.

Il n'a pas eu à poser des "conditions" à ses partisans, ni au parti dont il est le produit. L'homme du parti n'avait pas à attendre les candidatures de l'extérieur. C'est un professionnel de la politique, depuis toujours dans la profession. Il est un peu suspect de trop se proclamer du "monde bien ordinaire". Trop de perfection technocratique dans la conduite d'une campagne ne laisse pas à l'humain les spontanités de l'improvisation. La continuité sans faille d'une lointaine loyauté libérale n'a pas valeur d'absolu, même pour les libéraux uniteints. A l'heure de la "reconstruction" d'un parti en

fatigue, il faut apporter des matériaux nouveaux. Tout au moins les véhiculer avant qu'un autre ne le fasse en y ayant imposé sa marque de fabrique.

L'homme de valeur sûre est souvent sans surprise. Pour augmenter sa valeur, pour amplifier le personnage sans détruire l'authenticité de la personne, il faut pouvoir surprendre. Agréablement. "Tiens, il gagne à être connu... !" C'est peut-être le plus bel hommage qui puisse se faire dans la vie de société. Il ne suffit pas de n'avoir pas d'ennemis. L'obsession de ne pas effaroucher ne mène qu'à des résultats neutres. Ce n'est pas ainsi que les libéraux ont percé la forteresse unioniste en 1960. Une "société ouverte", sur quoi, vers où ? L'"esprit de 1960" ne le laissait pas deviner.

L'homme du plus bas commun dénominateur a toujours une bonne base de départ pour quelque campagne. Baisser encore ce dénominateur n'élargit pas cette base, qui reste acquise de toute façon. C'est un peu plus haut que ça se joue, à des niveaux où les clientèles potentielles se gonflent dans les temps d'inquiétude. Les délégués au congrès de la F.L.Q. en novembre venaient exprimer des inquiétudes et des doutes : ils eurent tendance à s'y enfermer peureusement et à faire preuve de mouvement "à reculons".

Et pourtant, qui recueillit l'ovation à la séance du samedi soir ?

* * *

Le portrait-robot du candidat idéal s'applique pour des circonstances dites "normales". Il reste à voir son efficacité dans des circonstances plus "anormales" : difficultés économiques, précrise constitutionnelle avec l'empoignade du référendum - qui sera un cruel révélateur du poids de tous nos hommes politiques. C'était d'un bel équilibre pour le candidat de Québec de lancer sa campagne à Montréal. Mais le candidat libéral ne doit pas donner l'impression qu'il n'y aura pas aussi une seconde manche, qui devra se livrer avec le pouvoir fédéral. Avoir trop d'amis parfois fait perdre des amis sûrs. "I love Quebec. Canada is my country" est un slogan, pas une politique.

Il n'y a pas de place que pour ces espèces de "monstres sacrés" de notre politique, dont deux sont déjà confirmés et retranchés dans leur capitale respective. Il y a encore besoin de "brillants seconds", de collégialité forte et complémentaire. A 43 ans, on ne parle pas de "dernière chance". Je n'anticipe pas des résultats. J'explore des alternatives. Les circonstances font souvent l'homme, mais c'est quand l'homme leur donne les

coups de pouce qu'il faut. On ne sait jamais ce que sont les circonstances tant qu'on n'a pas essayé d'influer sur ce qui les conditionne.

* * *

Une anecdote me vient à l'esprit, sur laquelle je termine. Le général de Gaulle venait de nommer, à un poste particulièrement délicat et lourd de responsabilité en Algérie, un administrateur français. Celui-ci lui dit :

- Je me sens bien petit pour une affectation semblable.
- Vous grandirez ! répondit le général.

Ce Jour-là... le Référendum
Deuxième partie. La "politique intérieure" du Québec
depuis le 15 novembre 1976

Chapitre 10

Le candidat Claude Ryan *

[Retour à la table des matières](#)

Claude Ryan a au moins ceci de commun avec René Lévesque et Pierre Elliott Trudeau qu'il existait *déjà* par lui-même avant son entrée en politique active. Quel trio ! Il manquait un rôle de premier plan, qui sera distribué le soir du 15 avril 1978. Si le "candidat Claude Ryan" est élu ce soir-là, la pièce pourra se jouer au complet par les trois protagonistes complémentaires.

La polarisation dissymétrique Ottawa/Québec, Trudeau/ Lévesque, n'a pas plus d'issue qu'elle ne permet d'action véritable. Sauf en relations internationales, il n'est pas dans l'ordre des choses politiques que l'opposition au pouvoir dans une capitale soit le pouvoir dans une autre capitale - d'autant que l'enjeu principal de cette vilaine querelle est le statut politique de chaque capitale par rapport à l'autre.

Pour que l'autodétermination du peuple québécois soit vraiment l'affaire des Québécois, il faut que les deux options majeures leur soient présentées en force par deux partis exclusivement québécois. Celui des deux qui l'emportera pourra ensuite présenter un clair "cahier de doléances" au pouvoir en place de l'autre capitale. Ce ne sera

* *Le Devoir*, 14 janvier 1978.

pas la fin de quoi que ce soit ; mais ce pourra être le début de quelque chose qui ait chance d'aboutir.

Les libéraux du Québec étaient orphelins de leadership ; ils étaient surtout appauvris par absence de pensée constitutionnelle. S'ils élisent le candidat Ryan, ils recevront par la même corbeille les matériaux d'une pensée constitutionnelle (qu'il y aura lieu d'inventorier un jour prochain de moins grande hâte) ⁹.

Incertaine jusqu'à la dernière minute, cette entrée en politique était devenue inévitable. Comment retourner au Devoir après cette seconde incubation, autant déchirante qu'exaltante pour l'intéressé ? Cette maison est capable de pas mal de parti pris mais ne peut héberger même la partisannerie avouable : il y aurait eu phénomène de double rejet.

Le candidat Ryan pourra promouvoir ses partis pris dans le cadre normal des organismes qui sont faits pour en être les véhicules naturels, les partis. J'aime qu'il ait négocié les conditions de son entrée : il aura donné a priori la preuve qu'il ne changera pas, mais que le parti devra changer pour remplir les conditions raisonnables, posées et acceptées. Les partis politiques ne sont pas des lieux aussi mal famés que certain scepticisme populaire dit qu'ils sont. Ils ont toutefois un caractère de mante religieuse, très carnassière pour leur leader. Les exemples ne manquent pas ici ou ailleurs.

La condition minimale d'un leader de parti est son élémentaire instinct de conservation en sa propre demeure. J'aime que Ryan, comme Lévesque en 1960 et comme Trudeau en 1965, ne soit pas un produit de parti et, comme eux deux, qu'il soit plus "fort" que la formation partisane qu'il aurait à diriger (toujours selon l'hypothèse que le verdict du 15 avril lui soit favorable...).

Danger d'autocratie ? Bien sûr. Mais c'est à la gouverne de la chose publique que l'autoritarisme est surtout dangereux. Ces grands corps mous à dynamisme latent, que sont les partis, secrètent toutes sortes de contrôles, qui vont de type concurrentiel le plus actif jusqu'à la pesanteur de l'inertie du nombre. Aux partisans, militants et adhérents, d'y pourvoir !

Claude Ryan était l'homme qui, dans notre milieu, était le plus clairement conscient de la fonction sociale qu'il remplissait. Il en parlait comme de quelque chose

⁹ Ce qui fut fait dans *le Devoir* du 20 janvier 1978.

d'extérieur à lui-même : caricaturistes et satiristes pourront encore plus s'en donner à coeur joie. Il a amplifié l'institution du *Devoir* qu'il quitte au moment où il risquait, en claire conscience, d'en abuser. "C'était déjà commencé depuis longtemps", disaient pas mal de gens qui n'étaient pas tous de la cause opposée. Enfin, la clarification. Ryan change de famille mais à l'intérieur de la même tribu.

Il n'est pas à la portée de tout un chacun de nourrir un "complexe de Colombey". Au moins de façon plausible. "Un jour, on viendra me chercher et je dirai : "Présent" - mais a mes conditions." Et il y eut le 15 novembre 1976. Il s'était in *extremis* rendu au conseil de voter plutôt "pour l'avenir" que de reconduire le même gouvernement. "Les chances au coureur ...", cela dura quelques mois. L'éditorialiste au-dessus de la mêlée se mua en polémiste acharné dans les affaires des comptes économiques nationaux et de la Loi 101. La promesse de n'être qu'un "bon gouvernement" *interne* n'était pas tenue, soutenait-il, et d'éditorial en conférence, d'interview radio-télé en colloque, il avançait ses preuves passionnément. Puis ce furent les rumeurs à l'automne, les rumeurs persistantes non niées, les déclarations annonçant une première décision "irrévocable", qu'une seconde, deux mois plus tard, révoquera. Mais avec quel style cela fut mené ou consenti, finalement dénoué !

Pressentie depuis presque un an, annoncée depuis quatre mois, cette entrée en politique se préparait depuis... toujours. Il y a déjà dix ans, il ne disait pas non. Devant les étudiants du Petit Séminaire de Québec : "Les meilleures énergies doivent tendre à se rendre disponibles à la politique. Quant à lui, monsieur Ryan déclare qu'il ne dit pas non à la politique. Si l'on faisait appel à ses services dans ce domaine et que serait atteint un consensus de la communauté pour sa venue dans ce monde, il n'aurait pas le droit de refuser, croit-il " (Benoit Routhier, *le Soleil*, 10 octobre 1968). Il y a vingt-sept ans toutefois, il disait non, ou plutôt pas tout de suite. Dans un texte de *l'Action nationale* daté du premier trimestre 1951, "Férons-nous de la politique ? ", il répondait à la négative "pour quelque considération que ce soit, (pas) avant au moins l'âge de 40 ans... Nous avons besoin d'une équipe de travailleurs qui sachent penser les problèmes sur une base de long terme. A ceux qui les accuseront de fuir la réalité pour s'enfermer dans une tour d'ivoire, ils pourront répondre qu'ils ont choisi de travailler sur le coeur même des problèmes, laissant à d'autres le soin de s'occuper de la périphérie".

Il avait alors 26 ans, il en a aujourd'hui 53, treize de plus que la barrière d'entrée de 40 ans. Il était à l'époque du duplessisme triomphant, de la génération de toutes les

"actions", sauf la politique. Elle s'est bien reprise depuis, cette génération politisée sur le tard, en fournissant des éléments marquants aux équipes de la Révolution tranquille, du "French Power" et de la Souveraineté-Association.

Le parti ou le niveau d'activité politique n'étaient pas préalablement choisis. Avant le choc du 15 novembre 1976, il y avait eu celui d'octobre 1970. Comme nous tous, Ryan en avait été secoué. Il s'en était ouvert avec grande franchise dans une longue lettre à Peter Newman, publiée dans le *Magazine Maclean* de mai 1971 : "Je m'étais souvent demandé : si jamais je devais choisir entre Pierre Trudeau et René Lévesque, pour qui opterais-je ? La question ne s'étant jamais posée noir sur blanc, je me contentai, à chaque fois, de reporter la réponse à plus tard, espérant que l'échéance ne viendrait jamais... Plus que jamais depuis octobre, cette option (la fédérale) est devenue relative, une question de moyens. A un fédéralisme dominé par des intérêts qui rendraient impossible la pleine réalisation de la vocation de mon peuple, je n'hésiterais plus à préférer un souverainisme ouvert à des valeurs démocratiques plus authentiques."

Pas plus que *le Devoir*, Claude Ryan n'est un inconditionnel de l'hypothèse fédéraliste. Il sera dur batailleur des deux bords. A chaque jour suffit son combat : après la campagne du leadership, celle du référendum quelle que soit l'issue de la première, puis les autres campagnes d'une façon ou de l'autre... René Lévesque a peut-être trouvé un opposant à sa taille. Ce serait même honorable pour les deux d'avoir un tel adversaire. Ce ne serait pas un match à distance comme à l'heure actuelle entre l'homme d'Ottawa et celui de Québec.

Mais nous ne serions pas badauds désintéressés sur le haut de la clôture. Nous allons être en cause et, pour en décider, terriblement "entre nous" !

Ce Jour-là... le Référendum
Deuxième partie. La "politique intérieure" du Québec
depuis le 15 novembre 1976

Chapitre 11

Pourquoi ces maladresses qui n'étaient pas nécessaires ? *

[Retour à la table des matières](#)

Depuis Esope, on sait que la question de la langue peut engendrer le meilleur et le pire. Le récent Livre blanc sur la langue contient l'un et l'autre. C'est d'autant plus dommage que "le pire" n'y a aucun caractère de nécessité pour la noble cause. Il s'y trouve plutôt incongru, superflu, contradictoire avec le meilleur qu'il a malheureusement rejeté dans l'ombre. Il faut récupérer le Livre blanc avant de pouvoir commencer à en parler selon des lignes positives. Une fois qu'on aura pointé le pire, on pourra analyser le bon et le meilleur.

Il y a des "théories" des erreurs ou des fautes et, plus récemment, des catastrophes (René Thom). Il nous faudrait une "théorie" des gaffes politiques. J'appelle gaffe une action erratique qui produit naturellement des effets contraires à ceux qu'on recherche. Comme sous-catégories, il y a les gaffes qui accentuent les difficultés déjà grandes et celles qui suscitent de nouveaux obstacles. Il y a encore les gaffes qui entraînent de graves risques pour des avantages si mineurs qu'ils en apparaissent nuls. Il y a

* *Le Devoir*, 16 avril 1977. Les intertitres étaient de la direction du journal.

surtout les gaffes qui laissent soupçonner des motifs qu'on n'a pas et qui viennent gâcher au départ la mise en oeuvre des intentions qu'on a.

La Loi 63 était gaffeuse : l'Union nationale n'a pas encore fini de s'en relever. La Loi 22 était gaffeuse : elle fut une des trois principales causes identifiables de la défaite libérale le 15 novembre 1976. La Charte du français, la future Loi 1, devra éviter de perpétuer la tradition gaffeuse. il faudra d'abord extraire les gaffes du Livre blanc. On peut discuter longtemps sur l'axiome du "mieux (qui est) souvent ennemi du bien". On se mettra aisément d'accord pour dire que le pire n'est pas nécessaire pour mettre le meilleur en relief ; le plan du bon suffit.

La séparation avant la lettre

La gaffe n° 1 est d'importance. C'est la gaffe type : elle répond à la définition générale qui vient d'en être donnée au deuxième paragraphe. Elle présente en outre tous les éléments des sous-catégories relevées : sur l'accentuation des difficultés réelles, sur la création de nouveaux obstacles, sur les avantages nuls, et surtout sur les suspicions quant à des motivations présumément cachées. On n'aurait pu inventer pire, ou mieux, comme "gaffe".

La proposition de considérer les Canadiens des autres provinces comme des ressortissants étrangers (au chapitre de la langue d'enseignement) reposerait sur une conception racornie de la québécoité et aboutirait à une négation de fait de l'ordre constitutionnel canadien actuellement en vigueur ¹⁰. Une pareille disposition, effaçant

¹⁰ À la suite de cet article, les observations d'un correspondant au *Devoir* m'ont permis d'explicitier ce point majeur. En réponse, j'adressai à la direction du journal la lettre qui suit :

Monsieur le Directeur,

Dans un texte que *le Devoir* du 27 avril 1977 a publié, M. Jean Dorion interprète ce que j'avais appelé dans un article (*le Devoir* du 16 avril 1977) "l'ordre constitutionnel canadien actuellement en vigueur" comme étant le *régime linguistique découlant de cet ordre*. Suit alors une longue démonstration pour réfuter avec brio ce qui aurait pu être mon argument.

En effet, je parlais du statut de citoyenneté des autres citoyens canadiens lorsqu'ils s'installent au Québec et non pas, comme le fait M. Dorion, du droit constitutionnel qu'a le gouvernement du Québec de décider du régime linguistique scolaire sur son territoire. Je soutenais que ce gouvernement ne peut considérer les

d'un coup de plume des réalités flagrantes, n'aurait de pertinence que si le Québec était déjà un Etat de pleine souveraineté.

Cette gaffe tient davantage de l'erreur volontaire de fait que de la faute d'intention. Elle pourrait s'exprimer ainsi : pour changer ce qui est, nous *agissons comme si ce qui est n'était déjà plus*. Tout promoteur de changement ne doit jamais décoller de la réalité : c'est un minimum. N'insistons pas davantage.

Pourquoi créer l'impression que la minorité anglophone n'a d'autre avenir au Québec que d'être vouée à l'extinction lente ? Pourquoi sembler l'inciter à partir avant de lui enseigner les règles nouvelles de la normalité linguistique ? Pourquoi effaroucher alors qu'on n'a pas l'intention de faire peur ? Qu'est-ce que c'est que cette apparence de "politique fermée, chauvine, darwinienne, où la survivance de l'un passe par la suppression de l'autre" (Charles Taylor, *le Devoir*, 6 avril 1977) ?

Si le Québec était déjà indépendant, son gouvernement chercherait l'association avec le reste du Canada. Pourquoi alors inférioriser à l'état d'étrangers ceux de nos concitoyens actuels qu'on voudrait privilégier éventuellement par un statut d'association avec avantages mutuels ? Pourquoi, en niant a priori ce qui est, saboter par avance les chances de ce qui devrait être dans l'accomplissement du projet même de l'indépendance ?

Si le Québec était déjà indépendant, ce serait d'une politique très discutable de considérer les citoyens canadiens comme de purs étrangers. Comme il ne l'est pas

Canadiens d'autres provinces comme des ressortissants étrangers (émigrants d'autres nationalités), ce qui ne pourrait se concevoir que s'il y avait déjà une nationalité ou une citoyenneté québécoise. Or, cela ne sera pas tant que le Québec ne deviendra pas indépendant ou un "Etat de pleine souveraineté".

D'une part, "l'ordre constitutionnel canadien actuellement en vigueur" permet au gouvernement québécois d'instaurer le régime scolaire linguistique qui lui paraît approprié ; de l'autre, il lui interdit de sembler abroger, par implication, un statut de nationalité canadienne sur lequel il n'a pas encore prise. J'ai parlé de "gaffe" parce que cette future immigration d'autres provinces, après la passation du projet de loi n° 1, est la dernière des menaces vraisemblables au programme de francisation du Québec.

Pour se comprendre, ou pour se réfuter, il faut parler de la même chose.

Gérard Bergeron,
Professeur de science politique,
Université Laval.
Québec, le 28 avril 1977.

encore, c'est d'une irréalité totale. Et cela, c'est bien plus grave que l'impopularité de la mesure chez les anglophones de l'intérieur et de l'extérieur du Québec.

La force majoritaire actuelle du Québec francophone est suffisamment grande pour absorber, intégrer ou *francophoniser* les apports, qui ne sauraient être massifs, de Canadiens anglophones originaires d'autres provinces. Comment, en toutes hypothèses imaginables, peut-on craindre que ces apports puissent menacer l'équilibre linguistique actuel ? Si, comme l'écrit Claude Beauchamp, "cette éventuelle "immigration Canadian" est en soi suffisante pour saper la francisation du Québec, aussi bien abandonner le reste tout de suite car il serait alors de toute façon trop tard" (*le Soleil*, 6 avril 1977).

Il ne faut pas se fabriquer de peurs. La fabrication de peurs entraîne d'autres peurs, toutes aussi infondées. Mais des peurs infondées peuvent produire des effets réels.

Un conflit inopportun autour de l'article 133

La gaffe n° 2 risque d'entraîner un conflit frontal avec les instances fédérales. Le Livre blanc propose l'usage du seul français comme langue parlementaire et judiciaire. D'une part, le Québec peut modifier sa constitution interne (article 92 de l'A.A.B.N.) ; de l'autre, l'usage de l'anglais est garanti constitutionnellement à l'instar de celui du français à l'Assemblée nationale et devant les tribunaux (article 133). Lequel des deux articles l'emporte ? On peut avoir des opinions de juristes, d'ailleurs divergentes, ce qui annoncerait une belle bataille. Quelle application peut être faite en droit constitutionnel au principe *In toto jure per speciem derogatur* ? C'est l'affaire des tribunaux d'en décider ¹¹. Et ça prend du temps.

Cherche-t-on à soulever une cause de *contrôle de constitutionnalité* ? Ou de tâter de la détermination du gouvernement central, toujours armé très abusivement en régime fédéral du *droit de désaveu* des lois provinciales ? (Il n'a pas été fait usage de ce droit depuis 1942, pour une cause albertaine, d'ailleurs.) Si c'est le cas, l'adoption de

¹¹ Le jugement du juge Jules Deschênes de la Cour supérieure du Québec à la fin de janvier 1978 est la première étape de ce qui sera peut-être une longue lutte constitutionnelle. Le juge en chef avait conclu au caractère inconstitutionnel des mesures de la Loi 101 relatives au français comme seule langue officielle de la législation de la justice.

la Charte du français n'est pas pressante. Tirons les fauteuils ; asseyons-nous confortablement pour assister à la plus belle bataille judiciaire de notre histoire. Nous allons voir ce que nous allons voir.

Tant que le Québec n'est pas indépendant, il est soumis à la constitution actuelle, si mauvaise soit-elle. Il n'a pas les moyens d'en abroger unilatéralement une disposition fondamentale. Il doit passer par les canaux officiels pour fonder son bon droit.

Soulever une affaire d'inconstitutionnalité, c'est accepter de voir paralyser dès sa naissance la prochaine loi, alors que, nous dit-on, le temps presse. Si c'est ce qu'on cherche pour des fins de la "chère stratégie", à moyen ou long terme, qu'on le dise. On devra se faire à l'idée que la francisation, pourtant urgente, attendra l'heure de l'hypothétique indépendance...

Si, au moins, la mesure préconisée était vraiment utile à l'application du programme de refrancisation. Au plan de l'efficacité législative et judiciaire, ce monopole du français n'ajouterait presque rien à la forte prévalence de fait du français, même devant les tribunaux relevant de l'organisation centrale et appliquant le *Common Law*. Cette disposition, qui a quelque chose d'artificiellement vexatoire, comporterait en outre des difficultés d'application technique considérables. S'est-on seulement demandé si elle était applicable ? Surtout, elle ne serait pas d'un rendement positif notable pour la francisation, déjà presque complète pour un pays de droit mixte, de l'ensemble de notre vie parlementaire et judiciaire.

Enfin, elle provoquerait, sur le terrain où il est le plus fort, le gouvernement central. On lui fournirait sur un plat l'arme idéale pour *contrer* efficacement le gouvernement péquiste en instance de sécession et le déconsidérer dans l'opinion. Pourquoi, encore une fois, enlever à l'anglais quelque chose d'important, principalement sur le plan symbolique, sans même ajouter quelque consolidation à l'usage du français, déjà fortement dominant et qui le deviendra de plus en plus ? Pourquoi, après avoir inutilement effarouché les Québécois anglophones, tirer la queue du tigre fédéral ? Comme il sait rugir, il a déjà commencé à éveiller une bonne partie de l'opinion canadienne anglaise qui n'avait pas besoin de cette raison pour être peu sympathique à la cause d'un Québec indépendant.

La langue des communications étatiques

La gaffe n° 3 est un prolongement de la précédente. L'information publique ne serait donnée qu'en français. Mais les administrés et justiciables pourraient communiquer en anglais avec les services de l'Etat. D'en haut, l'unilinguisme ; d'en bas, le bilinguisme. "Nul n'est censé ignorer la loi", exprimée en seul français ; mais l'on peut en bénéficier ou "se défendre" contre elle dans l'autre langue. Où se trouve la cohérence ? Et où se trouverait l'efficacité administrative ?

Pourquoi l'anglais ne continuerait-il pas d'être pour un temps la langue seconde, auxiliaire, des services informatifs de l'Etat qui permet, pour le rejoindre dans l'autre sens, qu'on lui parle en anglais si on ne sait pas encore le faire en français ? Qui voudrait d'une ambiance publique de clandestinité linguistique ? Pourquoi le Québec nouveau se ferait-il soudainement plus mesquin que les institutions publiques fédérales qui n'ont jamais péché par diligence linguistique excessive ? Pourquoi jouer au "gros méchant" pour être pris au sérieux ? Dans l'hypothèse d'une indépendance accomplie, on réévaluera la situation nouvelle alors.

Des entraves qui risquent de compromettre le projet essentiel

Ces notes sont rapides. Le sujet est trop vital et énorme pour qu'on puisse rendre compte des autres éléments discutables, surtout des éléments positifs, du Livre blanc, en une seule chronique. Il fallait d'abord insister sur les entraves purement gratuites que le Livre blanc vient d'attacher à l'exécution d'un projet déjà éminemment difficile. Elles risquent de faire de la Charte du français une autre législation mort-née après les "bills" 85, 62, 28 et les lois 63 et 22. Il n'y a aucune fatalité à ce que nous manquions encore notre coup en voulant franchir ce véritable "cap des tempêtes" des gouvernements québécois.

Personne ne s'attendrait à ce qu'un gouvernement péquiste n'aille pas considérablement plus loin que le gouvernement précédent. D'autant qu'il le faut et qu'on pouvait présumer ce gouvernement plus "intelligent". Il ne suffit pas de se voir honnête-

ment dans son bon droit pour être efficace. Les gaffeurs dans la vie courante sont ordinairement sincères et parfois jusqu'à la naïveté. Seulement, ils se compliquent drôlement la vie, ce qui n'est finalement "drôle" pour personne, à commencer toujours par eux.

Il en est du Livre blanc sur la langue comme des autres initiatives du gouvernement actuel lorsqu'elles visent à donner d'abord satisfaction aux militants du P.Q. plutôt qu'à mettre en oeuvre des moyens praticables de transformation nécessaire dans une situation de réalité. Seulement, cette fois-ci, c'est plus grave. La francisation du Québec n'est pas un projet parmi d'autres. C'est le projet essentiel, qui *transcende les autres y compris celui de l'indépendance elle-même*. Celle-ci a-t-elle autrement été présentée que comme un instrument pour parvenir à une plus grande identité collective ?

Comme le P.Q. est un parti du mouvement ou "de gauche", il faut demander à ses adhérents de prendre en meilleur compte les conseils de prudence pratique de son leadership responsable plutôt que de les inciter à l'aiguillonner. (Pour les partis du statu quo, c'est l'inverse qu'il faut prescrire.) Dès les premières heures du mouvement Souveraineté-Association, son fondateur, qui est le Premier ministre actuel, a dû mettre sa tête en jeu pour bloquer l'adoption de mesures encore plus irréelles que radicales dans le programme linguistique du futur parti. Cette tradition riniste a toujours subsisté. Il semblerait que ça soit elle qui ait forcé l'adoption des mesures les plus gaffeuses proposées dans le Livre blanc.

Les conséquences sont visibles. Les Québécois anglophones, qui avaient déjà commencé à "comprendre" avec la Loi 22, sont maintenant inutilement inquiets ou effrayés, selon les tempéraments. Les péquistes conditionnels, qui forment la majorité décisive et n'ont aucune propension au culte de "la gaffe pour la gaffe", commencent à s'interroger sur la validité de leur beau risque du 15 novembre 1976. Les responsables du pouvoir outaouais sont ameutés et brandissent le gros bout du bâton qu'ils détiennent encore avec la nouvelle assurance du "Je vous l'avais bien dit..." Mais le plus dommageable, c'est que le bon renom, à juste titre mérité, du "parti modèle" vient d'en prendre un coup.

Tout cela à cause de quelques maladroites sans nécessité - même symbolique - pour la cause d'une refrancisation, réelle, efficace, et qui est urgente dans des circonstances favorables. Il ne faut pas les gâcher cette fois-ci.

Le mandat et ses limites

Le principe d'efficacité politique se confond ici avec le principe de rigueur morale : de même que le gouvernement actuel n'a pas encore de mandat pour faire l'indépendance, *ainsi il n'a pas plus de mandat de décider de ce qui, théoriquement, pourrait découler de son pouvoir discrétionnaire si l'indépendance était déjà acquise.* C'est le Parti québécois qui a lui-même proposé cette règle stricte. On ne s'excuse pas d'y avoir cru, encore moins de lui rappeler ce contrat électoral qui oblige bilatéralement au moins jusqu'au référendum à venir. L'application de cette règle détermine la largeur entre les garde-fous si l'on veut éviter d'autres gaffes à l'avenir.

En matière de langue comme en toute autre question, le gouvernement péquiste a, par ailleurs, *le droit strict de réserver l'avenir* ; de dire explicitement que ce qu'il peut faire aujourd'hui, dans tel conditionnement imposé, ne le lie pas pour ce qu'il fera plus tard, à telle autre étape plus favorable de la marche vers l'indépendance. C'est un gouvernement du mouvement. Tout le monde doit le savoir.

Ce qui ne veut pas dire un gouvernement des affrontements non nécessaires, coûteux et aux résultats aléatoires, qui peuvent et doivent attendre si l'on ne peut faire autrement. Ce gouvernement a plus qu'une bonne réputation à ménager. Il doit *assurer*, avec son propre avenir, *toutes les chances d'un Québec plus authentiquement français* et qui est enfin en train de se retrouver. Pourquoi, sur le plan pratique, hypothéquer les chances des gains futurs en se créant artificiellement des difficultés énormes et qui étaient aisément prévisibles ? Les partis du mouvement entretiennent souvent le masochisme de leur bon droit contrarié. Quand ils sont dans l'opposition, ça s'explique. Mais quand ils ont la chance d'être au pouvoir ? Heureusement qu'il y aura une législation correctrice et, espérons-le, *exécutable dès la sanction de la Charte du français.*

Qui n'a pas gaffé dans sa vie ? Mais la gaffe n'est pas un bon système de gouvernement, ni un instrument idéal de transformation des sociétés qui attendent le changement nécessaire.

Ce Jour-là... le Référendum
Deuxième partie. La “politique intérieure” du Québec
depuis le 15 novembre 1976

Chapitre 12

Pour une charte du français recevable et praticable *

[Retour à la table des matières](#)

Le premier mérite du Livre blanc sur la langue est d'exister. Si le gouvernement avait vraiment eu les noirs desseins qu'on lui prête en certains milieux, il n'aurait pas soumis un pareil texte à la discussion publique. Il aurait lancé le projet de législation à un moment peu propice au débat, ou l'aurait fait précéder d'une campagne de propagande intense. Si l'on trouve que le Livre blanc a la pédagogie lourde, qu'on songe à l'assez peu joyeux tintamarre qui se serait produit si le gouvernement avait tablé plutôt sur l'effet de surprise d'une législation toute prête, à exécuter en douce, par exemple, avant les grandes vacances. (Quel symbole c'eût été entre les fêtes du 24 juin et du 1er juillet !)

Le gouvernement s'est mis à découvrir. Il a invité au dialogue et en fournit les moyens. Il sollicite des réactions de même ouverture sur un sujet spécialement inflammatoire. Il est aux écoutes. Il enregistre. Les réactions passionnées sont presque

* *Le Devoir*, 23 avril 1977. On aura noté cette date ainsi que celle de l'article précédent. Mes critiques d'alors portaient sur le Livre blanc et la première version du projet de la Loi 1, qui verra le jour, passablement amendée sous le numérotage nouveau de la Loi 101, plusieurs mois plus tard.

toujours dignes malgré certaine inflation verbale difficilement évitable. Après la législation canadienne sur les langues officielles qui fut "mal comprise" selon M. Trudeau, après la Loi 22 qui subit le même funeste sort selon M. Bourassa, nous sommes à nouveau en plein sujet *passionnant*, c'est-à-dire qui passionne.

* * *

À part les anglophones, très peu de gens (dont M. Michel Brunet avec insistance) avaient vu la portée de la reconnaissance du principe du français comme "langue officielle" dans la Loi 22. La quelque centaine des exceptions et dérogations, qui suivait, en atténuait considérablement l'application. Mais le principe général de la Loi 22 était l'indispensable appui pour la programmation d'ensemble du Livre blanc. Il l'expose avec clarté et conviction, dominant avec aise l'apparence tout au moins de certaines contradictions.

C'est par un implacable diagnostic de carence que débute le Livre blanc. Pour d'aucuns, cette démonstration est exagérément pessimiste, inutilement alarmiste. Peut-être faut-il laisser passer dès lors que, par d'autres perceptions, on aboutit à un jugement global assez identique. Par quelque bout qu'on prenne la question, qu'une majorité linguistique de 80 p. cent doive recourir à une législation organique pour protéger, puis promouvoir, sa propre langue, c'est bien la preuve que quelque chose ne va pas depuis longtemps, qu'il y avait tout au moins manque d'adaptation à l'environnement. Cela reste vrai même si l'analyse est quelque peu rapide, court-circuitant ici et là dans une trame remarquablement serrée.

Une majorité s'est trouvée, par l'influence séculaire de la géographie et de l'histoire, en processus d'être *minorisée* chez elle pour quelques-uns des actes les plus importants de la vie collective. Elle n'avait pas les moyens d'intégrer la plus grande partie de ses immigrants qui allaient gonfler le groupe minoritaire. Son visage extérieur était devenu une contrefaçon des signes normaux de présence et d'identification d'une collectivité francophone. D'un mot, cette majorité *s'ajustait* à la minorité en force dominante sans forcément l'intention, ni même la simple conscience, de la domination. Le Livre blanc propose une totale inversion de ces ajustements comme nouvelle norme fondamentale.

À un monde qui, linguistiquement, acceptait de marcher sur la tête, il est proposé d'avancer comme il est d'usage. Faire cesser la situation objective d'absurdité, c'est la

grande finalité du vaste projet. Il insiste pour que cela s'accomplisse avec le moins de *dramatique* au niveau subjectif des consciences, mais cela ne peut aller sans soubresauts ni contrecoups.

* * *

Les parrains de la future Charte pourront honorer la plus grande partie du Livre blanc en délestant la prochaine législation des entraves ou "gaffes" dont je parlais dans un précédent article. Car je suis de ceux qui se refusent de voir dans la Charte un instrument de la lutte pour l'indépendance avec quelque intention obscure de créer un fait accompli culturel. Comme corollaire, je crois encore qu'il faut prendre en compte l'appartenance jusqu'à nouvel ordre à l'ordre constitutionnel canadien. On peut y voir le minimum pour une politique "civilisée". Elle s'impose d'autant plus étant donné la hauteur du projet global, qui a trop tardé jusqu'ici, d'un Québec enfin authentiquement français.

Ce n'est pas ce que la législation annoncée aura d'explicite dans l'obligation, d'éventuellement tracassier dans l'application, ou même d'impératif jusqu'à la coercition, qui la rend a priori contestable ou détestable. C'est plutôt le tour parfois maladroit dans la prescription des moyens qui laisse déjà craindre des règles législatives d'une applicabilité douteuse. Je ne fais pas appel au classique "sens du compromis", mais bien à cette faculté du discernement politique pour rendre l'essentiel de la loi recevable à moindre mal et le plus possible praticable.

L'autre tentation du législateur de la Charte est d'essayer de tout y mettre d'un coup. Ou de croire que certains retraits ou modifications vont affaiblir l'ensemble. On ne légifère pas pour toujours. Une législation doit permettre des amorces pour des révisions, des compléments. L'imposition de force d'une mesure particulière spécialement inopportune, même très partielle, peut mettre en péril l'efficacité de la loi en sa totalité. Il faut y penser à temps. C'est le beau risque démocratique d'un Livre blanc de permettre, en sondant les divers publics, d'aménager des replis, de susciter des corrections, d'accueillir des ajouts.

On a pu être tenté de faire du forcing en annonçant plus (ou faire craindre plus) pour se satisfaire de moins à l'heure de la décision législative ou réglementaire. Il s'agit de voir les limites objectives de la logique d'un "Québec essentiellement français" qui ne pourra se concrétiser que dans un univers de réalité se vivant. Les gains

réels de la francisation effective ne sont pas fonction étroite de ce qui est enlevé "aux Anglais", mais de ce qui peut être francisé de pratiques anglophones sans nécessité ou devenues proprement abusives par la force de la routine incontrôlée.

Aussi, convient-il de penser aux moyens administratifs d'affiner les modalités d'une législation qui doit faire une large part à ce que les pédagogues appellent les "processus d'apprentissage". La loi ne saurait être plaisante pour tous ; mais elle devra fournir les moyens gradués de sa propre applicabilité.

Pourquoi tomber dans la gaucherie, ressentie comme odieuse, de sembler accorder moins de droits linguistiques aux anglophones du Québec que n'en ont déjà, au moins sur le papier, les francophones de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ? Pour quel résultat pratique ? Habités à la domination linguistique inconsciente et allant de soi, les anglophones québécois ont beaucoup appris depuis la Loi 22.

Nous leur demandons d'admettre cette "inversion des ajustements" en quelques semaines, alors que notre incurie (ou notre aliénation culturelle) nous faisait accepter depuis des générations cette "situation d'absurdité", dont il a été également question plus haut. Le Livre blanc aura dit, avec l'insistance qu'il convenait, qu'il n'était pas sain pour une société mixte de fonctionner à l'inverse de sa proportionnalité linguistique. Il ne faut pas que les contraintes de l'environnement l'emportent sur l'épanouissement du milieu d'authenticité. Aucune société consciente d'elle-même ne le permet.

Tous, anglophones comme francophones, nous devons secouer nos complexes linguistiques. Entre l'apothéose, masochiste, du joul et le purisme, risible, qui faisait badigeonner le STOP des panneaux de signalisation routière, pour ne laisser subsister que l'ARRET (inconnu de la francophonie mondiale), nous avons l'occasion de prendre une meilleure mesure de notre langue comme "milieu de vie".

Par ailleurs, nos amis anglophones devront se dépouiller de leur complexe naissant de *huguenots linguistiques* malgré, il faut en convenir, certaines apparences de Révocation d'Edit de Nantes dans le Livre blanc. Charles Taylor a eu cette phrase qui résume l'essentiel dans les circonstances : "Il faut se parler sans la rhétorique des persécutés et des idéalisations." Une autre phrase que je trouve admirable est celle d'un correspondant de Châteauguay qui écrit à un journal de Montréal : "Having spoken both languages all my life, I am not about to be told two is one too many."

Je me rends compte que j'aurai écrit un autre article que celui que j'avais en tête, au début, en semblant me porter à la défense de la plus forte minorité linguistique des

pays d'Occident... Au lieu d'y aller de certaines suggestions en rapport à telle ou telle mesure (relations de travail, toponymie, etc.), je n'aurai traité que de l'économie générale du Livre blanc. L'indépendance peut ne pas pouvoir se produire. Mais l'opération francisation, vitale, doit réussir. Une circonstance aussi favorable risque de n'être plus répétable.

Il faut que le gouvernement ne perde pas cette première manche du Livre blanc dans l'opinion d'ici les prochaines semaines. Ce serait d'un mauvais calcul que de se satisfaire par avance de savoir qu'on pourra enlever à l'arraché la législation avec ses mesures les plus discutables qui ne sont pas essentielles.

Il y a suffisamment de raisons d'incertitude hors cette question dans notre société à l'heure actuelle. Les fautes d'appréciation et les erreurs tactiques se paient souvent longtemps après, en "stratégie" justement.

Ce Jour-là... le Référendum
Deuxième partie. La "politique intérieure" du Québec
depuis le 15 novembre 1976

Chapitre 13

La Charte du français : tremplin ou trappe ? *

[Retour à la table des matières](#)

C'était la soirée du 15 novembre. De minute en minute, les résultats du scrutin de la journée confirmaient les prévisions du dernier sondage préélectoral : le Parti québécois pouvait prendre le pouvoir, le prenait en fait... Dans le petit groupe de proches réunis autour du poste de télévision, un invité particulièrement intense tenait l'oreille collée à l'appareil radiophonique, "où les résultats entraient plus vite". Soudain, il assourdit l'appareil à sons, profita d'un flottement sur l'écran de la boîte à images pour faire observer : "Vous imaginez ce que ça pourra être, une politique de la langue avec le P.Q. au pouvoir ! "

Suivirent trois secondes de silence... Elles parurent fort longues en un tel moment d'attente générale fiévreuse et, pour les détails, impatiente ! Avant une autre bordée de "nouveaux résultats", un second invité eut tout juste le temps de s'interposer : "Les péquistes vont sans doute pousser jusqu'au bout la logique du principe du français comme langue officielle du Québec."

* *Le Devoir*, 7 mai 1977.

Alors que la Loi 22 comprenait une longue série d'exceptions et de dérogations, amenuisant en pratique la portée du principe général, le projet de loi n° 1 propose à l'inverse tout un train de décisions impératives et de mesures statutaires pour fonder, dans les faits, ce caractère d'officialité exclusive de la langue française. Il n'est même plus besoin de spécifier que le français est la *seule* langue officielle du Québec...

* * *

Le Livre blanc, comme programmatique, le projet de loi n° 1 ¹², comme pré-législation, sont deux longs exercices de cohérence logique, allant à son terme et dans le détail, pour instituer un "Québec essentiellement français". De ce point de vue, ces impressionnantes constructions manifestent une remarquable rigueur et une ampleur qui n'oublie rien. Toute cette élaboration repose sur un postulat difficilement attaquant : faire du Québec une société aussi française que l'Ontario est une société anglaise. *Why not ?* M. Gérard Pelletier, alors ministre au fédéral, voyait dans un "Québec massivement français" la meilleure chance de l'application du bilinguisme institutionnel au Canada.

La Loi n° 22 semblait contredire, par cent modalités d'application administrative, la logique brute de son article premier. L'actuel projet de loi n° 1 confirme et durcit même cette logique. Il formalise, explicite et prolonge la brièveté, pour ainsi dire exhaustive, de son article premier : "Le français est la langue officielle du Québec." La Loi n° 22 qui, en son temps, avait fait l'unanimité contre elle, sombra finalement sur une question odieuse d'application administrative (celle des tests d'aptitude). Mais la belle rigueur logique du projet de loi n° 1 n'est pas garante de son applicabilité, ou ce qui revient à dire de son "succès", du point de vue de ceux qui, tout au moins, trouvent la loi recevable.

* * *

Observons d'abord qu'une "bonne loi", très difficilement applicable, devient un pire mal qu'une "mauvaise loi" d'une exécution relativement aisée. A défaut de remplacer cette dernière, on peut la laisser tomber en désuétude sans même avoir à l'abroger. Mais comment amender suffisamment la "bonne loi" pour la rendre applicable en

¹² Qui allait, parla suite, être rebaptisée Loi n° 101.

évitant d'entamer quelque chose de son caractère estimé bénéfique ? Une telle opération requiert une extrême subtilité et beaucoup de justifications.

La simplification de mon expression veut signaler qu'une loi nécessaire, donc "bonne", peut s'effiloche au plan de l'exécution où s'empêtre finalement tout le monde. Une loi doit être "bonne" jusqu'à son applicabilité incluse. Sans quoi, par excès de logique, elle risque de se neutraliser elle-même ; et, avec elle, peuvent sombrer ses principes et valeurs bénéfiques. Un échec de cet ordre ne se rattrape pas aisément. Il faut donc que la "Charte du français" réussisse. Il ne s'agit pas d'un test de popularité du Parti québécois. Ni d'un laboratoire de psychothérapie collective.

La discussion à coups de "grands principes" est à la fois inflammable et interminable : aux grands principes des uns s'opposent les grands principes des autres et c'est finalement ceux du plus fort, provisoirement, qui prévalent. C'est triste à dire, mais ce n'est pas nouveau en politique. Comme il faut faire vite en cette phase prélegislative, considérons plutôt l'ensemble de la question sous cet angle de l'applicabilité administrative. Tout, ou presque, a d'ailleurs été dit au plan des grands principes.

* * *

Il faut presser le gouvernement à faire un second effort de clarté et de rigueur de ce point de vue. D'un grandiose projet, il faut faire un acte de grande politique. Le Livre blanc et le projet de loi n° 1 nous ont présenté le modèle d'un Québec qui vivrait enfin une existence de normalité linguistique. Il faut davantage en seconde étape. Par delà la discussion des grands principes, on ne peut très longtemps accepter d'être retranchés, ou mobilisés, en "pour ou contre". Il y a les nécessités de la vie qui va, dans la durée même des transformations linguistiques à opérer. Sans parler des autres plans de la vie collective qui ont leurs valeurs et leurs urgences.

Le gouvernement, fort de sa position en "grands principes", n'a reçu que deux suggestions pour des améliorations de type technique (tribunaux, sièges sociaux). C'est peu, mais avait-il vraiment le temps d'en considérer tellement d'autres, surtout dans l'état de tension où il se trouve à ce sujet ? L'esprit d' "ouverture", dont il se réclame en préambule du projet de loi, devrait lui permettre d'examiner avec soin beaucoup d'autres améliorations susceptibles de raffermir l'exécution du projet, en délestant ici, en assouplissant là, en raffinant un peu partout.

Car la vaste machinerie qu'il est en train de construire présente des risques d'enrayage à la dizaine. L'abondance des actions de pouvoirs réglementaires est telle que l'Office devra avoir une espèce d'ubiquité, non seulement dans l'appareil administratif général, mais encore dans un tas de domaines où la présence étatique ne devra pas paraître tatillonne ou incongrue. Cette machinerie risque d'être entravée par des difficultés techniques avant même le redoutable contact avec les "administrés", individus ou personnes morales.

Par ailleurs, je ne crois pas que les mesures d'encouragement ou d'incitations soient suffisantes comme principe général. Mais la force de l'obligation légale et son exécution générale ne reposent pas que sur la sanction et la menace de son imposition. Certain *gradualisme* administratif renforce plutôt que dissout la norme législative. C'est d'un équilibre délicat où le doigté de manière est indispensable à la fermeté d'intention.

La pédagogie étatique a les moyens de dire que ce qu'elle laisse provisoirement faire sera bientôt refait mais sans tout défaire. L'administration, qui est avant tout un personnel en fonctionnement, ne doit pas créer ses goulots d'étranglement - ou ses poches d'ombre - en des terrains qu'elle ne peut efficacement couvrir. Ses interventions nécessaires, et rarement aimables, ne devront pas ressembler en cette matière aux intrusions du fisc ou de la police, spécialement attentifs aux cas limites. L'esprit de finesse de l'administrateur devra suppléer dans le concret à la rigueur logique du législateur.

* * *

L'opération de revitalisation culturelle qui est proposée est à la fois si ample et si fondamentale que son *design* (intraduisible !) administratif ne se conçoit guère idéalement a priori. On pressent plus aisément des risques de gabegie administrative et même d' "objection de conscience" judiciaire. Nous allons avoir à inventer beaucoup dans une situation vraiment inédite mettant en cause tout le "milieu de vie" et ses signes courants dont l'usage ne devra plus être paradoxal ou carrément absurde. Les ressources les plus fines de l'administration québécoise devront être mises à contribution.

Qu'on ait manqué d'élégance envers nous n'est pas une raison suffisante pour qu'on le rende, au décuple, en inélégance de manières. Dans la présentation de toute

cette affaire, il y a comme un *manque de classe*, plutôt que de générosité au sens commun. Certaine force morale pour l'avenir, que porte avec lui le présent gouvernement, semble quelque peu estompée par l'apparence de certaine hâte de profiter de cette espèce d'acquis inespéré d'avoir pris le pouvoir plus tôt que prévu.

Il ne suffit pas de rappeler que les Québécois anglophones seront encore plus protégés que ne l'ont jamais été les francophones dans les autres provinces. Ou que nous n'avons pas de leçons à recevoir en matière de traitement des minorités ethniques. Des hommes bien placés (MM. Davidson Dunton et Keith Spicer) pour rappeler ces vérités historiques l'ont fait récemment. A notre tour, nous pouvons au moins nous servir une vérité aussi rude à prendre : n'est-ce pas notre incurie, séculaire au Québec, qui est la cause première de la situation aussi abracadabrante que lamentable, dont nous avons fini par prendre conscience ? Enfin : la "qualité" de notre langue, n'est-ce pas une valeur aussi grande que la "quantité" de sa présence que nous voulons maintenant imposer dans le milieu social ? De qui dépend cette "qualité", ?...

* * *

Qui ne peut être favorable à une Charte du français ? Si des ministres, dont le premier d'entre eux, avouent des "tiraillements" sur divers contenus et modalités de la législation proposée, faut-il s'étonner que la population ne soit pas encore portée par un beau mouvement de ferveur unanime ? Si j'étais ministre péquiste, je me poserais chaque matin la question : "Pourvu que les 41 p. cent du 15 novembre ne se mettent pas à *décrocher* trop tôt ?..." "

Comment ne pas éprouver de malaise devant ce qui semble être des "calculs stratégiques", qui commencent à s'avouer hors les supputations des journalistes ? Je fais écho en finale à ces supputations. En renvoyant à la tenue d'un référendum le déclenchement de la marche vers l'indépendance, le Parti québécois s'enfermait dans une trappe tout en prenant le pouvoir : celle de risquer de ne pas gagner le référendum et, conséquemment, de devoir remettre l'indépendance à plus tard.

Si, *par hypothèse*, la façon dont est menée l'opération de la Charte du français était un effort pour sortir de cette trappe (en affrontant le gouvernement central et en rendant les Québécois anglophones intraitables), ne serait-ce pas, plutôt qu'un tremplin vers l'indépendance, une seconde trappe ? Un Québec francisé, autant que l'Onta-

rio est anglicisé, enlèverait la raison culturelle principale pour sortir du cadre constitutionnel actuel.

Si cette hypothèse vraisemblable était infondée, ce que je préfère croire, je n'en conseillerais pas moins aux dirigeants péquistes de porter plus d'attention aux critères éthiques et au flair politique de leur leader. Pour les orientations essentielles, ses intuitions furent exactes et permirent de prendre le pouvoir avec quatre ans d'avance.

* * *

Hypothèses fondées ou non, calculs stratégiques ou pas, le gouvernement actuel doit *prendre le beau risque de réussir l'opération de francisation du Québec*. Elle met en cause des valeurs d'identité et de permanence qui ne relèvent pas de l'ordre instrumental.

Ce Jour-là... le Référendum
Deuxième partie. La “politique intérieure” du Québec
depuis le 15 novembre 1976

Chapitre 14

La “politique intérieure” du Parti québécois *

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a pas *une* politique du gouvernement québécois actuel, mais au moins cinq. Sur le versant *extérieur*, il y a les relations en tension croissante avec le pouvoir central ; avec les autres provinces, l'ambiance n'est plus la même qu'a commencé à désertter la cordialité officielle ; et enfin, celles qui expriment une présence du Québec à l'étranger, spécialement en France et aux Etats-Unis.

Six mois après l'accession au pouvoir, qu'en est-il de ce qu'il conviendrait d'appeler la politique *intérieure* du P.Q. ? Elle se déroule à deux niveaux : d'abord selon le rapport que les politiques gouvernementales entretiennent envers l'ensemble du peuple québécois, et spécialement avec cette partie de l'électorat qui l'a mis au pouvoir ; il y a ensuite cet autre rapport que la majorité parlementaire entretient avec l'organisation du parti et sa cohorte de militants qui sont d'une assez terrible exigence. Le gouvernement doit "servir deux maîtres".

* *Le Devoir*, 21 mai 1977.

Tandis que la politique *extérieure* du P.Q. révèle de la cohérence logique, bien qu'en grande partie faite d'improvisation (souvent imposée en défense contre les attaques d'Ottawa...), l'analyse de sa politique *intérieure*, selon les deux niveaux que je viens de distinguer, requiert plus de subtilité.

À l'espèce d'euphorie, mais accablée, d'avoir le pouvoir, alors que le Parti québécois ne cherchait qu'à s'en approcher pour le bousculer à la prochaine occasion, a succédé ce que j'appellerais un état de griserie toute studieuse et appliquée. L'étude porta d'abord sur les "grands dossiers" laissés en plan, négligés ou mal honorés par le gouvernement précédent. Dès la prise du pouvoir, le Premier ministre avait donné le ton de la détermination en affirmant "l'absolue envie que ça marche !" Il savait bien lui-même que la "chance au coureur" qu'il réclamait pour les débuts ne lui serait pas longtemps accordée sous l'impératif des problèmes pressants. Opposants officiels et critiques libres se chargeraient d'ailleurs de les rappeler.

Etre ou n'être pas un "bon gouvernement" ? Peut-être pas encore, mais, dès maintenant, ce n'est certes pas un mauvais gouvernement. Devant une telle bonne volonté agissante, animée d'une conviction profonde pour les nécessaires renouvellements, on se prend à regretter qu'une partie de cette énergie doive être *distrainée* et employée à préparer le grand combat constitutionnel, pour l'instant ajourné. Voilà pour l'impression d'ensemble ; mais, pour être de bon compte, on relèverait quelques points sombres. Il y a bien des ministres qui aiment se produire et parlent trop, trop souvent ou trop vite. Il en est d'autres qui accentuent au contraire le genre taciturne et semblent paralysés jusqu'au tourment intérieur. Enfin, beaucoup de députés font trop volontiers l'Assemblée nationale buissonnière...

* * *

À mon goût, il y a beaucoup trop de professeurs dans ce gouvernement qui prend parfois l'allure justement d'une "république de professeurs". Je serais bien (ou mal) placé par mon propre métier pour en traiter plus longuement et, si possible, sans injustice. Ce n'est pas la carrière qui embête, c'est le ton professoral, qui n'est d'ailleurs pas l'apanage des seuls professeurs.

Tous les ministres importants ou influents existaient déjà par eux-mêmes, et autrement que par la politique, avant d'y entrer. Beaucoup de candidats, aguerris par les défaites cruelles de 1970 et 1973, s'étaient lancés en politique avec le désintéresse-

ment du croyant entrant en religion ou, tout au moins, avec le sentiment d'un devoir imposé. (On peut le dire, d'autant que cela n'immunise pas à jamais contre certaines tentations d'arrivisme, de carriérisme ou de pure démagogie pour la noble cause - comme ça peut être le cas dans tous les partis du monde.)

Mais quelle autre formation aurait pu drainer autant de talents et de fortes personnalités dans la politique dite "active" ? La Révolution tranquille des beaux jours n'avait pas rallié un si large personnel politique à la base, ni procuré autant de chances d'apprentissage pour des leaderships naturels aux divers plans de l'action.

A mon goût encore, j'aurais souhaité comme socialiste pragmatique une politique d'une "social-démocratie" à la québécoise, plus nette et moins autojustificatrice par la référence au modèle suédois, qui permet, avec commodité, autant abstentions qu'initiatives. Par ailleurs, comment le regretter absolument quand on sait les ravages que peut entraîner le doctrinarisme qui, au pouvoir, se prend à vouloir donner la preuve hâtive de sa bonne foi enfin agissante ? Evoquant cette "dialectique à laquelle les militants consentent par une espèce d'accord tacite avec leur propre parti", Pierre Vadeboncoeur la définit comme "une dialectique selon laquelle, d'une part, on reconnaît pleinement les obstacles et par conséquent la nécessité du réalisme le plus exigeant, mais d'autre part, on pense que là où l'action, forcément sélective, est possible, il faut éviter de l'amoindrir par des demi-mesures que n'exige aucune stratégie" (*le Jour*, 22 avril 1977).

Six mois de pouvoir, c'est à peine le temps de s'installer dans un pouvoir qui n'avait pas "fait de cadeau" en quittant. Le "menu législatif" se présenta comme copieux par son étonnante diversité. La politique budgétaire était conçue comme une reprise en main avec prudence, avant l'heure, qui ne saurait tarder, des plus forts risques à prendre. Les "grandes attentes" socio-économiques ne sont pas encore déçues, mais il leur est demandé de savoir patienter jusqu'à ce que la fameuse crédibilité financière soit davantage assurée.

Le projet de l'assurance-automobile est devenu comme le symbole de ce qui est estimé accessible dans le concret et l'immédiat. Seule la politique linguistique a produit des effets d'*A soir on fait peur au monde !* (Robert Charlebois). Les diverses forces économiques ont dit leur inquiétude, mais sans paniquer, se surveillent en offrant une collaboration conditionnelle sur le fond mais nécessaire quant au principe. On

n'est pas sûr, comme on dit, de "gagner du temps" ; du moins on *occupe* le temps de la transition qui s'achève.

* * *

Jamais en ce pays un gouvernement n'aura été aussi étroitement et amoureusement (impliquant la double tyrannie ...) surveillé par son parti. C'est l'opposition officielle, occulte, constante, au potentiel de plus grande efficacité. Le perfectionnement de l'organisation structurelle du parti, joint à l'ardeur partisane qui ne se démentira que jusqu'à l'indépendance incluse, est plus propice aux tâches du recrutement et de la prise du pouvoir qu'à son exercice avec ses mille et une servitudes quotidiennes.

Pour l'heure, un certain dédoublement de rôles au niveau du cabinet et des hautes instances du parti absorbe - et transporte - des tensions inévitables. C'est une constante de ce parti depuis la préhistoire du M.S.A. ; mais cette fois-ci, des réaménagements devront être plus sévères. Une des grandes prouesses du P.Q. a été jusqu'à maintenant d'éviter des dissensions graves, menant à des scissions, comme c'est si souvent le cas dans les partis analogues.

On ne peut marcher naturellement avec toujours la menace des crocs du dogue aux mollets... Quelques semaines après la prise du pouvoir, le Premier ministre avertissait : "Il ne faut pas que le parti se prenne pour le gouvernement et qu'il prétende lui dicter ses volontés." Faire un bon gouvernement et se préparer à la lutte encore plus dure pour l'indépendance ne sont certes pas des projets incompatibles. Mais, dans la pratique quotidienne, c'est plus difficilement conciliable.

Dans l'opposition, chaque militant péquiste avait "son" petit Parti québécois : c'était possible parce que le gouvernement était ailleurs - et qu'il s'agissait précisément de se mettre tous ensemble pour l'abattre. Maintenant que l'heure du pouvoir est venue, il est demandé au militant péquiste de mettre "son" Parti québécois au service du gouvernement dans l'acte même de le surveiller, de l'aiguillonner. La faculté critique reste très grande dans un parti aussi foncièrement démocratique, mais elle doit se doubler d'un sens nouveau de la "discipline". Comme on sait, c'est un bien vilain mot que celui-là qui, dans toutes sortes d'institutions humaines, sert à faire ou laisser passer tellement d'actions discutables.

La presse a donné trop peu d'importance à des propos récents de M. Guy Joron devant les membres du P.Q. des comtés de Laval, Fabre et Mille-Iles. Selon le minis-

tre, il conviendrait de faire deux parts du programme du parti : d'une part, les grandes orientations et les mesures qui s'inscrivent dans "le long terme" ; de l'autre, une espèce de "feuille de route du gouvernement" avec explicitations et remises à jour périodiques.

Car il s'agit d'éviter "le risque qu'en allant trop dans le détail de chaque article du programme les membres (du parti) deviennent autant de gestionnaires des préoccupations quotidiennes du gouvernement". Qui a charge de décider ? Qui connaît les dossiers ? Qui peut sélectionner parmi les priorités ? Qui peut établir l'échelle des urgences ? Un programme de gouvernement est soumis aux contraintes de toute espèce de plan de développement. Mais on peut leur faire confiance : les militants péquistes ne somnoleront pas...

À cause du "soleil de l'indépendance" ¹³, le gouvernement détient deux "légitimités", se juxtaposant sans forcément se contredire, mais qui s'interfèrent dans le concret de l'action. Cela pourrait aussi se dire selon le terme plus courant, mais non moins simple, de "mandats". Les hommes du gouvernement, ministres et députés, furent d'abord sélectionnés par le parti et portés par lui, au sein duquel ils avaient fait leurs classes. Le parti, forgé comme un instrument, était aussi une demeure commune. Le principe d'union était le grand dessein qui avait donné naissance à ce parti. La poursuite de ce projet ayant été provisoirement mise entre parenthèses, cela avait permis au parti de prendre le pouvoir le 15 novembre 1976.

Mais la légitimité proprement gouvernementale, celle qui a fondé l'équipe ministérielle à remplir son mandat de "bon gouvernement", relève de 41 p. cent des voix électorales et non des votes les plus idéalement unanimes du Conseil national. C'est dans le résultat du référendum que se trouverait une espèce de nouvelle "légitimité", intégrative des deux autres, du point de vue de ce parti tout au moins (et c'est là que commence un problème d'un tout autre ordre !). Toute politique gouvernementale qui entretient la ferveur péquiste n'entraîne pas forcément une adhésion correspondante dans la masse des 41 p. cent des voix favorables au P.Q., pour ne pas parler des 59 p. cent des voix autres.

Aussi est-on fondé, à cause de l'ampleur et de la noblesse même de la cause de l'indépendance, de rappeler au gouvernement qu'il n'est pas habilité à se comporter,

¹³ Voir le chapitre 4.

en telle ou telle mesure, comme si le Québec était déjà indépendant. C'est lui qui a proposé cette politique de rétention au corps électoral.

En attendant l'indépendance, et même si elle devenait indéfiniment ajournée, le Parti québécois garde son caractère indispensable. Sur la colline parlementaire depuis six mois, jamais on n'aura tant travaillé, avec tout le sérieux et l'application qu'impose le "sens de l'événement".

Devant les tâches écrasantes d'un "bon gouvernement" en fin d'apprentissage, le Parti québécois ne s'est pas évadé dans la "fuite en avant" que serait cette course qu'il ne peut pas encore livrer contre d'autres pouvoirs. L'indépendance est forcée d'attendre ; le "bon gouvernement" est une nécessité de la vie quotidienne.

Troisième partie

Refaire la Confédération ou laisser se défaire le Canada ?

[Retour à la table des matières](#)

Ce Jour-là... le Référendum
Troisième partie. Refaire la Confédération
ou laisser se défaire le Canada ?

Chapitre 15

Un chantier qui commence à s'animer *

[Retour à la table des matières](#)

Quand le drrrrr *ing..* ! du réveil-matin brutalise le dormeur en l'arrachant à son alibi de la nuit, l'insolent engin ne crée pas le matin en annonçant que la journée est commencée. La *sonnerie* du 15 novembre 1976 n'a pas créé la crise politique actuelle. Lui préluait un malaise précurseur depuis une douzaine d'années. Mais elle nous a tous tirés d'un certain état de demi-somnolence politique. Il n'est jusqu'au Premier ministre canadien à avoir rappelé cet aspect bénéfique du réveil brutal, qu'a été la date célèbre, en forçant tout le monde à devoir s'explicitier dans un proche avenir.

Changeons d'image pour une autre raison que de simple variété. Filons un court instant la métaphore d'un vaste chantier qui, en plusieurs points du Canada, commence à s'animer pour la réforme constitutionnelle.

Divers groupes de citoyens se forment de façon spontanée ; d'autres à vocation non immédiatement civique se penchent sur la question de l'organisation politique du pays. Dans les partis d'opposition, on commence à s'interroger sérieusement pour se montrer à la hauteur de la situation nouvelle. Même à l'intérieur des partis majoritari-

* *Le Devoir*, 2 avril 1977.

res à Ottawa et à Québec, des forces d'ouverture et, corrélativement, de fermeture se manifestent. Ce sont autant de messages envoyés aux Premiers ministres du Canada et du Québec. Ces messages sont encore assez flous, parfois contradictoires. La communication devient circulaire : de bas en haut, et non plus seulement de haut en bas.

* * *

Tout cela est bon. Non pas à cause de la cacophonie et des contradictions. Mais pour la nécessaire dépolarisation. Mais à cause de l'ambiance laborieuse et responsable d'un vaste chantier. On ne perçoit encore que de vagues projets en rumeurs désordonnées, mais c'est pour des recherches de plans directeurs. Même si aucun projet n'était retenu par les responsables des pouvoirs, on ne ferait pas preuve d'inutilité. Sur un chantier, il y a très peu d'ingénieurs et qu'un architecte-chef ; mais ce ne sont pas ceux qui apportent et préparent les matériaux.

Il faut surtout que notre attention ne subisse pas que la seule attraction de la lutte à deux, à finir avec obligatoirement un vainqueur et un vaincu. Nous ne sommes pas les badauds de l'estrade avec comme unique fonction d'applaudir notre champion respectif. La réforme constitutionnelle n'a pas à épouser les rites tapageurs d'une grande finale de la Coupe Grey, souvent présentée comme le symbole sportif de la "grande union" canadienne.

Un jour il y aura le référendum. Auparavant ou plus certainement après, et quel qu'en soit le résultat, on devra se mettre à table pour quelques "minutes de vérité". Il n'y a pas à espérer beaucoup de sportivité dans ces joutes qui risquent de se livrer à coups de simplifications dialectiques. Mais par delà affrontements, accrochages ou même impasses, il y aura à mettre au point certain *modus vivendi* en deçà de la solution globale.

Pour atténuer les risques que "cela ne se passe pas trop mal", il faut que les opposants ne s'affrontent pas en *pouvoirs nus et seuls*. D'où l'importance du vaste chantier, évoqué plus haut. On ne refera pas le Canada selon le mode dont le Conseil de sécurité de l'O.N.U. décide de *ne pas régler* les litiges entre grandes puissances. Des expressions comme "mater le Québec" ou "casser la rigidité d'Ottawa" ressortissent à cette croyance qu'une des deux parties doive rester sur le carreau. D'abord, il y a plus

de deux parties. Et surtout, aucune d'elles ne doit être littéralement *défaite* pour une solution vivable en dignité.

* * *

M. Trudeau a raison sur un point, au moins pour un certain temps : le Premier ministre du Canada n'a pas à "lâcher le paquet" avant même que ne soient engagés des pourparlers préliminaires. Sa base de départ est le statu quo ; il n'a pas à jouer le révisionniste d'origine. Mais il doit au moins se faire accueillant aux diverses formules qu'on propose à sa considération, à commencer par celles qui émanent de son propre parti. Le moment venu, ce pourrait lui être utile pour pouvoir faire preuve de cette faculté de l'"imagination", qu'il louait naguère à l'instar de la "bonne foi" et de la "grande prudence". Lui aussi a besoin de souffler, de prendre du champ, de réfléchir. Il engage beaucoup plus que son destin personnel.

Il risque d'avoir tort à force d'avoir raison lorsque, par exemple, il évoque maladroitement la force de résistance du Canada anglais devant les revendications indépendantistes du Québec. S'il donne mal ses leçons de réalisme politique et économique, il devient un efficace agent recruteur de nouveaux indépendantistes. Ce n'est certes pas la fin qu'il poursuit. Vincent Lemieux vient de rappeler que "les sondages et certains faits historiques ont montré que dans des situations très conflictuelles entre Québec et Ottawa, la majorité des électeurs du Québec penchent vers Québec plutôt que vers Ottawa" (*le Soleil*, 26 mars 1977).

Comment peut-on refuser absolument au gouvernement québécois le temps de préparer sérieusement la consultation démocratique du référendum ?

Ce délai est d'une longueur encore trop imprécise pour tout le monde. Certes, mais pendant que le cabinet québécois doit faire ses preuves de "bon gouvernement", le cabinet fédéral a également l'opportunité de démontrer son caractère irremplaçable dans des circonstances socio-économiques malaisées.

Le dilemme posé ici même par Michel Roy fin novembre tient encore. Si le gouvernement péquiste est un gouvernement provincial comme les autres, il doit être traité comme tel, non seulement par les autres gouvernements provinciaux - ce qu'ils font pour leur grand honneur -, mais aussi par le gouvernement central lui-même. Mais c'est à charge pour le gouvernement péquiste d'en faire autant, ce qu'il fait dans les grandes circonstances (voir la haute tenue du "discours inaugural"). On n'en dirait

pas autant des prises de position ou des abstentions purement symboliques à certaines conférences fédérales-provinciales ou internationales, quand ce n'est pas à des matches de hockey. L'heure est passée de ces "ruses de Sioux" ou de Hurons. Ces agaceries n'amuse plus personne. Portées sérieusement par des agences de presse, ou commentées par des journalistes qui ne demandent pas mieux que d'y voir confirmés leurs préjugés, elles contribuent à empoisonner l'atmosphère sans plus.

"L'heure est grave" comme diraient les esprits pompeux. Il y a beaucoup d'incertitude dans la situation, et d'inquiétude dans la population. D'inquiétude même chez les premiers responsables des pouvoirs contradictoires. A la crainte diffuse d'un recours à la force de l'autorité centrale après le scrutin de la mi-novembre, est symétrique la propre crainte du Premier ministre canadien qui déclarait selon les journaux du 24 mars : "I was terribly afraid after Nov. 15 that people were going to buy what I call Lévesque's siren song... that Quebec can separate, have an association with Canada and we'll all be friends just like before." Ce ne sont pas là mots partisans de circonstance, même s'ils furent dits à la veille de l'ouverture du récent congrès libéral fédéral de Toronto.

La presse, les gens de l'entourage, les militants ont une responsabilité toute particulière à un moment où les mots sont chargés de dynamite. Le langage ne doit jamais être méprisant, surtout lorsque son usager ne méprise pas. Quand une voix ¹⁴ qui sait le sens des mots parle de "frères du sang" et de "tribalisme", fût-ce en demi-boutade, ce n'est pas de la rigidité, mais du lamentable anachronisme. Le Parti québécois n'exprime pas une solidarité lignagère. Qu'il réussisse ou échoue dans de trop "grands desseins" à la fois, il est déjà un bel effort pour façonner un Etat moderne au seuil de ce que des sociologues à la mode appellent l'entrée dans l' "ère postindustrielle". On ne se renforce pas à rapetisser l'adversaire.

La froideur correcte et sans illusion mutuelle qui caractérisait les rapports entre les capitales outaouaise et québécoise après le 15 novembre ne pouvait se prolonger indéfiniment. C'est dommage toutefois. Quand les chefs de parti s'adressent aux militants, c'est toute la population qui entend le Premier ministre de l'une ou de l'autre capitale. Aux distorsions du message s'ajoute la dissonance à l'écoute.

Cela produit parfois brouillages ou amplifications avec effets contraires au but poursuivi. Quand M. Trudeau veut frapper le leadership du P.Q. en lui signalant les

¹⁴ M. Trudeau.

limites objectives de son projet souverainiste, il doit se garder d'atteindre le sens, nouveau chez les Québécois, de leur dignité collective. Quand M. Lévesque exprime le réflexe vif de cette dignité à tort ou à raison froissée, il ne doit pas donner l'impression d'aller au delà du contrat d'honneur passé avec l'électorat québécois.

MM. Trudeau et Lévesque vont se faire une vie encore plus impossible s'ils se laissent envelopper par des ambiances de campagnes électorale et référendaire non encore déclenchées. Lorsqu'ils parlent en tant que Premiers ministres, pourquoi n'utilisent-ils pas plus souvent la note officielle, le communiqué de presse ? Ces textes non improvisés et bien mûris sont encore sans équivoque sur l'identité des destinataires réels. L'heure est à la sobriété pour tous.

Ce Jour-là... le Référendum
Troisième partie. Refaire la Confédération
ou laisser se défaire le Canada ?

Chapitre 16

La “grande muette” a parlé *

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a pas eu de déferlement d'imagination politique au Canada depuis le 15 novembre 1976. Cette faculté implique une volonté politique qui l'alimente à son tour. *Pas de volonté, pas d'imagination non plus.* Mais beaucoup d'attentisme. Pour adapter un mot célèbre, "tirez les premiers, Messieurs les Québécois !" Heureusement qu'il n'y a pas encore eu, des deux côtés, d'autres salves que verbales.

Beaucoup d'attentisme mais pas du plus confiant. Il est fait d'une anxiété diffuse, qui commence toutefois à s'avouer. Tout le monde est devenu inquiet de quelque chose : de ce qui a commencé à se passer, de ce qui ne se passe pas encore, de ce qui se passera sûrement à moins... Il s'agit davantage d'un vague à l'âme que portent des inconnues, peut-être menaçantes, que de la claire conscience des risques qui sont au bout d'un nécessaire réaménagement constitutionnel : casser ou non le Canada, faire ou non l'indépendance du Québec, ce sont là projets de dévastation ou d'apothéose - c'est selon.

Entre un plein de sujets d'inquiétude et un vide d'idées, nous nous acheminons très lentement vers l'heure "H" ¹⁵, encore lointaine, du référendum. Tout est encore rame-

* Le Devoir, 30 avril 1977.

¹⁵ Ou, si l'on préfère, l'heure "J", ainsi que le suggère le titre de ce livre.

né à des polarisations posées comme irréductibles : Ottawa/Québec, Trudeau/Lévesque, fédéralisme/ indépendantisme.

Les partis d'opposition, à Ottawa comme à Québec, sont dérisoirement hors du coup. Ils n'ont pas encore réappris ce qu'on pouvait présumer qu'ils savaient déjà avant le 15 novembre. Des Premiers ministres provinciaux sont sortis de leur réserve polie envers le nouveau gouvernement du Québec, mais ce n'est que pour signaler qu'ils auront un mot - *négatif* – à dire devant des calculs de réassociation. C'est par les partis, et leurs hommes des pouvoirs et des oppositions, que les choses se feront, ou se déferont, mais ce n'est pas par eux qu'elles semblent s'activer maintenant.

* * *

Et voilà que cinq mois après le 15 novembre 1976, la "grande muette" s'est mise à parler... En d'autres époques et sous d'autres cieus, c'est tantôt l'Eglise mais le plus souvent l'Armée, qu'on désigne ainsi. Pour mon propos, la "grande muette", c'est cette partie dite "éclairée" de l'opinion publique du Canada anglais qui, par la connaissance des aspirations naturelles des Québécois, s'en faisait parfois interprète sympathique sans les épouser, et qui surtout voyait dans le "Quebec Problem" la chance d'une relance d'un Canada nouveau.

Cette opinion s'était faite fréquente et même prolixie il y a une dizaine d'années, puis émue, dénonciatrice d'abus publics et solidaire lors de la crise d'octobre 1970. Or cette opinion était introuvable ces derniers mois. Si elle parlait, c'était à voix basse... Se pouvait-il qu'elle n'ait plus rien à dire, alors qu'il deviendra de plus en plus urgent de parler pendant qu'il en est encore temps ? Est-ce le choc causé par la publication du Livre blanc sur la langue qui en aurait précipité le réveil ?

Je refoule un instinct antiélitiste et une réticence sur l'usage qui est fait de la notion d' "intellectuels", pour dire que la récente création d'un *Committee for a New Constitution* par un groupe d'universitaires et d'écrivains hors du Québec est la seule bonne nouvelle qui soit venue du Canada anglais depuis certaine date célèbre de l'automne dernier. Une quarantaine d'intellectuels anglo-canadiens se sont exprimés en une déclaration collective d'un bel envol et d'un souci pratique certain.

Des recherches individuelles, dont certaines pathétiques, montraient au Québec un refus de l'enfermement mental dans le dilemme que pose la vilaine querelle en train de s'échauffer entre Québec et Ottawa. Rien de semblable n'était encore perceptible

au Canada anglais. Avec l'appel que le Comité pour une nouvelle Constitution a lancé la semaine dernière (que *le Devoir* du 22 avril reproduisait en traduction), on sent que cette partie au moins de l'opinion n'est plus éberluée, qu'elle a commencé à fonctionner, qu'elle se parle à elle-même d'abord avant de s'adresser aux responsables de ses divers gouvernements.

Car c'est le premier trait de cette initiative : il ne s'agit pas d'un appel fait aux Québécois, ni à leur gouvernement tout neuf. Il faut insister sur ce point à l'intention des nôtres qui ont l'obsession des pièges ou des diversions. Ce n'est pas une entreprise de "bonne entente", vouée, avec les meilleures intentions, à duper le plus faible...

Et qu'est-ce que "des Anglais" commencent à se dire entre eux ?

- Que la Crise étant imminente, autant la régler en la prévenant.
- Qu'ils n'acceptent plus le statu quo constitutionnel.
- Que le Québec a un droit à l'autodétermination.
- Que le courant souverainiste du Québec n'est pas destiné à disparaître.
- Que le reste du Canada serait une communauté politique viable, mais que les Canadiens anglais ont d'abord à "se réconcilier avec eux-mêmes".
- Qu'ils ont un droit, parallèle à celui du Québec, de fixer leur cadre constitutionnel.
- Qu'ils sont prêts d'accepter des pouvoirs spéciaux au Québec "en conformité avec ses aspirations en tant que nation" si le Québec ne sort pas du Canada.
- Qu'à supposer que le Québec choisisse l'indépendance politique assortie d'une association, le reste du Canada devrait être prêt à proposer les conditions d'une telle association".

Il y a d'une part "le Canada de langue anglaise" et de l'autre le Québec "avec ses aspirations en tant que nation". Cette vue binaire sort de la logomachie "provinciale" à dix unités. Ce n'est pas la première fois que cette dualité essentielle est reconnue, mais l'inédit consiste cette fois dans la netteté et le courage intellectuel avec lesquels on envisage les arrangements constitutionnels conséquents à la possible expression de la libre détermination du peuple québécois. Et, sur cette lancée, pourquoi ne pas tenir compte aussi des revendications des peuples Dene et Inuit, qui aspirent à des "institutions appropriées de *self-government*" dans le Grand Nord ?

L'hypothèse de départ des auteurs de la déclaration est "la question capitale que voici : le partage d'une citoyenneté commune dans un pays unique est-il le meilleur moyen de satisfaire aux aspirations de nos deux communautés, anglophone et francophone ?" N'y a-t-il pas un autre mode possible d'association entre le Canada et le Québec, dans le cas où celui-ci opterait pour l'indépendance politique ? "Une telle association, précise la déclaration, devrait comporter une autorité partagée sur la banque centrale et la monnaie, une politique tarifaire commune, une politique commune en matière de commerce et d'investissements étrangers, et des principes communément acceptés en matière de droits humains. Il faudrait également assurer le libre déplacement des personnes et des marchandises entre les deux Etats."

Pour m'être livré ici même ¹⁶ à un exercice d'imagination sur ce que pourrait être ce type d'arrangement, je tire quelque satisfaction de cette tentative du Comité pour la nouvelle Constitution d'établir le principe directeur d'une "indépendance assortie d'une nouvelle association avec le Canada". La déclaration n'explicite pas davantage. La discussion sur les aménagements concrets entre les deux Etats serait ouverte à l'intérieur de cette hypothèse, comme d'ailleurs pour la considération des autres hypothèses entre la fédération modifiée et l'indépendance pure et simple.

* * *

Le Comité, qui fait appel à l'appui du public, invite à la réflexion et à la consultation. Il propose d'abord une *Commission constitutionnelle*, paritaire, dont "les membres seraient nommés conjointement par le Parlement du Canada (sur proposition des provinces) et par l'Assemblée nationale du Québec". (On aura noté, encore ici, la parité Canada/ Québec.) Après études, audiences et examen d'une "gamme de nouveaux arrangements constitutionnels, y compris la possibilité de changement dans les institutions du gouvernement central", la Commission produirait un rapport en moins d'une année, lequel ne lierait ni le Parlement fédéral ni l'Assemblée nationale du Québec.

Mais ce rapport serait le point de départ des discussions et travaux d'une *Assemblée constituante* qui aurait mandat de rédiger une nouvelle constitution. La déclaration sur ce point coupe court. Elle n'indique que "le caractère populaire" de cette

¹⁶ Voir le texte suivant.

constituante, n'impliquant peut-être pas une stricte base paritaire comme c'est le cas pour la Commission consultative.

Ce n'est d'ailleurs pas ce qui importe. L'important, c'est qu'une quarantaine d'intellectuels anglo-canadiens, parmi ceux qui comptent le plus en sciences humaines et en littérature, veulent ouvrir des troisièmes voies vers des avenir pensables hors du dilemme statu quo/séparation. La déclaration se termine par cette belle phrase : "Par ce moyen et le Canada anglais et le Québec se verraient offrir une chance historique de se renouveler et, si tel était le voeu des deux communautés, de créer une nouvelle alliance qui pourrait renforcer l'aptitude des deux communautés à survivre sur cette moitié septentrionale du continent américain."

À entendre ce langage digne et réaliste, c'est tout comme si, au Québec, on allait avoir moins l'impression de parler dans le vide. Ce n'était pas trop tôt que la "grande muette" se mette enfin à parler ! Des gens de cette qualité n'identifient plus le fait historique canadien à la survivance vaille que vaille d'une "Confédération" qui ne satisfait plus personne. Ils ne confondent pas l'ordre des finalités avec le libre choix des instrumentalités. Ils invitent à penser neuf. A voir large. Et à partir de maintenant. Ils proposent des outils et des étapes pour les actions collectives qui urgent.

Il importe, si l'on me permet le néologisme, de *dégouvernementaliser* le malaise politique actuel. "Il est impérieux et urgent, affirme avec insistance le Comité, que s'engage à ce sujet un débat public impliquant des Canadiens de tous les milieux. Autrement nous risquons que le sort de ce pays ne soit décidé par des gestes théâtraux faits devant des auditoires d'élite à New York et à Washington. En notre qualité de Canadiens, nous pouvons certainement faire mieux que cela."

Ajoutons que, tous, nous méritons mieux qu'une Constitution affligeante. Va-t-on accepter de se dresser les uns contre les autres à ce sujet ? Va-t-on prendre le risque de voir éclater le Canada réel d'aujourd'hui, démographique et géographique, pour prolonger indûment un régime qui, après 110 ans, a vraiment fait son temps et dont les rafistolages perpétuels vont devenir de plus en plus coûteux et de moins en moins satisfaisants pour tous ?

Une initiative, aussi lucide et opportune que celle du Comité pour une nouvelle Constitution, permettrait à nos hommes politiques, de haut rang, déjà suffisamment accablés par la pression d'autres problèmes, de se libérer quelque peu de l'oppression qui les saisit, visiblement, à l'intérieur de leur dialectique d'antagonisme.

Le nez dans de lourds dossiers fort compliqués, bousculés par des horaires invraisemblables, obsédés par leur cote de popularité, ce ne sont pas là des conditions très favorables pour assumer les problèmes encore plus fondamentaux des principes d'organisation des collectivités dont ils ont charge. Conséquence : ils improvisent, se répètent, se durcissent, se répondent, parfois aux marges de l'invective, se trompent, se rajustent. Captifs de leur passé plus encore que de leur parti, de leur entourage plus encore que de l'opinion, ils ne sont pas des êtres suffisamment libres pour exercer eux-mêmes quelque "imagination créatrice"...

* * *

Il faut *les aider à devenir plus libres devant l'avenir*. Actuellement, même la lutte, que nos gouvernants d'Ottawa et de Québec ne peuvent mener à fond avant l'affrontement du référendum, les paralyse. Le *contesté*, M. Trudeau, attend les attaques du *contestant*, M. Lévesque, qui attend, pour son *bargaining power*, les résultats du référendum qui doit aussi attendre... Le côté positif, non voulu, de cet attentisme brouillon est de permettre la mise en train d'initiatives comme celles du Comité pour la nouvelle Constitution. Il est requis des ambiances persistantes de changement pour que soient seulement considérées des possibilités de changement.

Ce sont nos "chefs" : il faut donc les pousser dans le dos. Il convient de les prendre très au sérieux sur ce point : ils nous rappellent à tout propos que *leur* volonté politique est la *nôtre*.

Ce Jour-là... le Référendum
Troisième partie. Refaire la Confédération
ou laisser se défaire le Canada ?

Chapitre 17

Projet d'un nouveau Commonwealth canadien *

[Retour à la table des matières](#)

Le 15 novembre 1976 a fait prendre conscience au peuple canadien du principe unificateur du corps physique de son pays. Tout comme le patient d'un ancien malaise, sérieux et s'aggravant, apprend qu'il risque d'être l'objet d'une amputation grave - et qu'il y a même danger de rester sur la table d'opération... Mais il se conditionne encore à l'espoir positif d'une telle intervention, qui, si elle est tentée à temps, peut aussi être l'aube d'une nouvelle vie. Il ne se reprochera rien d'autre, dans la suite, que d'avoir tant tardé à recourir à une mesure radicale qui l'aura sauvé en le rajeunissant.

On vit mal avec syndromes et malaises chroniques. L'imminence d'une crise certaine peut produire des effets salvateurs, mais à deux conditions : qu'on ait la lucidité

* *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 12, n° 3, juillet 1977, pp. 8-17. Numéro spécial intitulé : "Thinking about Separation : les conséquences du 15 novembre 1976." Également : *Etudes internationales*, vol. 8, n° 3, juin 1977, pp. 240-253. Numéro spécial intitulé : "Le Canada et le Québec : bilan et prospective." La première de ces revues est publiée à l'Université Trent, Peterborough, Ontario ; la seconde, à l'Université Laval, Québec.

du diagnostic et le courage du recours à la thérapeutique nécessaire, quitte à devoir l'inventer.

Ce n'est malgré tout pas si simple : l'inquiétude peut rester attentive, inhibitive. "Wait and see" ; "une chose à la fois" ; "le pire n'est toujours pas certain" ; etc. Mais l'inquiétude peut aussi se transformer en force motrice ou propulsive. Cela peut aussi se dire : faire face, assumer ses responsabilités, vouloir diriger le changement, le créer pour ainsi dire, et non plus seulement s'y adapter tant bien que mal.

* * *

L'inquiétude des uns peut aussi être l'espoir des autres. Vous avez déjà transposé que cet "espoir" serait celui des indépendantistes québécois. J'ajoute tout de suite que cet espoir-là est, lui aussi, inquiet : l'euphorie de la belle victoire du 15 novembre aura peu duré ; la dure leçon du pouvoir en acte a porté ; la conscience plus immédiate des obstacles signale qu'il n'est guère facile d'imaginer un scénario seulement plausible d'une marche vers l'indépendance.

Mais l'inverse n'est pas vrai : les "inquiets" à des titres et degrés divers, dans plusieurs milieux canadiens, n'ont pas encore trouvé de fondement à leur espoir. (Je ne tiens pas pour un espoir le réconfort passager que suscitent les chiffres de tel sondage ou le calcul prévisionnel d'un résultat négatif du référendum à venir.)

Donc, tout le monde est inquiet, indépendantistes comme fédéralistes, mais c'est pour des motivations personnelles assez contradictoires. Pourtant, le 15 novembre 1976 montrait d'abord que le prévisible, clairement annoncé par divers sondages convergents, pouvait tout bêtement se produire. Nous n'aurions pas dû être surpris. Ce fut tout de même un traitement de choc des consciences de tous.

Victoire des Québécois sur leur peur traditionnelle, selon une certaine rhétorique de circonstance ? - Plus indiscutablement, ce fut le fait que deux Québécois sur cinq aient voulu changer de gouvernement, mettant entre parenthèses, pour plus tard et en d'autres circonstances, un éventuel changement de régime constitutionnel. C'était tout de même un risque dont on ne peut présumer qu'il ait été totalement inconscient.

D'où le paradoxe de la situation : un parti indépendantiste prend le pouvoir dans un Etat fédéré, mais renvoie la décision de sécession à plus tard après le rite plus solennel d'une nouvelle consultation, celle-là de type référendaire. Aussi, ne faut-il pas

s'étonner de diverses réactions qu'on peut qualifier de contre-paradoxaux : "Faites-le sans tarder, le référendum, l'incertitude ne pouvant pas durer longtemps ; si votre référendum est battu - et nous allons nous y employer -, que la question soit réglée une fois pour toutes ; vous ne pouvez vous comporter comme étant hors du régime et continuer d'en tirer les avantages ; etc."

Les deux pouvoirs principalement en cause sont happés par la dialectique de la lutte à venir. Avertissements, précisions et contre-assurances l'alimentent déjà. Mais rien encore n'est débridé. Les forces rivales sont sous contrôle. C'est pour le lendemain, ou le surlendemain, l'affrontement direct dans des circonstances qu'on n'imagine pas très bien.

Pour l'ensemble, le nouveau gouvernement québécois respecte son contrat électoral. Le gouvernement fédéral n'a pas les moyens de l'annuler mais a l'intention de le tourner à son avantage. Il s'efforce en particulier de faire raccourcir l'échéance non fixée de la tenue du référendum. C'est dans cette ambiance de paradoxes et de contre-paradoxes que nous essayons tous d'y voir plus ou moins clair.

Il nous a été donné la chance de ne pas paniquer. Nous avons encore le temps de réfléchir. Accepterons-nous de nous laisser enfermer dans le dilemme du fédéralisme qui étouffe et de la séparation qui détruit ? Ne peut-on commencer à penser à des solutions hardies qui seraient acceptables mutuellement pour une satisfaction relative de tous ? Certaine fraîcheur d'imagination créatrice ne marquerait-elle pas le début d'un nouveau courage politique qu'imposerait un jour une situation se détériorant ?

Mais mon point de départ n'est pas le référendum : son fondement, sa légitimité, sa portée, ni encore moins ses résultats. Il y a encore trop d'inconnues à ce sujet. D'ailleurs, mon propos n'est pas de stratégies, ni encore moins de tactiques. Je voudrais plutôt parler en termes du destin collectif de vingt-trois millions de Canadiens dont six millions de Québécois. Comment peuvent-ils, tous ensemble, réaménager une nouvelle demeure commune ? Car c'est de cela qu'il s'agit.

Si l'on croit que le fédéralisme canadien n'est plus guère défendable et que l'on craint par ailleurs que l'indépendance du Québec ne soit réalisable, que fait-on ? - On cherche une troisième voie. Ma recherche inquiète m'a fait imaginer une formule entre ce qui me semble être deux illusions : celle que l'indépendance puisse se faire de façon relativement aisée, ou que le régime fédératif actuel survivra sans transforma-

tions radicales et qui étaient déjà nécessaires bien avant le coup de tonnerre du 15 novembre 1976 ¹⁷.

* * *

Automne 1967 : se défendant de faire du "chantage", M. Daniel Johnson prévenait ses homologues des autres provinces que "le Québec n'attendra pas dix ans". C'était à la conférence interprovinciale sur la "Confédération de demain", convoquée et présidée par M. Robarts, alors Premier ministre de l'Ontario. Nous sommes en 1977, à quelques mois près du dixième anniversaire de cette déclaration angoissée et annonciatrice. Continuant la même lutte que M. Lesage, M. Johnson avait été amené à cristalliser, en forme du slogan lapidaire *Egalité ou Indépendance*, les exigences croissantes des gouvernants québécois acceptant de moins en moins d'être gênés à leurs entourures fédérales. Cent textes d'hommes politiques et d'analystes des deux langues exprimaient une même inquiétude profonde au sujet de cette situation de malaise chronique dont on prenait plus clairement conscience en cet an de grâce, ou de disgrâce, 1967.

Mon propos n'est pas d'archivistique ni même de polémique. Il ne se tient pas sous le seul coup de l'étourdissement du 15 novembre 1976. L'accident de parcours électoral, qui a mis le Parti québécois au pouvoir, aurait pu ne pas se produire que ce serait le même dossier constitutionnel canadien.

La ronde des conférences fédérales-provinciales sur la constitution à la fin des années 1960 : un échec. La négociation de la Charte constitutionnelle de Victoria de 1971 : un fiasco. Le rapport des travaux, longs et consciencieux, du Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur la constitution du Canada : lettre morte sur les tablettes depuis 1972. L'offensive trépidante portant sur le prétendu "rapatriement" de la constitution : proprement dégonflée aussitôt lancée. Les conférences fédérales-provinciales, routinières ou spéciales : aussi tendues ou grinçantes ces dernières années que par le passé.

¹⁷ Le texte qui suit reproduit, jusqu'à l'indication de la note suivante, les chapitres 24 et 25 d'un livre précédent : *L'Indépendance : oui, mais...* (Editions Quinze, 1977, pp. 161-177). Il n'y a entre les deux textes que de rares changements mineurs.

On n'arbore plus l'optimisme officiel. Avec le hockey, le téléphone, la bière, les grosses tempêtes d'hiver et l'automobile, le "malaise constitutionnel" est devenu élément consubstantiel de notre *canadianité*.

* * *

Avant même que ne se manifestent, de façon continue depuis une quinzaine d'années, des vices de fonctionnement se perpétuant eux-mêmes, notre constitution était un musée d'horreurs... fédéralistes. Lorsqu'à l'étranger, à des interlocuteurs de culture politique moyenne, on a à décrire notre système politique, c'est l'impression qui est produite. La simple description de ce qui est apparaît une charge caricaturale ou une boutade. Il faut se porter garant sérieusement qu'on n'invente rien.

Pas de chambre des Etats fédérés, mais notre Sénat qui n'est pas présentable, bien que quelques sénateurs soient fort montrables, estimables mêmes, ce qui ne suffit pas à justifier l'invraisemblable institution. Une Cour suprême, dernière instance en matière de constitutionnalité tout en étant créature stricte du gouvernement central, dépourvue du prestige de la *Supreme Court* de Washington. Droit de désaveu par ce gouvernement des lois provinciales, heureusement en voie de désuétude depuis une quarantaine d'années, mais qu'on se garderait bien d'abolir. A l'encontre d'une règle fédérative générale, ce ne sont pas les autorités centrales qui détiennent des compétences exclusives, mais bien les provinces qui se voient ainsi limitées par cette exclusivité même, permettant au gouvernement central d'aller partout où il y trouve convenance au delà même des "zones grises", grâce à son pouvoir illimité de dépenser dont il s'arroe copieusement.

Quand vos auditeurs objectent qu'il doit bien y avoir moyen d'améliorer quelque chose, on est obligé de dire que, sauf sur des points précis et par des procédés plutôt abracadabrants, la constitution n'est pas réformable, qu'elle n'est pas aux Canadiens ni au Canada, qu'elle est *ailleurs* qui voudrait bien s'en débarrasser, que nous n'avons pas encore trouvé moyen d'en prendre livraison, qu'il a fallu cent ans pour se donner un drapeau et un hymne nationaux, etc. Constitutionnellement, les Canadiens ne sont pas un peuple fier.

* * *

C'était à l'origine un faux régime fédéral, unitaire, qui a pu évoluer vers des formes "quasi fédérales", selon le constitutionnaliste britannique Wheare. Mais il réussit de plus en plus mal sa *refédéralisation*, dans l'insécurité mutuelle de tous les mis en cause par les tentatives mêmes de souplesse et d'adaptabilité. Les efforts sincères et souvent efficaces pour *rationaliser* et *fonctionnaliser* la demeure commune ne font qu'atténuer son apparence de musée des horreurs. Avec les résultats que l'on sait depuis une quinzaine d'années...

Le Québec s'étant réveillé, tout cela est devenu plus voyant, mais était déjà inscrit dans l'agencement des structures d'un tel régime. Ce n'est pas parce que "fédéral" que ce régime est mauvais, mais parce que, de mauvais fédéralisme, il est voué à engendrer ses propres maux en son caractère foncièrement intransformable. Il y a comme une psychorigidité des institutions déclassées qui ont fait leur temps.

Quand M. Trudeau défend le fédéralisme comme une essence pure, il est aussi simplet que le tenant effréné de l'indépendantisme présenté en beau rêve coloré. Ces deux *ismes* s'excluent comme des irréalités contradictoires. La vie commune se vivant est à concevoir et surtout à aménager en deçà de ces deux pures vies de l'esprit. La première hygiène mentale consiste à s'affranchir de cette logique binaire où le Premier ministre enferme l'interlocuteur. Elle mène à une morale politique manichéenne par laquelle chacun brandit le "principe du mal" qui est celui de l'autre.

Il doit bien y avoir une troisième voie, moyenne, qui devrait, tôt ou tard, se dégager. La question est de savoir si c'est dans la catastrophe, pour en sortir, car elle sera insoutenable pour tous, qu'on va aménager un type de solution de dernier recours. Il y a des choses qui se prévoient. Il y a des affrontements évitables, à moins que l'on n'y tienne.

* * *

Je dis tout de suite que je n'ai pas dans mes manchettes de solution miracle. Il n'y en a pas. Je dis qu'il faut dès maintenant imaginer dans nos cabinets de travail et dans les colonnes des journaux, dans les officines de partis et dans les grands bureaux gouvernementaux à portes capitonnées, quelque chose d'autre que l'inévitabilité des heurts à venir. Cette recherche s'impose à deux niveaux : dans *le public* pour ceux qui n'engagent que leur responsabilité personnelle de citoyens responsables ; dans *le se-*

cret pour ceux qui sont chargés de notre destin collectif et n'ont pas à perdre la face trop tôt.

Aux gouvernements des deux capitales, je dis : au lieu de seulement préparer la crise où nous allons la tête baissée, chacun arrangeant ses flûtes et réglant sur quel pied il dansera, faites plutôt comme si la crise avait eu lieu et que vous vous employiez à en sortir.

Quelle serait l'approche alors ? - Celle de tout être non déraisonnable et mû par un instinct non suicidaire en situation de conflit. Cette approche tiendrait en deux questions essentielles que chaque partie poserait à l'autre :

- Que voulez-vous, à la fin ?
- Qu'acceptez-vous de ce que nous voulons ?

Des deux réponses, données deux fois, émergerait un résidu non contradictoire, que vous pouvez imaginer. Tout le monde veut un "bonheur national brut", fait de la prospérité de tous et de l'identité suffisante de chacun en une chose politique, distincte de la chose américaine, au nord du 45e parallèle.

- Comment y arriver ?

Devrait alors se mettre en oeuvre l'imagination libre et créatrice sans les entraves de la prudence habile - qui est de calcul - et de la tradition figée - qui est de conservation. L'imagination n'est jamais servie.

Partir de ce qu'il faudrait mettre en place pour organiser un futur prochain et non pas se contenter d'atténuer ce qui est déplaisant dans l'actuel en le modifiant le moins possible. Tourner le problème à l'envers pour une solution à l'endroit.

* * *

C'est trop demander, je le sais. Mais mon propos n'est pas complètement vain. Tout au moins lorsqu'on y sera, en pleine crise, on aurait un pattern, un schéma, un modèle pour en sortir à moindre dommage. On n'est jamais en si bonne santé que lorsqu'on vient de triompher d'une maladie grave : on se rend compte alors du prix de la vie qu'il fallait gagner.

Il ne s'agit pas que d'un souci, qui pourrait paraître suspect, de concilier à tout prix des positions opposées. Mais j'avoue une préoccupation presque obsessionnelle : on peut encore *faire l'économie d'une crise en investissant dans la solution inévitable*. La prospective n'a pas été inventée pour les animaux hibernants ou les oiseaux migrateurs.

Je suis de bon compte : pensez-y, Messieurs nos gouvernants, dans nos deux capitales ; je ne vous demande pas de passer aux aveux pour les fautes passées ; de dévoiler vos chers "plans d'attaque" ou de mouiller votre poudre ; je vous demande d'y penser sérieusement *dans le secret*, alors que la pression n'est pas encore trop forte. Vous êtes transitoires et le régime, dont vous vous accommodez de moins en moins bien, n'est pas éternel. C'est un futur tout prochain qu'il faut sauvegarder - et, avec lui, votre réputation d'hommes d'Etat.

L'indépendance du Québec n'est pas irréversible au Canada ; la contrepartie de cette première illusion est de croire que la constitution actuelle est récupérable, qu'elle peut être un brouillon pour une autre permettant un véritable nouveau départ. *Particulariser* encore un statut particulier, c'est continuer de passer à côté de la question. Le Québec ne s'en satisfera pas. C'est un point où M. Trudeau a raison : les "concessions" ne satisferont jamais M. Lévesque, encore moins qu'elles ne satisfaisaient MM. Bourassa, Bertrand, Johnson, Lesage. Une telle continuité aurait de quoi impressionner : elle vaut plus que les diagnostics sur le régime. C'est d'un réaménagement global sur de tout autres bases qu'il s'agit.

Les nouvelles bases devront rendre paritaires, strictement égaux, les rapports politiques qu'entretient une minorité n'acceptant plus de l'être dans la majorité englobante. Les Canadiens québécois expriment ou *parlent* leur politique par un Etat fédéré, un "demi-État", et un Etat central où ils sont minoritaires (et ils ne le voient jamais aussi clairement que lorsque le Premier ministre est un des leurs). Les Canadiens anglais expriment ou *parlent* leur politique par un "demi-État" aussi, mais compensent par leur confortable majorité au niveau de l'Etat central où ils se retrouvent pleinement.

On ne décrit pas l'histoire avec ses "si" : d'accord. Mais c'est maintenant, pour la première fois dans notre histoire commune, que certain passé qui aurait pu être est devenu une *sensibilisation très concrète de la situation actuelle*. C'est cela qui est changé, nouveau, vécu et sera de plus en plus vérifiable avec la montée de la jeune génération. Psychologues et biologistes nous disent qu'on est ce qu'on a été, et qui

comprend les manques d'avoir été. Simplement réparer une erreur historique par un retour aux sources est hors du propos, qui est simplement d'enregistrer le fait brut que l'histoire est devenue autre. C'est s'obnubiler en redondant sur les mérites d'un fédéralisme qui n'a d'autre avenir que des possibilités de rafistolage indéfini.

Ce n'était pas d'un esprit banal que le défi de M. Trudeau, relevé à la façon d'un entêtement de destin, d'avoir voulu secouer les masses d'inertie, pour rendre le Canada bilingue et multiculturel. C'est l'échec de ce pays-là, non de son Premier ministre, dans cette *mise* qui avait de la grandeur. Le grotesque scandale de l'affaire des Gens de l'air n'était pas nécessaire pour qu'on se rende compte que ce qui, en d'autres temps révolus, n'aurait pas été "trop peu" est maintenant "trop tard". Il faut trouver autre chose, et qui ait chance de réussite.

L'indépendance du Québec réussit, ou échoue, ou n'est pas essayée. La troisième hypothèse ne bonifierait pas le fédéralisme canadien : quelques parures de circonstance ajouteraient à l'ornementation de ce musée des horreurs. Si l'indépendance réussit, il faudra négocier une réassociation. Si elle échoue, il faudra procéder à une réintégration. Dans les trois hypothèses, comment pourrait être relancée la chose Canada ?

* * *

Au fil de la plume, je lui ai déjà donné un nom : *Canadian Commonwealth* - *Communauté canadienne*. L'appellation anglaise étant plus riche et déjà acceptée en français comme intraduisible en plénitude de sens, on pourrait dire plus brièvement, dans la belle tradition du bilinguisme équilibrant, *Canadian Commonwealth canadien*. L'idée de société humaine s'y trouve, à laquelle s'ajoute celle d'une mise en commun de la richesse ; l'une et l'autre idée se rejoignent dans une organisation politique d'ensemble.

Dans un pays de tradition politique britannique, le vocable ne détonne pas, n'a rien d'étrange : il a de la noblesse. Nous sommes déjà membres du (*British*) *Commonwealth* dont fait également partie le *Commonwealth* d'Australie. Toute l'histoire du Canada peut se résumer en une entreprise politique de mise en commun de deux sociétés coloniales du XVIII^e siècle qui, sans s'être choisies, ont dû apprendre à coexister puis à recueillir des vagues d'immigrants pour peupler la vaste demeure commune.

Dans l'histoire des idées politiques, c'est un terme qui est vénérable depuis la *res publica* de Cicéron et les philosophes britanniques (de Jean de Salisbury à Harrington), jonglant avec les idées qu'on allait appeler plus tard démocratie, solidarité, responsabilité, représentation. Il ne s'agit pas d'un terme dépayçant, artificiel ou purement conventionnel d'auteur. Enfin, ce n'est pas une impropriété comme la *Confédération*, qui est une fédération, ou une métaphore biblique comme le *Dominion of Canada*. J'arrête là l'énoncé de mes justificatifs. Le terme est surtout utile pour nommer cette CHOSE politique nouvelle, à inventer : *Canadian COMMONWEALTH canadien*, ou, plus brièvement, le *Commonwealth*.

* * *

Le Commonwealth nouveau serait fait de l'Association d'un Etat du Canada, fédéral et donc décentralisé, et d'un Etat du Québec, unitaire et donc centralisé. La langue officielle serait l'anglais dans le premier Etat, le français dans le second : au niveau du Commonwealth, les deux langues seraient officielles et faisant loi également. Seul le Commonwealth aurait la pleine souveraineté au sens du droit international, avec service diplomatique, armée, douanes, monnaie, divers emblèmes pour la vie internationale. Toutes les relations avec l'extérieur seraient sous la responsabilité d'organes communs du Commonwealth.

Ces organes seraient un Conseil directorial ou gouvernemental et une Diète communale, l'assemblée du Commonwealth : le premier serait de type gouvernemental, le second de type législatif. L'autorité suprême serait symbolisée par un président du Commonwealth, élu par la Diète sur proposition alternante de la Chambre des communes de l'Etat du Canada et de l'Assemblée nationale de l'Etat du Québec. L'administration ou fonction publique du Commonwealth serait responsable de l'application des lois de la Diète et des arrêtés du Conseil. Une organisation de la magistrature serait responsable, à son niveau supérieur, des questions relatives à la constitutionnalité et à la protection des droits des minorités ethniques, linguistiques et religieuses dans les deux Etats du Canada et du Québec. Il n'y aurait pas de force policière du Commonwealth mais des organes de liaison des différentes polices des régions du Canada et de celle du Québec.

L'Etat du Canada comprendrait les neuf provinces avec leur organisation politique respective, regroupées ou non selon qu'elles en décideraient en quatre ou cinq régions

naturelles, l'Ontario actuel en constituant une. Le gouvernement central de l'Etat du Canada abandonnerait les pouvoirs maintenant dévolus au Commonwealth, ainsi que les institutions correspondant à ces pouvoirs. Pour le reste (et sous la réserve d'un éventuel regroupement des provinces et du statut du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest), il aurait les mêmes responsabilités que celles qu'il assume déjà. L'actuel Sénat serait aboli.

L'État du Québec garderait ses structures actuelles et n'aurait de lien institutionnel avec le Canada fédéral que par les organismes centraux et communs du Commonwealth. Aux termes de la charte d'association nouvelle, il jouirait de droits identiques à la somme des droits que se partageraient le gouvernement central et les gouvernements des provinces, gardant leur identité propre ou se regroupant en nouvelles entités pour certaines d'entre elles, selon qu'elles en auraient ainsi décidé en réaménagement de leur constitution interne. Aux termes de la charte d'association, l'Etat du Québec serait maître, également, de sa constitution interne.

La distribution des compétences se ferait selon le double principe suivant : 1) Le Commonwealth détiendrait les pouvoirs *exclusifs ou réservés* ; toutes les autres matières seraient du ressort de l'Etat du Canada (avec son gouvernement central et ses provinces fédérées) d'une part, et du ressort de l'Etat du Québec, unitaire, d'autre part ; 2) l'octroi de ces pouvoirs serait déterminé selon la règle de *l'instance politique la plus apte* à exercer des responsabilités propres et à satisfaire aux besoins spécifiques des collectivités en cause.

Les organes communs du Commonwealth détermineraient la réglementation générale des politiques monétaire, douanière et fiscale, de concert avec la Banque du Commonwealth (ancienne Banque du Canada) frappant la monnaie. Ils établiraient les politiques tarifaires et seraient responsables des perceptions douanières, mais n'imposeraient pas eux-mêmes de taxation sur le territoire du Commonwealth. Si les revenus douaniers étaient insuffisants pour assurer le financement des organes communs dans l'accomplissement de leur responsabilité, la charte d'association prévoirait une contribution de "X" p. cent des revenus fiscaux réguliers que s'assurent, dans le champ de leur compétence propre, l'État du Canada et l'Etat du Québec. La révision de la base de cette contribution se ferait à tous les trois ans.

Le commerce entre les deux Etats serait régi par des décisions des organes communs du Commonwealth ; il en serait de même pour le commerce international. La

planification économique et démographique (immigration) ne serait qu'indicative et incitative au niveau du Commonwealth. Dans la mesure où elle serait impérative et détaillée, ce sont les organes appropriés de l'Etat du Québec et de l'Etat du Canada qui auraient la responsabilité de l'adopter et de l'appliquer.

Les représentants à la Diète seraient élus sur une base régionale démographique dans les deux Etats avec un coefficient "X" de surreprésentation pour les collectivités faibles démographiquement (les petites provinces ou les territoires nordiques par rapport aux plus nombreuses dans l'Etat du Canada ; l'Etat du Québec par rapport à l'Etat du Canada). Ainsi, pour ce dernier cas, on pourrait envisager que les députés représentant des circonscriptions de l'Etat du Québec constituent au moins 30 p. cent des membres de la Diète. La présidence de la Diète serait assumée alternativement par un membre venant de l'un ou l'autre des deux Etats. De façon générale, le Commonwealth aurait la responsabilité du maintien de l'équilibre démographique relatif entre les deux Etats du Canada et du Québec.

Le Conseil directorial serait l'émanation du jeu majoritaire des partis et coalitions à la Diète, selon le principe courant de la responsabilité ministérielle. Aucun des membres du Conseil, non plus qu'aucun groupement de députés à la Diète, ne détendrait un veto ou pouvoir d'empêcher. C'est le jeu des majorités à la Diète qui déterminerait la composition et la présidence du Conseil. Serait désirable, toutefois, le principe de l'alternéité de provenance (de l'Etat du Canada ou de l'Etat du Québec) du président du Conseil directorial.

Ce qui précède n'est qu'un schéma très général, mais ce n'est pas un cadre vide. L'imagination de qui s'appliquerait à compléter le schéma animerait ce squelette d'une vie politique réelle et multiforme.

* * *

Il importe de souligner avec insistance que ce projet part de ce qui est et, en laissant tomber beaucoup de choses, en transfère d'autres, une fois modifiées, à l'entité englobante du Commonwealth. La circulation des biens et des personnes serait aussi libre que dans le régime actuel. Il n'y aurait pas besoin de se livrer à des négociations pénibles sur les avoirs et les dettes, à changer le statut de citoyenneté, à recréer de tout nouveaux systèmes juridiques, à frapper de nouvelle monnaie, à créer d'union douanière, à établir des "corridors" à travers le Québec, etc. Les programmes com-

muns seraient d'opting in plutôt que d'opting out. La charte d'association déterminerait les attributions de compétences : le Commonwealth établirait un organisme approprié pour régler les conflits de juridiction qui surviendraient inévitablement.

Le vice du régime actuel est qu'il fonctionne tantôt et en certaines matières comme un système à dix, tantôt et en certaines autres matières comme un système unitaire. Or le Canada réel n'est ni dix, ni un ; il est à cinq ou six régions naturelles, que recoupe une dualité culturelle ethnique fondamentale. La restructuration proposée vise à rendre compte de ces diversités réelles, nullement incompatibles, alors que les divisions actuelles d'un système unitaire, avec les dix sous-systèmes, en rendent mal compte, et, souvent, les exaspèrent.

Régions naturelles et ethnies culturelles auraient chance de s'épanouir, après s'être retrouvées, sans gêne réciproque. La simple particularisation d'un statut spécial pour le Québec entraîne les autres provinces soit à s'y opposer, soit à en réclamer autant, même sans besoin pour elles en une espèce de recherche inutile et confuse de "péréquation" statutaire. Les conséquences n'en sont que trop claires autant au plan de l'unité nationale qu'à celui de l'efficacité des politiques globales. Personne n'y gagne vraiment ; tout le monde y perd quelque chose. Le seul revenu national garanti est celui de la mauvaise humeur.

Le Canada anglophone a besoin de plus de centralisation et d'homogénéisation de ses politiques fondamentales pour affirmer une personnalité plus nette et une résistance plus forte devant l'attraction difficilement résistible de l'américanisme culturel et du continentalisme économique. La grande majorité de sa population est à moins de cent milles de la frontière des Etats-Unis ; les axes économiques sont plus naturels selon la direction sud-nord que selon la direction est-ouest. C'est la donnée majeure de l'espace nord-américain avec sa symbiose inégale. Le Québec, en toutes hypothèses, y est moins vulnérable que le Canada anglophone.

Pour consolider les réalités disparates de la chose canadienne, il faudrait, le moins mal possible, faire coïncider les structures politiques avec les liaisons naturelles de coordination désirable, faire tomber les liens qui freinent les initiatives ou entravent artificiellement les opérations nécessaires à plus grande échelle. Il n'y a aucune fatalité à ce que des sociétés juxtaposées se gênent dans leur développement.

La restructuration proposée ne prétend pas éliminer ou absorber par avance les oppositions nécessaires à toute vie démocratique. Elle vise plutôt à leur permettre de

pouvoir mieux s'exprimer à l'intérieur des cadres organiques généraux prévus : au niveau des organes communs du Commonwealth, à l'intérieur des structures à deux paliers du Canada fédéral et à l'intérieur de celles du Québec unitaire. Pouvant mieux s'exprimer comme "oppositions", ces forces seraient également plus aptes à remplir les fonctions de gouvernement et d'administration selon le principe du contrôle démocratique des majorités changeantes.

Les provinces anglophones ne perdraient rien de ce qu'elles ont déjà. Elles ne seraient pas limitées dans leur développement par les desiderata, revendications ou refus de la province qui est la plus "pas comme les autres". Elles régleraient entre elles et leur gouvernement central le type de centralisation-décentralisation qui leur convient en telles ou telles espèces. Leurs tensions, ou même leurs conflits, seraient dénués de la charge émotive que les positions culturelles du Québec entraînent souvent. Leurs dirigeants seraient libérés de l'inconfort d'agir en majorité qui impose, ou qui propose en devant faire de fâcheuses "concessions" dont le bien-fondé ne leur paraît pas évident.

Le Québec gagnerait la liberté de déterminer ses priorités, ses programmes, ses standards sans autres entraves que la nécessité du maintien de l'association pour l'utilité commune. Le fait fondamental de la dualité culturelle trouverait son expression dans les divisions territoriales, loin que ce soit celles-ci qui doivent la tolérer, avec ses aspects distinctifs, divisifs même.

Les indépendantistes québécois n'accepteraient rien de moins que l'indépendance totale avec tous les attributs de la pleine souveraineté ? - Sans doute pour un bon nombre d'entre eux dont il faut respecter la ferveur nationaliste. Ce n'est pas peu que d'avoir pignon sur la rue des Nations unies, de voir flotter le fleurdelisé aux mâts de la Bienvenue internationale. Ce n'est pas peu, mais ce n'est pas tout ; et ce n'est pas le principal - sauf pour ceux qui se distribueraient déjà les "beaux postes" à l'étranger de la diplomatie québécoise...

La *québécoité* réelle a besoin de plus que de pouvoir compenser dans une symbolique de flonflons de la fête. La politique étrangère canadienne, après avoir connu ses heures de gloire sous Saint-Laurent et Pearson, bat plutôt de l'aile depuis une bonne dizaine d'années... Qu'on pense un moment à ce que serait la diplomatie d'un *Canadian Commonwealth canadien* avec sa double ouverture sur le monde anglophone et francophone ! Jusqu'à maintenant, la biculturalisation de notre politique étrangère n'a

été qu'un voeu pieux, un slogan creux et une demi-fraude avec des "fraudeurs" des deux côtés.

Un mot sur l'objection principale à ce type de réaménagement : il reproduit en gros la situation actuelle avec l'adjonction d'un étage supérieur : le Commonwealth. Il recrée plutôt la situation actuelle, mais il est exact qu'il part d'elle : comment partir autrement ? Il en part, mais c'est pour la refaire. Les questions litigieuses, les éléments de disparités et de clivages, sont traités au niveau où ils peuvent trouver considération préliminaire et esquisse de solution par lois cadres, tout en libérant, aux niveaux inférieurs, les autorités compétentes des entraves leur interdisant d'agir "en attendant" ou à l'essai. D'ailleurs, ces questions, mieux définies et plus circonstanciées, seront moins nombreuses et feront l'objet d'étude permanente. Elles n'émergeront plus avec la soudaineté de toujours nouvelles pommes de discorde pour alimenter l'actualité, dont les médias d'information sont friands.

Quel citoyen conscient et exigeant, et donc forcément inquiet, n'y va-t-il pas de ses reconstructions de régimes en crise ? Les circonstances ne nous mènent-elles pas à faire de la *science* (politique) *fiction* ? *Autant* le faire ingénument pour mettre de l'ordre dans des pensées éparses et flottantes afin d'en rechercher les prolongements en cohérence. Si cette esquisse aidait à penser, elle n'aurait fait aucun autre mal. On a déjà dit que chez ceux qui consacrent une vie à l'étude de la politique il y a un Solon qui se réveille parfois.

En secouant ma somnolence, j'aurai au moins tenté de répondre à ceux qui me demandaient quelque explication sur ce sujet d'un Commonwealth canadien. Il faut prendre avec toute une salière les "constitutions des professeurs". Je coupe court à d'autres précautions ¹⁸.

* * *

Je présume qu'il me faut terminer autrement que par cette pirouette d'auteur sans illusion. J'ai voulu rendre pensable une formule de réorganisation radicale de l'ordre constitutionnel canadien. Je l'ai formalisée en la large esquisse d'une reconstruction de ce qui est, sans rien détruire ni rien démolir. Surtout pas le Canada, une assez rare réussite historique qui est bien plus estimable que son régime d'organisation fédérative que nous nous obstinons encore à appeler la "Confédération".

¹⁸ Fin du texte reproduit de *L'Indépendance : oui, mais...* Voir la note précédente.

Tout le monde aime le Canada, y compris, ceux qui ont pour "la Belle Province" une tendresse particulière. Il n'y a plus de fédéralistes (point). Ils sont tous devenus des fédéralistes-réformateurs, l'épithète justifiant le substantif. C'est tout au moins une indication.

Je pose la question drue : faut-il prendre le risque de détruire le Canada historique, réel d'aujourd'hui, pour prolonger indûment un régime qui a vraiment fait son temps et dont les rafistolages vont devenir de plus en plus coûteux et de moins en moins satisfaisants pour tous ? Même si l'indépendance du Québec est empêchée, ce ne sera plus le Canada d'avant le 15 novembre 1976. C'est peut-être le temps de commencer à dresser au moins sur le papier des plans et devis d'une nouvelle réalité politique au nord du 45^e parallèle. J'ai lancé dans le débat commençant un modèle ou pattern qui permette de penser et de communiquer avec quelque rigueur logique.

Le Premier ministre du Québec a parlé récemment d'une marche "irréversible" vers l'indépendance. Le Premier ministre du Canada déclarait "impensable" la séparation du Québec de l'ensemble canadien. Ce qui m'apparaît *irréversible*, c'est la persistance et même l'accroissement du malaise constitutionnel canadien sans gain réel pour personne. Un pareil état de choses se généralisant doit être justement *pensable* par tous, à commencer par ceux qui ont la responsabilité première de nos destins collectifs. Si quelque chose d'important à cet égard n'est pas tenté sans trop tarder..., je préfère ne pas terminer ma phrase en explicitant des craintes qui, pour m'être personnelles, ont un certain fondement objectif.

Je veux tout de même insister sur une proposition finale et une interrogation :

1. Il ne me paraît pas y avoir de solution quelque peu durable à la crise constitutionnelle hors de l'esprit au moins qui anime le modèle que je viens de décrire.
2. Les gouvernants politiques canadiens aux deux niveaux sont-ils prêts à permettre, et à favoriser même, la plus grande individualisation possible du Québec comme entité politique au sein d'un nouveau Commonwealth canadien ?

Je me permets d'insister en répétant une dernière fois : toutes les parties du Canada anglophone n'y perdraient quoi que ce soit ; elles gagneraient plutôt une plus grande facilité de s'organiser entre elles et comme elles l'entendent. C'est le propre de la formule proposée de ne rien enlever à qui que ce soit : elle ajoute plutôt ce qui m'apparaît de l'indispensable pour faire tenir ensemble vingt-trois millions de Canadiens.

De la même façon que tout le monde y perdra à une crise dont nous n'aurons pas su faire l'économie, tout le monde y gagnerait à s'employer à régler, comme par avance, une crise devenant fatale mais non nécessaire. Nous pouvons quand même le dire, nous tous qui n'avons pas le nez collé sur le dossier des "stratégies", encore secrètes et chères aux gouvernements de Québec et d'Ottawa.

* * *

J'ai lancé une bouteille à la mer. J'ai rêvé. Mais éveillé. J'ai voulu ce rêve comme référentiel d'une situation vivable et certes pas comme un exercice prémonitoire qui sera sûrement voué au démenti. Je vais au-devant d'une autre "injure" que je m'adresse le tout premier : certain esprit de *cartésianisme* dont on dit qu'il est français, ce qui n'est d'ailleurs pas plus vrai que le *pragmatisme* qui serait une exclusivité de marque anglo-saxonne.

Pour tout vous dire, de façon aussi pragmatique que cartésienne, nous n'éviterons pas la crise. Elle s'en vient. L'image m'est déjà venue à l'esprit des deux locomotives du "Québec d'abord" et du "One Canada", engagées sur la même voie en sens contraires, et s'en allant, à vitesse encore lente mais inévitablement, à leur collision. Il nous reste peut-être le temps d'amortir le télescopage.

Dans l'intervalle, on semble se contenter de gérer les préparatifs de la crise. On la résoudra bien d'une façon ou de l'autre quand on y sera. Pourtant, il ne serait certes pas trop tard pour la prévenir. Il faut souhaiter que bien d'autres bouteilles à la mer soient lancées. C'est lorsqu'elles se fracassent sur les rochers que les messages qu'elles contiennent ont les moins mauvaises chances d'être lus.

Ce Jour-là... le Référendum
Troisième partie. Refaire la Confédération
ou laisser se défaire le Canada ?

Chapitre 18

Une formule mitoyenne d'association est-elle pensable ? *

[Retour à la table des matières](#)

Le texte de Gérard Bergeron proposant un nouveau *Canadian Commonwealth canadien* ¹⁹ est une contribution positive et originale à l'étude de la crise actuelle de la Confédération. Pour diverses raisons que j'expliquerai, je ne trouve pas ce projet une solution de rechange acceptable. Il m'apparaît toutefois plus convaincant que d'autres schémas de réforme à vaste portée comme ceux qu'ont proposés Hugh Thorburn ²⁰ et Douglas Verney ²¹. En outre, et cela m'apparaît fort significatif, Bergeron laisse résolument de côté des formules et slogans comme les "deux nations", le "statut spécial", la "souveraineté-association", etc., qui introduisent confusion et désordre dans le présent débat. A la naissance de la Confédération, Léonard Tilley proposa d'appeler

* Critique du projet d'un nouveau Commonwealth canadien par le professeur Donald Smiley, de l'Université York de Toronto (*le Devoir*, 3 octobre 1977). Pour une réponse de l'auteur, voir le chapitre suivant.

¹⁹ Le projet d'un Commonwealth canadien", in *L'Indépendance : oui, mais...*, Éditions Quinze, Montréal, 1977, pp. 168-177 ; d'abord publié dans *le Devoir* du 9 février 1977.

²⁰ "Needed : A New Look at the Two-Nations Theory", *Queen's Quarterly*, LXXX, Été 1973, pp. 268-273.

²¹ "Confederation Unworkable ? Separation Unthinkable ? Here's a Third Choice", *Maclean's*, 16 mai 1977.

"Dominion" la nouvelle entité politique. C'est peut-être un peu dans le même esprit que Bergeron lance un terme qui n'a pas d'acception communément acceptée dans le monde anglophone ("Commonwealth").

Les éléments essentiels de la formule Bergeron me paraissent être les suivants :

- 1) Le Commonwealth serait une association reliant le Québec avec les neuf autres provinces. Ces dernières s'organiseraient entre elles selon les mêmes grandes lignes que dans le fédéralisme actuel.
- 2) Le Commonwealth aurait le contrôle des affaires étrangères, de la défense et de la politique tarifaire, en même temps qu'un droit de regard général sur les politiques fiscales et monétaires. Le Commonwealth lui-même n'imposerait pas de taxes mais se financerait par le produit des tarifs. Dans l'hypothèse où cette source serait insuffisante, les revenus publics du Canada et du Québec y pourvoiraient selon une règle de proportionnalité déterminée à l'avance.
- 3) L'organisation politique serait d'abord composée d'une Diète unicamérale, l'assemblée du Commonwealth, élue directement par les citoyens selon, en gros, les procédures qui prévalent présentement pour l'élection des députés à la Chambre des communes. Cette Diète inclurait évidemment des représentants des provinces canadiennes et du Québec en proportion de leur population respective. Les relations entre l'autorité exécutive du Commonwealth et la Diète seraient apparemment du même ordre que celles qui existent déjà à Ottawa ou dans les capitales provinciales entre les autorités exécutives et législatives. La Diète nommerait un chef d'Etat "sur proportion alternante" de la Chambre des communes du Canada et de l'Assemblée nationale du Québec. Il y aurait aussi une Cour de justice du Commonwealth qui aurait la responsabilité d'interpréter et de tracer les lignes de division des pouvoirs entre le Commonwealth et ses instances constituantes. Cette cour serait également responsable de la protection des droits des minorités linguistiques, ethniques et religieuses.

La proposition de Bergeron me paraît découler de quatre postulats :

- 1) Il est possible de satisfaire les aspirations a la fois du Québec et du Canada anglais sans qu'il faille risquer de vastes dislocations dans les domaines de l'économique, des institutions et des relations humaines. Les biens, les personnes et le capital continueraient à circuler aussi librement qu'à l'heure actuelle à l'intérieur du Canada. Il y aurait une citoyenneté canadienne commune. On éviterait d'avoir à diviser les avoirs et les dettes qui découleraient de la création de deux Etats souverains. Du point de vue de ses intérêts, le Québec obtiendrait ce que Bergeron croit être les attributs essentiels de la nation (*nationhood*) Le reste du Canada se gouvernerait lui-même selon un système fédéral libéré de la nécessité d'avoir a tenir compte de l'autonomisme québécois.
- 2) La stratégie du P.Q. après un référendum peut mener à un piège du point de vue des aspirations du Québec et de celui d'harmonieuses relations entre le Québec et le reste du Canada. On peut envisager plusieurs éventualités assez peu intéressantes. Le gouvernement du Canada pourrait refuser de reconnaître la validité d'un référendum qui n'aurait pas posé clairement la question soit de la souveraineté totale du Québec, soit du maintien du lien fédéral. Les observateurs de la scène québécoise semblent par ailleurs d'accord pour soutenir l'improbabilité d'un vote favorable à l'option d'une souveraineté totale. Ou encore le résultat de la consultation pourrait indiquer une minorité en faveur de quelque option indépendantiste, mais une minorité qui comprendrait une majorité des francophones québécois. Ou encore la réaction du reste du Canada à un résultat négatif sur la question de la souveraineté pourrait bien être de refuser pendant un temps assez long de chercher de nouveaux accommodements avec le Québec. Le lien entre la proposition de Bergeron et la procédure du référendum n'est pas tout à fait clair, mais je crois comprendre que Bergeron veut prévenir de telles confrontations entre le Canada anglais et le Québec, ou peut-être même à l'intérieur du Québec.
- 3) Le Canada sans le Québec devrait inévitablement s'organiser selon les principes fédératifs. La reconnaissance de cette nécessité fait de la proposition de Bergeron un projet beaucoup plus réaliste que ceux de *scholars*

comme Horowitz et Thorburn qui croient que les provinces à majorité anglophone pourraient se fusionner en un système quasi unitaire.

- 4) En ce qui concerne les responsabilités communes du Québec et du Canada, il faut consacrer le principe majoritaire simple. Une fois de plus Bergeron fait montre d'une plus exacte perception des limites pratiques de la formule de la double majorité dans les questions dont auraient à s'occuper les autorités conjointes du Québec et du Canada.

Ma critique fondamentale du projet de Bergeron est qu'il conduirait à un mode de gouvernement inefficace et qu'il aggraverait encore davantage plusieurs difficultés de fonctionnement du système fédéral actuel. Ces nouvelles formes d'impuissance se feraient sentir bien davantage au Canada qu'au Québec parce que le système canadien serait organisé en un fédéralisme à trois niveaux. Je maintiens à cet égard l'affirmation que je faisais à la fin de mon livre, *Canada in Question* : "So far as the political order is concerned, there is only *one* Canadian question and that is how the nearly twenty-three million people who live within our national boundaries can establish and sustain governmental institutions which are at once human, responsive and effective" ²². De ce point de vue, jetons un bref coup d'oeil sur deux secteurs majeurs de l'action gouvernementale.

Il est presque devenu banal de dire que les relations internationales portent de plus en plus sur d'autres questions que le commerce et la sécurité, sur des matières comme la culture et l'éducation, la santé, le travail, la pollution de l'environnement, la politique agro-alimentaire, le développement des ressources et ainsi de suite. Les complications que créerait le régime proposé par Bergeron rendraient presque impossible une action internationale efficace par l'autorité centrale. Comment, par exemple, le Commonwealth pourrait-il assumer des engagements internationaux dans le domaine de la politique agro-alimentaire mondiale, si les compétences en matière agricole étaient divisées entre les gouvernements provinciaux, québécois et canadien ? Il est assez significatif que les autorités du Commonwealth de Bergeron, à l'inverse du gouvernement fédéral actuel, n'auraient presque pas de pouvoirs d'intervention autour de la plupart de ces nouvelles questions d'intérêt international.

²² Seconde édition, McGraw-Hill Ryerson, Toronto, 1976, p. 228.

D'un autre point de vue, Bergeron soutient que "la biculturalisation de notre politique étrangère" a été une "demi-fraude". Mais selon son projet, les autorités du Commonwealth seraient sous le contrôle de la même majorité anglophone qui domine actuellement le gouvernement fédéral. On ne voit pas immédiatement pour quelle raison ni comment le nouveau régime se sensibiliserait davantage au monde francophone. Et il m'apparaît que les aspirations passées et présentes du Québec à une reconnaissance internationale et à une participation aux affaires mondiales seraient presque autant frustrées selon le projet Bergeron que selon le système fédéral actuel.

Les Canadiens souffrent actuellement des incohérences des politiques gouvernementales en matière économique. Ces difficultés proviennent dans une forte mesure de la division et du chevauchement des pouvoirs dans le domaine économique. Mais selon le projet de Bergeron, le prix à payer serait encore plus élevé. Il semblerait impossible, dans le Commonwealth de Bergeron, d'obtenir même une parcelle de coordination des politiques fiscales et monétaires. Comment pourrait-on relier les politiques commerciales du Commonwealth à d'autres politiques de développement économique ? Les autorités du Commonwealth auraient encore moins d'influence que le gouvernement central actuel pour faire diminuer les restrictions qu'imposeraient les gouvernements des États constitutants sur la libre circulation des personnes, des biens et du capital. Bergeron n'a pas fait mention des compétences portant sur l'énergie, les communications, le développement des richesses, mais il semble évident que le Commonwealth serait dépourvu de pouvoirs explicites en ces matières. Inévitablement, le Commonwealth serait relativement faible dans toute espèce de conflit qui surgirait avec les gouvernements du Canada ou celui du Québec. L'autorité centrale n'aurait pas de pouvoir propre de taxation. À cause de la nature de ses responsabilités, elle serait inévitablement perçue comme ayant peu d'impact sur la vie des citoyens ordinaires.

Je voudrais signaler les deux autres domaines au sujet desquels le plan de Bergeron n'est pas convaincant, bien que les propositions qu'il formule à leur sujet ne soient pas essentielles à son projet :

- 1) Le Commonwealth aurait la responsabilité de maintenir "l'équilibre démographique relatif" entre le Canada et le Québec. Ce qui est impliqué clairement ici, c'est que les Canadiens accepteraient une limitation permanen-

te du nombre d'immigrants entrant dans le Commonwealth. Or, je soupçonne qu'ils n'accepteraient pas un pareil régime. En outre, prise à la lettre, la proposition Bergeron nécessiterait des restrictions sur le déplacement des personnes à *l'intérieur* du Commonwealth, dans l'hypothèse où de telles migrations internes changeraient l'équilibre démographique entre le Québec et le Canada.

- 2) Le nouveau tribunal du Commonwealth aurait la responsabilité d'assurer les droits des minorités linguistiques, ethniques et religieuses. Comme on le sait fort bien, les Canadiens se sont, dans le passé, opposés à une consolidation constitutionnelle des droits de l'homme comportant une extension du rôle du pouvoir judiciaire pour protéger et définir de tels droits. Il est difficile de voir comment le nouveau régime pourrait changer cet état d'esprit. Et en particulier, il me semblerait improbable que le gouvernement du Québec consente à conférer à cette autorité centrale le pouvoir de définir et de protéger les droits de la minorité anglophone tombant sous cette juridiction.

L'attrait de la proposition de Bergeron, vient de ce qu'elle permettrait d'éviter les dislocations qui ne manqueraient pas de se produire lors de la création de deux Etats complètement souverains à partir de ce qui est actuellement le Canada. Je trouverais ce plan encore plus attrayant s'il avait été explicitement conçu comme une formule de transition visant à faciliter l'accession des deux nations à la souveraineté complète dans l'intervalle d'une période relativement courte qui pourrait durer de cinq à sept ans. Ces derniers mois, j'ai été intrigué par la réticence même des nationalistes québécois à considérer sérieusement cette seconde partie de l'alternative. Le modèle que l'on peut évoquer ici est le type de relations qui existent entre le Canada et les Etats-Unis. L'on trouve dans ces relations un degré élevé d'intégration économique et un réseau complexe d'interaction en l'absence d'institutions politiques communes restreignant la liberté d'action des deux nations ²³. Si le projet de Bergeron était mis en vigueur, le Québec et le Canada deviendraient dans une courte période de temps telle-

²³ Voir Karl J. Holtsti et Thomas Allen Levy, "Bilateral Institutions and Transgovernmental Relations between Canada and the United States", *International Organization*, 28, Automne 1973, pp. 875-901.

ment frustrés de ces arrangements qu'ils s'en débarrasseraient pour conclure de nouveaux arrangements où chacun aurait une souveraineté sans entraves.

Donc, de façon générale, si la collectivité québécoise se définit comme une nation, il semble raisonnable que cette aspiration doive se manifester par les institutions d'un Etat souverain. On peut dire beaucoup de choses à l'appui de cette option qui, à mon point de vue, est préférable aux solutions de Verney et de Bergeron :

- 1) En partie tout au moins, elle éliminerait les ambiguïtés touchant le droit du Québec à l'auto-détermination, selon le droit international et diverses conventions des Etats-Unis. Que le Québec puisse prétendre à ce droit, voilà qui reste matière à débat chez ceux qui ont porté une attention soutenue à ce sujet. Quoi qu'il en soit, le droit à l'auto-détermination, s'il signifie à n'en pas douter qu'une collectivité a le droit à la souveraineté au sens juridique le plus complet, ne justifie pas nécessairement la prétention d'une collectivité à déterminer de façon unilatérale son statut à l'intérieur de quelque autre cadre politique ou constitutionnel.
- 2) Le droit et les conventions de la constitution canadienne actuelle rendent possible l'accession du Québec à la souveraineté entière. Cela pourrait se faire par le moyen d'une requête conjointe du Sénat et de la Chambre des communes au Parlement du Royaume-Uni, une fois qu'aurait été acquis l'accord de toutes les provinces sur le fait qu'à partir d'une date précise le Québec cesserait d'être sujet aux dispositions de la constitution canadienne. Je dois éviter tout dogmatisme à ce sujet, mais j'incline à penser que la création du *Canadian Commonwealth canadien* exigerait une rupture radicale de nos traditions constitutionnelles - si cette institution naissait avant que le Canada et le Québec n'aient chacun atteint une souveraineté juridique complète.
- 3) Les procédures bien éprouvées du droit international et de la diplomatie peuvent nous servir de guide pour les relations entre le Québec et le Canada. Après l'obtention de leur souveraineté respective, il se pourrait bien que les autorités québécoises et canadiennes établissent quelque tribunal juridique pour juger des différends entre les deux nations. Mais à l'inverse

de la Cour du Commonwealth de Bergeron, ce tribunal n'aurait pas à développer une nouvelle jurisprudence *ab initio*.

- 4) La formule de la souveraineté complète permettrait à l'une et à l'autre nation de jouer un rôle plus important dans les affaires internationales que ce ne leur serait possible d'après la proposition de Bergeron.

On connaît bien les difficultés qu'éprouvent les Etats fédéraux dans les négociations internationales. Ces difficultés deviennent encore plus aiguës lorsque ces relations mettent en cause des matières qui deviennent de plus en plus sous la compétence constitutionnelle des Etats ou provinces de ces fédérations. De tels problèmes deviendraient encore plus enchevêtrés dans le *Canadian Commonwealth canadien* de Bergeron. Une action efficace dans les affaires extérieures implique que les Etats ont la capacité d'assumer et d'exécuter les engagements internationaux qui les lient en rapport avec un grand nombre de matières. Je pense que cela serait impossible selon le projet de Bergeron.

Dès lors qu'on s'écarte du système fédéral actuel pour envisager quelque variante de "troisième voie" comme celle que propose Bergeron, on revient inévitablement aux pouvoirs des autorités communes devant régler les rapports entre le Québec et le Canada-sans-le-Québec. Bien que ceci puisse être une façon exagérément intellectualiste de considérer les choses humaines, je considère que la seule manière rationnelle de procéder consiste à supposer au départ que nous avons deux Etats pleinement souverains et à tenter ensuite de dégager les questions qu'on pourrait confier à quelque autorité commune. La difficulté majeure vient de ce que, autant dans le plan de Bergeron que dans ce que nous disent les leaders péquistes de la souveraineté-association, on perpétuerait en réalité la "National Policy" de Macdonald. Or, c'est précisément la "National Policy" qui est mise en cause lorsqu'on dresse des comparaisons critiques avec ces parties du Canada qui ont une croissance démographique et économique beaucoup plus rapide ²⁴. Il est donc profondément irréaliste de s'attendre à ce que les gens de l'Ouest confient aux autorités communes Canada/Québec les pouvoirs sur des matières comme les tarifs, la politique monétaire, les taux de fret et

²⁴ Voir l'excellent recueil d'essais de chercheurs des Maritimes et des Prairies, publié sous la direction de David Jay Bercuson, *Canada and the Burden of Unity*, Macmillan of Canada, Toronto, 1977.

l'immigration. D'autre part, s'attend-on à ce que les gens de l'Ouest et les résidents des provinces à majorité anglophone hésitent beaucoup à confier au gouvernement central une large compétence dans les champs de l'aide à la recherche scientifique, de la radio-télévision et de l'aide internationale, où le Québec croit essentiel de contrôler lui-même l'intervention gouvernementale ? Peut-être en définitive s'avérerait-il impossible de se mettre d'accord sur quelque activité d'importance que les deux Etats conviendraient de confier au contrôle des autorités communes.

Si, de façon quelque peu sérieuse, le Canada anglophone et le Québec en viennent à se définir comme des "nations", les Canadiens-sans-le-Québec insisteront probablement pour obtenir pour eux-mêmes la plus complète mesure de souveraineté possible. John Holmes a déjà soutenu que les penchants naturels des Canadiens vont plutôt du côté de l'internationalisme que du supranationalisme, que nous sauvegardons notre souveraineté d'une façon plus jalouse que ne le font les Etats d'Europe et d'Asie ²⁵. Je m'attendrais à ce que ces dispositions l'emportent si on reconnaissait les prétentions du Québec à la souveraineté. Bergeron remarque évidemment avec justesse qu'il n'y a pas d'accord sur la signification du terme "Commonwealth" dans le monde anglophone. Mais dans le contexte canadien, "Commonwealth" a une connotation plus précise. Le mot signifie une association de nations souveraines antérieurement unies sous une autorité politique commune mais qui conservent maintenant leur liberté entière d'agir suivant leurs intérêts nationaux respectifs.

Je souhaiterais que la solution d'une complète souveraineté trouve place sur le nouvel ordre du jour de la discussion des affaires canadiennes. Je ne vois pas a priori pourquoi on devrait considérer comme "extrême" la possibilité que le territoire au nord du Rio Grande soit organisé politiquement en trois Etats souverains plutôt qu'en deux. Bien que je ne sois pas un spécialiste du droit international et de l'organisation internationale, il me semble que dans le cadre de procédures bien élaborées, il n'y a pas d'obstacle à ce que des nations recherchent et mettent en application les fins communes qu'elles peuvent se donner en même temps que chacune, au sens juridique tout au moins, retient sa pleine liberté d'action. Les alarmistes, et ceci inclut même des indépendantistes québécois, semblent vouloir dire que la souveraineté entière des deux nations entraînerait entre elles le type de relations qui prévalent maintenant entre

²⁵ "Nationalism in Canadian Foreign Policy", in *The Better Part of Valour*, Carleton Library, McClelland and Stewart, Toronto, 1970, pp. 36-43.

les deux Allemagnes ou entre les Etats-Unis et Cuba. Il n'y a là-dedans aucune fatalité. Ce mal pourrait au contraire être évité. Les relations entre le Québec et le Canada pourraient très bien au contraire s'inspirer du modèle à base d'interactions harmonieuses et positives qui caractérise les rapports entre les autorités gouvernementales américaines et canadiennes et entre les citoyens du Canada et des Etats-Unis. Pour donner un exemple concret, on conçoit mal que les autorités de l'immigration du Canada et du Québec voudraient imposer des barrières insurmontables à Bergeron et à Smiley, si chacun voulait visiter l'université de l'autre pour y porter leur aimable discussion en matière constitutionnelle.

Il ne faut pas se méprendre sur ma pensée. Je ne prétends pas que je préfère la solution de la souveraineté complète, je dis seulement qu'elle m'apparaît préférable à la proposition de Bergeron. Comme Bergeron, je pense que la création de deux Etats complètement souverains à partir de ce qui est maintenant le Canada entraînerait de graves dislocations - ainsi que de l'amertume et peut-être de la violence. Mais je serais prêt à soutenir qu'au cours de la prochaine décennie, nous devrions essayer de mettre au point une solution politique qui nous permettrait de passer à autre chose qu'au sempiternel thème des relations Québec/ Canada pour, disons, le reste de ce siècle. De ce point de vue, la formule d'un *Canadian Commonwealth canadien* ne me paraît pas satisfaisante.

Ma préférence va toujours vers quelque version modifiée du fédéralisme canadien. Ces derniers mois, on a créé autour de ce débat ce que Maurice Lamontagne appelle "le mythe du statu quo". Il n'y a guère de mérite à s'en prendre au statu quo en termes généraux. Je n'ai encore rencontré aucun observateur des affaires canadiennes qui ne désire pas quelques changements dans nos structures constitutionnelles et fédérales, bien qu'il n'y ait clairement pas d'accord sur l'étendue et la nature de ces changements. Il n'en demeure pas moins que le système fédéral est un système flexible de gouvernement. Pendant l'année qui vient de s'écouler, on a pu y apporter les changements suivants, dont la plupart avaient peu de liens avec les tensions que le Québec impose à la Confédération :

- a) un nouveau régime financier fédéral-provincial élargit le champ de taxation des provinces et élimine les contrôles fédéraux sur les services hospitaliers et médicaux. Ce régime établit aussi une nette séparation entre le niveau des paiements fédéraux consacrés aux services de santé et à l'édu-

cation post-secondaire, et les dépenses provinciales consacrées à ces domaines ;

- b) une nouvelle législation fédérale permet des accords individuels avec les provinces sur certains aspects importants des communications qui jusqu'à présent étaient sous l'autorité exclusive du fédéral ;
- c) un nouvel accord en matière d'immigration a été conclu entre les gouvernements fédéral et québécois ;
- d) dans l'une des plus importantes décisions constitutionnelles de l'histoire canadienne, la Cour suprême du Canada a maintenu la validité de la législation fédérale anti-inflation. Ce faisant, elle a consacré dans la constitution le pouvoir du Parlement fédéral de passer outre aux compétences provinciales d'urgence économique en temps de paix.

Il y a des limites à la flexibilité - à la fois politiques et constitutionnelles - du système fédéral canadien et les *scholars* seraient bien avisés de rechercher avec plus de précision que par le passé quelles sont ces limites. Les accords existants n'empêchent pas un statut spécial pour le Québec, en ce sens que la province de Québec peut exercer des pouvoirs plus étendus que les autres provinces. En divers cas précis, les autorités fédérales ont cédé aux pressions autonomistes du Québec et je ne vois pas en quoi ces cessions de droits auraient été moins avantageuses pour le Québec parce que Ottawa insistait dans la loi pour que les options soient ouvertes aux autres provinces. Nous ne devrions davantage être indûment impressionnés par l'argument voulant que dans le contexte fédéral-provincial, le Québec ne soit qu'une parmi dix provinces égales. Le pouvoir des diverses provinces dans de telles négociations obéit à un ensemble assez peu connu de facteurs et varie de question à question. Il n'y a pas de réelle égalité entre les provinces. Ce n'est qu'à quelques rares occasions que le Québec n'a pu avoir le soutien d'autres provinces pour promouvoir ses intérêts.

Les éléments de base qu'il faut retenir pour que le système canadien actuel puisse continuer d'être considéré comme fédéral en quelque sens véritable sont, je pense, les suivants :

- 1) une constitution écrite déterminant au minimum les pouvoirs législatifs respectifs des autorités centrales et des provinces, ces pouvoirs devant être sujets à l'interprétation judiciaire impérative d'une cour canadienne ;
- 2) un gouvernement central dont le corps législatif principal soit l'émanation directe des électeurs canadiens et qui élabore une législation liant les Canadiens à titre individuel, ainsi qu'il leur impose des taxes. Bien que je sois encore prêt à me laisser convaincre sur cette question, il m'apparaît à l'heure actuelle qu'on n'a pas encore proposé de solution acceptable qui consisterait à remplacer le Canada actuel par deux Etats souverains complètement indépendants l'un de l'autre.

Ce Jour-là... le Référendum
Troisième partie. Refaire la Confédération
ou laisser se défaire le Canada ?

Chapitre 19

L'idée un peu folle d'un nouveau Commonwealth ou séparation bête ?*

[Retour à la table des matières](#)

Il y a deux recherches de solution à la tension politique actuelle au Canada. C'est d'abord celle du *souverainisme* selon la thèse, en train de se durcir, du gouvernement péquiste, puis l'autre du *fédéralisme*, *plus ou moins* réformiste, du reste des opinions québécoises et de la quasi-totalité des opinions publiques ou privées à travers le Canada. Les forces du fédéralisme attendent les revendications du souverainisme, qui attend les résultats du référendum (en le préparant) comme appui de *bargaining power*. Mais le temps passe pendant que tout le monde attend.

Jamais crise politique n'a été aussi clairement programmée, entre les deux conceptions contraires du "Québec d'abord" et du "One Canada". Est-il déraisonnable de tenter d'imaginer un mode de solution au delà de la crise presque certaine, ou, idéalement, de l'éviter dans la recherche active d'une solution avant même que la crise n'éclate ? Les formes de cette recherche me paraissaient être un plan où *le reste du Canada ne s'en porterait que mieux de l'octroi d'un maximum d'autonomie au Qué-*

* *Le Devoir*, 4 octobre 1977.

bec. Cette proposition a été contestée dans *le Devoir* d'hier par le professeur Smiley, surtout en sa première partie.

Le projet d'un nouveau Commonwealth canadien est ce que, dans le langage des sciences sociales, on appelle un "modèle hypothétique" ou un "construit intellectuel". On peut s'y référer comme modèle pour servir à deux cadres de pensée, sans être prisonnier d'aucun d'eux. Soit pour établir les lignes générales d'une réforme toute radicale de l'ensemble du système constitutionnel actuel, si la chose historique Canada doit se perpétuer en continuant à comprendre, mais d'une façon toute différente, l'entité politique Québec. Ou encore, comme le suggère le professeur Smiley, pour tenter de prévoir une étape transitoire dans l'accession à l'indépendance du Québec, si elle devait se produire.

Ainsi conçu sans illusion, ce modèle ne peut être "populaire" auprès des partisans des deux bords. Mais il peut n'être pas inutile pour ceux qui, dans chaque camp, ont des préoccupations de plus grande exigence que de gonfler encore le dialogue de sourds, bien engagé dans les deux capitales et dont la cacophonie sauvage va être à son maximum lors de la prochaine campagne du référendum. Car, au bout des affrontements, on devra bien en sortir et l'arrangement qui prévaudra sous une forme ou une autre aura donné à chacun des groupes d'opposants à la fois "tort" partiel et "raison" partielle. Et ce sera sur cette étroite base positive, de deux "raisons" partielles, que se passera un accord, ardu mais pacifique, entre les deux sociétés. Sinon, vous pouvez y aller de vos scénarios dont aucun n'est gai, optimiste ou rose...

Le point le plus faible de mon argumentation est évidemment de n'avoir pas esquissé, par avance, les conditions selon lesquelles un arrangement du type du Commonwealth pourrait se négocier et se conclure. C'est admis, pour trois bonnes raisons : d'abord, parce que je ne connais pas l'avenir ; ensuite, parce que je n'ai aucune prise sur les événements ; enfin, parce que ce n'était pas mon propos. La plupart des réactions négatives qu'a suscitées mon modèle portaient sur le refus du Canada anglais d'accepter un arrangement de type paritaire avec une population quatre fois plus petite, qui ne constitue en outre qu'une seule province sur dix. Des variantes de cette objection sont qu'il n'y a pas un Canada anglais comme il y a un Québec français, ce qui équivaut aussi à dire que ce dernier ne s'émancipera pas totalement tant que le premier ne *se fera* pas ; ou encore que les régions à l'est et à l'ouest n'accepteraient pas la domination encore plus forte de l'Ontario sans le nécessaire contrepoids d'un Québec, comparable, dans le "Canada central". Tandis que nous parlons de deux Ca-

nadas, nos compatriotes des autres provinces continuent de parler de dix provinces et de, quatre ou cinq régions naturelles. Le "Canada central", dont le Québec est la moitié, est toujours présenté comme privilégié par l'histoire et la géographie. Il apparaît même abusif par le poids qu'il exerce dans un ensemble qui est vu comme procédant d'un autre déséquilibre que celui auquel nous nous référons dans le Québec. Ces deux niveaux de conscience collective auraient de quoi alimenter des soliloques ombrageux pendant un autre siècle !

On retrouve dans la critique que le professeur Smiley a faite de mon projet des expressions de ces intérêts et ressentiments régionaux, mais il faut lui savoir gré de n'avoir pas atténué la division culturelle fondamentale qui risque, selon l'expression dramatique, de "casser le Canada". En effet, quand il y aura un "séparatisme" de l'Ouest ou des Maritimes comparable à celui du Québec, on pourra en faire le coeur du problème canadien. Mon collègue torontois accepte donc la base *québéco-centriste* de mon modèle, bien que ce soit pour rejeter le dualisme paritaire que j'en fais découler. Il ne me demande pas d'expliquer comment on pourrait en arriver là, mais il accumule les obstacles, d'ailleurs fort réels, qui vont peut-être bloquer à jamais l'évolution vers un arrangement de ce type.

Donald Smiley raisonne loyalement comme si le Commonwealth était constitué, ainsi que je l'avais fait en claire convention avec mon lecteur. Mais c'est pour affirmer, en critique générale, qu'il s'agirait d'un système de "gouvernement inefficace" et qui "aggraverait davantage maintes difficultés du fédéralisme actuel". Ma réponse, d'un point de vue aussi global, est qu'il s'agirait d'un *tout autre système de gouvernement* et que, s'il ne changeait pas la nature humaine, *il modifierait la nature du jeu politique et de ses règles fondamentales*. Les arguments tirés des limites et du mauvais fonctionnement du fédéralisme actuel peuvent être tout au moins nuancés, dès lors que ce serait les défauts du présent régime que les éventuels constituants du Commonwealth chercheraient précisément à éviter. Les arguments du professeur Smiley se présentent en forme de contre-hypothèses aux hypothèses que j'avance. Tout dépendrait surtout de l'ambiance générale, conflictuelle-coopérative, où tout cela serait débattu, mis en place et vécu.

Mais je n'ai pas le droit de m'en tirer aussi rapidement par cet argument général. Le professeur Smiley accumule les exemples, en forme d'objections qui, toutes, mériteraient considération. Quelques-unes de ces objections, je me les faisais en écrivant, me disant que j'étais excusable de n'y pas répondre en un texte aussi court ou qu'il se

trouverait des critiques pour les soulever. D'autres objections, je ne les entrevoyais pas et le texte de Smiley les aura formulées. Il y avait aussi les objections pour lesquelles je n'avais pas de "réponse". Enfin, il y aurait d'autres objections que ni lui ni moi ne prévoyons et qui ne manqueraient pas de surgir de situations imprévisibles. Est-il besoin de rappeler qu'une constitution réelle ne sort pas plus de la dialectique de professeurs que de la cuisse de Jupiter !

Tout ce que nous pouvons faire, ainsi que les gens de notre espèce, c'est de dialoguer en confrontant nos analyses. Encore est-il désirable qu'elles se situent dans la même perspective. Tandis que les arguments de Smiley sont marqués au coin de la connaissance de l'histoire, et sont donc *passésistes*, j'avance plutôt les miens selon un mode *prospectif*, en les projetant selon la nouvelle logique d'un fonctionnement possible. En ce sens, s'appuyant sur l'"expérience", Smiley a raison à tout coup. Mais je conteste précisément que l'"expérience", tirée du mal fonctionnement du fédéralisme actuel, doive se reproduire, avec inévitable amplification, dans le dualisme nouveau qu'instituerait le Commonwealth ou dans le fédéralisme rénové que se donnerait l'Etat du Canada. C'est une "expérience" inédite qui commencerait dans des structures nouvelles et selon un jeu dont la réglementation serait changée pour éviter les erreurs et atténuer les difficultés bien connues.

Ainsi, le grand vice du fédéralisme actuel, c'est d'être, à la fois et de mauvaise façon, intégrateur et régulateur. L'inspiration générale du projet du Commonwealth est de distinguer clairement les deux fonctions. À chacun des deux Etats du Canada et du Québec est dévolu un rôle *intégrateur* pour la société qu'il comprend, et cette intégration faite, elles établissent entre elles les organes *régulateurs* du Commonwealth pour leur inévitable coexistence à l'intérieur et leur nécessaire collaboration en rapport à l'extérieur. C'est le schéma simplifié. Mais la formule concrète visant à ménager la parité de statut de deux sociétés dans l'inégalité des populations, dont l'une est éparpillée sur un espace continental, ne se trouve pas aisément. Il faut partir de quelque chose.

Même si elle accepte par hypothèse que le Commonwealth existe pour en critiquer le fonctionnement, l'argumentation de Smiley glisse subrepticement au plan de "Cela ne se fera pas" plutôt que "Cela fonctionnerait mal". Cette ligne de raisonnement, qui tient pour déterminant que telle ou telle partie du Canada n'accepterait pas une profonde réforme de structure, mène tout droit à la conclusion limite que l'espace politique au nord des Etats-Unis est inorganisable parce que ingouvernable. Aussi,

faut-il s'étonner que son fédéralisme désabusé, tout autant qu'un fonctionnement difficile du Commonwealth, l'amène à conclure à l'évolution plus naturelle de deux séparatismes ?

Les arguments tirés de la politique économique, et surtout de sa base géographique, ne sont évidemment pas à rejeter du revers de la manche. La référence à la "National Policy" qui date d'un siècle montre assez la persistance de ces courants du fond. En outre, je ne prétends pas avoir tout dit, ni même dit ce qu'il fallait, sur les formules financières et monétaires, fiscales et tarifaires. Sur ces questions où j'avoue une compétence spécialement restreinte, je rappelle que je n'ai soumis qu'un schéma de discussion, susceptible d'être corrigé et raffiné par les économistes financiers et monétaires. Mais il faudra bien qu'on en vienne, de part et d'autre, à décider de la marge de manoeuvre et d'invention en deçà de la grande rupture. Il s'agit là d'un calcul *politique* au sens fort avant que d'être calcul de technicalités financières sur lesquelles se chamaillent depuis toujours les experts assez copieusement.

Chaque société culturelle aurait l'Etat de sa convenance ; la plus restreinte, concentrée sur un territoire moins vaste, fonctionnerait à l'unitaire comme elle aspire à le faire ; la plus nombreuse, étendue sur un espace continental, continuerait à fonctionner selon un mode inévitablement fédéraliste. Ces sociétés ne se rejoindraient que par les nécessaires intérêts communs en des institutions communautaires conçues pour porter ces intérêts ou les promouvoir, afin qu'ils n'aboutissent pas en tensions permanentes ou en conflits chroniques. Pour cela, il faudrait que les deux sociétés soient prêtes à payer un coût proportionnellement égal et qui, pour la première fois, serait lourd pour le Canada anglais.

Ce serait la chance à saisir pour le Canada-sans-le-Québec de se donner des institutions fédératives un peu mieux accordées aux besoins d'une politique moderne et responsable, d'autant que l'absence du Québec décomplexifierait bien des questions a priori ! Ici, j'avoue quelque déception que mon distingué contradicteur n'ait pas discuté, au sujet de la distribution des compétences, du double principe fondamental de *l'inversion des pouvoirs exclusifs ou réservés* et de *l'instance politique la plus apte* ²⁶.

²⁶ Que j'exprimais ainsi dans mon article du 9 février 1977 : "La distribution des compétences se ferait selon le double principe suivant : 1) Le Commonwealth détiendrait les pouvoirs exclusifs réservés ; toutes les autres matières seraient du ressort de l'État du Canada (avec son gouvernement central et ses provinces fédérées) d'une part, et du ressort de l'Etat du Québec, unitaire, d'autre part ; 2) l'octroi de

Cela vaudrait autant pour le réaménagement des compétences à l'intérieur de la nouvelle entité fédérale du Canada que pour le partage des pouvoirs entre ce nouveau Canada fédéral et le nouveau Québec unitaire, reliés institutionnellement par le sommet du Commonwealth associatif. Quelle occasion aurait le Canada, nouveau et moins hétérogène, de moderniser enfin son organisation fédérative, ce que d'autres provinces réclament de plus en plus !

Ce n'est pas à moi, à partir de mon point de vue *québéco-centrist* avoué, de dire aux autres Canadiens : "Maintenez vos neuf provinces actuelles ou regroupez-vous en quatre ou cinq régions naturelles (en n'oubliant pas les territoires nordiques) ; trouvez vos inspirations fédératives dans les pratiques de la Suisse, de l'Australie, des États-Unis ou de quelque autre régime fédératif. C'est à vous d'en décider entre vous et pour vous. Ce n'est pas ma préoccupation immédiate, et ce serait d'une certaine indélégatesse que de vous dicter ce que vous avez à faire. Mon problème, qui fait l'objet de ce propos, est d'établir le rapport entre un Québec en prurit d'autonomisme croissant et un Canada en faute d'un fédéralisme vraiment démodé, pour employer un terme mesuré. Vous devez faire votre propre effort d'imagination en ce qui vous concerne, une fois que serait levée l'hypothèque québécoise."

Quant à l'objection d'un fédéralisme à trois niveaux, j'ai quelques réponses. S'agit-il bien de cela ? Il s'agit d'une *association dualiste* dont l'une des parties composantes est trop vaste et complexe pour se couler en des formes d'organisation unitaire. Et le fédéralisme à "trois niveaux", ne le connaissons-nous pas déjà dans nos fameuses conférences fédérales-provinciales avec tout ce qui en sort (et s'y bloque), ou encore dans les perpétuels *traficotages* d'influence au sein du cabinet fédéral, des Communes, et surtout des partis politiques, *tous régionaux de fait*, ce qui assure la bonne fortune continue du parti qui est moins "régional" que les autres. Le troisième *niveau* actuel est partout latent ou implicite, glissant et équivoque parce que dépourvu de structures et de règles appropriées²⁷. Il ne satisfait plus personne. Autant l'institutionnaliser en des formes organiques et avec règles du jeu enfin claires. Ce serait une forme de gouvernement nouvelle, inclassifiable, dont on ne trouverait pas d'équiva-

ces pouvoirs serait déterminé selon la règle de *l'instance politique la plus apte* à exercer des responsabilités propres et à satisfaire aux besoins spécifiques des collectivités en cause."

²⁷ Voir *Federal-Provincial Diplomacy : the Marking of Recent Policy in Canada*, par Richard Simeon, University of Toronto Press, 1973.

lent ou de précédent. So *what* ? Et puis après ? Si la situation actuelle n'avait pas de précédent ? Et si la société canadienne n'avait pas d'équivalent ? Pourquoi les Canadiens n'inventeraient-ils pas une formule originale qui leur convienne ?

Combien de Canadiens, lucidement, seraient prêts à sacrifier l'expérience historique canadienne pour sauver ce régime d'une prétendue "Confédération" qui est vraiment en dessous des standards d'un fédéralisme classique, que nous enseignent aussi bien manuels élémentaires que traités savants ? Le Canada est quelque chose d'autre et de plus que la "Confédération". L'heure approche où il faudra faire un choix entre les deux. Un pays réel qui dure depuis deux siècles n'a pas de partie liée à ce qui n'est après tout que la quatrième constitution qu'il s'est donnée, et qui a fait son temps.

Le principal mérite de notre fédération est d'avoir duré, de s'être adaptée, d'être "flexible". Le voilà lancé, l'argument ultime ! Ce grand connaisseur du fédéralisme canadien, Donald Smiley, nous dit qu'il y a des "limites à la flexibilité - à la fois politiques et constitutionnelles". A quoi j'ajoute qu'un régime dont la principale qualité est la flexibilité est un mauvais système d'organisation et de fonctionnement puisqu'il génère sans cesse des incertitudes, qu'il se meut en instabilité et que, finalement, il se contredit en fonctionnant presque à l'inverse de ses principes d'organisation. Un tel régime n'est pas bon ; il donne ainsi la preuve de la nécessité urgente de sa transformation. Et puis la "flexibilité", qu'on pourrait qualifier de *qualité non franche*, a son revers par lequel elle se définit et qui est la "rigidité". Voyez comment la psychorigidité vient aux hommes qui ne savent pas se renouveler.

Les limites de la flexibilité sont si bien perçues par Donald Smiley que ce fervent défenseur du fédéralisme ne craint pas de dire : pourquoi pas l'indépendance plutôt ? Ce serait, de son point de vue, un moindre mal que ma propre proposition d'un nouveau Commonwealth, laquelle aurait, toutefois, le mérite d'être une utile "forme de transition qui faciliterait l'accession à la souveraineté totale des deux Etats (*nations*) dans une période relativement courte de, disons, cinq à sept ans".

À cette observation, j'ajouterais que si, par hypothèse, un projet apparenté au modèle du Commonwealth prenait forme, il ne préluderait à la souveraineté complète des deux Etats que si ce système fonctionnait vraiment mal (disons, pour être concret, à l'échelle du fédéralisme actuel !). Mais, négocié de bonne foi, sous l'impulsion de deux collectivités qui préfèrent prendre un dernier grand risque historique plutôt que de se jeter à la gorge, ce pourrait être aussi la réussite pour tous de l'Association, que

le gouvernement québécois recherche avec au moins autant de ferveur que l'Indépendance. Et il n'y aurait pas les effroyables traumatismes de la séparation, avec un Canada dramatiquement *pakistanisé*. C'est en cette vision menaçante qu'il faut savoir comprendre le refus a priori de l'Association avec un Québec pleinement indépendant. (Ce qui n'exclut pas l'usage d'un argument massif pour la prochaine campagne du référendum.)

L'idée, un peu folle mais non tout à fait déraisonnable, d'un nouveau Commonwealth canadien, serait de faire l'économie du risque d'une séparation bête, qui laisserait deux sociétés aigries et peut-être partiellement démantelées pendant une génération. Il y a des choses oppressantes qu'il faut dire avant qu'elles ne se produisent. Les événements vont aller vite et nous allons, tous, bientôt, enclencher une série de portes marquées : "Trop tard".

Ce Jour-là... le Référendum
Troisième partie. Refaire la Confédération
ou laisser se défaire le Canada ?

Chapitre 20

Comment amorcer le dialogue ? *

[Retour à la table des matières](#)

Ils ne nous gâtent pas, nos gouvernants de Québec et d'Ottawa, avec leurs projets constitutionnels concrets, et suffisamment explicites pour qu'on puisse en faire une critique le moins possible précise. En tentant d'inventer ces projets à leur place, on a l'impression plutôt d'être "indiscrets" que de les contredire...

Prenant le pouvoir avec une élection d'avance, le Parti québécois n'offre encore comme éléments de doctrine de la Souveraineté-Association que des bribes dans son programme officiel et des citations-commentaires qu'on peut tirer des déclarations générales de ses leaders : tout cela manque encore plus d'élaboration que de précision. Après presque un an de pouvoir, on peut enregistrer, de ce point de vue, un procès-verbal de carence.

Les gouvernants d'Ottawa, également impréparés, nous laissent encore devant les généralités de M. Trudeau, se disant un jour consentant à tout reprendre à zéro et, un autre jour, devant l'auditoire du Congrès de Washington, évoquant les "accommodements" (qui ne sauraient aller très loin) et les "révisions" (qui, elles, pourraient aller

* *Le Devoir*, 24 octobre 1977.

très loin). On sait encore moins de choses de ce côté. Autre procès-verbal de carence ; et celui-ci prétend se justifier par l'autre.

Mal informés par les deux capitales, nous savons tout au moins que nous allons être consultés. Doublement : par le référendum promis et, peu de temps avant ou après, lors des élections fédérales régulières. Mais c'est encore loin. A nouveau, l'électorat québécois va se trouver en plein dédoublement, qui ne pourra plus continuer d'apparaître contradictoire, car plus d'un sondage sérieux a révélé qu'il aime à la fois "Pierre" et "René" (comme les interpellent familièrement les journaux anglais de la métropole).

Nous, électeurs québécois, devant choisir entre les deux de façon peut-être irrémédiable, nous aimerions savoir quels cadres constitutionnels les plus précis possible ils vont proposer à notre existence collective. Nous savons déjà que le gouvernement péquiste ne s'embarquera pas dans l'indépendance n'importe comment, ni dans la séparation pour elle-même et *jusqu'au-boutiste* (selon l'expression frappante en usage lors de l'affaire algéro-française). Nous avons aussi appris que le gouvernement libéral à Ottawa laisse entendre des modifications d'importance et qu'il ne s'accrochera pas à un statu quo constitutionnel inerte.

- Mais encore ? Nous voudrions savoir davantage. Que le gouvernement de chaque capitale nous parle positivement de ses projets constitutionnels concrets, en "livres blancs" et non pas qu'en "dossiers noirs". Les tintamarres qui vont marquer les campagnes du référendum et des élections fédérales générales vont dégager toutes espèces d'éléments passionnels. Dans cette ambiance de charivari, nous allons avoir la fort désagréable impression d'être plutôt enjeu, sinon otages, qu'arbitres.

* * *

On ne propose pas à des êtres libres et civilisés des impossibles choix du style "*Ne pas défaire le Canada*" versus "*Faire le Québec*". Cela s'entend complètement : ne pas défaire le Canada - *et le Québec avec* ; faire le Québec - *aux dépens de l'existence du Canada si nécessaire*. Ce sont là des excès de la raison qui n'est déjà plus "raisonnante". Ce qui, finalement, émergera, c'est quelque chose entre les deux, car la vie politique concrète ne se vit pas aux extrêmes, sauf en dictature, qui est un excès d'ordre, ou en désordre généralisé, qui ne peut durer longtemps. Cette solution mitoyenne

sera-t-elle plus près de la formule péquiste de la souveraineté-association ou de la fédéraliste, renouvelant la fédération ?

L'idée de départ d'un nouveau Commonwealth canadien m'apparaissait le maximum que *pourrait peut-être supporter* le reste du Canada, d'une émancipation presque complète du Québec - et qu'un gouvernement indépendantiste accepterait à défaut de la réalisation d'un projet plus complet. MM. Donald Smiley et Claude Ryan ont soutenu en ces mêmes colonnes ²⁸ que le reste du Canada ne supporterait pas un tel "maximum".

On pourrait faire le même exercice en sens inverse en se demandant ce que pourrait supporter un Québec, toujours "travaillé" par l'idée indépendantiste, des réformes substantielles du fédéralisme actuel - et qu'un gouvernement central accepterait ou même que patronneraient une bonne partie des autres provinces canadiennes. Ce dernier exercice est plus long et plus technique dès lors qu'on ne part pas de zéro comme dans le précédent ²⁹.

Mais ils seraient complémentaires et on peut prévoir que ce qui risque de se passer se situerait quelque part sur la ligne séparant les réponses données à ces deux interrogations. Encore une fois, le plan de réforme du fédéralisme actuel exigerait une élaboration précise et dans le détail. Il y a une douzaine d'années, il avait fallu tout un livre à Peter J.T. O'Hearn ³⁰, ainsi qu'à Marcel Faribault et Robert M. Fowler ³¹, pour exposer le plan organique d'une nouvelle constitution fédérale. Dans la suite, à l'occasion du centenaire, puis dans la ronde des conférences constitutionnelles entre 1968 et 1972, se sont écrits des mémoires et articles à la centaine sur la question. Il y a eu pléthore. Depuis cinq ans, et singulièrement depuis le 15 novembre 1976, il y aurait, comparativement, plutôt rareté en un moment où il serait utile plus que jamais de tenir à l'ordre du jour des projets élaborés de réforme constitutionnelle.

Cela s'explique, car s'annonce le moment attendu de la grande confrontation entre Québec et Ottawa. N'ont pas reçu la publicité qui eût convenu des propositions de

²⁸ Éditorial de Ryan le 4 octobre 1977.

²⁹ C'est à cet exercice que nous nous livrons plus loin au chapitre 24 : "Et si les autres provinces se mettaient à parler... ?"

³⁰ *Peace, Order and Good Government : A New Constitution for Canada*, Macmillan of Canada, Toronto, 1964.

³¹ *Ten to One : The Confederation Wager*, McClelland and Stewart, Toronto et Montréal, 1965.

réforme comme celles de journalistes de la classe d'Anthony Westell ³² (son livre, *The New Society*, 1977), et de Claude Ryan (son texte à la conférence "Canada Destiny" à la fin juin), non plus que d'autres comme le projet très intégré de Robert Décary (trois articles au *Devoir*, les 7, 8, 9 septembre 1977). A supposer que je me sente capable de dominer une documentation aussi vaste, j'hésiterais à écrire sur le sujet pour quelques raisons de principe, dont la première, peut-être, est que je ne me sens pas en état de prescrire l'indispensable regroupement des provinces maritimes et de celles des Prairies. De quel droit proposerais-je aux habitants de ces provinces de se fondre en unités régionales organiquement mieux définies ?

* * *

Pour l'heure, alors que le gouvernement péquiste prépare le référendum (dont on ignore toujours la date) et que M. Burns est allé se renseigner à Londres, MM. Trudeau et Lalonde s'efforcent plutôt de l'invalidier par avance. Il faudrait être fort inconscient pour s'attendre à ce qu'il sorte quelque chose de bon d'une pareille situation. Pour que se produise l'"éclaircissement" tant attendu, il faudrait un minimum d'entente de part et d'autre sur le principe et les modalités de cette large consultation-référendum-plébiscite-"sondage"...

Le point de départ de la reconstruction constitutionnelle n'est pas que nous avons un "bon" fédéralisme, ni même que ce régime est "bon" du seul fait qu'il soit fédéral, alors que cette "mauvaise tête du Québec" vient déranger le bon ordre des choses. Sans le Québec, il y aurait encore besoin d'une profonde réorganisation depuis le temps que ce régime s'adapte et de moins en moins bien. Il est vraiment parvenu à la limite de sa "flexibilité". Cette qualité, tant prônée, ne peut plus être ni sa qualité dominante comme par le passé, ni encore devenir quelque "principe directeur" pour l'avenir.

On aimerait savoir *avant* la campagne du référendum qu'il ne s'agit pas que de "Ne pas défaire le Canada - et le Québec avec". mais que les autres autorités politiques canadiennes sont prêtes à s'attaquer à la grande oeuvre d'un fédéralisme vraiment renouvelé. Le "grand débat" entre Ottawa et Québec ne suffira pas à créer les circonstances préconstituantes. Québec refuse la négociation ; Ottawa ne dit pas sur quelles bases renouvelées elle pourra avoir lieu.

³² Voir, plus loin, le chapitre 23.

Et puis, il faut que le "troisième homme" finisse par se manifester s'il y a quelque espoir à la dépolarisation d'un conflit qui ne peut mener qu'à une crise croissante. Ce "troisième homme", c'est les autres provinces qui sont également intéressées. Il ne leur suffit pas de refuser a priori l'Association à un Québec éventuellement souverain. Qu'on songe à l'impact qu'aurait une offensive conjointe de l'Ontario, avec une ou deux des plus importantes provinces de l'Est et de l'Ouest, réclamant une série de réformes constitutionnelles d'importance sur lesquelles elles se seraient mises officiellement d'accord. Si le référendum devait être "battu", les réclamations traditionnelles du Québec d'avant le 15 novembre 1976 pourraient s'ajouter, à point nommé, au canevas des discussions qui, un jour ou l'autre, devront prendre un tour décisif. (Voir plus loin le chapitre 24.)

* * *

Je sais bien que tous les signes actuels montrent que nous n'échapperons pas au grand affrontement Ottawa/Québec et qu'il ira à son terme. Mais c'est déjà *l'après-référendum* qui m'intéresse. Un jour, quel que soit le contexte, tout ce monde devra se mettre à table pour renégocier un tout nouveau contrat de société, fédéraliste ou associationniste.

Pourquoi l'idée d'une "troisième voie", plus près du "fédéralisme renouvelé" que de la "souveraineté-association", ne serait-elle pas débattue sérieusement par d'autres provinces et par les partis d'opposition au Québec ? Ce n'est tout de même pas le gouvernement central, qui est dans la position de "voir venir", qui doit tout lâcher avant que l'attaque frontale ne lui soit faite. M. Trudeau lui-même ne craint plus d'évoquer une "troisième option" à l'intérieur d'un "fédéralisme renouvelé" - ne fût-ce que pour signaler qu'elle ne s'est pas encore produite. Les coprésidents de la Commission Pépin-Robarts ont déjà commencé à parler de cette éventuelle "troisième voie".

Si, d'ici le référendum, les Québécois se rendent compte qu'Ottawa n'a d'autre politique à offrir que de casser les reins à un gouvernement souverainiste (pendant que Halifax, Toronto, Edmonton, etc., regardent faire ...), cette situation risque de transformer les fédéralistes québécois peu fervents en anti-fédéralistes, se muant finalement en indépendantistes décidés. Le profil de carrière de la demi-douzaine des ministres péquistes les plus influents montrerait que quatre d'entre eux sont venus à l'in-

dépendantisme davantage par opposition au fédéralisme de mal fonctionnement que par perméabilité première au nationalisme canadien-français.

Pour importante qu'elle soit, l'étape du référendum ne sera pas décisive à jamais. Il est même possible qu'elle crée une situation encore plus diffuse. Proposer un refus à l'indépendance, parce que impliquant la séparation, ne serait recevable du point de vue québécois que par son revers positif, soit les chances d'une auto-transformation toute fondamentale de la fédération canadienne. La façon "adulte" d'agir du gouvernement central est de commencer à en donner des gages sérieux, quoique "sans tout lâcher" comme il a été dit plus haut. La double raison en est qu'il est le plus fort et que son rôle de mainteneur de l'ensemble le lui commande.

Les autres provinces sont d'évidence intéressées à cette transformation. Les gouvernants de leurs capitales devraient commencer à s'y préparer positivement et à le dire. J'ai à l'esprit quelque chose d'autre que de servir de "médiateurs" si ça tournait mal. Si le grand espoir des indépendantistes, en lequel les fédéralistes de tous lieux voient une menace mortelle, ne contribue pas à mettre en branle une rénovation vaste et profonde du fédéralisme actuel, celui-ci mérite-t-il vraiment de se perpétuer ?

Quatrième partie

Un nouveau Canada multiple ou des États multiples ?

[Retour à la table des matières](#)

Ce Jour-là... le Référendum
Quatrième partie. Un nouveau Canada multiple
ou des États multiples ?

Chapitre 21

Géopolitique de terre Québec

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a qu'un argument irréfutable, parce que d'une donnée objective totale, qui jouera toujours contre l'évolution vers la pleine indépendance du Québec, et c'est la géographie. Plus exactement la géographie de son environnement ou des confins.

- Bien sûr, les États-Unis au sud...

- Bien sûr, mais ce n'est que le troisième de ces facteurs géographiques, ou plutôt le facteur qu'il faut considérer en troisième lieu. Le premier, le décisif, duquel découlent les deux autres facteurs, c'est le simple fait qu'existent, à l'est du Québec, ces formations géographiques qu'on appelle les "provinces maritimes". Le deuxième facteur, c'est le reste du Canada ou cette masse terrestre qui, par-delà l'Outaouais, s'étend jusqu'au Pacifique. Le troisième facteur, c'est le gigantesque voisin au sud de la barre frontalière, une des plus longues de toute la planète.

Le rapport entre l'aspect visible de la géologie (ou géographie) et toutes espèces de politiques s'appelle la *géopolitique*. Le premier déterminant de toute politique est la base géographique de l'unité politique considérée. Comme tous les faits d'évidence, il n'a pas besoin d'être explicitement conscient pour agir ou produire des effets objectifs. Le fait géographique brut inspire et limite, ou même commande, des décisions

géopolitiques. N'agissent qu'en second les données de l'histoire portées par divers véhicules culturels.

* * *

Partons de la proposition suivante qui, dans mon esprit, est toute fondamentale et n'a rien d'hypothétique :

Parce que ces terres maritimes sont là où elles sont et qu'y vivent des populations nourries d'histoire politique canadienne, bien que fort décevantes au point de vue économique, le reste du Canada ne les abandonnera pas et dira toujours NON à une séparation-indépendance du Québec.

Seul le gigantesque voisin du sud pourrait forcer cette acceptation ; mais on ne voit pas qu'il devienne jamais favorable à cette coupure du Canada actuel, aboutissant à une espèce de *trialisation* du territoire continental au nord de sa propre frontière. Il ne serait neutre à ce sujet que pour un temps. Cela pour une raison toute simple, et constante depuis un siècle : le Canada, tel qu'il est, sert suffisamment bien toutes espèces d'intérêts des Etats-Unis. Ce qui comporte la proposition inverse : toute tendance déstabilisante de l'espace canadien est considéré comme un fort risque, qu'il convient d'éviter plutôt que d'avoir à la rectifier dans la suite par des moyens de force.

Elargissons encore le champ de vision jusqu'à saisir tout l'espace nord-américain. Regardons une carte physique et nue de ce continent. On aperçoit des reliefs montagneux et des voies d'eau. Portons plus d'attention aux secondes qu'aux premiers. En partant de l'isthme et de son canal, on discerne, lorsque le continent s'élargit, le cours du Rio Grande à l'oblique, qui est devenu frontière politique ; puis se dessine à la verticale la belle nervure du Mississippi et de ses affluents, dont le Missouri au cours encore plus long ; plus au nord, au bout de la chaîne des Lacs dits "Grands", c'est le troisième grand fleuve, le Saint-Laurent, qui semble s'en échapper, à la diagonale, vers l'Atlantique.

Avant de constituer l'axe de développement du Québec, le Saint-Laurent est frontière internationale : d'abord tout au long de ses cinq mers intérieures, puis, en une plus courte distance, il est encore frontière, mais fluviale maintenant, avant d'entrer aux abords de Montréal dans Terre Québec. Mais passé l'île d'Orléans, c'est pour se transformer en un interminable estuaire, qui se gonfle finalement en golfe jusqu'à la dernière île qu'il enveloppe, la province de Terre-Neuve. Tout au bout de la péninsule

de Gaspésie s'accrochent, en appendices terrestres, deux petites provinces, "maritimes" comme le sont encore plus les deux îles-provinces qu'il enserme en son golfe. Une indépendance de pleine souveraineté du Québec couperait politiquement les quatre plus petites provinces de la masse continentale canadienne.

* * *

J'ai longtemps hésité avant de départager les deux plus grands obstacles extérieurs à l'indépendance du Québec. Était-ce la proximité du plus puissant État du monde qui, après s'être fait depuis plus de trente ans le gendarme de l'univers, ne s'est jamais désisté de son rôle de tuteur protecteur dans son propre hémisphère ? Ou n'était-ce pas plutôt le fait même de l'existence de ces terres "maritimes" perdues à l'extrémité orientale du Canada ? D'un côté, excès de force mais qui ne s'emploie pas ; de l'autre, excès de faiblesse et qui crie la détresse de son isolement depuis que le Canada existe ? Un Canada-sans-le-Québec n'abandonnerait pas ses provinces maritimes ; les États-Unis ne se précipiteraient pas pour en prendre charge. *Premièrement*, le sort des provinces maritimes commanderait, *deuxièmement*, la politique canadienne du maintien de l'union, qu'appuierait, *troisièmement*, la politique américaine de consolidation de l'ensemble. C'est le sens de la chaîne causale : le facteur américain vient en troisième lieu.

J'ai parlé de déterminants géographiques et non de déterminismes politiques qui n'existent pas. L'indépendance complète du Québec reste concevable mais en faible probabilité, car ce ne pourrait être qu'à l'encontre de ces déterminants de géopolitique. Je dois probablement à ma formation d'analyste international de poser la question de l'indépendance québécoise plutôt par la périphérie que par son centre. Pour moi, la question est réglée dès qu'on la pose en centralité : le Québec, avec son peuple et sa culture, son degré de développement, pourrait parfaitement s'épanouir en indépendance ; il devrait même en poursuivre le "grand dessein" s'il n'y avait pas les insurmontables obstacles périphériques pour y parvenir. Car il y a les provinces maritimes...

Si l'on pouvait se confiner à une notion interne de notre milieu québécois, l'indépendance serait bénéfique. Elle serait déjà faite. Le Québec est au centre d'un triangle, dont les côtés sont le reste du Canada, les Maritimes, les États-Unis. Dans notre histoire, ce fut toujours quelqu'un d'autre qui garantissait notre espace extérieur : la France, l'Angleterre, le Haut-Canada et les Maritimes, les États-Unis. Notre espace

est ouvert. Quand nous disons "le Québec", nous le pensons, en première appréhension, comme fermé qu'il n'est pas, ne peut pas être. On ne nous a pas coincés dans cet espace. Après avoir exploré les deux tiers de tout le continent, nous nous sommes cantonnés à cet espace, parce que nous y étions déjà et qu'il était à nous, qu'il nous suffisait et que nous y trouvions plus de chances de durer.

* * *

Nous savons maintenant, depuis le discours de M. Lévesque à l'Economic Club de New York, ce que les financiers américains n'aiment pas s'entendre dire au sujet de l'indépendance "irréversible" du Québec, dût-elle être "tranquille". Nous savons encore, depuis tel autre discours, de M. Trudeau celui-là, au Capitole peu de temps après, ce que le président américain et les *congressmen aiment* s'entendre raconter sur le caractère "impensable" de la "séparation" du Québec. James Reston du *New York Times*, qui exerce encore un magistère d'influence comparable à celui de Walter Lippmann à ses grands jours, nous rappelait que les Américains "aiment" le Canada tel qu'il est et n'attendent rien de bon d'une dislocation éventuelle du dernier étage de l'Amérique du Nord.

Les deux centres des pouvoirs économique et politique du puissant voisin du sud, New York et Washington, ne cachent pas leurs préférences, tout en signalant qu'il s'agit d'une affaire à décider "entre Canadiens". On ne peut déduire de ces préférences nettes que des conséquences strictement ou toutes inhibitives pour le destin collectif du Québec. Mais ce serait d'un aveuglement volontaire et total que de n'en pas tenir compte ou de se comporter selon l'illusion contraire. Abraham Rotstein voit dans l'intégrité territoriale le seul élément fort de la conscience *canadian*. Les Américains pensent de même. L'espace canadien ne doit pas avoir de rupture. Il doit être continu. Des expressions comme "casser le pays", le "diviser", etc., évoquent, chez eux, les résonances menaçantes d'un grand corps politique débité en morceaux...

Une indépendance totale n'est pas qu'affaire de démembrement-séparation au pire, ou qu'affaire de détachement-*sécession* au mieux. Elle implique un réaménagement de l'espace politique dans un plus large environnement géophysique qui, lui, est invariable. Cet environnement n'est pas un conditionnement, ou un facteur variable, qui puisse être autant favorable que défavorable, selon l'aspect considéré ou la thèse à justifier et à promouvoir. Appliquée à la politique, la géographie devient une géopo-

litique du concret à double embranchement, géo-économique et géostratégique. C'est pour tenir compte de toutes ces données, autant virtualités que contraintes, que le Parti québécois d'ailleurs ne prône pas l'indépendance tout court, mais bien la souveraineté-association. Ce qui peut être illusoire comme espoir d'association est tout à fait réaliste comme jugement de situation.

* * *

Il y a une politique "étrangère" des indépendances en marche. Elle commence par la considération des voisinages immédiats qui sont ainsi les plus pressants. Voisinage du sud, les Américains ; mais aussi, à l'ouest, les Ontariens ; mais aussi, à l'est, les *Maritimers* et, singulièrement, les Néo-Brunswickois.

Pour un réarrangement fondamental qui donnerait une satisfaction optima au Québec sans trop abîmer l'ensemble canadien, il faudrait l'intervention, à point nommé, des gouvernements de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick qui, avec le Québec, constituent trois des quatre provinces d'origine. Comme le rappelait M. Hatfield lors d'une importante interview au *Soleil* (le 5 mars 1977) : "Il y a une chose qui doit être bien comprise tant à Ottawa qu'à Québec : ce sont les provinces qui ont créé ce pays." Mais comment les provinces pourraient-elles entrer dans le jeu qu'elles ignorent, qui n'est pas encore déclenché ?

Il n'existe pas entre le Québec et les deux provinces voisines que le fait majeur de la contiguïté géographique avec toute une série de conséquences inévitables. La présence des Franco-Ontariens et des Acadiens, aux frontières du Québec, impose aux trois autorités gouvernementales des devoirs bilatéraux. La politique "étrangère" du gouvernement québécois ne doit pas regarder que du côté des pôles principaux d'Ottawa et de Washington, mais aussi vers Toronto³³ et Fredericton. Peut-être serait-il même utile d'y installer des *lobbies*, ou tout au moins d'y poster des observateurs discrets mais attentifs. Recevant M. Davis en visite à Québec, M. Lévesque disait à son homologue ontarien : "On ne changera pas la géographie et le fait qu'on sera toujours des voisins. Il n'y a pas de raison pour que beaucoup de liens ne soient pas maintenus

³³ L'installation de M. François Lebrun comme représentant officiel du Québec en Ontario, au début de 1978, est la réponse à cette préoccupation. Il faudrait encore penser au Nouveau-Brunswick.

et intensifiés quoi qu'il arrive à l'avenir." Pourquoi de tels liens ne commenceraient-ils pas à exister pour préparer cet avenir ?

Il y a aussi une politique de l'espace intérieur québécois. Le Québec est un Etat environné, mais aussi enclavé, pénétré de l'intérieur. Sur la carte, il se présente comme une masse territoriale pleine, équilibrée, drainée par le "majestueux fleuve" (selon les mots du cantique de collège), bien baigné d'étendues maritimes. C'est une entité politique costaute. Faites pivoter lentement le globe terrestre en fixant le regard au passage sur quelques pays de dimensions comparables. Il se situe à une bonne dixième place : deux fois et demie plus étendu que la France, six fois plus que l'Angleterre ; il est plus vaste que le Texas ou l'Alaska, etc.

Mais sa géodémographie est d'un tout autre ordre : seulement 13 p. cent du territoire est occupé, développé ; son espace *humanisé* devient plus restreint que les espaces français et même anglais. Une carte de terres arables procure la même impression de vides immenses. Pour la plus grande totalité du territoire, c'est presque un désert nordique terminant la pointe continentale nord-est de l'Amérique du Nord.

Mais quelle étendue ! Un cercle dont le centre est Montréal touche, au sud, la frontière de la Floride pour rejoindre, au nord, la pointe de l'Ungava. Les lignes qui font communiquer Washington et New York à Moscou et Leningrad passent sur son territoire. Le Québec serait la Belgique d'un troisième conflit mondial entre les deux super-Grands.

Le territoire du Québec a des frontières contestées (le Labrador, depuis le jugement de 1927, et les îles du littoral du Nouveau-Québec) et imprécises dans le golfe (Anticosti et les îles de la Madeleine sont dans les eaux revendiquées par l'Etat central). La présence "fédérale" est partout sur son territoire : Camps, aéroports, diverses autres installations militaires ; services douaniers et postes d'entrée ; aéroports civils, chemins de fer, ports et contrôle de toute la voie fluviale jusqu'à l'embouchure, canaux, certains ponts inter-provinciaux ; services de communications, radio-télédiffusion et câblovision ; parcs fédéraux, fermes expérimentales, diverses installations d'administration fédérale ; etc.

Mon propos est de bref rappel, non pas d'inventaire. En toute propriété le gouvernement central possède plus de 600 milles carres du territoire québécois, sans compter les quelque 300 milles carrés des réserves indiennes, ni les postes d'administration fédérale des affaires des Amérindiens et des Inuits. Qu'on songe un moment au nid de

chicanes interminables qu'entraînerait tout effort du Québec pour rétablir l' "intégrité du territoire" ! En quelque hypothèse constitutionnelle...

* * *

Géopolitique, géo-économique, géodémographie ; mais aussi, géostratégie. "Cela se joue à deux", en pensant à la Voie maritime du Saint-Laurent. Justement pas ! Cela se jouerait au moins à trois, car il s'agit d'une voie internationale. Ce n'est qu'en mai 1977 que le génie militaire américain a commencé à étudier la *feasibility* d'un canal *all-American* entre les Grands Lacs et l'Atlantique. Vous y croyez, vous, à l'efficacité des moyens nassériens, comme le coulage des bateaux, lors du "coup de Suez" ? Il n'est pas besoin de se raconter des histoires de *Marines* débarquant à l'aube pour se faire des peurs...

On sait déjà à quelle école notre prestigieuse Police montée et notre belle armée, propre, propre, *propre*, sont allées ! Venu traiter des relations entre la Chine et les Etats-Unis au Canadian Club de Montréal, M. George Bush, ancien directeur de la Central Intelligence Agency (C.I.A.), s'est vu assaillir par les journalistes insistant pour savoir si des agents de la C.I.A. opéraient au Canada ou avaient entraîné des agents de la G.R.C. : "Vous perdez tout simplement votre temps en me demandant de telles précisions... ce n'est pas très poli." Mais le message essentiel passa : "Un Canada non divisé a une influence stabilisatrice et est un allié terriblement important des Etats-Unis" (les journaux du 29 novembre 1977). Il ne serait pas superflu de rappeler le fameux projet "Camelot" des années 1960.

Quand M. René Lévesque déclare au magazine U. S. *New and World Report* en septembre 1977 que "l'appartenance politique à l'O.T.A.N. ³⁴ pourrait être un impératif pour le Québec" et qu'au sujet de N.O.R.A.D. "nos doutes portent uniquement sur le coût et non sur le principe d'une défense aérienne à l'échelle continentale", il tient compte de la réalité brutale de la situation géographique du Québec. C'est le rapport nord-sud. Quand son parti continue à prôner la souveraineté-association, ou la possible variante encore plus imprécise d'une "véritable Confédération", c'est encore en tenant compte de cette réalité brutale. C'est le rapport est-ouest.

* * *

³⁴ Modèle français ?

Rien de ce qui est politique n'est, en tant que tel, déterminé à jamais : voir l'histoire universelle, y compris la toute récente, celle de l'après-guerre. Mais aucune politique n'a d'avenir, et de sérieux, en donnant tête première contre les déterminants géographiques.

La souveraineté du Québec n'est pas portée par le vent des indépendances en chaîne qui, en d'autres continents, a soufflé depuis 1945. Sans être encore hostile, l'environnement n'est pas favorable : ni au sud, ni surtout à l'ouest et à l'est.

Ce Jour-là... le Référendum
Quatrième partie. Un nouveau Canada multiple
ou des États multiples ?

Chapitre 22

Ou il est question d'espace/temps et de nombre

[Retour à la table des matières](#)

L'homme : calme et réfléchi, même l'air grave derrière les lunettes sans tour et la presque calvitie, ponctuelle au rendez-vous de la mi-cinquantaine. Le métier : professeur de *political science*, presque parfait bilingue et complètement renseigné sur l'actualité politique, justement perçue par lui comme un prolongement d'histoire. L'occasion : un repas au restaurant entre deux séances d'un colloque universitaire où je me laisse rarement entraîner et sans zèle particulier : histoire d'aller capter ce qui se dit sans avoir été écrit, ou d'espérer percevoir ce qui est le plus important dans le non-dit de ce type d'échanges.

Depuis le 15 novembre 1976, c'est nous, Québécois, qui posons les questions. Ça nous repose du machinal "What's going on in Quebec ? " ou du depuis longtemps éculé "What does Quebec want ? " C'est devenu trop facile d'inverser les questions : "What's going on in the West ?" ou "What do the Maritimes want ?"

Mon propos veut être, non pas de provocation, mais d'information sur un point précis : la façon disons un peu complaisante dont les *scholars* traitent du fédéralisme canadien. C'est pourtant chez eux que je m'instruis, tant ils comptent de spécialistes

de cette question, et quelques-uns de classe. Ils en analysent les faiblesses, les difficultés, les *short-comings*, en signalent les *deadlocks*, etc. Mais la conclusion nous laisse sous l'impression que la faculté d'adaptation des institutions et la souplesse des hommes politiques canadiens sauvent tout. La durabilité n'est-elle pas le meilleur argument pour l'efficacité pragmatiste ? Ce qui dure ne peut être mauvais. Mon attaque n'est pas allusive au "Quebec problem", elle est de front :

- Ça ne vous gêne pas de toujours rester en deçà de vos conclusions logiques ? Pourquoi ne pas dire carrément que ce fédéralisme-là est mauvais et qu'il est devenu urgent d'en changer ?

- C'est qu'il nous a toujours bien servis malgré tout.

Ce "nous", le reste de la conversation allait le préciser, est à deux dimensions - nous, *Canadians*, le fédéralisme ayant permis à ce pays d'exister, et nous, *Ontarians*, car j'avais oublié de mentionner que mon interlocuteur était d'une souche ancestrale remontant au *old British stock* de l'*Upper-Canada*. Cette explication fut servie sans pointe de cynisme ni intention de boutade, avec la froideur, pour ainsi dire détachée, d'un constat historique. Il ajoutait toutefois que bien d'autres gens au Canada ne pouvaient exprimer une telle satisfaction. Le pays est si grand !

* * *

Ne ratant aucune occasion de m'instruire, je continue à mener la conversation : en second lieu, sur le thème du "pays jeune", de la "constitution vieille" et de la symbiose politique des deux, assez peu vitalisante, ces dernières années. Nous allons d'accord en accord. Jusqu'au point où se produit le blocage sur la conclusion logique :

- Ne trouvez-vous pas que ce pays jeune risque de finir prématurément parce que sa vieille constitution a trop duré ?

- ... (regard songeur).

Le problème ne lui est manifestement jamais apparu ainsi. Pour beaucoup de *Canadians*, mentalement libérés des idées reçues sur la crise canadienne, la *chose historique Canada*, qui est pourtant bien antérieure à l'Acte de 1867, fait "tout un" avec la plus récente de ses constitutions. C'est tout comme si toucher à la tant durable constitution était menacer le Canada. Ce caractère indissociable entraîne leur confusion à eux, Canadiens anglophones à l'extérieur comme à l'intérieur du Québec. On se trou-

ve devant cette espèce d'équivalence : *Canada égale Confédération égale Canada, etc.*

Cette réduction en forme d'équation n'est que le revers, plus englobant, de notre propre confusion entre un anti-fédéralisme critique et un néo-nationalisme positif depuis 1960. Ces deux sentiments ne sont pas anti-Canada, mais anti-constitution actuelle ; nos compatriotes n'y voient qu'une menace à "leur" Canada, soit la conception qu'ils s'en font. Ce néo-nationalisme, surtout en sa pointe avancée de l'indépendantisme, s'alimente bien sûr de polémiques antifédéralistes. Mais il est aussi un anti-fédéralisme québécois qui ne prône pas l'indépendance ni même la souveraineté-association ; il explore des "troisièmes voies" et espère en un "fédéralisme renouvelé" sans trop savoir comment on pourra aborder une telle tâche. Cette seconde et fausse équation : *anti-fédéralisme égale anti-Canada égale anti-fédéralisme, etc.*, double encore l'opacité de notre inaptitude à nous entendre.

Aux deux niveaux, québécois et canadien, nous brouillons deux choses quand même distinctes. Et les propagandes rivales des péquistes et fédéralistes n'ont ni les moyens, ni le temps, de faire sauter ces deux confusions, qui les servent d'ailleurs en partie : ce n'est pas dans le feu du combat qu'on va procéder aux clarifications nécessaires. Si un jour l'expérience canadienne de deux siècles sombre en même temps que cette histoire constitutionnelle deux fois plus courte, ce désastre sera dû à l'interaction constante de ces deux confusions tenaces.

* * *

"Si quelques pays ont trop d'histoire, nous avons trop de géographie", aurait un jour lancé - ou répété - W.L. Mackenzie King, qui n'est pas passé à l'histoire pour les mêmes raisons que son contemporain, Stephen Leacock. La géographie, c'est l'Espace ; l'histoire, c'est le Temps. Avec la Puissance, ce sont les données essentielles de toute question politique ainsi *squelettisée*. Et la puissance politique commence par le Nombre.

Les nombres inégaux disproportionnent les faits ou les possibilités de puissance : la population du Canada dix fois moindre que celle des Etats-Unis, ou les Canadiens français trois fois et demie moins nombreux que les Canadiens anglais ; l'inégalité numérique fait surtout les rapports majorité/ minorité : Canadiens anglophones et Canadiens francophones, ou Québécois et *Quebecers* (distinction toute récente).

Quand une minorité dans un ensemble se met à se définir et à se comporter comme une majorité dans son sous-ensemble, elle s'engage alors dans le processus de considérer bientôt ce dernier comme son ensemble propre et naturel. De l'ordre de la quantité, il y a passage à celui de la qualité. Du et par le nombre, on arrive à l'identité. Tout nationalisme, minoritaire ou majoritaire, est *identificateur*.

Le Temps, c'est l'histoire. Encore ici, disproportionnalités : une histoire propre de quatre siècles a deux fois plus de profondeur qu'une histoire commune de deux siècles ; les rapports changeants majorité et *minorisation*, ou *minorité* et *majorisation*, ponctuent les grandes étapes de l'occupation de l'Espace et les chances d'utilisation de la Puissance. Surtout s'il y a eu dissynchronie manifeste dans les émergences des consciences collectives distinctes.

L'Espace, c'est le territoire qui, en sa dimension géopolitique, est le premier déterminant - dont on peut se servir ou qu'il faut vaincre, mais dont on ne peut jamais faire abstraction. "Nous avons trop de géographie...", disait King. L'espace géographique canadien est énorme, démesuré, presque vide : la représentation sur les cartes de Mercator en accentue encore l'étendue dans les latitudes nordiques. L'existence d'un tel espace sur la mappemonde postule la nécessité d'en assurer l'intégrité comme valeur politique première : ce que Abraham Rostein appelle le *mappism* ³⁵.

* * *

* Le Canada apparaît comme l'involontaire champion mondial de l'accumulation des paradoxes historiques. Si on devait l'expliquer sommairement, il faudrait dire que c'est un pays étendu comme un continent et, pour les neuf dixièmes de sa superficie, vide comme un désert nordique ; un pays dont les morceaux furent artificiellement rassemblés d'est en ouest, contre les impératifs géographiques accentuant, de plus en plus avec le temps, les pôles d'attraction naturelle nord-sud ; un pays né contre son seul voisin immédiat qui devint dix fois plus peuplé et trente fois plus riche que lui ; un pays qui n'a pu affirmer une indépendance graduelle, tardive et toujours timide que dans la double dépendance d'une lointaine métropole - quand était encore vrai l'adage : "Britannia rules the waves" - et du voisinage attractif de l'Etat le plus dynamique

³⁵ "What's more important : keeping Quebec on a map, or making the country work ?" sous la rubrique "The Referendum Debate", *Maclean's*, 19 septembre 1977.

de notre époque qui assume depuis vingt ans des responsabilités mondiales ; un pays qui ne s'appartient plus guère, dont les habitants apparaissent plutôt comme des locataires à bail ou des usufruitiers de leur propre domaine que comme d'authentiques propriétaires qui pourraient sans contraintes ni hypothèques faire fructifier leur bien ; un pays qui aurait pu être conçu comme une zone tampon arctique entre les deux super-États encore engagés dans la plus gigantesque lutte de puissance de l'histoire (bien que maintenant, la Chine ...), et qui, de ce fait, a failli devenir, lors de l'alerte angoissante de Cuba, l'espace aérien de leur explication ultime.

Dans ce pays continental presque vide jouent des régionalismes qui ne se connaissent guère et ne s'aiment pas plus qu'ils ne se haïssent tant est neutralisante l'ignorance mutuelle. La Colombie britannique regarde vers le Pacifique ; les provinces de l'Ouest, "grenier du monde", vers le monde entier et, depuis peu, singulièrement vers la Chine et l'U.R.S.S., où elles ont écoulé de massives quantités de blé ; l'Ontario et le Québec, véritables "sociétés industrielles", considèrent surtout leur prospérité éventuelle ; les provinces maritimes, elles, penchent vers Ottawa mais c'est surtout pour quémander après avoir constaté leur sous-développement dont elles veulent sortir avec une impatience croissante. Et ces régions, qui sont autant de pays naturels, doivent toutes regarder vers leur capitale fédérale : Ottawa, et non Washington à la prospérité combien plus séduisante ! En outre, les Canadiens se paient le luxe de deux villes métropolitaines, Montréal et Toronto, non complémentaires et inutilement concurrentes.

Un pareil pays ne pouvait avoir d'autre régime politique que fédéraliste. Et ce n'est pas parce que fédéral que ce pays est difficile à gouverner, mais c'est parce qu'il est impossible à gouverner autrement qu'il se donna une constitution d'inspiration fédéraliste. Si les difficultés de la crise canadienne tiennent surtout dans le conflit d'octroi et de jouissance des compétences fédérales à deux niveaux de gouvernement, antérieurement à ces phénomènes, c'est le caractère "monstrueux" de la "chose historique Canada" qu'il faut considérer. Deux métropoles, onze capitales, avec leur gouvernement, administration, système judiciaire, c'est, sauf la Suisse, expérience sui generis, le pays le plus (ou le moins) gouverné et administré *per capita*, en Occident tout au moins. On pense au plus grand des monstres préhistoriques, le brontosaurus, si gigantesque que, son cerveau de tête ne suffisant pas, il développa dans sa queue un second cerveau pour pouvoir la mouvoir...

Et comme si ce n'était pas assez, les deux peuples fondateurs du Canada se sont trouvés, à la suite des guerres de la Succession d'Espagne et de Sept Ans, il y a deux siècles, réduits à cette coexistence forcée de "parlant anglais" et de "parlant français" - coexistence dont on sait, depuis Guillaume le Conquérant et Jeanne d'Arc, en passant par Marlborough et Louis XIV, Wellington et Napoléon, Lloyd George et Clémenceau, jusqu'à Churchill et de Gaulle, qu'ils sont faits pour se parler et ne se point comprendre... * ³⁶

* * *

L'image globale que présentent les dimensions Espace/Temps et Nombre du Canada a quelque chose d'absurde. Mais quand on s'habitue à l'absurde, il devient tout au plus de l'étrangeté dont on n'a cure. A l'autre pôle, y a-t-il des pays rationnels ? Le bel hexagone français, les pays d'insularité ? La rationalité géohistorique ne s'appliquerait qu'aux pays qui *réussissent* par leur durée ? Pour les collégiens de ma génération qui apprenaient le Canada par les livres d'André Siegfried ("C'est presque un hasard historique qu'il y ait un pays spécial appelé Canada, distinct des Etats-Unis"), ce caractère d'absurdité du Canada était l'enveloppe où nous recherchions à placer la rationalité (ou raison d'être) du Canada français. Lors de la 46e conférence annuelle de Couchiching (Geneva Park, Ontario, août 1977), l'économiste cybernéticien américain mais d'origine britannique, Kenneth Boulding, décida de prendre à la légère la crise constitutionnelle canadienne : "J'ai toujours pensé que si le Canada pouvait exister, tout pouvait exister... Il n'y a pas d'unité religieuse, d'unité économique, d'unité linguistique. C'est tout à fait charmant. Je n'aimerais pas voir le Québec partir, parce que cela est sérieux et que la politique devrait être frivole."

Ils n'ont l'humeur ni frivole, ni encore tragique, nos compatriotes de l'autre langue. Ils sont inquiets. Il y a de quoi. Après avoir tenté obstinément d'explorer les chances de reCanadianisation de notre économie, ils ont dû dresser un procès-verbal d'impuissance : mais tant que le Canada sera libre *politiquement*... Or voilà que le Québec s'est donné un gouvernement qui menace de partir. Tout s'effondrerait. La menace de division intérieure est plus aiguë que *l'invasion* américaine de l'économie. Pour comprendre, il faut se mettre à leur place. Le président du Montreal Board of

³⁶ Ce passage entre les astérisques reproduit une couple de pages de mon livre : *Le Canada français : après deux siècles de patience*, publié aux Editions du Seuil, Paris, 1967, pp. 22-24. Il m'est paru approprié au présent développement.

Trade (et également de Hilton Canada...), M. Reginald K. Groome, déclarait en septembre 1977 à l'auditoire torontois du Rotary Club : "Nous nous devons de connaître le caractère du Canada en tant que pays. Du point de vue géographique, racial et politique, il ne ressemble à aucun autre pays au monde... La victoire du Parti québécois est la plus puissante dose d'adrénaline jamais administrée à la nation canadienne. C'est une injection qui a réveillé la nation entière. Tout à coup, nous avons pris conscience de notre réalité nationale et avons reconnu la valeur de notre héritage national. Et, tout à coup, nous avons senti que nous étions menacés de le perdre."

Le Canada, "jeune pays" qui n'a pas toujours existé, peut finir. C'était dans le potentiel de ses origines. Cette découverte fait que le Canada anglais a davantage changé que le Québec depuis le 15 novembre 1976. Il est moins sûr dorénavant que des choses semblables, "ça n'arrive qu'aux autres ! " Le Parti québécois ne devait être qu'un *splinter party*, faiblard, jugulant - démocratiquement - les inévitables mécontentements de la "province pas comme les autres" et se perdant dans le flou de ses beaux rêves. Mais on discerne encore chez les anglophones du Québec ou d'ailleurs au Canada l'espoir, pas tellement assuré, que le référendum sera battu. M. Trudeau ne parlait-il pas d'en faire une énergique opération de *clobbering* ? En attendant, deux idées fondamentales se font jour lentement :

- 1) *On ne peut maintenir, contre son gré et par la force, le Québec dans la Confédération si les Québécois en décident démocratiquement ainsi.*
- 2) *Mais le Québec ne peut dicter à ses seules conditions une association ou un rattachement quelconque au reste du Canada.*

Derrière ces deux propositions, se cache encore la Question mystère du prochain référendum, à laquelle aura à répondre le Nombre québécois.

* * *

Quand, en 1961, M. Jean Lesage se mit à parler au nom de l'"État du Québec", et non plus du "gouvernement provincial", l'essentiel de ce qui allait se passer depuis était déjà joué ³⁷. L'expression était emphatique, mais non inexacte : c'est une des

³⁷ "Le commencement est plus que la moitié du tout" (Aristote).

commodités du régime fédéral que ses composantes étant déjà des Etats - qu'on les appelle tels ou provinces, länder ou cantons -, il soit possible à des Etats fédérés de faire *sécession* sans détruire le reste de l'Etat fédéral. La prise du pouvoir quinze ans plus tard par le Parti québécois est le dernier et le plus spectaculaire des épisodes d'une même évolution. Les partis "séparatistes" des années 1960 ont fourni des appoints d'idées et d'effectifs certes non négligeables, mais l'évolution aurait suivi la même tendance générale s'ils n'avaient pas existé.

L'Etat québécois affirmait son Espace et son Nombre ; il était un produit, à point nommé, du Temps canadien français. L'Etat se substituait à la province. Les Canadiens français du Québec devenaient des Québécois. "Nous sommes des Québécois", disait la première phrase du manifeste de René Lévesque à l'automne 1967. Plus tard, les mouvements indépendantistes donneront au parti qu'ils établiront l'épithète "québécois" comme marque suffisante d'identité. L'*Option Québec* s'était donné un instrument d'action homonyme.

Canadiens sous le Régime français (à cause du *Kanada* des Amérindiens), nous devînmes Canadiens français (à cause du *French Canadians* des *British Americans* devenant *Canadians*) jusqu'à une date récente, avant de nous affirmer carrément Québécois (à cause du *Kébec*, également contemporain du *Kanada* des mêmes Amérindiens). La boucle du Temps se ferme en même temps que le Nombre diminue et que l'Espace se rétrécit ; mais l'identification se précise. Il reste les Canadiens français des autres provinces et les *Quebecers* à l'intérieur de la "Belle Province". La terminologie prévalente les a transformés en groupes résiduels, ce qui ne peut s'entendre comme quantité négligeable bien que minoritaire, car il s'agit de collectivités d'hommes. Minoritaires en leur lieu de toujours, ces hommes semblent n'avoir d'autre avenir que de ralentir une *minorisation* progressive.

L'histoire et la culture nous avaient faits Canadiens français ; l'heure venue de la politique plus entreprenante nous fit Québécois - sans cesser, du moins pas encore, d'être Canadiens en sus. Il n'y avait pas eu d'unification ni d'assimilation : ne se pose donc pas encore un problème de *libération*. Le problème, ou la crise, ou le défi, en est d'*identification* : "Qui êtes-vous, Québécois ?" ou "Voulez-vous être Québécois ?" Le "petit peuple" de Lionel Groulx était celui du Nombre affecté par le Temps. Le "petit peuple" de René Lévesque est celui du Nombre affecté par l'Espace.

L'identification laisse ouverte l'inévitable question de la *participation*. Quelle participation ? Celle de naguère, et d'aujourd'hui encore, inégale, que "fédéraliste" on nomme ? Ou celle proposée d'un tout nouveau contrat, entre sociétés paritaires, qu' "associationniste" on prétend négocier ? Les deux sociétés sont en crise d'identification : la moins nombreuse, qui prétend en sortir positivement ; la plus nombreuse, qui prend négativement conscience que le processus de son identification tarde sur sa propre histoire - tant il est vrai qu'elle s'appuyait peut-être trop, mais sans y consentir, sur la nature de la plus petite société.

Laquelle des deux sociétés a le plus besoin de l'autre pour leur identification mutuelle ? Quelles sont les conditions suffisantes, mais nécessaires, de leur avenir comme sociétés ?

Y a-t-il des temps d'arrêt pour des lieux de rencontre entre les sociétés en mal d'identification des pays incertains ?

Ce Jour-là... le Référendum
Quatrième partie. Un nouveau Canada multiple
ou des États multiples ?

Chapitre 23

Il n'y a pas *une* "troisième voie", mais tout un faisceau

[Retour à la table des matières](#)

Les Québécois sont d'une grande patience qui attendent, et pour un bon moment encore, la *question* que va leur poser leur gouvernement sur ce qu'ils souhaitent comme destin collectif. Et pourtant le parti qui a pris le pouvoir le 15 novembre 1976 est né, il y a déjà dix ans, à la première enseigne de la "souveraineté-association" qu'il n'a jamais abandonnée. La *question* aurait dû être prête depuis longtemps. Un flottement en cette matière paraît pour le moins bizarre.

Il est intimé avec raison aux Canadiens des autres provinces d'avoir à se maintenir hors de cette consultation, dont les résultats risquent tout de même de les affecter quelque peu. Pour sa part, le gouvernement central a-t-il vraiment ajouté quelque chose d'un peu substantiel à cette proposition, éclairante, que son Premier ministre lançait naguère : "Nous n'avons pas de politique au sujet de la séparation du Québec, sauf qu'elle ne se produira pas." C'était en mars 1970 ³⁸.

³⁸ À la mi-janvier 1978, M. Trudeau annonçait qu'il rendra publiques, en mars de cette année, ses propositions de réforme constitutionnelle. Ce livre aura été publié entre-temps.

Les Canadiens, dont la lenteur cérébrale leur a valu une réputation internationale imméritée ou non, sont en train de développer une *non-pensée* en matière constitutionnelle qui confirmerait cette réputation pourtant bien assise. Cette *non-pensée* a trouvé récemment de nouvelles zones de flou où pouvoir flotter. Ça s'appelle "la troisième voie" comme s'il n'y en avait qu'une. Il y a tout un faisceau de "troisièmes voies" entre les extrêmes impossibles du statu quo constitutionnel, plat et rigide, et de la séparation, brutale et sans avenir pour personne.

* * *

Mais ne consentons pas à un effet facile. Quand l'expression est tombée de ma plume au début de 1977 ³⁹, j'avais déjà tenté de commencer à balayer le champ de gauche de ces "troisièmes voies" avec la proposition d'un tout nouveau Commonwealth canadien (chapitre 17). Cette formule s'est généralisée, parfois avec sa légère variante des "troisièmes *options*". La Commission Pépin-Robarts, qui se voudrait libérale jusqu'au populisme, s'est vue assez tôt, il est vrai, ramenée à des explorations pas trop hardies, par le Premier ministre lui-même. Mais il n'est jusqu'au très grave Conseil économique du Canada, jonglant avec des hypothèses hors des orthodoxies fédérales, à avoir emboîté le pas derrière des groupes de simples citoyens ou des porte-parole de partis politiques. Dans tous ces cas, on accueille des recherches un peu plus imaginatives de "fédéralisme renouvelé" ⁴⁰ que la simple concession des "révisions et accommodements", dont avait parlé M. Trudeau devant le Congrès américain en février 1977. La "troisième voie" est devenue la tarte à la crème d'à peu près tout le monde.

³⁹ *L'Indépendance : oui, mais...*, p. 164 et plus haut, chapitre 2.

⁴⁰ Pour le professeur John E. Trent, de l'Université d'Ottawa, la notion de "troisième option" est préférable à celle de "fédéralisme renouvelé" parce que l'idée de changement y est plus accusée, qu'elle présente des avantages tactiques et psychologiques en signalant que le choix ne se présente pas uniquement entre "rester ensemble" ou "se séparer" et qu'il s'agit encore d'un processus et d'un but. Par ailleurs, l'expression comporte aussi des inconvénients : le P.Q. continuant de présenter la souveraineté-association comme une troisième option ; le risque d'oublier la présente constitution ; d'autre part, celui de restreindre cette option à la réforme constitutionnelle ("What the 'third option' really means", *The Financial Post*, 7 janvier 1978).

Magie et piège des mots ! Il en est d'honnis par un camp ou de surévalués par l'autre, tel celui, capital, de "fédéralisme", comme dans l'expression "fédéralisme renouvelé". Les péquistes se crispent lorsqu'on les appelle "séparatistes", alors qu'ils se déclarent "indépendantistes" et préféreraient l'épithète de "souverainistes", qu'il faut entendre au sens jumelé de la souveraineté-association. Ils ne proposent pas encore la sécession, qui ne serait d'ailleurs que conditionnelle à une association. Nous nous comprenons ; mais l'étranger n'y entend goutte. N'étant pas devenu un problème de substance à discuter, la notion d '"association" n'a encore donné lieu qu'à une querelle sémantique.

Les expressions de "statut particulier" ou de "statut *spécial*" (selon une nuance un peu plus privilégiée) sont devenues aussi tabou que des expressions dualistes, comme les "deux nations" (et la variante, un peu plus acceptable, des "deux sociétés" ou des "deux groupes fondateurs"), ou encore les "Etats associés" - toutes formules qui furent objets de polémiques interminables dans les années 1960. Ces expressions restent encore rattachées à des thèses et à des positions qui furent défendues et combattues âprement sans qu'on n'en ait tellement précisé, de part et d'autre, les contenus. Tant et si bien qu'il reste encore prudent, non seulement de n'en pas faire usage, mais encore de préciser que telle réforme proposée ne doit pas s'entendre comme relevant de l'une ou l'autre des expressions à proscrire ⁴¹.

* * *

D'où l'utilité de multiples et larges "troisièmes voies". De la même façon, on parlait naguère au sein du Parti libéral du Québec des "corridors idéologiques" plus ou moins extensibles en largeur et en longueur. Pour l'heure, en ce début d'année 1978, des troisièmes voies semblent s'ouvrir pour la considération de formules dites de "fédéralisme renouvelé", autant que de conceptions d' "association" nouvelle entre le Québec et le reste du Canada. De retour de son voyage en France, de novembre 1977, M. René Lévesque s'est même servi de la terminologie *fédérative* générale en prônant une "véritable Confédération", impliquant que la Confédération actuelle n'en est pas une, ce qui est exact, puisqu'elle est le régime d'un Etat fédéral, d'ailleurs fortement centralisé comme l'est toute fédération.

⁴¹ Comme le remarquait Donald Smiley dans sa critique de ma formule d'un nouveau *Commonwealth* canadien. Voir plus haut, p. 150.

On retrouve ici l'idée et le terme générique de *fédéralisme* qui recouvre à la fois le fédéralisme *interne*, celui qui est propre à l'Etat fédéral, ou fédération, et le fédéralisme *externe* ou la confédération d'Etats. Cet embranchement est simple en théorie aussi bien qu'en pratique ou que dans l'histoire. Mais pourquoi diable ! avoir appelé "Confédération" ce qui est si manifestement une "Fédération" de droit constitutionnel interne ?

J'essaie tout simplement de ne pas m'y perdre avec mon lecteur sans intention de redresser le langage en usage. Pour se comprendre en netteté tout au long, ma proposition consisterait à parler des formules de nature *fédéraliste* et des formules de nature *associationniste*. Le programme indépendantiste ou souverainiste du Parti québécois devrait nous offrir, lors de la campagne du référendum, une doctrine *associationniste*, plus élaborée que les miettes dont nous devons nous contenter encore. (A une commission parlementaire spéciale, au début de décembre 1977, M. Claude Morin annonçait que son ministère rendrait publics, à une date encore indéterminée, quatre types d'association possibles entre un Québec indépendant et le reste du Canada.)

Le projet d'un nouveau Commonwealth serait une formule de nature *associationniste*. Mais des schémas de réforme *fédéraliste* profonde sont également concevables et j'aimerais en proposer un exemple, explicite et fort suggestif.

Il est d'un autre rêveur, éveillé et sans la moindre illusion. C'est devenu un devoir civique que de troubler le ronron des officines "constitutionnelles" de Québec et d'Ottawa, dont il n'est à peu près rien sorti depuis le 15 novembre 1976. L'auteur, Anthony Westell, est de la poignée des journalistes qui comptent au Canada anglais. *Columnist* au *Toronto Star*, il est aussi professeur de journalisme à l'Université Carleton. Il publiait au début de 1977 un livre, *The New Society*, dont le propos est plus général que la réforme constitutionnelle mais qu'il n'élude pas. Je transcris fidèlement et presque en entier ses "Notes on a new constitution" ⁴².

* * *

Les droits fondamentaux de pensée, de conscience et de religion, d'association et de réunion pacifique seraient solennellement garantis dans le préambule de la nouvelle constitution, d'après Westell. En cas d'urgence, ils ne pourraient être suspendus que par le vote d'une majorité qualifiée (aux 2/3) dans les deux Chambres du Parlement.

⁴² *The New Society*, McClelland and Stewart, Toronto, 1977, pp. 55-63.

Les langues anglaise et française auraient un statut égal aux niveaux fédéral, provincial et municipal, en matière d'éducation et d'administration judiciaire, mais seulement dans les quatre provinces "fondatrices" de 1867 (Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Québec et Ontario). A ces droits humains et linguistiques s'ajouterait un droit économique contre la pauvreté, dont l'expression serait : tout Canadien reçoit un revenu qui ne serait pas moindre que la moitié de celui de la moyenne des habitants de tout le pays, à charge donc pour l'Etat de combler la différence.

Les structures de l'Etat canadien seraient révisées de fond en comble.

Le chef de l'Etat serait le président de la Chambre des communes, consacrant ainsi la suprématie du Parlement et éliminant le caractère divisif de l'institution monarchique au Canada. Mais la reine et ses successeurs seraient toujours à la tête du Commonwealth, maintenant ainsi un lien sentimental avec la Grande-Bretagne et des rapports privilégiés avec les autres pays du Commonwealth.

Le Premier ministre serait élu comme chef du gouvernement par suffrage populaire direct. Ce serait en accord avec la réalité voulant qu'on élise plutôt le chef d'un parti qu'un représentant local. Seraient éligibles à ce poste les leaders des partis qui ont déjà obtenu 10 p. cent des voix aux élections générales précédentes à la Chambre des communes. Dans l'hypothèse de plus de deux candidats en lice, l'électeur serait convié à indiquer un ordre de préférence. Si aucun candidat n'obtenait 50 p. cent du suffrage, les voix accordées au plus faible candidat seraient redistribuées aux autres candidats, selon l'ordre des préférences indiquées, jusqu'à ce qu'il se dégage une majorité de 50 p. cent pour un candidat. Pour permettre aux chefs de partis, ayant obtenu 10 p. cent du vote populaire, de siéger à la Chambre des communes, ils en deviendraient *members-at-large*, tandis que le chef de parti arrivant en second serait d'office le chef de l'opposition.

Le mode d'élection des députés aux Communes serait celui de la représentation proportionnelle que des listes fournies par les partis permettraient de compléter. Comme il est assez probable qu'aucun parti n'obtiendrait la majorité des sièges, le Premier ministre devrait s'appuyer sur une coalition. La sélection des ministres se ferait parmi les membres des Communes.

Le Premier ministre serait requis d'être présent au moins une fois par semaine pour une période illimitée de questions par les membres de la Chambre. La durée d'office du Premier ministre serait de cinq ans, à moins d'être forcé de démissionner

par un vote formel des 2/3 des membres de la Chambre. En cette hypothèse, le président de la Chambre proposerait à la Chambre d'élire le chef de l'opposition comme Premier ministre ou déclencherait lui-même des élections générales. Mais cela ne se produirait pas au moindre vote négatif : il faudrait un vote qualifié et formel à cet effet. En deçà de cette éventualité, le Premier ministre pourrait accepter les conséquences du vote négatif, ou encore refaire sa coalition et même démissionner s'il estimait que la rebuffade était assez sérieuse. Mais il n'aurait plus le privilège d'en "appeler au peuple" à sa discrétion au moment estimé favorable pour lui.

Quant aux provinces, elles continueraient d'exercer leur droit d'établir leurs propres structures et d'amender leur constitution.

Mais c'est le Sénat qui subirait les plus profondes transformations. Il deviendrait quelque chose. Ce serait la Chambre fédérale-provinciale, composée de 60 membres dont la moitié représenteraient les provinces. Les membres "fédéraux" seraient le Premier ministre assisté de 19 ministres de son cabinet. Les autres membres seraient les chefs des partis d'opposition aux Communes, assistés d'autant de leurs partisans qu'il faudrait pour que l'ensemble constitue un total de 10. La majorité gouvernementale serait deux fois plus forte que l'opposition : 20 membres contre 10. La représentation "provinciale" serait constituée du Premier ministre, du ministre des Finances et du chef de l'opposition de chaque province, pour un total de 30.

Un organisme de cette importance assumerait la gestion de l'activité économique pour assurer un haut niveau de l'emploi, des prix stables, la balance des paiements internationaux, l'abolition de la pauvreté, et une distribution équitable des revenus pour qu'un même standard adéquat des services publics soit possible dans toutes les régions du pays. A cet effet, c'est le Sénat qui aurait le pouvoir exclusif de prélever des taxes et de faire des emprunts à même le crédit public aussi bien à des fins provinciales que fédérales. Il aurait également le pouvoir de réglementer les revenus, les profits et les prix. Il aurait enfin l'obligation de distribuer les ressources entre les deux niveaux de gouvernement pour que chacun puisse assumer ses responsabilités.

Le Sénat aurait sous sa compétence les départements des Finances et du Revenu national, la Banque du Canada et le Conseil économique du Canada. Une Commission d'experts économiques, composée de responsables de ces diverses agences, devrait faire un rapport, au moins une fois par trimestre, sur l'état de l'économie et faisant des recommandations appropriées. Au moins une fois par année, le Sénat invite-

rait à des consultations publiques, avec des représentants des municipalités, des porte-parole du monde des affaires, de l'industrie et du commerce, du travail, de l'agriculture, des consommateurs et de tout autre groupe qu'il jugerait opportun d'entendre pour discuter de la politique économique.

En retour de la cession de leur pouvoir de prélèvement fiscal, les provinces obtiendraient une voix et des votes dans l'élaboration de la politique économique de l'ensemble du pays. Une formule améliorée d'égalisation des revenus fiscaux pourrait même être garantie dans la constitution.

La Chambre des Communes aurait dans le champ de sa compétence les affaires extérieures et la défense, le droit pénal, la réglementation du commerce (avec possibilité de déléguer cette responsabilité aux gouvernements provinciaux), les transports et les autres communications internes, l'immigration et la citoyenneté, les postes et autres services. Les Communes ne manqueraient pas de pain sur la planche et, à l'intérieur des limites de dépenses qu'auraient déterminées le Sénat, elles seraient, avec le cabinet fédéral, responsables de l'usage pertinent des fonds publics.

Les provinces continueraient d'exercer leurs compétences en matière de santé et de services sociaux, d'affaires municipales et de développement urbain, d'éducation et de promotion des arts, de police, d'administration de la justice et du droit civil, de réseau routier et de toutes espèces de transport intra-provincial. Il n'y aurait plus d'interférence fédérale en ces matières, bien que les provinces seraient soumises aux limites de dépense publique imposées par les décisions du Sénat. Mais pour une moitié (30 membres sur 60), des représentants provinciaux participeraient à ces décisions.

Les différends portant sur la division des pouvoirs ou sur le principe de leur allocation, qui n'aurait pas été spécifié dans la constitution, seraient à résoudre par un vote majoritaire du Sénat, sujet à un droit d'appel pour leur aspect juridique à la Cour suprême.

Les candidats à la nomination à la Cour suprême pourraient être proposés par tout sénateur, moyennant l'approbation d'un vote majoritaire au Sénat, et à ratification par les Communes et par la législature de la province où le candidat exerce sa profession.

Le Sénat et les Communes tiendraient une session conjointe au moins à tous les cinq ans pour se prononcer sur tout amendement à la constitution qu'aurait proposé un groupe d'au moins dix membres de l'une ou l'autre Chambre. Les amendements qu'aurait approuvés un vote majoritaire des membres des Chambres en session conjointe

seraient ensuite proposés à l'approbation des législatures des provinces. L'amendement deviendrait en vigueur par accord unanime de toutes les législatures. Si l'amendement ne recevait l'accord que d'une minorité des législatures, il serait soumis à l'approbation d'un référendum. Il serait considéré comme défait s'il était rejeté par une majorité des provinces.

* * *

Telle est donc l'esquisse de cette *do-it-yourself constitution* du journaliste Anthony Westell, dont je viens de transcrire les principaux passages presque littéralement. L'auteur conclut : "Si le lecteur a été provoqué au point de poser cent questions, de soulever un paquet d'objections, de penser à une douzaine d'améliorations - tant mieux !"

Si je me suis donné l'agréable peine de présenter ce plan, ce n'est pas pour y aller de mes "questions", "objections" ou "améliorations", qui nécessiteraient une fort longue discussion. C'est pour réagir contre cette inertie de la pensée constitutionnelle qui n'est que trop évidente dans onze gouvernements canadiens. L'un est obsédé par le souci de "faire bonne figure" lors de la première épreuve du référendum ; les dix autres n'ont de préoccupation que de lui faire "perdre la face" en réglant, une fois pour toutes, le compte de ces méchants "séparatistes qui veulent détruire le Canada".

Les véritables destructeurs du Canada seraient peut-être ceux qui sembleraient prêts d'en accepter le sacrifice pour prolonger une constitution qui ne mérite pas tant. Peu de temps avant sa mort, le regretté Jean-Charles Bonenfant confiait : "On a été un peuple de paresseux au point de vue constitutionnel."

Le journaliste Westell n'est pas motivé par le souci de régler le "Quebec Problem" dont il parle le moins possible, écrivant d'ailleurs avant le 15 novembre 1976. Il sait seulement que le fédéralisme canadien a tout donné - et même un peu plus - de ce qu'il pouvait. Et qu'il faudrait le refaire de fond en comble, même si le Québec ne posait pas un problème spécifique. D'où ce plan, hardi, qui vise à combiner les avantages des régimes parlementaire et présidentiel dans de nouvelles formes rééquilibrées de représentation fédérative.

* * *

Si le journaliste et l'universitaire ne font pas oeuvre d'invention, ce n'est pas des politiciens et bureaucrates qu'il faut l'attendre. La responsabilité pressante des dossiers quotidiens dévore l'attention fractionnée des hommes politiques. Ils ne sont pas en situation favorable pour renouveler leurs schèmes - routiniers - de réforme comme d'action : c'est leur excuse ou alibi, mais souvent aussi notre dommage.

Ce Jour-là... le Référendum
Quatrième partie. Un nouveau Canada multiple
ou des États multiples ?

Chapitre 24

Et si les autres provinces se mettaient à parler... ? *

[Retour à la table des matières](#)

Le référendum gèle pour l'heure toute espèce d'initiative de réforme constitutionnelle. Normalement, il devrait être déclencheur de quelque chose : est-ce si sûr ? J'opinerais plutôt que son résultat imprécis n'apportera guère de changement, si ce n'est peut-être d'amener la conviction générale que, désormais, il *faut faire quelque chose*. C'est ce qui manque encore à l'heure actuelle. Posons en hypothèse un résultat incertain ou équivoque du référendum et cette conviction nouvelle, généralement partagée, qui en sortirait.

Que font des parties engagées dans une situation conflictuelle dont elles veulent sortir, que ce soit en relations internationales ou en relations de travail ? - D'abord, elles se sont dénombrées et correctement identifiées, surtout si le conflit est confus et multilatéral. Elles commencent ensuite les négociations en pointant les questions, fussent-elles mineures, sur lesquelles il y a un accord présumé ou très peu de divergences pour en discuter en priorité, se réservant pour plus tard l'examen des questions plus contentieuses et ardues et, ainsi, jusqu'à l'accord global laborieusement recher-

* *Le Devoir*, 16 février 1978.

ché. La mise entre parenthèses et l'établissement de moratoires empêchent une détérioration de ce qui est acquis en attendant des situations plus favorables pour la négociation à venir des points litigieux demeurés en suspens.

Il est sûr qu'il n'y a rien à attendre de bon d'une polarisation croissante entre un gouvernement provincial sécessionniste et un gouvernement central responsable du maintien de la fédération. Rien de bon non plus à attendre du mode, maintenant éculé, des conférences fédérales-provinciales, où le Québec ne veut plus avec raison se présenter à un *contre* neuf pairs et un supérieur hiérarchique.

Puisque ce sont "les provinces qui ont fait le Canada", selon le mot de M. Hatfield, pourquoi, de la même façon, ne commenceraient-elles pas, *entre elles*, à le refaire ?

Par un moyen qui existe, *les conférences inter-provinciales travaillant en organes pré-constituants*. Je ne crois pas aux diverses formules de constituantes populaires : on n'en sortirait jamais. Lancées il y a presque un siècle, en 1887, par les Premiers ministres Oliver Mowatt, de l'Ontario, et Honoré Mercier, du Québec, les rencontres interprovinciales avaient montré leur utilité à une première phase difficile de la jeune Confédération de 1867. D'autres conférences eurent lieu en 1902, 1910, 1913, 1926. Relancées sur une base annuelle au début de la Révolution tranquille, elles permirent d'amortir certaines difficultés de coordination administrative entre les provinces, tout en fournissant un lieu de discussion utile avant de porter doléances et critiques au père de famille. Il n'y eut d'ailleurs pas de coalition pour des manoeuvres de front uni ou de *gang up against Ottawa*. Elles n'eurent toutefois pas l'influence de la Conférence des gouverneurs d'Etats aux Etats-Unis, notre fédéralisme en dénivèlement ne le permettant guère.

Quels pourraient être leurs avantages, comme moyen de travail préconstituant ? Le premier est d'évidence : en ces préliminaires, il n'y aurait pas de pouvoir hiérarchique, celui du mainteneur de l'ensemble (mais qui y déléguerait certes ses observateurs). La discussion serait informelle, à huis clos si nécessaire, travaillant d'abord sur des schémas et dossiers de moindre complexité.

Ce serait une conférence entre pairs visant principalement à dégager des points de vue de convergence avant de prendre note des divergences, non encore susceptibles d'évoluer en conflits à ce premier niveau inter-provincial. Ma proposition n'est pas

nouvelle : la conférence inter-provinciale de l'été 1975, tenue dans la capitale de Terre-Neuve, avait déjà amorcé un premier dialogue inter-provincial sur la révision constitutionnelle. Il avait eu pour suite l'échange de lettres entre le Premier ministre de l'Alberta et le Premier ministre du Canada quelques semaines avant le 15 novembre 1976.

Qui pourrait en prendre l'initiative ? - Le Premier ministre de l'Ontario, comme ce fut le cas en 1967 pour la "Conférence sur le Canada de demain/The Confederation of Tomorrow" ? Le Québec et l'Ontario, les deux grandes provinces du Canada central ? Ou les quatre provinces qui furent à l'origine de la constitution actuelle ? Ou les deux provinces contiguës au Québec, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick ? Ou l'Ontario, conjointement avec une province de l'Est et de l'Ouest ? Ou... d'autres combinaisons ? - Chose certaine, ce ne peut pas être l'initiative du Québec seul, à cause de la spécificité de son cas. Le Québec ne devrait pas y apparaître quémandeur d' "alliées" éventuelles, non plus que comme unique provocateur-réacteur de points de vue à faire émerger, dans ce type de rencontres procédant de principes paritaires.

* * *

Imaginons quelles pourraient être les premières rondes de conférences inter-provinciales répétées en matière de révision constitutionnelle fondamentale. A la première rencontre, le gouvernement du Québec soumettrait "en grande première" (tenant compte des résultats alors connus du référendum) son projet d'ensemble dont on peut présumer qu'il serait au moins *puissamment autonomiste si ce n'est carrément associationniste*. Ce projet global serait alors rejeté par toutes les provinces, mais cette unanimité même, qui n'est pas celle d'un bloc antagoniste, laisserait voir, dans l'exposé des différents motifs du rejet, des sympathies ou des concordances partielles qu'il ne serait pas gênant à ce niveau d'avouer. Il s'agirait d'abord de prendre acte. Mais qui aurait unanimement refusé serait au moins dans l'obligation de faire une proposition de rechange.

Comme dominerait encore le sentiment d'urgence qu'il *faut faire quelque chose*, on prendrait un nouveau départ pour la détermination de ce que toutes les provinces, ensemble, veulent comme révisions constitutionnelles. Il serait assez improbable qu'avec l'accord du Québec ce maximum aille très loin, quoiqu'on pourrait avoir des surprises ; mais, sans le Québec en seconde approximation, on atteindrait un plus haut

plateau de convergences. Il y a fort à parier que ces premières compilations laisseraient voir une variété d'alignements à côté de celui du "neuf *contre* un" sur d'importantes questions de substance. Se discerneraient des alignements du deux, trois ou quatre provinces *contre* sept, six ou cinq en rapport à tels ou tels problèmes spécifiques. On pourrait prendre la mesure du degré de *régionalisation* effective permettant l'éventuelle fusion des provinces des Prairies et des Maritimes.

Saisie de ces représentations diverses par le président de la conférence, la capitale fédérale prendrait note de l'étendue et de la nature des accords selon les alignements clairs qui se seraient dégagés :

- 1) à l'unanimité des dix provinces ;
- 2) à la pluralité sans le Québec ;
- 3) à la pluralité avec le Québec.

Le gouvernement central serait en porte-à-faux de rejeter en bloc la première catégorie d'accords, désormais base minimale de futures négociations. Il serait également mal venu de ne pas porter une attention toute spéciale aux accords de la troisième catégorie. Les accords de la deuxième catégorie laisseraient voir la liaison particulièrement cruciale à combler progressivement entre les deux paliers distincts et dont le Québec prétendrait faire une synthèse toute particulière.

À la rencontre subséquente (à moins que, dans l'intervalle, un nouveau référendum... ?), le gouvernement du Québec tenterait de se faire plus persuasif en vue d'obtenir l'unanimité au sujet des accords de la troisième catégorie, obtenus à la pluralité, y compris le Québec. Il lui serait demandé en contrepartie de se montrer lui-même plus souple en rapport aux accords de la deuxième catégorie, obtenus sans lui.

Il se serait produit, bien sûr, des accrochages, des taches d'ombre, des convergences ambiguës et des renvois dans le dégagement de ces majorités changeantes. Mais on serait entre égaux et un désaccord clairement avoué ne mènerait pas plus à une impasse qu'à un *bargaining* forcené puisqu'il ne serait pas imposé de conclure à tout prix. C'est la règle des ententes lentement cumulatives, fût-ce sur des points mineurs, car prévaudrait toujours le principe du *il faut faire quelque chose* pour empêcher l'éclatement de tout le système, ce dont sont conscients tous les participants.

Tout au long, le gouvernement-central-mainteneur aurait veillé au grain, mais positivement et en discrétion. Il observerait, mais *se tairait*. Il n'aurait plus la possibilité de jouer des incohérences et mésententes dans cette famille turbulente dont le manque d'union ne proviendrait pas que du plus noir des moutons de la famille. Le *pater familias* devrait se faire lui-même à cette pédagogie de la première conciliation *sans* lui et abandonner au moins pour un temps ce lourd magistère de l'instigateur autoritaire, ou qui le paraît, parce qu'en situation de pouvoir faire usage du dernier mot. Il aurait aussi à dire clairement, pour sa part, *lorsqu'on le saisisrait du travail accompli*, ce qu'il serait prêt à accepter dans la redéfinition globale de son rôle.

Il lui serait reconnu a priori une plus grande autorité gouvernementale qu'au primus *inter pares*, mais ce ne serait plus celle du premier, constant et dernier *légitimateur* qu'il monopolise trop volontiers. En tout cas, sans lui, plus de chemin pourrait être parcouru aux phases initiales et exploratoires. Il n'apparaîtrait plus constamment juge et partie en toutes espèces, ce qui le gêne lui-même à la fin. Le rôle de mainteneur ultime n'est soutenable que par celui de médiateur, intermédiaire et à succès.

Que si l'on objecte que ces divergences et convergences sont déjà bien connues, que ces zones de désaccords et d'ententes ont été précisées par quinze ans de relations fédérales-provinciales, parfois houleuses et toujours frustrantes pour à peu près tout le monde, la réponse est triple. D'abord, cela fut vrai mais dans et par un mauvais instrument de négociations, en dénivèlement constant d'un gouvernement "supérieur" et de dix autres "inférieurs", et ces derniers fort inégaux entre eux selon toute une série de différences régionales, économiques, géographiques et surtout culturelles, pour le cas unique du Québec. Ensuite parce que l'impulsion venait presque toujours de qui parlait, ou prétendait parler, au nom du tout, où aucune des parties ne se trouvait totalement à l'aise ni en authenticité d'elle-même. Enfin parce qu'il n'y avait pas alors la nécessité, enfin ressentie en cette période post-référendaire, qu'il *faut faire quelque chose* avant qu'il ne soit trop tard ⁴³.

⁴³ On pourrait aussi objecter le ratage des "accords de réciprocité" en matière linguistique, proposés par le Premier ministre du Québec à la conférence de Saint Andrews à l'été 1977, comme preuve du non-vouloir des provinces anglaises à négocier sur une matière aussi vitale que la langue. Souvenons-nous du contexte particulier : en pleine bagarre de la Loi 101. C'était "de bonne guerre" que cette astuce québécoise en l'occurrence, comme devenait inévitable l'unanimité des réponses négatives. Une même question, envisagée dans le contexte plus favorable imaginé ici, pourrait subir un tout autre sort. C'est même un excellent exemple du

Pour exprimer cette dynamique nouvelle, je suis assujetti à un langage très schématique pour des raisons de concision. J'espère avoir tout de même réussi à faire comprendre qu'un tel mode de consultations serait la seule chance d'aboutir, en cercles concentriques de plus en plus larges, à des accords de principe entre les provinces elles-mêmes. Elles ne référerait à Ottawa que lorsque des résultats significatifs seraient atteints entre elles et qu'il serait devenu indispensable de consulter le pouvoir central sur ses propres dispositions et réévaluations pour pouvoir continuer à procéder. La ronde finale des négociations entre tous les gouvernements ne s'ouvrirait que lorsqu'on aurait atteint un plateau suffisamment ferme de convergences réelles. Si l'on devait marquer des temps d'arrêt, ce serait sans avoir toujours à repartir à zéro.

Tout cela ne serait possible que si ne s'atténuait pas trop tôt la conviction commune du *il faut faire quelque chose*, avec la claire conscience qu'un fédéralisme peut graduellement se refaire à la base et que ses institutions, inadéquates à l'origine, requièrent une sérieuse cure de rajeunissement après plus de 110 ans de "bons et loyaux services" ! Je doute toutefois qu'on puisse, par ce que j'appellerais cette refédération *d'en bas*, aller aussi loin que le regroupement régional des petites provinces ou qu'à une structuration aussi radicale des institutions centrales ainsi que le propose le schéma Westell du chapitre précédent. Mais tous les gouvernements devraient prendre leurs risques, savoir qu'ils ne pourront pas tous conserver ce qu'ils ont déjà et ne pas s'attendre à ce que toutes espèces d'innovations leur soient, en tout, bénéfiques ⁴⁴.

Il faudrait surtout que le gouvernement québécois soit mis en situation de pouvoir jouer à fond la carte d'un "fédéralisme - vraiment - renouvelé". Il faudrait qu'elle lui apparaisse une *bonne carte* dans cette conjoncture post-référendaire imprécise mais où il n'apparaîtrait pas défait. Quel que soit ce gouvernement, il n'aurait pas à abdiquer à jamais les aspirations légitimes d'un peuple majoritaire chez lui et en *conscientisation* croissante de lui-même. Et si l'entreprise de la *dernière* "dernière chance"

type de négociation que les provinces devraient avoir d'abord entre elles, et exclusivement.

⁴⁴ Les gouvernements provinciaux devraient jouir d'une large compétence discrétionnaire à l'occasion de ces rondes de conférences inter-provinciales : les Assemblées législatives ne seraient amenées à se prononcer que lorsqu'il s'agirait de conclure des accords constitutifs avec toutes les autorités publiques en cause. Ces gouvernements et ces assemblées pourraient même être tentés de recourir aux consultations référendaires... Il ne faut pas se dissimuler ce second type d'obstacles à vaincre.

ratait, ce gouvernement serait en bonne position pour convaincre ses commettants qu'il n'y a plus d'autre issue que la souveraineté inqualifiée ou totale. Il ne resterait plus qu'à proposer le pari que l'association, conditionnante de la souveraineté et refusée a priori, serait bien obtenue tôt ou tard grâce à "la nature des choses" nord-américaines. Mais ce ne serait pas un scénario de moindre difficulté pour tout le monde...

* * *

L'idée maîtresse est l'existence des troisièmes voies non utilisées, bloquées même actuellement par la détermination, fort compréhensible, du gouvernement québécois à ne pas s'engager dans quelque espèce de négociation constitutionnelle dissymétrique et ambiguë jusqu'à la tenue du référendum annoncée pour la fin 1978 ou, plus probablement, au début de 1979. Mais, un jour, ce référendum aura eu lieu. J'ai émis l'hypothèse qu'il n'aurait pas apporté de changement majeur si ce n'est la création d'un esprit nouveau alimenté, de part et d'autre, par l'impératif, enfin pressant, du *il faut faire quelque chose*.

Entre ce référendum et les élections québécoises à venir (et un nouveau référendum ?), les forces fédéralistes, ayant utilisé au maximum l'argument de la *non-association*, et en ayant même abusé, se seront vues forcées d'annoncer des révisions de substance pour la survie du régime. C'est à cette jonction, tout inédite, que ce mode de consultations suivies au niveau inter-provincial pourrait devenir le premier instrument de cette refédération *par en bas* avant que ne s'enclenchent les négociations constitutionnelles proprement dites. Celles-ci pourraient procéder à partir d'un schéma de consensus sur un certain nombre de questions importantes. On aurait cerné, et même pesé, les difficultés pendantes.

Les matières à réformer sont de trois ordres :

- rénovations des institutions fédérales, principalement les centrales ;
- modifications des processus de fonctionnement entre les niveaux de gouvernement ;
- transferts et réallocations des matières déterminant des champs de compétences, ce qui est probablement le point crucial.

À chaque ordre de ces questions, il est des accords possibles à explorer selon la triple gradation des catégories dont il a été question plus haut : à l'unanimité des provinces, à la pluralité sans le Québec, à la pluralité avec le Québec.

* * *

L'histoire des relations inter-provinciales depuis une vingtaine d'années signale quelques exemples de ces possibilités. Il ne serait surtout pas *interdit d'inventer* : le champ est large entre, par exemple, les suggestions du schéma Ottawa-centriste d'Anthony Westell et celles de la formule québéco-centriste d'un nouveau Commonwealth... La polarisation Québec/Ottawa actuelle, la multiplication de leurs rejets mutuellement exclusifs, semblent voiler une situation de fond, faite de virtualités diverses, quoiqu'elles seraient encore risquées et pour le Québec d'abord.

Le référendum québécois est la première initiative de toute notre histoire politique pour déclencher une procédure *d'en bas* de révision constitutionnelle. L'événement sera-t-il assez gros de conséquences pour qu'on se convainque enfin du *il faut faire quelque chose* ?

Ce Jour-là... le Référendum
Quatrième partie. Un nouveau Canada multiple
ou des États multiples ?

Chapitre 25

Le supplice de la question (inconnue)

[Retour à la table des matières](#)

Nous aurons donc un référendum. Tant que nous ne saurons pas la question qui nous sera posée, votre spéculation au sujet de la grande consultation vaut la mienne et vice versa. Comme tout le monde, nous croyons en la nécessité de l'événement, d'ailleurs craint autant qu'espéré pour toutes sortes de raisons. Il y aura un référendum pour une *investiture* nouvelle ; il en avait été décidé ainsi pour qu'on puisse parler et s'occuper d'autres choses d'un immédiat plus pressant. Après le "bon gouvernement", corollaire numéro un de la prise du pouvoir, ce sera le numéro deux : la consultation référendaire sur le destin collectif. Il importe que le référendum ne soit pas l'opération "sauvage" qui s'annonce.

Un parti politique indépendantiste, né avec le syndrome de Castor et Pollux (*Castor* : la souveraineté ; *Pollux* : l'association), a pris le pouvoir après s'être expressément engagé à ne pas faire immédiatement la sécession. Pour l'étape suivante, il nous demande loyalement notre permission. Mais qu'est-ce qui dominera dans la question : Castor-la-souveraineté ou Pollux-l'association ? - A cause du jumelage congénital, ça semble ne pouvoir être que les deux en une seule question : la souveraineté *en même temps* que l'association.

- Un moment", répondent ceux qui auraient à reconnaître la souveraineté et à accorder l'association, "c'est l'une ou l'autre, certainement pas les deux en même temps. Faudrait d'abord se mettre d'accord sur la souveraineté ; nous verrons ensuite pour l'association. Mais on peut vous dire tout de suite qu'il n'y faut pas trop compter, en fait, pas du tout ! "

- "Ce n'est pas si sûr", répondent ceux du pouvoir plus que jamais souverainiste *et* associationniste. "Le sophisme est de votre côté. Nous ne voulons pas la simple sortie d'un mauvais régime ; nous voulons, par cette sortie, entrer dans un nouveau avec vous. C'est d'une belle logique et d'un réalisme qui va à son terme positif. D'ailleurs, ce que vous faites semblant de ne pas admettre, le peuple, lui, le comprend de plus en plus. Nous allons d'ailleurs l'interroger. Vous risquez d'avoir des surprises. D'ailleurs, nous verrons bien."

Nous sommes en une situation probablement inédite dans l'histoire constitutionnelle. "Souveraineté" tout court, "association" tout court, ce ne sont déjà pas des concepts simples, du langage courant, d'évidence : on est *souverain* par rapport à qui ou quoi ne l'est pas ; on est *associé* avec quelqu'un ou avec quelque chose. Mais le couplage des deux termes est encore plus subtil, même en théorie pure lorsqu'on n'a pas à considérer un cas historique déterminé. C'est une question en forme d'antithèse, d'une nature assez "intellectuelle".

Posée à l'ensemble d'une population, celle-ci aura à répondre par un "Oui" ou un "Non" global, et non pas par telle forme d'association en rapport à tel dosage de souveraineté. Sur cette exigence d'une réponse simple, à l'affirmative ou à la négative, MM. René Lévesque et Robert Burns se sont dits d'accord avec MM. Pierre Elliott Trudeau et Marc Lalonde. Mais pendant que ces messieurs se mettent mutuellement en garde sur le libellé de la question, nous, "on attend". On attend de savoir le *quoi* et le *quand* de la question, si nous commençons à nous douter un peu du *pourquoi* d'une pareille interrogation...

Il n'y avait que nous, Québécois, pour nous mettre dans des situations pareilles ! Spéculer ou conjecturer sur "la Question" est devenu la principale préoccupation politique au Québec : tout s'y rapporte, en découle ou s'en trouve partiellement paralysé. Et selon la réponse qui y sera finalement donnée, tout risque d'en être transformé par l'établissement de nouvelles grandes règles du jeu, ou peut-être même par l'entrée

dans un nouvel univers politique. L'histoire le révèle : un référendum sur l'indépendance, ça se gagne toujours, enfin presque.

Quand un gouvernement décide d'un référendum ou d'un plébiscite, c'est avec la certitude de l'emporter. Ici encore, nous faisons exception. Nous allons assister au phénomène d'un gouvernement qui, de son propre chef, décide d'un référendum sur l'indépendance en sachant fort bien qu'il n'est pas du tout sûr de le gagner, du moins cette fois-ci, car subsiste la possibilité d'un deuxième, puis d'un troisième - comme au jeu de saute-mouton électoral, si le gouvernement a été reporté au pouvoir à chaque fois.

La campagne du référendum qui s'annonce passionnée et passionnante, sans quartier à cause de l'importance de l'enjeu, aura déjà donné lieu à une bonne dizaine de polémiques jusqu'à ce jour. D'abord, à l'intérieur du Parti québécois, à l'automne 1975 : dernière d'une série de querelles sur l'"étapisme", marquée par l'argument massue (comment faire l'indépendance sans prendre le pouvoir ?) et la mise au pas des derniers "chiqueux de guenilles". Après la prise du pouvoir : toute une série de discussions vives portant sur l'utilité ou l'inutilité (M. Biron) d'une pareille consultation ;

- sur le moment opportun de la tenir (entre deux élections générales, les fédérales et les québécoises ?) ;
- sur la répétition d'autres consultations si le résultat de la première n'est pas satisfaisant ;
- sur le doublage ou court-circuitage par un référendum du gouvernement central ;
- sur le principe d'une loi générale des référendums ou d'une loi spéciale pour ce référendum-là ;
- sur les diverses réglementations légales portant sur les modalités de la consultation ;
- sur les dispositions financières en rapport aux dépenses des deux camps des opposants ;
- sur la validité et la portée de cette consultation au-delà du simple sondage d'opinions ;

- sur les conséquences socio-économiques dues à une consultation estimée trop tardive, etc.

Sans parler de l'obligation morale de démissionner que fait M. Trudeau à M. Lévesque (en désaccord) s'il perd *son* référendum, alors que lui, M. Trudeau, démissionnera s'il s'estime perdant dans une consultation qui n'est pas la sienne. Au principe de tous ces échanges plus ou moins vifs et, pour ainsi dire, les surplombant, c'est la lutte fondamentale au sujet de la fameuse Q U E S T I O N mystère.

* * *

Bien que le problème soit passablement entremêlé, il faut partir de *l'hypothèse d'un effet clarificateur du référendum*. Et pour cela, le clan des opposants exige que la Question soit précise, courte, sans faux-fuyant. Est-ce suffisant ? La vie courante le révèle à tout propos : des questions claires - trop - n'entraînent-elles pas parfois des réponses portant à la confusion selon des interprétations divergentes ? L'exigence de la clarté sur un objet complexe ne consiste-t-elle pas à poser une interrogation plus élaborée ou complexe, ce qui ne veut pas dire "compliquée" à dessein ou involontairement ? Compte tenu de tous les éléments de la situation, qui ont fait que nous en sommes rendus là, comment imaginer une question claire et précise autrement qu'à plusieurs éléments ? Par exemple, examinons la suivante à double palier et à triple embranchement pour le second palier :

1) Accordez-vous le mandat au gouvernement actuel du Québec d'entamer avec le gouvernement central d'Ottawa des négociations devant porter sur un nouveau statut constitutionnel du Québec ?

Une seule réponse : A) oui :

B) non :

Si vous avez répondu "non", ne vous occupez pas de la sous-question qui suit.

2) Si vous avez répondu "oui" à la question précédente, pour quel statut le gouvernement du Québec devrait-il mener ces négociations ?

Une seule réponse :

- A) pour un statut de pleine souveraineté :
- B) pour un statut propre (distinct de celui des autres provinces) au sein d'un fédéralisme renouvelé :
- C) pour un statut de souveraineté assortie en même temps d'une association économique avec le reste du Canada :

Cette question à éléments multiples, donc complexe, semble claire en ramenant en ordre logique toutes les données du problème. Au palier 1, la sous-question est, sinon impérative, du moins *habilitante*, par la notion de "mandat". La réponse par oui recommande d'entamer ces négociations ; celle par *non* enjoint de n'en rien faire et, en ce cas, la sous-question du palier 2 n'a pas de pertinence. Cette réponse à la négative n'implique pas une acceptation étroite d'un statu quo constitutionnel figé, car tout le monde, y compris le gouvernement central, trouve désirables des changements institutionnels. Comme ces changements prônés par le gouvernement central auront été explicités lors de la campagne du référendum, la réponse par *non* laisse présumer que le votant s'en satisfait ou qu'il préfère la solution prônée par le Parti libéral du Québec lorsque celui-ci aura une pensée constitutionnelle.

La sous-question 2 énumère trois types d'objectifs à poursuivre dans les futures négociations. Il semble n'y avoir rien ici d'impératif ni même d'habilitant : il s'agit d'*indications*, d'une préférence exprimée par le citoyen, encore que la réponse à la sous-question 2-A, par son caractère absolu, semble commander au gouvernement d'aller au bout de la logique de l'indépendance. En effet, cette sous-question 2-A devrait rallier tous les indépendantistes, non conditionnels et irréversibles, constituant ce noyau dur qui oscille autour de 15 à 20 p. cent depuis quelques années dans les divers sondages.

La sous-question 2-B recevrait l'assentiment de nombre de nationalistes québécois qui, depuis une quinzaine d'années, réclament une plus grande autonomie de décision pour l'État québécois sans sortir du régime actuel à condition que s'affirme un "fédéralisme renouvelé". L'octroi d'un statut *propre* en serait une preuve. (On a évité soi-

gneusement l'expression de statut "particulier" ou "spécial" à cause des fâcheuses tonalités que les expressions avaient dans le passé.) C'est la sous-question la plus sécuritaire des trois, demandant de renouer avec une tendance qui avait cours dans les années 1960. A cet égard, elle serait susceptible de rallier l'adhésion d'un grand nombre de citoyens non indépendantistes (2-A) et non associationnistes (2-C).

La sous-question 2-C demande d'approuver la ligne officielle du programme du P.Q. Elle est plus hardie que la sous-question 2-B d'un "statut propre" mais moins que la sous-question 2-A d'une indépendance totale et inconditionnelle. Sur le plan de la logique pure, elle est aussi la plus attaquable : souveraineté d'abord, association ensuite, ou les deux en même temps en une forme de *package deal* à la vérité assez lourd à négocier. On peut faire confiance aux forces fédéralistes : elles en auront démontré la grande part d'ambiguïté et surtout d'illusions ! C'est toutefois ce type de question qui rallie le plus grand nombre de partisans parmi les citoyens qui rejettent le régime fédéral actuel, ainsi que le démontrent, de façon répétitive et concordante, nombre de sondages récents (aux environs de 40 p. cent).

On peut lire avec clarté cette question élaborée et complexe, qui semble tenir compte des options principales. Peut-on en faire autant des réponses ? La seule réponse absolument claire serait le oui ou le *non* à la sous-question 1. Elle départagerait ceux qui, approuvant ou interdisant le principe de ces négociations, condamnent ou supportent le régime actuel (avec ou sans ses promesses de rénovation). Pour que la réponse reste complètement claire, il faudrait qu'elle ne soit pas suivie de la sous-question 2 avec son triple embranchement. Claire, la réponse à 1-A serait toutefois incomplète et finalement imprécise.

Mais ce que les trois sous-questions 2 apportent de précision a pour inconvénient une perte de clarté. D'abord, la gradation de plus grande "indépendance" allant de la sous-question B puis à la sous-question C, puis à la sous-question A, risquerait de n'être pas perçue par beaucoup de votants. En outre, les sous-questions A et C contiennent l'idée fort abstraite de "souveraineté". Enfin, la distinction entre les sous-questions B et C est claire sur le papier ; mais on pourrait trouver difficile à discerner un statut de souveraineté-association simultanées avec un statut propre pour le Québec si le fédéralisme est suffisamment "renouvelé".

On voit donc que les réponses à donner ne peuvent être mutuellement exclusives si les sous-questions 2-A, B, C ne se distinguent pas suffisamment en *trois régimes*

réels. Finalement, comment interpréter les résultats ? Si les oui à la sous-question 1 l'emportent, c'est une victoire pour le gouvernement du Québec ; mais si, parmi ces votants à l'affirmative, un faible nombre se retrouvait dans la réponse à la sous-question 2-C - qui est le programme péquiste officiel -, serait-ce encore une "victoire" ?

On voit assez par ce petit exercice de clarté-précision que *ce qui est gagné en précision dans les questions est perdu en clarté dans les réponses et réciproquement*. C'est en tenant compte de cette contrainte qu'il faut établir qu'il n'y ait qu'une seule question pour que les réponses qui lui seront faites soient clairement lisibles par oui et par *non*. Mais, inévitablement, la question manquera de précision. Il faut qu'un référendum soit gagné ou perdu. Qu'on puisse dénombrer les *pour*, les *contre*. On ne peut éviter certaine imprécision de la question pour que la réponse soit clairement lisible. Mais, s'entend, pas n'importe quelle "imprécision"...

* * *

Il est des questions *claires mais imprécises* parce que trop vagues. Du genre : "Etes-vous pour la séparation du Québec ?" (exemple donné par M. Claude Morin pour la récuser). Ou du genre : "Est-ce que le Québec devra oui ou non faire partie du Canada ?" (exemple donné par M. Pierre Elliott Trudeau pour l'approuver). Ces types de questions portant sur la séparation, comme voulue pour elle-même, n'ont aucune pertinence dans la situation. Une variante, proposée par lui-même, de la question de M. Trudeau lui donne une tournure moins négative : "Est-ce que le Québec devra oui ou non être un pays indépendant ?" Il y a dans cette question un maximum de clarté et un optimum de précision car l' "indépendance" politique, concept positif par rapport à celui de séparation, est encore plus ambigu et extensible que celui de "souveraineté" juridique. Pour que la question ait autant de précision que de clarté, il faudrait qu'elle soit formulée comme la sous-question 2-A en évoquant un "statut de pleine souveraineté" (sous-entendu, au sens du droit international).

On ne s'étonne pas que les camps qui vont s'affronter veuillent tirer du référendum le maximum d'avantages politiques. Mais pour être démocratique, la consultation doit être loyale et juste avec un maximum possible de précision dans la question et de clarté lisible dans les réponses. Il importe enfin que la question posée soit pertinente à la situation à quoi elle s'applique. Il ne s'agit pas que d'honnêteté, car il y aura des

conséquences pour la situation d'après. L'histoire des référendums depuis presque deux siècles n'est pas très belle.

Quelle que soit la question qui sera finalement posée par le gouvernement péquiste, la réponse par oui ou par *non*, par *pour* ou par *contre*, devra être lue comme favorable ou défavorable pour ce gouvernement. Cette question, pour n'être pas déloyale, devra être conforme au dernier état du programme du parti et surtout à la nature du contrat électoral que ce parti a passé avec les citoyens québécois lors de la campagne précédant le 15 novembre 1976. Ce programme et ce contrat étant précisément de demander un mandat explicite pour négocier une forme de souveraineté-association, la question ne semble pouvoir être que la suivante :

"Accordez-vous le mandat au gouvernement du Québec d'entamer avec le gouvernement d'Ottawa des négociations en vue d'un statut de souveraineté assorti en même temps d'une association économique avec le reste du Canada ? "

Une seule réponse : A) oui :

 B) *non* :

Ainsi formulée, cette question télescope les sous-questions 1 et 2-C du modèle exposé plus haut.

Les mots clés sont évidemment : "entamer... des négociations". Il ne s'agit pas d'une habileté ou d'une astuce. C'est ce qui ressort clairement du programme péquiste révisé et du contrat électoral passé avec les citoyens du Québec le soir du 15 novembre 1976.

L'état d'impréparation dans lequel se trouva le Parti québécois, lorsqu'il prit le pouvoir en avance sur son échéancier, n'explique qu'en partie et n'excuse pas du tout l'espèce de flottement sur un sujet aussi capital. Demander d'être mandaté *pour faire une chose*, ce qui est un vague projet, n'est pas identique à demander d'être mandaté *pour commencer à négocier avec d'autres afin de faire une chose*, ce qui est l'indication explicite d'une technique d'action. Il n'y a aucune subtilité, ni casuistique, dans cette distinction. Mais il y a tromperie, lorsque ayant à l'esprit la seconde formule, on ne parle guère que de la première.

On comprend que l'adversaire fasse cette simplification : c'est à son avantage. Le gouvernement péquiste s'est mis dans le piège de sa propre propagande, de son optimisme du pouvoir inattendu et tout neuf, du besoin de réchauffer l'ardeur des militants et de ne pas laisser décrocher les indépendantistes pressés, peut-être même de certaine esbroufe pour impressionner les cohortes d'indécis et d'indifférents. Prendre des attitudes de "dur" comme preuve de son dynamisme mobilisateur risque de tourner contre soi. Un jour, cette histoire sera racontée en forme moins schématique.

Ce Jour-là... le Référendum
Quatrième partie. Un nouveau Canada multiple
ou des États multiples ?

Chapitre 26

Ce sera bientôt ce jour-là...

[Retour à la table des matières](#)

Le plus tôt les dirigeants du P.Q. mettront de l'ordre dans leurs propres idées, le mieux ce sera pour eux et pour leurs cotes aux sondages, qui exercent sur eux une si naturelle sensibilisation. Quel mandat veulent-ils : pour *faire l'indépendance* ou pour *commencer à négocier afin de faire l'indépendance* ? Il n'est pas contradictoire de refuser le mandat de faire tout de suite l'indépendance et d'accorder le mandat de négocier en vue de la faire éventuellement. C'est justement tout le domaine du *faisable* - la première règle de toute vie - qui est en cause. Si l'indépendance en sa forme Castor (la souveraineté) et Pollux (l'association) est *faisable*, ce seront diverses rondes de négociations qui devraient pouvoir le démontrer. Et pour que cette preuve soit administrée il faut que s'entament ces négociations : d'où le prérequis du mandat pour négocier.

Faute d'avoir exprimé clairement et de façon constante cette distinction, laissant plutôt planer une indécision induite pendant une période aussi longue, le P.Q. n'aura pas aidé sa cause. Il fournit des armes à ses adversaires qui sortiront tous un jour de leurs taupinières. Quand le P.Q. tentera de rattraper le courant en spécifiant qu'il ne s'agit que de poser les premiers jalons d'une négociation "civilisée" en vue de la faire, il sera peut-être trop tard. Servir à maintenir le moral des troupes peut aussi contri-

buer à éloigner de ce parti les soutiens nettement majoritaires dont il a besoin pour mener son combat à terme. L'indépendance est un long processus avant d'être éventuellement un événement éclatant.

Le leadership du P.Q. tire sa première *légitimation* de ses propres membres, en tant que parti. Mais en tant que gouvernement, ce même leadership repose sur une *légitimité* supérieure et le liant davantage. S'il y a désaccord, incompatibilité même, entre ces deux principes, c'est la légitimité qu'accorde le suffrage populaire qui doit, en tous les cas, l'emporter. Quand le gouvernement péquiste est tenté de se comporter comme si le Québec était déjà indépendant, on comprend que ce soit bien "tentant", mais il s'éloigne de sa propre prudence *étapiste* et, encore une fois, il prête flanc aux attaques de l'adversaire.

* * *

Il ne faut pas s'attendre à plus de loyauté ou à quelque élégance de l'adversaire. Les forces fédéralistes, d'où qu'elles viennent, ont tout intérêt à décrire les péquistes comme dangereux, irresponsables, naïfs ou hypocrites. Elles vont centraliser leurs attaques sur le fait - oui ou *non* - de l'indépendance, elle-même précédée d'une séparation, sur l'impossibilité du jumelage souveraineté-association, sur l'horreur du démembrement, de la séparation en morceaux du Canada... C'est déjà commencé.

Les adversaires fédéralistes n'ont pas à être meilleurs "exégètes" de la pensée souverainiste que les péquistes eux-mêmes. Quand les fédéralistes dénoncent le projet d'association comme une formule hypocrite pour voiler l'objectif réel de la séparation, pour casser un grand pays, etc., cette inexactitude grossière est aussi une malhonnêteté de taille. Ce n'est pas ainsi que s'est faite la pensée indépendantiste et que, pour l'essentiel, elle apparaît encore. Qu'on dénonce le caractère *unfeasible ou unworkable*, et donc irréaliste, de la formule souveraineté-association, fort bien. Mais qu'on ne vienne pas soutenir que ce n'est qu'une tactique voilant de noirs desseins de destruction pure du Canada ! Ici, la contre-thèse fédéraliste risque d'aller trop loin, de déborder l'objectif, de se retourner contre elle.

Que ça plaise ou non, le 15 novembre 1976 a permis, selon la belle expression de M. René Lévesque, "un seuil de fierté retrouvée". (J'aime moins l'autre expression de "victoire contre la peur", qui charrie un peu, beaucoup.) C'est vrai, ce que M. Gérald Godin est allé dire en plein Toronto, que le P.Q. "fera tout en son pouvoir pour éviter

de saborder le Canada". Si la grosse artillerie fédéraliste tonne, n'importe comment en voulant substituer chez le Québécois un esprit de *culpabilité* au sens de sa propre *précarité*, c'est une très "mauvaise action".

La fierté péniblement "retrouvée" peut se transformer en "Fierté blessée" justement. Et quand on touche cette fibre chez des êtres humains, on ne répond plus de leur détermination à aller beaucoup plus loin que ce qu'ils auraient d'abord souhaité ou décidé de faire. Il m'arrive parfois d'entendre les applaudissements malsains que vont provoquer des arguments très inhibitifs de certains fédéralistes.

C'est toujours risqué de "crier au loup" quand il n'y a pas de loup. Mais on peut convertir des moutons en loups. Les stratèges fédéralistes doivent se rendre compte très tôt de ceci : le *non* très carré qu'ils vont demander à la question proposée par le gouvernement péquiste ne devra pas être dans l'esprit de déconsidérer à jamais la toute première chance que les Québécois auront eu de dire ce qu'ils veulent comme société politique. Ce n'est pas n'importe comment qu'on demande à quelqu'un de s'interdire des avènements concevables et fort attrayants. Le 15 novembre, une première "prise de la parole"... ? Peut-être que n'est pas fausse cette expression un peu lyrique. Mais ce jour-là du référendum qui viendra, ce sera une première prise de décision collective : et l'expression n'est pas lyrique. Cela vaut d'être traité avec respect, même passionné, de part et d'autre. Et précaution aussi, car il y a de la dynamite dans les deux types d'arguments qu'on entend déjà...

Les fédéralistes peuvent s'estimer en état de légitime défense. Mais ils ne partent pas perdants, statistiquement. Ils peuvent faire état d'une ligne d'argumentation très forte, qui pourrait leur assurer la victoire s'ils n'en abusent pas en démagogie trop voyante ou trop sonnante de gros sous. Par exemple :

Le régime constitutionnel actuel montre des déficiences ; mais il est réformable. Nous allons profiter de la crise actuelle pour nous y employer dans un fédéralisme renouvelé. L'indépendance, la souveraineté ont leur revers : l'interdépendance, l'association que prône précisément le P.Q. Toutes espèces d'associations économiques concevables sont déjà dans la pratique courante (et un peu confuse, on peut l'avouer) de la fédération actuelle. Les institutions centrales, spécialement déficientes, vont être modifiées et rajeunies. De nouveaux modes de représentation vont être institués. Quant à l'association économique simultanée ou postérieure à la souveraineté politique, il ne faut pas y compter. Le gouvernement central et neuf gouvernements provinciaux s'y opposent absolument. Et regardez bien la carte de l'Amérique du Nord. Le Ca-

nada vaut plus que sa constitution. Pourquoi prendre de longs détours, hasardeux et turbulents, qui devront passer par de pénibles ruptures pour espérer aboutir dans l'ensemble à ce que le programme du P.Q. propose ? Etc.

Ce langage de raison, de sens pratique, d'économie des moyens est tout à fait défendable. Il est *matter of fact*. Il vole bas, mais n'est pas dégradant. Il ne fait injure à personne. Il ne blesse pas les dignités. Il ne diminue pas les idéaux de plus grande exigence. Il n'encapsule pas des vérités immuables. Il ne bouche pas d'autres avenir.

Il a surtout une grande force de persuasion. Les forces fédéralistes ne peuvent pas perdre ce premier référendum. Les forces péquistes le peuvent et leurs chances n'en seraient peut-être que meilleures pour une consultation subséquente. La dynamique *propulsive* du changement s'étale en "étapes" justement, qui ne peuvent être toutes gagnantes : c'est la tendance générale, sur une longueur de temps suffisante, qui compte. La dynamique *stabilisatrice* du fonctionnement n'a pas cette latitude : si elle se grippe ou se détraque au premier test sérieux, c'en est fini pour elle. Autrement dit, les forces péquistes peuvent commettre des erreurs et les rattraper dans la suite ; les premières erreurs des forces fédéralistes risquent d'être irrémédiables pour le système et sa survie.

Ce fut une constante de l'histoire des mouvements et partis indépendantistes qu'ils étaient plus populaires que l'option de l'indépendance elle-même (toujours sans doute à cause de l'aspect *divisif, séparatif* de celle-ci). Cela peut changer depuis le 15 novembre 1976 : voter péquiste, c'est commencer à s'acclimater à l'idée de l'indépendance, surtout si elle est sécurisée par celle de l'association - et toutes les deux garanties par l'essai, devenu nécessaire, d'entamer des négociations à ce sujet pour au moins voir ce que "ça va donner". A l'autre pôle de la grande tension chargée d'émotivité entre les gouvernements des deux capitales, le Québécois, comme le Canadien français d'hier et d'avant-hier, se rangerait-il encore du côté de "son" gouvernement ? Quant à la dureté de la situation économique, la responsabilité peut en être autant imputée au gouvernement central qui détient les "gros pouvoirs" qu'au gouvernement québécois dont l'existence même est "facteur d'instabilité". L'argumentation antipéquiste des fédéralistes devra être *polie*.

* * *

Qu'est-ce que *gagner ou perdre* le référendum ? La question se pose en rapport au gouvernement qui décide de le tenir ; mais, un peu paradoxalement, sa défaite serait de moindre portée que celle des forces adverses. Il est très possible, à vrai dire c'est le résultat le plus probable, qu'il n'y ait ni vainqueur ni vaincu. Cette éventualité même aura moins de conséquences négatives pour le gouvernement que pour ses opposants, car elle aura signalé au moins une performance accrue du Parti québécois.

Quelle qu'ait été la question soumise, l'interprétation des résultats sera aussi grossière que la lutte aura été simplifiante entre la solide formation péquiste et la large coalition fédéraliste. C'est l'élément positif, constructif, prometteur de l'indépendance que le P.Q. aura fait ressortir : la souveraineté-association crée quelque chose de nouveau, de bénéfique pour tous, ne détruit rien. La contre-thèse fédéraliste n'aura retenu, pour l'amplifier, que l'élément négatif, destructeur, *séparateur* et *dislocateur* du Canada. Nous allons être placés au centre de ce "dialogue de sourds" *tonitruants* et *branchisants*. Il y aura de la passion dans l'air.

* * *

Deux conditions vont probablement manquer pour que le référendum produise un véritable *effet clarificateur* : 1) une reconnaissance par avance de la validité de la consultation ; 2) des résultats numériques suffisamment tranchés dégageant une forte majorité dans un sens ou dans l'autre.

1) Les fédéraux, M. Trudeau en tête, se sont employés, dès la prise du pouvoir par le gouvernement péquiste, à réduire la portée du référendum à celle d'une vague consultation indicative, d'un "sondage" comme en font tant et tant de gouvernements et de partis au pouvoir. Ce n'était pas très sérieux, ni même très efficace comme boutade. D'autant que, du même souffle irréfléchi, il contestait que la majorité simple de 51 p. cent puisse suffire à légitimer une décision de cette importance. Depuis quand un chef de gouvernement dispute-t-il les critères d'évaluation des "sondages" d'un autre chef de gouvernement ? C'est bien sans que le Premier ministre ne le veuille que ses propos (et le large assentiment qu'ils recevaient dans l'opinion fédéraliste) se situaient dans la *perspective légitimatrice* du référendum à venir, qui serait bien autre chose qu'un "sondage".

Tant et si bien que le Premier ministre canadien y alla du projet de son propre référendum : pas celui qui, à l'échelle canadienne, constituerait l'éventuelle *réponse* au référendum québécois, mais bien une espèce de *référendum-contrôle* à ce dernier pour le casser parce que émanant d'une autorité supérieure. Ce jeu fut jugé dangereux, grotesque même par des opposants, non péquistes. Mais encore une fois, par les principes de ce qu'on appelle en droit l'appel et la cassation, ce type de raisonnement entraine dans la dynamique légitimante *a contrario* du référendum québécois ou de ce que, dans un autre contexte, j'ai appelé le principe de la "légitimité renouvelable" ⁴⁵.

D'après les forces fédéralistes, si elles l'emportent décisivement, ou même à une faible majorité de 51 p. cent, le référendum québécois aura *légitimement* montré que les Québécois ne veulent pas de la séparation du Québec, du démembrement du Canada, etc. La question est alors réglée. "Finies les folies... !" Passons à du plus sérieux. Et M. René Lévesque n'aura plus qu'à démissionner, comme M. Trudeau s'est engagé à le faire dans l'hypothèse contraire, en une espèce de *cour gaullienne* ⁴⁶ auprès des citoyens canadiens. Pour M. Lévesque, la majorité légitime du référendum est la règle générale du 50 p. cent plus une voix. Si son gouvernement n'obtient pas ce résultat, il promet qu'il ne démissionnera pas, quitte à annoncer pour plus tard une deuxième consultation. "Nous ferons mieux la prochaine fois."

Une seule chose ressort clairement de tout cela : la partie qui estimera avoir *perdu* le référendum ne reconnaîtra pas que l'autre partie l'aura *gagné*. Mais, en toute population, il y a une *capacité limitée d'absorption* des consultations référendaires.

2) Deux choses sont exactes. Pour d'aussi graves décisions que l'indépendance ou la sécession, il n'est pas excessif d'exiger des majorités qualifiées : au moins 50 p. cent plus une voix, et, non pas une simple *pluralité* des voix exprimées en tenant compte des votes nuls ou volontairement annulés (du genre : 48 p. cent pour, 44 p. cent contre, 8 p. cent votes nuls ou annulés). Cette "qualification" pourrait aller sans exagération à 60 p. cent, ou même à 66 2/3 p. cent. D'autre part, les référendums d'in-

⁴⁵ Voir mon livre : *L'Indépendance : oui, mais...*, Éditions Quinze, 1977, pp. 150-151.

⁴⁶ Dans mon esprit, l'allusion n'a rien d'injurieux. À qui l'aurait oublié, rappelons que de Gaulle s'était engagé à partir si le peuple français ne lui était pas favorable lors du référendum de 1969 sur la régionalisation. Il partit.

dépendance nationale, rarement perdus, sont fréquemment enlevés à des majorités massives de 90 p. cent et plus ⁴⁷.

Pour sortir des contestations que cette arithmétique à faibles marges entraînerait, il faudrait que les résultats numériques soient suffisamment nets pour qu'il n'y ait plus aucun doute sur le "vainqueur" ou le "vaincu". J'établirais à plus 60 p. cent et moins 30 p. cent (le reste constituant les votes nuls ou annulés) ce gain ou cette perte pour un résultat absolument net. Un pareil écart en imposerait à la partie perdante, au reste du Canada, ainsi qu'aux Etats-Unis et à la communauté internationale.

Un tel résultat est actuellement pensable mais peu probable, dans un sens ou dans l'autre. Si les forces fédéralistes réussissent à faire prévaloir l'interprétation que les votes favorables au P.Q. signifieraient l'indépendance hasardeuse, avec la certitude d'un refus total à toutes espèces d'association économique, il est très possible que le support au Parti québécois ne dépasse pas le chiffre de 30 p. cent (à partir du noyau dur de 20 p. cent, qu'ont indiqué plusieurs sondages jusqu'à la fin de 1977). A l'inverse, les forces indépendantistes peuvent réussir à percer le mur de cette propagande strictement négative, surtout si les forces fédéralistes mènent exactement la campagne qu'il ne faut pas ! La "fierté" nouvellement "retrouvée" des Québécois, se voyant ainsi "blessée", peut faire des prodiges ! Le camp fédéraliste aurait joué un rôle d'accélérateur dans la marche vers l'indépendance, qui marquerait alors un bond en avant décisif.

Mais, dans les circonstances prévisibles, rien ne laisse encore escompter des résultats aussi spectaculaires. Les marges devraient être beaucoup plus restreintes. M. René Lévesque en a quelques fois exprimé l'avis devant des publics étrangers. Les deux camps d'adversaires sont forts, vont s'aguerrir encore ; ils ont chacun une cause susceptible de sensibiliser la clientèle à *prendre*, littéralement. Les citoyens québécois joueront-ils à nouveau de ce qu'un observateur de l'extérieur appelle leur sens de la "ruse" ⁴⁸ ?

⁴⁷ Rappelons en passant que le premier référendum portant sur le rattachement de Terre-Neuve au Canada fut considéré comme battu à 41,13 p. cent. Ce n'est qu'au second référendum que ce rattachement fut acquis à 52,44 p. cent des voix exprimées, correspondant à 45 p. cent de l'électorat total.

⁴⁸ Voir : François-Marie Monnet (correspondant du journal *le Monde* au Canada de 1972 à 1974), *le Défi québécois*, Éditions Quinze, Montréal, 1977.

Contribuer massivement à reporter M. Trudeau au pouvoir lors des élections fédérales précédant de peu le référendum ? Puis, lui adresser un "coup de semonce" par un vote étonnamment favorable au P.Q. lors du référendum ? Quitte à battre le Parti québécois, ou le reporter au pouvoir avec une majorité bien moins somptueuse, lors des élections générales québécoises ? - Je spéculé à peine. Je rapporte plutôt des propos en forme d'interrogations qu'on entend ici et là. Après avoir dit aux élections *plébiscitaires* fédérales qu'ils aiment bien encore M. Trudeau, et avant de faire la même déclaration à M. Lévesque aux élections *plébiscitaires* québécoises, les citoyens québécois diraient pour moitié oui, pour moitié *non* à l'ouverture de négociations sur l'indépendance lors de la consultation proprement *référendaire*. En sortirions-nous jamais, se diraient avec à propos les impatients des deux bords ?

* * *

Ambiguïté ou ambivalence, ruse consciente ou schizophrénie qui l'est moins, on finira bien par savoir ! On tente d'analyser en logique simple, et par le principe de non-contradiction, les comportements politiques généraux. Or, nulle part sauf en dictature ⁴⁹, de tels comportements ne sont simples ni logiques. Ils sont complexes et dialectiques plutôt. Ainsi, notre histoire devient lisible et son principe d'intelligibilité ne relève pas de la logique formelle. Il y a au tréfonds de notre subconscience collective des inquiétudes en forme de précarité vécue, que reconforte la conscience d'avoir duré. Et pour s'épanouir, il faut continuer à durer.

Deux précautions valent mieux qu'une. Dans ce régime de double protectorat, où nous avons été placés sans vraiment l'avoir choisi, nous croyons que deux protecteurs *protègent* mieux qu'un seul. Enfin, nous l'avons cru jusqu'à maintenant. Mais, que déciderons-nous ce jour-là où les deux protecteurs se dresseront l'un contre l'autre pour une option d'exclusive ? Il nous aura été dit jusqu'à l'écoeurement qu'on ne peut être gagnants tout le temps sur les deux plans. Les partisans de la souveraineté-association auront répondu qu'ils ne veulent plus être perdants à l'un et l'autre plan.

Le résultat global du référendum peut créer une situation de *no-win*, sans vainqueurs ni vaincus. Pour un temps assez long, si le P.Q. était reporté au pouvoir, nul ne pourrait plus avancer ni reculer. Le statu quo ne serait pas plus supportable que ne

⁴⁹ Le général Pinochet et la junte ont remporté haut la main leur référendum légitimateur au Chili...

serait faisable la réforme radicale du régime. Le degré de tension serait très fort entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec. Un référendum fédéral à l'échelle du Québec ou du Canada, un second référendum par le gouvernement québécois lanceraient cette surréaliste guerre des référendums ⁵⁰. Le résultat le plus clair serait un dénombrement d'effectifs pour une impossible guerre civile.

Car, au lieu d'une rivalité fort tendue entre deux gouvernements, nous passerions à la phase du mutuel emprisonnement entre deux sociétés à assiettes majoritaires inégales et à volontés contraires. Je redoute l'équation suivante : plus *l'indépendantisme marquera des gains au Québec*, moins *la fédération apparaîtra réformable*. On ne se passionne pas jusqu'à en mourir pour une constitution mais pour un pays. Les "troisièmes voies" doivent s'entrouvrir avant la bagarre du référendum : il n'est pas sûr que ce soit une situation propice pour faire penser juste ou pour penser loin.

* * *

"L'histoire nous apprend que les Canadiens français n'ont pas vraiment cru à l'indépendance pour eux-mêmes et que les Canadiens anglais ne l'ont vraiment pas voulue pour les autres." Cette phrase est une citation tronquée ; elle est de l'actuel Premier ministre du Canada (le *Fédéralisme et la Société canadienne-française*, Montréal, HMH, 1967, p. 107). La seule escroquerie que j'y ai faite a été de substituer le mot "démocratie" par celui d' "indépendance". Il aurait fallu l'étouffer dans l'oeuf si l'"indépendance" recherchée par le Parti québécois ne l'était pas par les moyens de la "démocratie". Mais la lutte contre l'indépendance ne doit pas, non plus, tuer la démocratie. Pour une fois que des Québécois poursuivent un grand projet démocratique...

Il est vrai qu'il n'y a pas de lien de nécessité entre l'indépendance et la démocratie, pas plus qu'avec le fédéralisme, d'ailleurs. C'est à voir dans tous les cas. Mais c'est surtout la démocratie qu'il importe de maintenir, quoi qu'il advienne du régime constitutionnel.

⁵⁰ A Sherbrooke, en janvier 1978, M. Trudeau soutenait que "jouer au qui perd gagne" en cette matière, "ça ne fait pas sérieux".

Ce Jour-là... le Référendum
Quatrième partie. Un nouveau Canada multiple
ou des États multiples ?

Chapitre 27

À Pierre et à René pendant qu'il en est encore temps

[Retour à la table des matières](#)

L'anglais, qui dans la langue courante ne distingue pas entre le vouvoiement et le tutoiement, favorise aussi le prénom rapide. Après quelques rencontres : "Hello John ! - How are you Paul ?" Le diminutif est le signe d'une amitié déjà galopante : "Hello Jim ! - How are you Bill ?" Le sobriquet fait preuve de l'intimité la plus totale, la définitive : "Hi Red ! "

Le journalisme fait usage de la langue la plus familière de l'écrit. Ses manchettes requièrent concision. Les journaux de langue anglaise pratiquent tout naturellement cette concision familière en identifiant dans leurs titres les vedettes du spectacle, du sport et de la politique par leur prénom. Il y a dans cet usage certaine ironie respectueuse, parfois teintée d'affection comme pour les personnes royales. Peut-être même cet usage du prénom est-il signe d'un désir confus d'abolir, un temps, la distance qui nous sépare de ces "princes qui nous gouvernent" ⁵¹ ?

⁵¹ D'après le titre du livre de Michel Debré portant sur la politique des dernières années de la IV^e République (Paris, Plon, 1957). Ce titre spécialement bien frappé

Nous avons le privilège et l'inconvénient d'être régis par deux "princes" en même temps : Pierre, monsieur le Premier ministre du Dominion du Canada ; *René*, monsieur le Premier ministre de l'Etat du Québec. Tant que leur mauvaise querelle ne nous accule pas, nous, les féaux sujets, à choisir pour l'un contre l'autre, cette dualité de loyautés comporte au moins l'avantage de déniveler deux sources de pouvoir. Le grand mal de toute politique est la trop forte concentration d'un seul Pouvoir. Dédoublément par spécialités et alternances diverses, cette situation fédéraliste est parfois présentée comme un avantage sur les régimes unitaristes. Mais c'est maintenant le principe même de ce dédoublement, de ce dénivèlement, de cette dualité, qui est mis en cause par la rivalité, forcément ambivalente, des deux princes qui nous gouvernent en même temps.

Nous, entre les deux, nous aurons à les départager car ils nous feront l'honneur conjoint de consultations disparates, électorales et référendaires, à cet effet. Comme leurs sujets, nous n'éviterons pas l'impression désagréable d'être aussi l'objet, et non seulement l'agent, de leur partage. Des rumeurs de la foire d'empoigne, qui fait fi des règles d'un loyal tournoi de chevalerie, nous parviennent déjà. Aussi, avant que tout cela n'aboutisse en mêlée désordonnée, il convient de parler à Pierre et à René pendant qu'il en est encore temps.

* * *

Je voudrais d'abord dire le plus clairement possible (comme en hors-texte) ceci : *les deux hommes d'Etat, les plus forts et les plus complets de notre génération, sont déjà engagés en une lutte qui peut évoluer en une espèce de suicide politique bilatéral*. Comment trouver, en cet affrontement, motif de réjouissance ou même quelque fondement à l'indifférence ? Et pour quel résultat, provisoire ou stabilisé ? Pour qu'en l'acte II ou III, des esprits plus médiocres qu'eux aient à nous désembourber de situations encore plus détériorées ?

Voilà : c'est dit.

* * *

est devenu une expression assez courante, qui ne s'emploie pas en référence particulière à la politique française de cette époque.

Ils n'étaient pas des "amis" au sens banalisé ou noble du terme. Plutôt des polémistes complémentaires où chacun, en ces confrontations, cherchait à confirmer ses positions tout en servant de faire-valoir à l'autre. Ces discussions viriles s'achevaient souvent par des désaccords passionnés.

L'un partait du point A, l'autre du point C : c'est au point B que rien n'allait plus, que tout se gâtait. Ils n'ont jamais regardé par le même bout de la lorgnette. L'un visualisait par le bout Canada pour apercevoir la réalité centrale du Québec ; l'autre, par le bout Québec et, apercevant la réalité Canada, soutenait qu'elle ne devait plus être englobante. Après une vingtaine d'années, ils en sont toujours au même point de départ, au même bout de la lorgnette ; et leur polémique toujours passionnée continue de brouiller les points de rencontre intermédiaires. Mais c'est de plus grande conséquence depuis qu'ils agissent ès qualités de premier gouvernant de leur Etat respectif.

Ils déclenchent de telles charges d'émotivité politique qu'il n'est pas facile de parler d'un des deux aux supporters de l'autre. Ce qui est en cause est combien plus large que leur personnalité, bien que nous nous trouvions devant ce qu'en langage de théâtre on appelle des "monstres sacrés" qui, pour ainsi dire, "brûlent les planches" du théâtre politique canadien. (Parenthèses : est-il arrivé une fois dans l'histoire politique canadienne que le Canada anglais ait produit simultanément deux leaders de cette taille ?) Ils incarnent en leur individualité deux situations collectives contraires. A travers les flammèches de leurs escarmouches verbales apparaissent les forces plus abstraites des systèmes, que ces personnages officiels représentent et animent pour une part qui peut être décisive.

L'un, par la grâce pour ainsi dire "surnaturelle" du parti libéral fédéral d'alors, allait être sacré Premier ministre du Canada il y a dix ans, à peu près au moment où le mouvement Souveraineté-Association devenait la matrice du futur Parti québécois. Huit ans plus tard, le 15 novembre 1976 allait mettre au pouvoir le nouveau Premier ministre du Québec, alors que le Premier ministre du Canada s'était déjà vu, par trois fois, confirmé dans ses fonctions en 1968, 1972, 1974. Ils sont maintenant au sommet des positions où leur dialectique passionnée semblait devoir les conduire depuis leurs discussions turbulentes de naguère. "Semblait devoir.....", c'est vite dit après coup, car l'un et l'autre était, dans son genre, un parfait prototype d'antipoliticien conventionnel. Qui aurait parié sur leur éventuelle entrée en politique avant qu'elle ne se produisît

Ces hommes, tout en contrastes, ont au moins ce trait psychologique commun de leur surindividualisme. Il ne manque de leurs proches à avoir lancé en boutades que ces hommes, en lesquels perçaient des qualités de "bêtes politiques", finiraient bien par être "premiers" de quelque chose. Mais, au fond, ces opinions coupaient court et butaient sur cet individualisme hors catégorie qui devait empêcher l'un et l'autre d'être à l'aise dans ces machines particulièrement homogénéisantes que sont les partis politiques. La vocation politique des deux hommes n'était donc concevable qu'à la condition qu'ils puissent devenir le centre d'un parti, c'est-à-dire le leader.

À peine tolérée, l'entrée de l'un dans le Parti libéral du Canada fut suivie, en un temps record, de l'offre d'en prendre la direction en même temps que d'assumer la responsabilité première des destinées politiques de ce pays. Il n'avait pas fait ces circonstances favorables : plutôt le parti et le pays, en une heure d'inquiétude, se reconnaissaient en lui. Tout à fait souhaitée, l'entrée de l'autre dans le Parti libéral du Québec fut très tôt suivie de tensions internes croissantes jusqu'au moment où, lui et le parti n'y pouvant plus, il en sortit. Un homme, en instance d'un parti, s'en donna un qui lui permit de prendre le pouvoir huit ans plus tard. Comme dernier paradoxe de ce parallélisme, c'est ce succès tardif qui allait renflouer, depuis le 15 novembre 1976, la bonne fortune fluctuante de l'autre. Mais les paradoxes apparents ont-ils déjà exprimé autre chose que des problèmes qu'on comprend mal ?

Peu enclin à donner des directives et mots d'ordre à mes compatriotes, je le suis encore moins à donner conseils et avis à ces *Princes qui nous gouvernent* - et dont il convient de se tenir à respectueuse distance, loin de leur cour et de leur entourage. Mais la liberté politique dont nous jouissons commande qu'on ne taise pas critiques et revendications. S'il y avait quelque espoir pour une détente entre les deux capitales, il serait peut-être dans la lucidité de l'examen autocritique de chaque homme. *Car Pierre et René se sont tous deux trompés*. Erreurs d'appréhensions et de calculs, même en ce que ceux-ci avaient de généreux.

* * *

L'erreur de Pierre a été de réduire tout le problème canadien français à une question d'inégalité linguistique. Que si l'on règle cette question à l'échelle "nationale", ce nationalisme sera contré et disparaîtront alors les sources du "séparatisme" québécois qu'il honnit tant. Mais cet échec, devenu flagrant, est-ce bien celui d'un homme ?

Hors du Québec, le Canada ne se voyait pas comme un pays au bilinguisme conséquent, à peine le Nouveau-Brunswick chichement et sur le tard, même pas l'Ontario de M. Davis ; l'excroissance en multiculturalisme, comme pour compenser, devenait encore plus artificielle. Dans le Québec, avant même que ce pari ne fût joué, c'était déjà trop tard pour trop peu.

Il y avait dans l'entêtement du Premier ministre du Canada, et surtout dans la constance coûteuse à poursuivre le règlement d'un problème déjà dépassé, quelque grandeur, il faut l'avouer. La loi sur les langues officielles est la plus "nationaliste", justement, qui ait jamais été passée par un gouvernement fédéral. A ce point qu'elle a failli perdre son promoteur avant même l'arrivée au pouvoir du Parti québécois. Dans les hauts cercles d'Ottawa, ce n'est pas d'hier qu'on chuchotait : "La politique de Pierre en matière de langues, c'est ce qui le perdra." Elle entraîna au moins un sévère ressac, qu'il convient d'appeler, dans le contexte, *backlash*.

Depuis le 15 novembre 1976, Pierre se décrispe, s'ajuste, marque des points en semblant presque toujours tenir le problème bien en main, mais commet aussi des boutades pas très heureuses et des formules emphatiques - les unes et les autres à double tranchant. "Il est à son mieux" en ces périodes de tension, notent les observateurs. C'est qu'il a l'élégance, ou la nonchalance détachée, des forts pendant les périodes d'adversité. Ils aiment surtout paraître forts et y arrivent souvent. Sa non-contradiction of *being a French Canadian*, il la vit en un tout harmonique avec presque trop d'aisance, ce en quoi s'enracinerait ce que d'aucuns appellent son "arrogance". D'ailleurs, qui peut se permettre de battre, alternativement et sur leur propre terrain, les "Anglais" et les "Québécois" ? Faut le faire.

L'homme n'est pas ambigu. Mais la situation qu'il résume, la cause qu'il a épousée présentent au moins l'équivoque inhérente à la dualité culturelle fondamentale du Canada. Par exemple, quelle est la plus grande attente qu'il suscite ? - Maintenir le Québec à l'intérieur du régime fédératif ? Ou convaincre le reste du Canada qu'après sa dernière tentative à lui, les chances d'une véritable relance vont se faire de plus en plus rares ?

Il arrivait peut-être en retard en 1968 ; il n'est pas sûr qu'il soit trop tardif dix ans après. Il fallait le *climax* ou la "dose d'adrénaline" ⁵² du 15 novembre 1976. Les occa-

⁵² Selon le mot du président du Montreal Board of Trade, M. Groome, cité au chapitre 22.

sions en ces dix ans ne lui ont pas manqué d'enfin pouvoir reconnaître le Québec changé dans le Canada réel, ce "diable de pays" ainsi qu'il l'appela dans un moment d'humeur. On l'investissait en 1968 d'un rôle de *mainteneur*. L'action de la pièce s'est accélérée depuis lors. Il tient toujours le grand premier rôle, mais qui s'est doublé en celui de *changeur*. Lui, le tout premier, le dit du haut de tribunes impressionnantes, comme celle du Congrès américain, la situation politique canadienne doit être modifiée : il y aura des risques à assumer et surtout des coûts à payer.

Changer le Canada et non pas seulement *maintenir le Québec* dans l'ensemble canadien. L'homme est suffisamment mûr pour n'être pas lui-même dupe de la trop grande facilité avec laquelle il se trouve à rassurer, pour un temps, une grande partie de l'opinion canadienne-anglaise ; il ne se fait pas non plus d'illusions sur la gratitude qui l'attend. Il doit réapprendre à devenir un homme de changement, ce qui était plus conforme à sa nature profonde. Les circonstances qui ne dépendaient pas de lui ont peut-être épuisé ses ressources de *mainteneur* strict.

"C'est de bonne guerre" - pour employer une expression qu'il affectionne - de ne parler d'abord que d'"accommodements" et de "révisions". En période de pré-négociations, on n'annonce pas ce qu'on va consentir pour sauver l'essentiel au moment crucial. Le fédéralisme canadien se survit mal en "accommodements" dont la multiplication a encore accentué les défauts qui s'autogénèrent. Pour ce qui est des "révisions", elles devront être radicales et fondamentales, de substance et non pas seulement de circonstance. Et surtout, elles ne devront pas survenir trop tard. Il faut ranimer l' "état de grâce" constituant qui prévalait il y a une dizaine d'années et non pas commencer par le déclarer impur. C'est en dirigeant à point nommé les changements devenus nécessaires que de grands *mainteneurs* d'Etats sont passés à l'histoire.

* * *

L'erreur d'appréciation de Pierre a porté sur le Québec dans le Canada ; le mauvais calcul de René porte sur le Canada à l'entour du Québec. Il se basait sur un paramètre essentiel qui peut tenir en cet énoncé : conscients de former une forte majorité sur un vaste territoire déterminé, et déjà politiquement organisés en un demi-Etat fédéré, un nombre toujours croissant de francophones québécois aspirent à vivre la plénitude étatique - à charge de conclure un tout nouveau contrat d'association avec

ce qui resterait du toujours grand Etat environnant. On ne brise rien de ce dernier sauf qu'on en sort.

Ce processus, pense-t-il, est d'une telle logique, les bienfaits escomptés sont tellement certains pour les deux parties, qu'une telle solution s'imposera naturellement pour sortir du cafouillage actuel. Mais l'autre partie qui a dix voix, celles de l'autorité centrale et de neuf autorités provinciales, ne l'entend pas ainsi. Mais pas du tout ! Association renouvelée implique qu'il y aura eu dissociation, soit séparation. Or il n'en est absolument pas question en toutes hypothèses, non plus que d'une sécession-réintégration simultanées, selon un vague modèle d'opérations concomitantes de séparation *et* d'association.

L'analogie avec les phénomènes du confédéralisme européen ne tient pas. Celui-ci, partant de souverainetés acquises depuis longtemps, n'a qu'une phase : des souverainetés aux nouvelles communautés d'interdépendance, d'ailleurs très partielles et fragiles. La chaîne de l'octroi d'une souveraineté-association serait à deux phases et va, pour la première, en sens contraire : d'une intégration fédérale à deux souverainetés, pour la première phase négative ; puis, la phase positive, une réassociation économique entre les deux nouvelles souverainetés politiques.

Tout achoppe sur la phase négative et destructive et non sur la phase positive et constructive. Ou plutôt, cette dernière ne se pose même pas. Les tenants de la souveraineté-association ont beau spécifier qu'il n'y aura pas deux phases distinctes, mais uniquement un processus global de négociation s'accomplissant en un seul *package deal*, et que cela est inévitable puisque inscrit dans la nature des choses, etc.

Rien n'y fait : on peut, à l'intérieur de certaines limites, enlever tel ou tel gros morceau en négociations ; mais on ne peut imposer le principe même d'une négociation qui n'aura pas lieu, parce que la partie la plus forte la refuse selon les termes de l'autre partie. Les éventuels associés ne veulent retenir que l'inévitabilité d'une séparation et d'une destruction, rendant ensuite impossible l'oeuvre constructive de réassociation : donc, aucune possibilité de réformer le régime en en sortant.

Et même si cette sortie devenait possible, il ne faut absolument pas compter sur une attitude coopérative de la part du reste de ce Canada ainsi amputé. Cette fois-ci, l'argument va trop loin : si, par hypothèse malgré tout pensable, le Québec devenait de fait indépendant, ce ne serait plus qu'une question de temps - passé la longue période acrimonieuse de rancoeurs et de difficiles règlements de propriétés et de passa-

ges - avant de voir les nouvelles parties en présence conclure les associations nécessaires aux interdépendances persistantes.

Un des effets du 15 novembre 1976 a été de faire voir l'épaisseur du refus du Canada anglais à l'idée pourtant solidariste de l'association. Il ne resterait plus que le fédéralisme renouvelé ou la grande aventure de l'indépendance totale et inconditionnelle. Mais René et Pierre ne sont pas seuls à supporter les conséquences de leur erreur d'évaluation.

* * *

Il y a encore les clientèles électorales, ainsi que les entourages partisans et administratifs dont des perceptions personnalisées ne tiennent pas assez compte. Les clientèles électorales, aussi bien à l'échelle québécoise qu'à celle pancanadienne et englobante, sont majoritairement acquises au Prince outaouais : son problème consiste à les maintenir et, désormais, à les transférer au prochain dénombrement référendaire. Le Prince québécois, qui s'est affirmé à contre-courant des nombres électoraux, devra les amplifier en sa faveur lors de la consultation référendaire, qu'il s'est engagé à tenir à ses risques et périls. Sa position de non-gagnant au départ rend sa position actuelle assez précaire. C'est d'évidence pour l'heure ; il n'en est pas à jamais décidé ainsi.

Mais nos deux Princes sont, si l'on peut dire, à parité en rapport à leur entourage. Il m'arrive parfois de me poser de sérieuses questions sur la pression très forte que leurs collaborateurs exercent sur eux. En relisant leurs textes écrits des "grandes circonstances", en colligeant leurs improvisations *préparées* et celles qui furent plus spontanées, on peut se demander si, particulièrement depuis le 15 novembre 1976, leurs énoncés les plus discutables n'ont pas été influencés par les fameux entourages que l'analyse politique laisse souvent dans l'ombre. J'entends par *entourage* les collaborateurs immédiats des cabinets ministériels, et conseillers dits "spéciaux", les "éminences grises" ou plus voyantes, les confidents habituels ou occasionnels, les rédacteurs de discours (*ghost writers*), et non pas seulement les ministres influents ou les premiers responsables des grandes instances de partis.

Cela fait beaucoup de monde, à ponctualités fort variables et influences pas toujours cohérentes. Il n'est déjà pas facile pour nos Princes démocrates de distinguer efficacement les grands plans de la communication publique : responsabilités du chef de gouvernement ou du leader de parti, perspectives de l'immédiat ou du plus long

terme, usages à consommation intérieure ou extérieure, et quel "intérieur" (celui du Québec ou des Maritimes ou de l'Ontario, ou de l'Ouest, etc.), et quel "extérieur" (celui de Washington ou de Paris, celui du New York des Nations unies ou du New York de Wall Street, etc.) ? Si tout cela était préalablement pesé en stricte rigueur et selon les connexions nécessaires, la politique serait moins bavarde jusqu'à devenir affaire de mutisme : la "une" des journaux raconterait autre chose ! C'est une des servitudes les plus redoutables de nos principautés démocratiques que leur chef doive se montrer fréquemment et ait à parler à tout propos.

Il n'est pas vraiment facile aux Princes, fussent-ils comme les nôtres communicateurs d'une exceptionnelle efficacité, de livrer le message qu'il faut et selon la tonalité qui convient, à l'endroit et au moment propices. Comme tout le monde, ils éprouvent le besoin d'assentiments davantage que de conseils. Les approbations de l'entourage sont le premier apaisement à leurs doutes, réconfort que des résultats favorables de sondages procurent encore mieux ! "Il est bien (ou mal) entouré ", chuchote-t-on volontiers dans "les milieux généralement bien informés".

L'entourage qui permet d'éviter une erreur peut aussi en faire commettre une autre, plus lourde. Le Prince est quand même moins mal connu que l'entourage ; mais cette méfiance même engendre souvent une mythologie sur l'influence réelle de tel ou tel membre de l'entourage. Le Prince devrait surtout se méfier des conseillers qui décrètent : "Votre destin historique étant... votre rôle précis en cette affaire consiste à..." Le Prince devrait avoir sa petite lumière rouge intérieure ATTENTION lorsqu'il se sent ainsi *charrié* par des arguments faisant assaut à son quant-à-soi. Ce sont plutôt les conseillers de prudence qui se trompent peu ou rarement - ou dont les erreurs sont moins lourdes à rattraper.

* * *

Ces considérations se font d'autant plus librement que nous avons affaire à deux leaders forts, qui tiennent bien en main leurs troupes et leur état-major. Toujours préoccupés de leur réinvestiture électorale à venir, les princes non dynastiques ne se gardent parfois pas toujours bien de ceux qui leur sont "tout dévoués" et qui sont hommes de partis.

Quand le parti est au pouvoir, les hommes des appareils ont tendance à s'appuyer sur leur *carrièreisme* bureaucratique et à prendre des risques, ou à conseiller d'en

prendre, à cause de ce caractère éphémère d'un pouvoir soumis aux aléas électoraux. Lorsqu'en outre, les ailes radicales du parti estiment devoir donner libre cours à plus d'activisme, ces pressions deviennent très fortes sur le chef de la double machine gouvernement-parti. Si, de plus, la lutte contre l'extérieur devient décevante et qu'elle a réduit la faculté de manoeuvre d'abord envisagée, il peut s'ensuivre un durcissement réflexe de la ligne officielle.

Dans les partis prônant de profondes restructurations politiques comme le Parti québécois, la radicalisation d'un leadership produit au moins cet effet premier de circonvenir les partisans radicaux dans l'ardeur de la lutte. Mais la coupure risque de se produire avec les clientèles plus larges qu'il s'agit précisément de gonfler. C'est ainsi que la lutte se perd plus rapidement, qui eût pu être gagnée sans ce qu'on pourrait appeler cette espèce de pression radicalisante.

Quand un chef de gouvernement avoue ses "tiraillements" intérieurs, devant des éléments d'une législation linguistique qui lui répugnent, on n'est, pas sur le chemin d'une dictature princière. Ce gouvernement n'est pas non plus d'une démagogie effrénée, qui réimpose une taxe sur les vêtements d'enfants à la veille de l'hiver ou qui semble privilégier, dans l'octroi de fabrication de véhicules scolaires, la succursale d'une multinationale type plutôt qu'une firme autochtone qui avait déjà commencé à faire ses preuves à cette échelle multi ou transnationale. Mais quand il offre à la contemplation populaire la représentation statufiée de l'autocrate qui avait immobilisé l'élan d'une génération politique, on ne peut s'empêcher de penser que ça ne pressait vraiment pas pour devancer le jugement de l'histoire indulgente ! -

La règle d'or d'une politique *étapiste* n'est pas dans la connaissance du nombre d'étapes à parcourir ni dans leur étalement théorique dans le temps, mais dans l'exigence de consolidation de chaque étape avant de pouvoir passer aux subséquentes, en gradation de difficultés. Ce que la sagesse populaire appelle "ne pas brûler les étapes" n'interdit pas de préparer activement la suivante. Il n'est jamais facile de faire accepter des retraites stratégiques à un parti du mouvement. Mais la réduction a priori du plan stratégique initial peut être la condition d'un *étapisme* progressif évitant de tomber dans le piège du "tout ou rien".

Ce n'est pas contre le gouvernement d'Ottawa que l'actuel gouvernement de Québec a pu s'installer au pouvoir. Mais, pour s'y maintenir, il aura à affronter ce redoutable adversaire dissymétrique et à battre à nouveau son seul adversaire symétrique

sérieux (le Parti libéral du Québec) en alliance avec le précédent. Dans l'intervalle, il aura été accordé au "bon peuple" un droit de parole référendaire : c'est lui qui aura déterminé le potentiel et les limites de l'étape suivante. Il est assez vraisemblable qu'elle s'ouvre sur des possibilités de troisième voie, qu'il ne serait pas dégradant d'explorer puisqu'elles apparaîtraient alors comme les seules accessibles ⁵³.

L'important est que le dynamisme *interne* nouveau, qui a été apporté par le 15 novembre 1976 à la politique québécoise, ne se perde pas dans les aléas *étapistes* de la lutte constitutionnelle ; et qu'il soit surtout capable de son propre renouvellement, quelles que soient les conditions *externes* défavorables. Il sera plus difficile d'avoir à réinventer un P.Q. que de ranimer de ses cendres une U.N. ou de sortir un P.L.Q. d'une prostration induite ⁵⁴.

* * *

Lors de leur rencontre au *sommet* de Québec, le 2 décembre 1977, nos Princes ont tenu une réunion privée et secrète dont les deux, en conférences de presse séparées, ont rendu compte en termes concordants. Ils n'ont pas eu à s'étendre longtemps sur leurs opinions contradictoires, à développer les mêmes arguments irritants de leurs passes d'armes turbulentes de naguère ou d'hier. Qu'ils aient tenu au caractère secret de cet entretien est un signe de l'importance extrême qu'ils y attachaient. Je me prends à imaginer le courant psychologique très spécial qui a dû s'établir entre ces deux hommes, dès les toutes premières secondes où ils se sont trouvés, pour la première fois depuis longtemps, seul à seul (...).

J'avoue que, lors de rares moments dépressifs, il m'arrive de craindre que "toute cette affaire" ne finisse très mal. Le point auquel je me raccroche alors est celui de la grande classe des deux hommes et de la profonde et mystérieuse estime qu'ils se vouent en pleine conscience de leurs destins antinomiques. C'est peu ? C'est beaucoup ?

⁵³ Voir le chapitre 22.

⁵⁴ Au moment d'écrire ces lignes dans les tout premiers jours de janvier 1978, l'auteur ignore les résultats de la course au leadership du P.L.Q. dont le congrès est prévu pour le mois d'avril suivant. Beaucoup de choses peuvent sortir de ce congrès en plus de l'explicitation d'une "troisième voie" : peut-être même l'émergence d'un autre Prince s'interposant et ayant à mener, successivement, deux combats avec le Prince de chaque capitale ?

Pierre et René s'étant trompés, vont-ils avoir le courage lucide de réévaluer les deux erreurs qui ont été l'axe de leur pensée pour l'action ? Pas publiquement, bien sûr, à cause des prochains affrontements électoraux et référendaire, sans parler des énormes pressions des entourages. Fédéralisme renouvelé ou faisceau des troisièmes voies présentent tout un champ des possibles. Ces deux fils du Québec savent fort bien que, hors les franges des fédéralistes irréductibles et des indépendantistes irréversibles, le gros de leur clientèle québécoise est la même. Plus de trois Québécois sur cinq qui *aiment* à la fois Pierre et René n'estiment pas que ces contradictions soient insurmontables.

Ce serait d'un bon pari, qu'on pourrait étayer par dix sondages, que celui qui soutiendrait que Pierre et René sont *condamnés à réussir ou à échouer ensemble et non pas l'un contre l'autre*.

L'hypothèse, souvent soutenue, qu'une échéance d'un ou des deux Princes rendrait un accord moins malaisé entre les deux capitales ne repose sur aucun fondement. Une telle situation réenclencherait la chaîne des ajustements qui continueraient d'être provisoires. Tout serait toujours à reprendre. Ce ne serait pas trop du "génie" politique des deux hommes pour trouver les points où pourraient osciller des éventuelles solutions qui, ne comblant personne, sembleraient le moins insatisfaisantes pour *le plus grand nombre à la fois de Québécois et de Canadiens*. Une crise constitutionnelle qui dure depuis 15 ans, c'est un peu long.

Quand l'ennui profond sur ce qui apparaît en bonne partie comme des jeux de l'esprit se met à anesthésier les masses populaires, qui ont bien d'autres sujets d'inquiétude plus pressants, c'est en ces moments-là que risquent de se produire des catastrophes politiques. Après l'inévitable test référendaire, Pierre et René seront encore assez forts pour n'être pas dévorés par la cause que chacun d'eux incarne avec une telle intensité. Ils ne sont pas hommes à être prisonniers des slogans de leurs luttes et qu'ils ont eux-mêmes lancés. Les grandes décisions qui affectent de façon durable les communautés humaines résident d'abord au tréfonds de personnes réelles : en l'occurrence, Pierre et René.

Ils sont hommes à sentir, à temps et en même temps, leur responsabilité première de n'avoir pas à détériorer la situation pour toute une génération à venir.

- À tes malheurs (René) !

- Et réciproquement (Pierre) !

Cela risque d'être aussi nos "malheurs". Le plus cruel des mots historiques prononcés est :

"Je n'avais pas pourtant voulu cela !"

Gérard BERGERON

Département de science politique, Université Laval